

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

---

## UN IMPOT SUR LE REVENU SOUS LA RÉVOLUTION

---

# La Contribution patriotique

SON ÉTABLISSEMENT — SON ORGANISATION

SON FONCTIONNEMENT DANS LA PROVINCE DE LORRAINE ET BARROIS

PUIS DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

ANDRÉ BOIDIN

---

*L'Acte public sera soutenu le samedi 18 décembre 1909, à 2 heures*

---

*Président :* M. GAVET, professeur

*Suffragants :* { M. ROLLAND, agrégé  
M. SENN, agrégé

---

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C<sup>ie</sup>

18, RUE DES GLACIS, 18

---

1909











UN IMPOT SUR LE REVENU SOUS LA RÉVOLUTION

---

LA  
CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

## FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

---

Doyen : M. BLONDEL, ✱, I ④.

Doyen honoraire et professeur honoraire : M. LEDERLIN, ✱, I ④.

MM. BLONDEL, ✱, I ④, Professeur de *Code civil*, doyen.

BINET, I ④, Professeur de *Code civil* et chargé du *Cours d'Enregistrement*.

GARNIER, I ④, Professeur d'*Économie politique* et chargé du *Cours de Législation financière*.

BEAUCHET, I ④, Professeur de *Procédure civile*, chargé du *Cours de Procédure civile* (Voies d'exécution) et chargé du *Cours de Législation et Économie coloniales*.

BOURCART, ✱, I ④, Professeur de *Droit commercial* et chargé d'un *Cours de Droit commercial* (Licence).

GAVET, I ④, Professeur d'*Histoire du Droit*, chargé du *Cours d'Histoire du Droit privé*, du *Cours de Droit naturel* et du *Cours d'Histoire du Droit* et des *Institutions juridiques de l'Est*.

CHRÉTIEN, I ④, Professeur de *Droit international public* et *privé* et chargé du *Cours de Droit international public* (Doctorat).

CARRÉ DE MALBERG, I ④, Professeur de *Droit public* et *constitutionnel* et chargé des *Cours de Droit public* (Licence) et de *Droit public* et *Droit constitutionnel comparé* (Doctorat).

GÉNY, I ④, Professeur de *Code civil* et chargé du *Cours de Droit civil approfondi* (Doctorat).

MICHON, I ④, Professeur de *Droit romain* et chargé du *Cours d'Histoire du Droit public*.

BROCARD, Agrégé et chargé d'un *Cours d'Économie politique* et du *Cours d'Histoire des doctrines économiques*.

ROLLAND, Agrégé et chargé d'un *Cours de Droit administratif* (Licence), d'un *Cours de Droit administratif* (Doctorat) et d'un *Cours d'éléments de Droit public et administratif* (Capacité).

SENN, Agrégé et chargé d'un *Cours de Droit romain*, d'un *Cours de Législation industrielle* (Licence) et du *Cours de Pandectes*.

NAST, Docteur en droit, chargé du *Cours de Droit criminel*.

SIMONNET, A ④, Docteur en droit, chargé d'un *Cours d'éléments de Droit civil* (Capacité).

RENARD, A ④, Docteur en droit, chargé d'un *Cours d'éléments de Droit civil* (Capacité).

MELIN, A ④, Docteur en droit, chargé du *Cours de Science sociale*.

ROVEL, I ④, Docteur en droit, secrétaire.

---

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

---

## UN IMPOT SUR LE REVENU SOUS LA RÉVOLUTION

---

# La Contribution patriotique

SON ÉTABLISSEMENT — SON ORGANISATION

SON FONCTIONNEMENT DANS LA PROVINCE DE LORRAINE ET BARROIS

PUIS DANS LE DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE PAR

**ANDRÉ BOIDIN**

---



*L'Acte public sera soutenu le samedi 18 décembre 1909, à 2 heures*

---

*Président :* M. GAVET, professeur.

*Suffragants :* { M. ROLLAND, agrégé.  
M. SENN, agrégé.

---

NANCY

IMPRIMERIE BERGER-LEVRAULT ET C<sup>ie</sup>

18, RUE DES GLACIS, 18

---

1909



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



## PRÉFACE

---

De toutes les formes d'imposition qui furent proposées ou pratiquées aux différentes périodes de l'Histoire, l'impôt général sur le revenu est assurément celle qui trouva tout à la fois les admirateurs les plus enthousiastes et les critiques les plus sévères.

C'est que cet impôt, qui a repris plus que jamais en France une place prépondérante dans les préoccupations de l'opinion, joint aux idées les plus séduisantes de la justice et de l'équité quant à son principe, les difficultés les plus sérieuses et les dangers les plus grands quant à son application.

Il est toujours à craindre dans l'examen d'une question de cette nature, pour laquelle les passions politiques entrent fréquemment en lice, que la discussion scientifique ne soit sacrifiée à la lutte des partis, que les arguments ne soient dictés par l'effroi d'intérêts menacés ou par l'enthousiasme d'appétits condamnables.

Notre but n'est point de prendre ici position dans ce débat. Pour des recherches historiques, toute conclusion tendancieuse n'offrirait ni utilité, ni garantie.

Nous demanderons à l'Histoire un tableau de la mise en œuvre de cet instrument fiscal, et nous chercherons à dégager les principes qui ont naturellement présidé à son fonctionnement.

L'histoire financière de la Révolution nous présente une application de l'impôt sur la propriété et sur le revenu, dans laquelle les règles directrices de son fonctionnement se perçoivent avec une netteté d'autant plus grande qu'elles avaient été primitivement méconnues par ses organisateurs, et qu'elles s'imposèrent spontanément et méthodiquement à eux.

C'était au début de la crise révolutionnaire. Le Trésor était vide ou peu s'en faut. Comme il arrive toujours dans les périodes de trouble, les ressources diminuaient; les besoins d'argent se faisaient sentir de plus en plus impérieux. La disparition du crédit rendait l'emprunt inefficace.

Dans cette détresse, le ministre des finances Necker, à court d'expédients, fit voter par l'Assemblée nationale, sous le nom de *contribution patriotique*, un impôt portant à la fois sur l'ensemble du revenu de chaque citoyen, dont il demandait le

quart, et sur certains capitaux improductifs : l'argenterie, les bijoux d'or et d'argent et le numéraire gardé en réserve.

D'après les plans du ministre, adoptés de confiance par l'Assemblée, cette ressource devait être suffisante pour parer au déficit. Contribution extraordinaire, perçue une seule fois, elle serait le sacrifice final demandé aux citoyens pour ramener l'équilibre financier, faire renaître la confiance pour l'avenir et sauver la Patrie des pires dangers. Aussi le patriotisme suffirait à en assurer la rentrée. Il n'y aurait aucune recherche ni inquisition pour découvrir si chaque part contributive était bien telle qu'elle devait être. La contribution n'aurait pour base que la déclaration dictée par la bonne foi du contribuable : « En général, disait le ministre, aucune rigueur ne devrait être employée envers personne ; l'aiguillon doit être le patriotisme, et le surveillant sa propre honnêteté..... La femme d'un simple paysan donnera, s'il le faut, son anneau ou sa croix d'or ; elle n'en sera pas moins heureuse, et il lui sera permis d'en être fière (1). »

« C'est à croire, dit M. Gomet (2), que Necker ne

---

(1) Discours prononcé par Necker, premier ministre des finances, à l'Assemblée nationale le 24 septembre 1789. (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, tome V, n° 83.)

(2) *Histoire financière de l'Assemblée Constituante*, tome I, p. 383.



connaissait les mœurs des habitants des campagnes que par les fables de Florian et les idylles de Berquin ! »

Un impôt sur la propriété ou sur le revenu, fonctionnant de cette façon et avec cette simplicité, serait certes l'impôt idéal. Juste et équitable entre tous, puisqu'il ferait contribuer tous les individus proportionnellement à leurs ressources, il n'amènerait dans son fonctionnement ni inquisition ni contrainte, puisqu'il serait payé de plein gré par les citoyens soucieux de leurs devoirs.

Malheureusement l'homme n'est pas aussi parfait. Il lui est difficile de sacrifier ce qu'il croit être ses intérêts au bonheur de tous ; et le patriotisme, puissant aiguillon cependant, n'est pas toujours suffisant pour le décider à remplir ses devoirs.

Aussi, chaque fois que l'assiette d'une contribution dépend de la déclaration des contribuables, ceux-ci, n'ayant à redouter d'autre sanction que les reproches de leur conscience, souvent hésitent. Les bons citoyens déclarent scrupuleusement l'état de leur fortune ; mais il en est d'autres qui ne craignent pas de dissimuler tout ou partie de leur avoir. Il en résulte une perte pour le Trésor ou une inégalité fâcheuse qui surcharge les uns et profite aux autres. Une contribution à la discrétion des contribuables n'est pas viable.

L'exemple de la contribution patriotique en est une preuve. La déclaration, inspirée par le patriotisme et sanctionnée par la conscience, donna peu de résultats. Le contrôle s'imposa, et six mois après l'adoption des plans de Necker, l'Assemblée nationale dut compléter le système de la déclaration par celui de la taxation. Elle dut confier à des vérificateurs la mission délicate d'apprécier les fortunes, de surtaxer ou d'imposer d'office les citoyens dissimulateurs, égoïstes et sans scrupules.

Or, toutes les fois qu'une personne, même animée des meilleurs sentiments, est chargée d'apprécier la fortune d'une autre, elle se trouve aux prises avec les plus grandes difficultés. Les données dont elle dispose varient, il est vrai, suivant la composition de la fortune. S'agit-il, en effet, d'estimer des immeubles ou des ressources à base fixe, sa mission sera relativement aisée. Mais, si ce sont des valeurs mobilières ou des revenus à base variable qu'il faut découvrir ou évaluer, elle devra nécessairement se livrer à des recherches touchant à l'inquisition. Si le contribuable s'abstient ou refuse de lui donner les éléments nécessaires à son estimation, il lui sera presque impossible de les connaître directement, et elle devra demander à la notoriété publique les données d'une taxe arbitraire, système dangereux, permettant l'intervention des entraînements et des

influences. D'ailleurs, elle pourra toujours imposer sa taxation, car le contribuable, dans l'impossibilité de faire une preuve négative, sera désarmé.

Le législateur de 1789, qui avait voulu faire de la contribution patriotique un impôt volontaire, qui avait été amené par la suite à le soumettre au contrôle, ne put, malgré son désir, l'affranchir des conséquences inhérentes à la vérification.

L'Assemblée nationale confia aux conseils généraux des communautés le soin de reviser les déclarations, et aux directoires de district et de département celui d'instruire et de juger les réclamations.

Quoique à cette époque les fortunes fussent généralement immobilières, on fut fréquemment obligé d'en appeler à la notoriété publique.

Mais il résulte des constatations que nous avons faites pour le département de la Meurthe, que certains directoires de district et celui du département, appelés à donner leur avis ou à prononcer sur des demandes en décharge ou en modération de taxes d'office ou de surtaxes de contribution patriotique, préférèrent souvent, aux incertitudes de la commune renommée, les données d'une déclaration renouvelée devant le corps municipal avec affirmation de sincérité.

Les recouvrements furent longs et difficiles, et, malgré les contraintes décernées, les caisses du



Trésor furent loin de recevoir les sommes que l'on avait espérées.

Et, cependant, pour stimuler le zèle des contribuables et hâter la perception, on avait même usé de mesures indirectes. Comme on avait obligé les citoyens qui voulaient exercer leur droit de vote à produire un extrait de leur déclaration, on obligea les fonctionnaires et les créanciers de l'État, pour toucher les fonds qui leur étaient dus par le Trésor, à produire la quittance de leur contribution patriotique, et les villes et communes ne purent recevoir d'avances de la Caisse de l'Extraordinaire qu'en justifiant du paiement par leurs habitants de cette contribution.

On était bien loin des mesures proposées par Necker, qui ne voulait ni recherche, ni inquisition, ni contrainte. On y avait été amené peu à peu, et pour ainsi dire fatalement.

La contribution patriotique donne un exemple de la difficulté que rencontrent l'établissement et le fonctionnement de tout impôt sur le revenu. Le législateur de 1789 se heurta à l'imperfection nécessaire qui est la cause éternelle du débat en cette matière : la difficulté de découvrir les créances et les valeurs mobilières imposables, en évitant les inconvénients d'une trop grande confiance dans les déclarations individuelles, comme ceux d'une investiga-

tion trop rigoureuse dans les affaires privées des citoyens.

Cette difficulté, inhérente à la nature même de l'impôt sur le revenu, ne fut pas d'ailleurs la seule que devait éprouver la contribution patriotique. D'autres, résultant des circonstances, allaient en entraver la marche.

Les révolutions sont toujours des moments critiques pour les finances publiques et privées d'un pays; elles chassent les capitaux, paralysent les forces productives et amènent le resserrement de l'argent. Celle de 1789 devait, plus que toute autre, produire ces résultats, car elle bouleversait profondément une société déjà affaiblie par une crise commerciale et par deux années de disette.

Un sacrifice pécuniaire demandé dans un tel moment, même à des populations patriotes, devait être particulièrement difficile à obtenir. Le numéraire était rare, par suite, surtout, de l'émigration et de l'éloignement de France des étrangers. La misère, résultat des mauvaises récoltes, régnait dans les campagnes. L'industrie et le commerce, victimes du manque de confiance et des modifications du change, languissaient. Les rentes avaient baissé; les pensions étaient en souffrance; la suppression des droits féodaux avait à peu près ruiné les anciens privilégiés; la création des assignats allait porter le dernier

coup au crédit. Toutes ces causes devaient rendre plus difficile le paiement de la contribution patriotique à des populations qui se déclaraient incapables de payer les autres impôts. Si l'on ajoute que, plus tard, les changements qui devaient s'opérer dans les administrations allaient, tout au moins, compliquer le fonctionnement et le recouvrement de cette contribution, on ne sera point étonné de voir les mesures que l'on dut successivement adopter pour vaincre les retards et pour forcer nombre de contribuables à « donner volontairement » à la Patrie le quart de leurs revenus.

La contribution patriotique n'ayant jamais fait l'objet d'une étude distincte, il nous a paru intéressant de rechercher les principes sur lesquels fut basée son organisation et les résultats qu'elle donna dans notre pays lorrain. C'était donc aux sources seules que nous devons recourir pour saisir sur le vif les détails de son établissement et de son fonctionnement. Les *archives parlementaires*, les *archives départementales de Meurthe-et-Moselle* et les *archives municipales de la ville de Nancy* nous ont fourni de précieux renseignements. Nos recherches ont d'ailleurs été grandement facilitées par l'ordre et la méthode qui ont présidé au classement de ces documents



et par l'extrême obligeance de ceux qui en ont la garde, à laquelle nous tenons à rendre ici hommage.

Les ouvrages de seconde main, traitant dans leur ensemble des finances de la Révolution, n'ont pu nous donner que des renseignements généraux. Il en fut ainsi, par exemple, de l'ouvrage de M. Gomel (1), le seul qui traite de manière un peu étendue de notre contribution, mais qui, dans les quelques pages relatives à ce sujet, s'inquiète surtout des circonstances dans lesquelles furent votées la loi des 6-9 octobre 1789 et celles qui la modifièrent, et résume, sur les données des *archives parlementaires*, les débats qu'elles suscitèrent à l'Assemblée nationale. Quant à la plupart des travaux que nous citons dans notre bibliographie, nous ne leur avons demandé que quelques indications relatives aux impôts sur le revenu qui ont pu exister avant la période révolutionnaire.

Cette étude, qui intéresse plus particulièrement la Lorraine, montrera, espérons-nous, les difficultés auxquelles se heurtèrent ceux qui durent mettre en œuvre cette contribution extraordinaire et patriotique du quart du revenu. Nous désirerions qu'on pût voir en elle un chapitre nouveau à l'histoire des finances de la Révolution.

Nancy, le 25 juillet 1909.

---

(1) GOMEL, *Histoire financière de l'Assemblée Constituante*. Paris, 1896-1897, 2 vol. in-8°.

# INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Documents utilisés et ouvrages consultés.

---

## I — SOURCES DOCUMENTAIRES

### a) ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.

Série C; articles :

391. — Correspondance de l'Intendance de Lorraine et Barrois : envois et accusés de réception des décrets, lettres patentes, etc. — Déclaration du Roi portant sanction du décret de l'Assemblée nationale concernant la contribution patriotique. — Déclarations : touchant l'imposition sur les ci-devant privilégiés ; — pour la répartition des impositions dans les duchés de Lorraine et de Bar ; etc.

(Liasse, 1789-1790.)

515, 516. — Déclarations de contribution patriotique des personnes domiciliées dans certaines communautés du district de Saint-Mihiel ; etc.

(2 liasses, 1789.)

533. — Pièces relatives à la contribution patriotique. — Lettres patentes du Roi sur le décret de l'Assemblée nationale relatif au paiement de la contribution patriotique. — Instruction pour les receveurs généraux et particuliers des finances sur le recouvrement de la contribution patriotique. — Bordereaux du montant des rôles arrêtés dans la ville de Nancy et dans les recettes particulières de Mirecourt et Lunéville ; etc.

(Liasse, 1790.)

Série L; articles :

*Fonds du département.*

67, 68. — Minutes des procès-verbaux des séances du conseil général du département du 29 juillet 1790 au 25 brumaire an II.

(2 registres, 1790-1793.)

- 144, 145. — Lettres officielles et réponses du directoire du département.  
(2 liasses, 1790-1792.)
308. — Rôles par district des impositions du département.  
(Liasse, 1790.)
310. — Ordonnances de décharges.  
(Liasse, 1790-1793.)
- 311, 312, 313. — Pétitions et arrêtés relatifs aux contributions.  
(3 registres, 1791-1793.)
314. — Lois, décrets et circulaires ministérielles touchant la contribution patriotique.  
(Liasse, 1790-1791.)
315. — Rôles de la contribution patriotique.  
(Liasse, 1790.)
316. — Comptes de recettes et de dépenses de la même contribution.  
(Liasse, 1790.)
317. — Bordereaux et états de recouvrements de la contribution patriotique.  
(Liasse, 1793-an III.)
318. — Contribution patriotique. — Pétitions, réductions et décharges.  
(Liasse, 1790-1792.)
324. — Organisation de la recette des contributions; etc.  
(Liasse, 1791-an VI.)

*Fonds des districts.*

BLAMONT.

676. — Déclarations concernant la contribution patriotique faites par les habitants des communautés. — Rôles des sommes à recouvrer dans chaque commune pour cette contribution.  
(Liasse, 1790.)

CHATEAU-SALINS.

866. — Pièces relatives à la contribution patriotique. Cotisation des municipalités; etc.  
(Liasse, 1789-1790.)
867. — Sommier par ordre alphabétique des communautés et censes qui composent l'arrondissement du bureau de la recette de Vic, pour servir à enregistrer les sommes qu'elles doivent pour la contribution patriotique.  
(Registre, 1790.)

## DIEUZE.

1058. — Lettres, instructions, etc., concernant les contributions patriotique et foncière.

(Liasse, 1790-1793.)

1059. — Rôles, états de recette, etc., de la contribution patriotique.

(Liasse, 1790-1792.)

## LUNÉVILLE.

1308, 1309. — Contribution patriotique. Instructions relatives à son établissement. Comptes, déclarations des communes, etc.

(2 liasses, 1790-1792.)

## NANCY.

1590. — Contribution patriotique. Lettres, instructions, pétitions, rôles, états de caisse.

(Liasse, 1790-1793.)

## PONT-A-MOUSSON.

1890, 1891. — Contribution patriotique. — Bordereaux généraux. — Déclarations des contribuables pour la contribution patriotique, etc.

(2 liasses, 1789-1791.)

## SARREBOURG.

2202. — Pièces relatives à l'emprunt forcé ou contribution forcée et à la contribution patriotique.

(Liasse, 1792-an II.)

## TOUL.

2403. — Contribution patriotique. Rôles, etc.

(Liasse, 1790-1792.)

## VÉZELISE.

2536, 2537, 2539. — Registres de la correspondance du directoire du district.

(3 registres, 1790-1793.)



*Fonds divers.*

3472, 3473, 3475, 3479, 3481, 3492, 3552. — Lois, décrets, arrêtés, factums, proclamations, affiches, règlements, délibérations de corps constitués et pièces diverses relatives aux finances.

(Liasse, 1789-1793.)

*b) ARCHIVES MUNICIPALES DE LA VILLE DE NANCY.*

Registres des actes et délibérations de l'autorité municipale de la ville de Nancy.

(Registres, depuis 1789.)

AA 21. — Correspondance des représentants de la commune de Nancy avec la commission intermédiaire de Lorraine et Barrois.

(Liasse, 1789.)

BB 32, BB 34. — Registres des insinuations.

(Registres, 1786-1790.)

G 2. 1792. — Pièces relatives à la contribution patriotique et à l'envoi de vaisselles et bijoux aux Hôtels des Monnaies.

(Liasse, 1789-1790.)

*c) SOURCES IMPRIMÉES.*

*Archives parlementaires de 1787 à 1860*, par MAVIDAL et LAURENT. Série I (1787-1799). Paris, 1867 et s., 42 vol. parus in-8°.

*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale imprimés par son ordre*. Paris (depuis 1789), 65 vol. in-8°.

*Recueil général des anciennes lois françaises depuis 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, par JOURDAN, ISAMBERT, DECRUSY. Paris, 1822 et s., 29 vol. in-8°.

*Ordonnances des rois de France*. Collection de LAURIÈRE. Paris, 1723 et s., 22 vol. in-f°.

*Collection générale des lois, proclamations, instructions et autres actes du Pouvoir exécutif*. Paris, imprimerie du Louvre, 1792-an III, 23 vol. in-4°.

- Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du Conseil d'État à partir de 1788*, par DUVERGIER. Série de 1788 à 1830. Paris, 1834-1838 (2<sup>e</sup> édition), 30 vol. in-8°.
- Journal des décrets de l'Assemblée nationale pour les habitants des campagnes et de correspondance entre les municipalités des villes et des campagnes du Royaume*, par M. DE ST-M... Paris, 1789.
- Gazette Nationale* ou le *Moniteur universel* (années 1789-1791).
- Le *Mercure de France* (années 1789, 1790).
- Catalogue des procès-verbaux des conseils généraux de département de 1790 à l'an II*, par LECESTRE. Paris, 1891, in-8°.
- Procès-verbal des séances de l'administration du département de la Meurthe* (session ouverte le 3 novembre 1790 et close le 15 décembre suivant). Nancy, 1791, in-4°.
- BERTRAND DE MOLEVILLE. — *Histoire de la Révolution de France*. Paris, an IX (1801), 14 vol. in-8°.
- Encyclopédie méthodique*. Finances, v<sup>o</sup> Vingtième. Paris, 1784-1787, 3 vol. in-4°.
- FORBONNAIS. — *Recherches et considérations sur les finances de France*. Bâle, 1768, 2 vol. in-8°.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*. Paris, 1784, 17 vol. in-4°.
- MOLLIEN. — *Mémoires d'un ministre du Trésor public (1780-1815)*. Paris, 1898, 3 vol. in-8°.
- MOREAU DE BEAUMONT. — *Mémoires concernant les impositions et droits*. Paris, 1787, 4 vol. in-8°.

## II — SOURCES LITTÉRAIRES

- BAILLY. — *Histoire financière de la France*. Paris, 1830, 2 vol. in-8°.
- CLERGIER. — *Notions historiques sur les impôts et les revenus de l'ancien régime*. Paris, 1882, in-8°.
- DOINEL. — *Contributions patriotiques de 1789 à 1790 dans la commune de Niort d'après le registre original. (Bulletins de la Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres, janvier 1870, t. I [1870-1873]. Niort, 1874.)*

- ESQUIROU DE PARIEU. — *Traité des impôts*. Paris, 1862-1864, 5 vol. in-8°.
- *Les Impôts généraux sur la propriété et le revenu en France*. (*Journal des Économistes* [avril et mai 1856].)
- GIRARDIN (Émile DE). — *L'Impôt*. Paris, 1852, in-8°.
- GOMEL. — *Les Causes financières de la Révolution française. Les derniers contrôleurs généraux*. Paris, 1893, in-8°.
- *Histoire financière de l'Assemblée Constituante*. Paris, 1896-1897, 2 vol. in-8°.
- MATHIEU (Cardinal). — *L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois d'après des documents inédits* (1698-1789). Paris, 1907 (3<sup>e</sup> édition), in-8°.
- STOURM. — *Les Finances de l'Ancien Régime et de la Révolution*. Paris, 1885, 2 vol. in-8°.
- TAINE. — *Les Origines de la France contemporaine. La Révolution*. Paris, 1878-1884, 3 vol. in-8°.
-

LA

# Contribution patriotique

---

## INTRODUCTION

---

### I — Les impôts sur le revenu avant la Révolution.

Lorsque, en septembre 1789, le ministre des finances Necker proposa, pour sauver le Trésor d'une situation des plus critiques, un impôt extraordinaire portant notamment sur une quote-part du revenu global de chaque citoyen, il ne présenta point à l'Assemblée nationale un système qui fût au fond bien nouveau, ni un instrument fiscal inconnu jusqu'à cette époque.

Bien d'autres avant lui avaient songé à demander aux particuliers une part de leurs ressources pour satisfaire à des nécessités communes ; et lorsqu'un besoin urgent, immédiat, momentané de secours financiers se fit sentir à la suite de circonstances plus ou moins imprévues, plus ou moins accidentelles, cette idée vint naturellement à l'esprit de ceux qui cherchaient un remède à l'embarras du moment (1).

---

(1) C'est avec cette idée que, dans une circonstance encore



Dans l'antiquité déjà, on fit appel dans maintes circonstances aux fortunes ou aux revenus particuliers pris dans leur ensemble (1).

Mais, c'est à Florence que, à partir du treizième siècle, nous trouvons une application moderne de l'impôt sur le revenu, l'*estimo*, qui portait sur tous les revenus indistinctement, et dont le taux était proportionné à la fortune de chacun (2). D'après les statuts de 1321 et de 1355, le non-paiement de cet impôt entraînait des peines quasi draconiennes; et, en 1427, il fut remplacé

---

récente, les députés Barzilai et Stringer proposèrent d'inviter le gouvernement italien à déposer un projet d'impôt extraordinaire sur les revenus, destiné à secourir les victimes des tremblements de terre en Calabre et en Sicile (Journal le *Temps*, du 31 décembre 1908, p. 1, col. 6).

(1) A Athènes, l'*eisphora*, impôt général sur les fortunes, dont le premier établissement remontait à Solon, était perçue dans certaines circonstances extraordinaires. Elle atteignait les biens tant immobiliers que mobiliers de chacun, et variait de 1 à 4 0/0, suivant le degré de richesse des contribuables qui en déclaraient eux-mêmes le montant.

Après avoir enflé par vanité le chiffre de leur fortune, les Athéniens tombèrent bientôt dans l'excès contraire; ce qui amena les mesures répressives les plus énergiques. La dénonciation justifiée fut encouragée et récompensée, à tel point que la loi accorda au délateur les trois quarts des biens de quiconque en aurait dissimulé l'importance.

A Rome, aux premières années de la monarchie, le tribut que devaient acquitter tous les citoyens, en déclarant, en vertu du *cens*, le nombre d'individus composant leur famille, le nombre des esclaves et des animaux, la quantité d'or et d'argent et les autres objets précieux, ainsi que l'étendue du terrain qu'ils possédaient, était bien aussi une taxe générale sur les fortunes (ESQUIROU DE PARIEU, *Traité des Impôts*, t. II, p. 2 et s.).

(2) L'*estimo* relatif à la fortune mobilière ou à l'industrie était quelquefois remplacé par une capitation atteignant les individus de quinze à soixante-dix ans (ESQUIROU DE PARIEU, *op. cit.*, p. 4).

par le *catasto*, qui fut plutôt une taxe sur le capital superflu. Il se transforma plus tard encore, et prit souvent, sous des noms divers, le caractère d'une dîme générale sur les revenus.

Ce mode d'imposition fut également pratiqué, sous des aspects divers, dans la plupart des pays étrangers ; et le *deux-centième denier* des Pays-Bas, les *quinzièmes*, le *land-tax* en Angleterre (1), le *vermögensteuer* de l'Allemagne (2), les *cinquième*, *dixième* ou *vingtième dienga* en Russie, la *dizima* portugaise, sont autant de formes plus ou moins anciennes de contributions générales sur la fortune mobilière ou foncière (3).

En France, l'impôt sur le revenu remonte à une époque très éloignée, et on ne saurait soutenir de nos jours qu'il n'a point de racines dans le passé.

Le système d'impositions temporaires sur le revenu

---

(1) Quoique un peu postérieur en date à la contribution qui fait l'objet de cette étude, l'*income-tax* anglais ne doit pas être passé sous silence.

Cet impôt général sur les revenus, intéressant à plus d'un point de vue, fut créé en 1798 par le ministre Pitt, comme impôt de guerre. Supprimé en 1815, il a été rétabli en 1842. Les revenus sur lesquels il porte sont divisés en cinq catégories ou cédules. Le taux de cet impôt est le même dans toutes ces catégories : fixé annuellement, il est actuellement de 1 schelling par livre sterling, soit 5 %. Il est dégressif, c'est-à-dire qu'il est caractérisé par une diminution du taux normal en faveur des petits revenus. Il est établi d'après la déclaration du contribuable révisée par l'administration.

(2) L'*einkommensteuer*, impôt sur l'ensemble du revenu, ne fonctionne en Prusse que depuis 1851. C'est un impôt progressif sur les facultés globales du contribuable. Il est constaté par la déclaration individuelle, révisée par l'administration.

(3) ESQUIROU DE PARIEU, *op. cit.*, p. 8 et s.

servit en effet au Moyen Age à lever presque tous les impôts ou tailles extraordinaires, nécessités par les besoins pressants de l'État. Il fut établi notamment lorsqu'il s'agit de faire la guerre.

Charles Martel, Pépin le Bref et Charles le Chauve auraient recouru à des taxes de cette nature (1).

Mais ce fut au moment des croisades que des subsides furent surtout nécessaires. Louis VII en 1145, Philippe-Auguste en 1188, saint Louis en 1247, créèrent des impositions de cette sorte, qui, si elles causèrent de vifs mécontentements, furent cependant recouvrées à cause de la sainteté du motif (2).

Philippe le Bel en 1302, Philippe le Long en 1318, établirent aussi des taxes sur les revenus de leurs sujets pour combattre dans les Flandres (3).

Le roi Jean en 1355 dut recourir à la taille au moment de défendre le sol même de la patrie (4).

Ces impositions portèrent généralement sur le revenu

(1) CLERGIER, *Notions historiques sur les impôts et les revenus de l'ancien régime*, p. 22. — GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, v<sup>o</sup> Dixième, t. V, p. 751. — FORBONNAIS, *Recherches et considérations sur les finances de France*, t. I, p. 12.

(2) DE GIRARDIN, *L'Impôt*, p. 4. — BAILLY, *Histoire financière de la France*, t. I, p. 51 et s. — *Encyclopédie méthodique, Finances*, v<sup>o</sup> Vingtième, t. III, p. 780.

(3) FORBONNAIS, *op. cit.*, t. I, p. 12. — *Encyclopédie méthodique, Finances*, v<sup>o</sup> Vingtième, t. III, p. 780.

(4) Ordonnance du 13 mars 1355. *Recueil général des anciennes lois françaises*, collection ISAMBERT, t. IV, p. 175. — ESQUIROU DE PARIEU, *Les Impôts généraux sur la propriété et le revenu en France* (*Journal des Économistes*, 2<sup>e</sup> série, t. X, avril à juin 1856, p. 6).

global de chaque sujet. Cependant l'ordonnance de 1302 (1), par laquelle Philippe le Bel préleva une taille pour l'aider à continuer, après la sanglante défaite de Courtrai, la guerre contre les Flamands, distingua nettement les revenus fonciers et les revenus mobiliers et frappa beaucoup moins ces derniers. Cette ordonnance recommandait aussi de vérifier l'estimation des revenus « par loial gent », et ne s'en remettait plus, comme antérieurement, pour la connaissance des richesses imposables, à la simple déclaration sous serment, ainsi que l'avait prescrit, par exemple, l'ordonnance de Philippe-Auguste organisant en 1188 la Dîme saladine (2).

Ces tailles, qui varièrent souvent quant au taux et suivant la qualité du contribuable, furent donc des levées d'argent temporaires et réclamées pour des besoins extraordinaires jusqu'à l'ordonnance de 1445 (3), époque où, sous Charles VII, la création de quinze compagnies de gens d'armes, origine de l'armée permanente, nécessita l'organisation de ressources également permanentes.

Aussi l'ordonnance de 1445, qui devait parer à ces besoins, n'accorda-t-elle de privilèges d'aucune sorte ; tous devaient payer l'impôt. Mais peu à peu le Clergé, la Noblesse, et même des roturiers occupant certaines charges parvinrent à se faire exonérer de leurs taxes.

---

(1) Ordonnance du samedi après l'Annonciation, 1302. — DE LAURIÈRE, *Ordonnances des rois de France*, t. I, p. 369.

(2) ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. I, p. 173.

(3) DE LAURIÈRE, *Ordonnances des rois de France*, t. XIII, p. 442.



A cette inégalité, s'ajouta l'arbitraire dans la répartition, qui fut le principal vice de la taille.

Dans les pays d'élections, la taille était en général personnelle. L'élu répartissait, sans contrôle, la somme exigée entre les paroisses de son élection, et les assesseurs ou prud'hommes en faisaient autant entre les habitants de leur paroisse.

Dans les pays d'états, la taille était le plus souvent réelle, ou réelle et personnelle à la fois. La taille réelle, portant sur la valeur des immeubles, ne donnait pas lieu à d'aussi graves reproches, puisqu'il y avait une base fixe d'imposition.

Mais, dans certaines provinces, notamment à Toulouse, en Alsace, dans le Dauphiné, dans la généralité de Montauban, si la taille frappait principalement les biens-fonds, elle frappait aussi les facultés mobilières ou d'industrie (1).

Aussi la taxe mobilière était-elle assise d'après une sorte de cadastre relatif aux biens mobiliers qu'on appelait en Languedoc *compoix cabaliste*, distinct du *compoix terrien* (2). Ce *compoix* était révisé chaque année par des assesseurs, qui recevaient les déclarations des industriels, les vérifiaient et faisaient la répartition. En cas de refus des industriels de faire une déclaration, la notoriété publique servait de base à l'imposition.

Mais les difficultés d'un pareil système sautaient aux

(1) MOREAU DE BEAUMONT, *Mémoires concernant les impositions et droits*, t. II, p. 157.

(2) ESQUIROU DE PARIEU, *Les Impôts généraux sur la propriété et sur le revenu en France* (*Journal des Économistes*, 2<sup>e</sup> série, t. X, avril à juin 1856, p. 9).

yeux et faisaient préférer l'impôt réel et la taxation purement immobilière.

La taille apparaît donc, si on la considère d'une façon générale, dans la plus grande partie de la France, comme un impôt frappant l'ensemble de toutes les richesses privées et acceptable dans son principe ; mais les nombreux abus qui s'étaient introduits dans son application, les exemptions d'impôts régulièrement consenties ou frauduleusement accordées qui se renouvelaient chaque jour, la difficulté de déterminer des revenus mobiliers presque impossibles à contrôler et des revenus fonciers non cadastrés, l'arbitraire qui en était résulté, l'élévation constante du chiffre de la taxe, faisaient que cette imposition, surtout dans les pays de taille personnelle, était devenue odieuse aux contribuables.

Les besoins, qui augmentaient sans cesse, amenaient la progression des contingents et faisaient plus encore remarquer les privilèges des uns et l'obligation imposée aux autres de payer pour tous. Aussi les contribuables avaient-ils une défiance marquée vis-à-vis des agents du fisc, et le désir ardent de voir substituer à la taille personnelle un impôt plus équitable et égal pour tous.

Au commencement du dix-huitième siècle, après la campagne infructueuse du maréchal de Vauban en faveur de l'établissement d'une dîme royale, et sans parler d'un impôt de capitation par classe qui n'était pas proportionné aux facultés des individus, mais à la situation sociale des contribuables, on dut recourir à de nouveaux impôts sur le revenu (1).

---

(1) ESQUIROU DE PARIEU, *Traité des impôts*, t. II, p. 54 et s.,

Ce fut tout d'abord l'impôt du dixième sur les revenus fonciers, mobiliers, industriels et professionnels. Cet impôt s'établissait sur la déclaration des contribuables qui étaient punis du double droit au cas de non-déclaration, et du quadruple droit pour fausse déclaration. Il fut levé à trois reprises différentes : de 1710 à 1717, de 1733 à 1737 et une dernière fois de 1741 à 1748.

Entre temps, en 1725, les frères Pâris firent établir un impôt du cinquantième à percevoir pendant douze ans sur les revenus de tous les biens du Royaume appartenant à des particuliers.

Mais des rachats d'impôts par le Clergé, et des abonnements ou des transactions avec certaines provinces ou avec certaines villes modifièrent le caractère primitif de ces impôts, qui empruntaient beaucoup aux idées égalitaires émises par Vauban au commencement du siècle.

Après la paix d'Aix-la-Chapelle, on supprima, en 1748, l'impôt du dixième. Mais les charges qui résultaient de la guerre pesaient lourdement sur la Nation ; et il fallut, pour la liquidation de l'arriéré, créer un nouvel impôt qui ne changea guère que de nom.

On l'appela l'impôt du vingtième. On l'accueillit d'abord favorablement, parce qu'il amenait une diminution de taxe. Mais les nécessités du moment obligèrent, dès 1756, à l'augmenter d'un second vingtième, puis, de 1760 à 1763 et de 1783 à 1785, d'un troisième

---

*et Les Impôts généraux sur la propriété et le revenu en France (Journal des Économistes, 2<sup>e</sup> série, t. X, avril à juin 1856, p. 14 et s.).*

vingtième. Ces taxes des vingtièmes furent souvent difficiles à établir, surtout en ce qui concernait les vingtièmes d'industrie, et elles durent à plusieurs reprises être modifiées. Elles étaient pour les contribuables une lourde charge, allant jusqu'à 15 % de leurs revenus, sans compter les taxes accessoires et les autres impôts qu'ils avaient à supporter.

Malgré cela, cet impôt constituait un réel progrès ; car, tout en subvenant pour une large part aux besoins du Trésor, il était considéré comme le moins arbitraire des impôts de l'ancien régime (1).

L'histoire des impôts sur le revenu pouvait fournir des indications précieuses pour l'établissement de la contribution patriotique. Mais, comme ces impositions étaient devenues en France un objet de haine des citoyens, qui en réclamaient la disparition, il fut nécessaire, pour obtenir le vote de cette contribution par les représentants de la Nation, de la conformer aux tendances de l'esprit public en matière fiscale.

---

(1) Déjà l'impôt du dixième avait été considéré comme une amélioration au régime financier. Quoique le Clergé, un an après son établissement, fût parvenu à s'en faire dispenser pour une somme de 8 millions et malgré quelques abonnements avec des pays d'états, cet impôt avait été accepté comme le plus équitable et le mieux réparti. Aussi, lors de son rétablissement en 1741, le Roi avait-il dit dans le préambule de sa déclaration qu'il n'y avait pas d'imposition plus juste et moins arbitraire (*Déclaration du 29 août 1741* ; ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXII, p. 145).

---



## II — Situation financière de la France pendant les premiers mois de la Révolution — Nécessité de recourir à des expédients.

Au moment où le ministre des finances fut amené à demander à l'Assemblée nationale l'établissement de la contribution patriotique, il n'est pas sans intérêt d'examiner les circonstances qui l'y avaient porté, et de jeter un coup d'œil sur la situation financière de la France pendant les premiers mois de la Révolution.

Depuis son rappel au pouvoir en août 1788, Necker s'était trouvé aux prises avec les plus grandes difficultés.

L'inégalité des citoyens devant l'impôt, la haine de l'arbitraire qui présidait à sa répartition et aussi l'influence marquée et profonde de l'École des Physiocrates avaient déterminé un courant d'idées, qui, portant les partis à s'obstiner dans leurs revendications ou dans leur résistance, troublait profondément le pays et diminuait sensiblement les recettes du Trésor.

Cependant, les besoins d'argent étaient de plus en plus pressants. Les caisses de l'État étaient vides. Une mauvaise récolte, un hiver exceptionnellement rigoureux, les arrêts prohibant l'exportation des grains et l'interdiction de les vendre en dehors des marchés, avaient amené des désordres en province. Le trouble était partout, et le crédit était en train de disparaître.

Dans cette situation critique, Necker se multipliait ; à plusieurs reprises il recourut à des emprunts à la

Caisse d'escompte, et son esprit inventif tenta de maintenir l'équilibre apparent des finances jusqu'au moment de l'ouverture des États généraux, qui, pour tous, devaient accomplir une œuvre de rénovation sociale et de relèvement financier (1).

La tâche des États généraux était vraiment difficile. Ils se mirent courageusement à l'œuvre avec l'intention bien arrêtée de réaliser les réformes qui se trouvaient inscrites dans les cahiers des bailliages.

En matière d'impôts, ils posèrent le principe de l'égalité des charges et de leur répartition entre les citoyens suivant leurs facultés. Leur besoin fut d'ailleurs facilitée par le duc d'Aiguillon, qui, spontanément, avait provoqué, dans la séance du 4 août, une décision déclarant « que les corps, villes, communautés et individus qui avaient joui jusqu'alors de privilèges particuliers et d'exemptions personnelles, supporteraient à l'avenir tous les subsides et toutes les charges publiques sans aucune distinction (2) ».

Mais cette suppression des privilèges ne donna pas au Trésor les ressources dont il avait besoin. Car, si l'Assemblée résolut de mettre immédiatement cette réforme en application et d'imposer les anciens privi-

---

(1) Necker, plein de confiance dans son génie et dans l'ascendant qu'il exercerait sur les États généraux, n'assignait qu'un but à ses efforts : « Conduire sans brisure et sans échouement le frêle vaisseau de l'État jusqu'à leur ouverture ». *Sur l'administration de M. Necker*, par lui-même, cité par GOMEL, *Les Causes financières de la Révolution française*, II, *Les Derniers Contrôleurs généraux*, p. 497.

(2) Séance du soir du 4 août 1789 (*Archives parlementaires*, de MAVIDAL et LAURENT, série I, t. VIII, p. 344).

légées pour les six derniers mois de l'année 1789, elle décréta en même temps que les sommes ainsi recouvrées seraient portées en décharge aux anciens contribuables (1).

D'ailleurs les réformateurs ne trouvèrent pas le temps de modifier le régime financier, et, pris de court, ils décidèrent d'établir pour l'année 1790 la mise au rôle des anciens impôts (2).

Il est vrai qu'ils changèrent le nom d'impôt en celui de contribution, qui supprimait l'idée de subordination de l'assujetti; mais le nom ne fit rien à la chose, et le contribuable ne mit pas beaucoup plus de zèle à payer ses contributions que l'imposé n'en avait mis à payer ses impôts.

Mais les embarras financiers étaient toujours la préoccupation de Necker. Déjà au moment de l'ouverture des États généraux, il avait, dans un long discours, indiqué le montant des recettes et celui des dépenses, évalué le déficit à 56 millions, et proposé, pour y faire face, des mesures qui avaient, il est vrai, causé bien des désillusions (3).

Cependant des troubles éclataient sans cesse dans les provinces par suite du renchérissement des grains. Les impôts n'étaient plus payés, et les divisions survenues entre les Ordres avaient retardé les secours ex-

---

(1) Décret du 26 septembre 1789, relatif à l'acquittement des impositions, article 3.

(2) Préambule du décret du 26 septembre 1789.

(3) Discours de Necker à la séance d'ouverture des États généraux, le 5 mai 1789 (*Archives parlementaires*, série I, t. VIII, p. 5 et s.).

traordinaires qui auraient été si utiles au Trésor. Le ministre dut s'adresser encore à la Caisse d'escompte, qui, après quelques difficultés, consentit un prêt de 12 millions. Mais cette ressource ne suffisant pas, il demanda, le 4 juillet, à l'Assemblée nationale de l'autoriser à émettre un emprunt de 25 millions pour solder les achats de blé faits pour assurer le ravitaillement de Paris. Cet emprunt fut refusé.

Le 11 juillet, sous l'influence des adversaires du nouveau régime, le Roi révoquait Necker et lui enjoignait de quitter la France. Le 13, l'Assemblée votait une déclaration d'estime pour les anciens ministres, et, le 16, Necker était rappelé.

Malgré les ovations dont il fut l'objet (1), Necker

---

(1) De tous côtés, Necker reçut des lettres enthousiastes à l'occasion de son retour. C'est ainsi que le Comité permanent siégeant à l'hôtel de ville de Nancy, lui adressa une lettre lui exprimant toute son admiration et la joie que lui causait la rentrée aux affaires du premier ministre.

Cette lettre, datée du 3 août 1789, est ainsi conçue :

« Vous venez de combler les vœux du Royaume. De tous les maux qui l'affligeaient, le plus grand, celui qui faisait presque oublier tous les autres, était votre éloignement du ministère. Les regrets qui vous ont suivi lorsque vous l'avez quitté, les transports de joie qui éclatent de toutes parts à votre retour, vous prouvent tout l'empire que vous avez sur le cœur des Français, et les droits éternels qui vous sont acquis à leur reconnaissance. Nous nous empressons de vous offrir l'hommage de la nôtre, et celui de l'admiration si justement due à vos vertus et au zèle ardent qui vous anime, pour assurer à jamais la gloire et le bonheur de la Nation.

« Nous sommes avec respect..... »

(D'après la minute sans signatures.)

(Archives municipales de la Ville de Nancy; Correspondance du Comité permanent de Nancy, AA, 21.)

rentra profondément découragé. Le pouvoir central ne faisant plus sentir son action, les désordres continuaient en province. On refusait d'acquitter les dîmes; on s'opposait par la force à l'expédition du blé; on alla jusqu'à piller et à brûler les bureaux de la Ferme générale, à Péronne, à Saint-Quentin et à Roye, et à piller l'hôtel de l'intendant à Rouen.

Cependant, le 7 août, Necker entretint les députés de la situation financière et leur en montra toute la gravité. Il leur fit remarquer que, lorsqu'il était rentré aux affaires au mois d'août de l'année précédente, les caisses du Trésor ne renfermaient que 400.000 livres; que le crédit de l'État avait disparu; qu'il avait dû acheter des grains à l'étranger et entretenir des ateliers pour occuper les ouvriers sans travail; que le prix du sel avait été réduit par contrainte dans certaines provinces; que le recouvrement des droits d'aides était difficile; que les perceptions étaient ou entravées ou même arrêtées; qu'enfin on éprouvait des retards considérables dans le paiement de la taille, des vingtièmes et de la capitation. Aussi demanda-t-il l'autorisation d'émettre un emprunt de 30 millions qu'il jugeait nécessaire pour parer à la dépense pendant deux mois (1). Cet emprunt fut voté à 4 1/2 %; mais le 27 août, il n'avait été porté au Trésor royal qu'une somme de 2.600.000 livres.

L'emprunt à 4 1/2 % n'ayant pas réussi, Necker en

---

(1) Discours de Necker sur l'état des finances, à la séance du 7 août 1789 de l'Assemblée nationale (*Archives parlementaires*, série I, t. VIII, p. 361 et s.).



demanda un autre de 80 millions à un taux plus élevé (1). Après des discours de Talleyrand et de Mirabeau, il fut voté à la séance du 27 août, au taux de 5 %. Il ne réussit pas beaucoup mieux que le précédent. Il fut couvert en partie, il est vrai ; mais l'État ne reçut en argent que la moitié des souscriptions, l'autre moitié lui étant fournie en titres souvent dépréciés.

On en fut réduit à recevoir avec enthousiasme les dons patriotiques, et le président de l'Assemblée nationale les proclama à l'ouverture de chaque séance. Plusieurs paroisses s'engagèrent à anticiper, de quelques mois, le versement de leurs contributions, et quelques particuliers donnèrent des bijoux. Ce fut tout. Ces dons, sans grande valeur, portaient d'un sentiment louable assurément, mais étaient totalement insuffisants pour modifier la situation du Trésor.

Les difficultés de recouvrement des impôts, signalées de nouveau par Necker dans la séance du 27 août, augmentaient sans cesse ; et plus allait la Révolution, moins les contributions rentraient. Le Trésor, sans ressources, ne pourrait bientôt plus satisfaire à ses engagements.

C'est alors que, le 19 septembre, à la suite de la discussion d'un projet de loi relatif au paiement des contributions présenté par le Comité des finances, le marquis de Gouy d'Arcy, après avoir peint, sous les couleurs les plus sombres, la situation financière de

---

(1) Mémoire envoyé à l'Assemblée nationale par Necker, lu à la séance du 27 août 1789 (*Archives parlementaires*, série I, t. VIII, p. 493 et s.).

la France, conclut à ce que chaque citoyen fût tenu d'acquitter en quatre ans une taxe patriotique et extraordinaire qui, sous le nom de *don gratuit*, représenterait le centième, le soixante-quinzième ou même le cinquantième de sa fortune. Au cas où ce moyen ne serait pas adopté, il proposait encore que toute la vaisselle d'argent se trouvant dans le Royaume fût apportée au Trésor, qui serait autorisé à émettre, pour une valeur équivalente, des mandats nationaux gagés sur l'actif de la Caisse du *don gratuit*. Gouy d'Arcy estimait le produit de la taxe extraordinaire à 500 millions, et la valeur de la vaisselle fondue à 400 millions. L'État pourrait alors par un de ces procédés éteindre ses dettes, en attendant la réorganisation de son système financier (1).

Cette proposition et une autre du comte de Custine basée sur le produit d'un impôt extraordinaire de 1 % de la valeur de tous les biens mobiliers et immobiliers du Royaume, ne furent pas prises en considération par l'Assemblée (2).

---

(1) Discours de Gouy d'Arcy à la séance du 19 septembre 1789 (*Archives parlementaires*, série I, t. IX, p. 44). — Mémoire déposé par Gouy d'Arcy à la suite de son discours, intitulé : *Moyens proposés à l'Assemblée nationale par M. le marquis de Gouy d'Arcy pour prévenir la banqueroute de l'État* (*Archives parlementaires*, t. IX, p. 47 et s.).

(2) D'autres propositions patriotiques, dues à l'initiative privée, parvenaient du reste aussi à l'Assemblée nationale.

C'est ainsi que, le 19 septembre, le président de cette Assemblée lut une lettre dans laquelle un sieur H..., fils, après avoir offert au nom de son père à la Caisse patriotique une prime de 200 livres échue, rappelait que ce dernier avait déjà proposé à Necker, le 25 avril précédent, la moitié de cet effet, en lui remettant un

A la suite de ces projets, le Roi offrit de faire porter son argenterie à la Monnaie, et Necker, se basant tout à la fois sur la rareté du numéraire et sur l'exemple donné, conseilla d'accepter ce don patriotique. Cependant l'Assemblée refusa cette offre.

Le 17 septembre, Necker, à bout de ressources, avait invité la Caisse d'escompte à avancer encore à l'État les 12 millions qui lui étaient nécessaires.

C'était parer aux besoins d'un moment. Mais, la Caisse d'escompte ne pouvant renouveler continuellement ses avances, il était indispensable de faire adopter d'urgence par l'Assemblée nationale un expédient de nature à combler le déficit, qui tirerait le Trésor d'embarras et permettrait d'envisager l'avenir avec confiance. Necker l'avait compris; aussi à la séance du 24 septembre, après avoir fait le tableau exact de la situation financière du Royaume, déposa-t-il un projet d'établissement de la contribution patriotique.

---

projet tendant à « l'établissement d'un impôt sur les propriétaires du quart pour cent du capital de leurs propriétés, sur le pied des dernières acquisitions ou même de plus, si besoin était, pour l'acquittement de la dette de l'État, le remboursement des charges ou pour remettre au courant les dettes arriérées ».

Le sieur H... priait l'Assemblée « de prendre pour marque assurée de son dévouement sincère la date de son offre, de beaucoup antérieure aux exemples de patriotisme donnés par MM. du Clergé et de la Noblesse dans la nuit du 4 août, et aux offrandes faites depuis par nombre d'autres citoyens et citoyennes » (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 79).



PREMIERE PARTIE

PROJET, DISCUSSION ET VOTE DE LA LOI  
DES 6-9 OCTOBRE 1789  
ORGANISANT LA CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

---

En septembre 1789, la situation financière de la France était presque désespérée. Cependant il fallait à tout prix trouver le moyen d'empêcher une catastrophe imminente. Les derniers emprunts n'ayant pas réussi, ce n'était plus aux ressources de cette nature que l'on pouvait songer. Les dons patriotiques n'étaient qu'une goutte dans le gouffre où avaient disparu toutes les recettes du Trésor. Les anciens impôts étaient devenus odieux au pays. De quel côté fallait-il chercher le remède ?

Si nous en croyons une lettre relative à l'oppression du régime des gabelles, adressée par Depont, intendant à Metz, au premier ministre des finances Necker, les populations, surtout celles des campagnes, « convaincues que les besoins de l'État exigent en ce moment des efforts multipliés de tous les habitants du Royaume, seraient même très disposées à y concourir par tous les sacrifices pécuniaires qui sont en leur pouvoir », pourvu qu'on supprimât les vexations sans nombre qu'elles ont essuyées de la part des suppôts de la Ferme générale. Et, plus loin, Depont ajoute : « Le vœu que le



défaut de rétablissement de la gabelle occasionnerait, pourrait être comblé par les suites au moyen d'un équivalent en argent. Je ne doute même pas que l'Assemblée provinciale, aussitôt qu'elle pourra être formée, ne propose d'y substituer une imposition, et que les peuples ne l'acquittent avec plaisir dès qu'elle leur donnera la certitude d'être délivrés des entraves et de l'oppression du régime des gabelles (1). »

Cet état d'esprit des populations, dont l'hostilité ne se manifestait pas seulement à l'égard des gabelles, était bien connu de Necker, déjà persuadé qu'on ne pouvait espérer de ressources nouvelles que d'une contribution extraordinaire. Les anciens impôts sur les revenus, transformés suivant l'esprit nouveau, en fourniraient la base ; et les idées de patriotisme émises par Gouy d'Arcy dans son projet du *don gratuit* en complèteraient l'établissement.

Le 24 septembre, le ministre prononce au nom du Roi, devant l'Assemblée nationale, un long discours, où il dépeint l'état critique dans lequel se trouve le Trésor et indique les remèdes qu'il propose (2).

Cette fois le tableau qu'il fait de la situation financière est des plus noirs, et dès les premiers mots, il

---

(1) Lettre écrite à M. le premier ministre des finances Necker par M. Depont, intendant à Metz, communiquée le 15 octobre 1789 à M. de la Porte, intendant à Nancy (*Archives départementales de Meurthe-et-Moselle*, C, 391).

(2) Discours prononcé par Necker, premier ministre des finances, à l'Assemblée nationale, le 24 septembre 1789 (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 83. — *Archives parlementaires*, série I, t. IX, p. 139 et s.).

dévoile toute sa pensée : « Les affaires des finances dont on vous a entretenus plusieurs fois, dit-il, sont arrivées graduellement au dernier terme de l'embarras. »

Depuis sa rentrée au pouvoir, la situation n'a fait qu'empirer ; « aux difficultés qui naissent du soutien long et pénible d'un édifice chancelant », se sont jointes des complications extraordinaires. Des achats de blé à l'étranger ont dérangé la balance du commerce, ont modifié le change et raréfié le numéraire en France. Les retards mis par l'Assemblée nationale à s'occuper des finances ont amené la défiance. Les troubles intérieurs ont éloigné les étrangers et augmenté l'émigration.

Le ministre avait espéré tirer des derniers emprunts l'argent qui lui était nécessaire. Il lui fallait 40 millions pour satisfaire aux besoins du mois courant et des premiers jours du mois suivant, 60 pour achever le service de l'année, et une somme indéterminée si les revenus du Roi venaient encore à diminuer.

Deux décrets sollicités pour assurer le recouvrement des droits de consommation et le paiement des impositions foncières n'avaient pas été rendus. Les anticipations ne pouvaient plus se renouveler. La rareté du numéraire était telle, que l'on ne pourrait plus bientôt satisfaire au paiement des troupes.

Partout, cependant, on réclamait de l'argent, à la frontière où les impôts ne rentraient guère, à Brest et à Toulon pour les travaux des ports, enfin à Paris et à Versailles pour acheter des grains et des bestiaux destinés à la subsistance des habitants.

Necker avait dû proposer au Roi l'envoi à la Mon-

naie de sa vaisselle plate. Le Roi avait accédé à ce désir et son exemple avait été suivi par la Reine et par les ministres. Il s'agissait moins pour lui de procurer par là, au Trésor, une somme de 800.000 à 900.000 livres, que de mettre du métal en circulation et de donner un exemple à suivre.

La Caisse d'escompte, malgré ses prêts fréquents à l'État, avait pu résister à l'orage ; mais les maisons de banque et de commerce se trouvaient dans un cruel embarras.

« Malgré les vieilles règles qui font du Trésor royal un antre mystérieux », il était préférable de dire toute la vérité. Necker dépeint alors franchement la situation des caisses de l'État : « Il y avait hier matin, au Trésor royal, dit-il, 12.800.000 livres, soit en billets de la Caisse d'escompte, soit en argent comptant, soit en effets exigibles dans la semaine... D'ici la fin du mois, les besoins indispensables, c'est-à-dire le prêt des troupes de terre, le prêt et le service de mer, le paiement des intérêts acquittés au Trésor royal, en les circonscrivant au plus exact nécessaire, le paiement des pensions encore plus limité, enfin le secours qu'exigent plusieurs caisses et divers trésoriers habitués à servir le Roi de leur crédit,... se montent à 8 ou 9 millions. Ainsi il ne restera que 3 ou 4 millions pour commencer le mois prochain, et nous aurions besoin de 30 millions pour satisfaire à ses besoins, et de 70 à 80 pour répondre au service indispensable des trois derniers mois de cette année. »

Après s'être excusé de tracer un pareil tableau, et après avoir fait un retour sur le passé, il demande à

l'Assemblée de ne pas désespérer et de reprendre courage. Il faut d'abord établir un rapport certain entre les revenus et les dépenses fixes.

Il faut trouver les secours qui sont nécessaires aux besoins extraordinaires.

Il faut enfin se tirer de l'angoisse alarmante du moment présent.

Suivant ce programme, le ministre indique les fonds qui sont nécessaires pour l'année courante. Il fixe le déficit à 61 millions, et après avoir donné un aperçu de toutes les réductions et économies qu'on pourrait faire sur la dépense, il annonce la nécessité d'un secours extraordinaire de 80 millions.

En admettant même que le dernier emprunt fût couvert entièrement et qu'il fût possible de renouveler des anticipations, l'insuffisance des ressources pour 1790 serait la même que pour 1789, et il en résulterait un déficit qui ne saurait être moindre de 160 millions.

Necker déclare impossible de tenter un nouvel emprunt, qui, même à un haut intérêt, ne réussirait pas : « Ce serait, dit-il, harceler inutilement et maladroitement la confiance que de vouloir l'entreprendre. »

Il conviendrait donc de recourir à un autre moyen qui consisterait dans une contribution demandée, pour une seule fois, à tous les habitants du Royaume. On s'y prêterait volontiers, si ce sacrifice paraissait être le dernier demandé à la Nation.

Le ministre ne croit ni simple ni convenable d'établir cette contribution sur le capital. Il estime qu'il est préférable de la proportionner aux revenus ; car il

est souvent délicat pour un propriétaire d'évaluer son propre bien, et facile d'estimer sans valeur « une terre sans acheteurs et des effets royaux en discrédit ». Il constate du reste qu'un grand nombre de citoyens sans capitaux, ou avec des capitaux médiocres, ont un revenu considérable. Les commerçants, les banquiers, les artistes, les fonctionnaires, les fermiers et tant d'autres doivent en effet à leur talent ou à leur industrie un revenu annuel absolument étranger à leur capital. Enfin les porteurs de rentes viagères, les bénéficiers et les usufruitiers seraient souvent embarrassés dans leurs calculs, si leur capital servait uniquement de mesure à leur contribution.

La contribution proposée pourrait être du quart du revenu libre de toute charge, de tout impôt, de toute rente.

Mais comment connaître le revenu de chaque citoyen ? Necker en sent toute la difficulté. Quelle déclaration convient-il de demander ? Quelle garantie faut-il exiger pour en assurer la sincérité ? Le serment est sans doute le lien le plus fort ; mais pour une déclaration qui ne doit être faite qu'une seule fois par tous les habitants du Royaume, qui met visiblement leur fidélité en conflit avec leur intérêt, et qui a trait à une question purement pécuniaire, convient-il de les mettre ainsi aux prises avec leur conscience ? Le ministre considère comme suffisante la formule suivante : « *Je déclare avec vérité que...* » ; et « c'est un bel hommage, ajoute-il, à rendre à une nation, que de ne lui demander rien de plus. »

Il est persuadé que beaucoup de citoyens donneront



plus que la proportion indiquée; car il reste en France un grand fond de patriotisme, et tous ont intérêt au rétablissement de l'ordre.

Il émet l'idée que l'on pourrait associer chacun au retour complet de la prospérité publique. Au lieu de demander un sacrifice purement gratuit du quart du revenu, ne serait-il pas possible, en effet, d'inscrire sur un registre déposé dans chaque paroisse les sommes données par les citoyens, de les constituer ainsi créanciers de l'État, et de les rembourser successivement dès que l'intérêt de l'argent serait baissé à 4 % ?

Il serait aussi nécessaire de fixer le chiffre du revenu qui doit exempter de la taxe extraordinaire. Sans vouloir exclure personne de la possibilité de faire un sacrifice dans un but patriotique, il faudrait cependant déterminer la modicité du revenu qui rendrait cet acte absolument libre. « En général, aucune rigueur ne devrait être employée envers personne; l'aiguillon doit être le patriotisme, et le surveillant sa propre honnêteté. »

Certaines richesses improductives de revenus telles que la vaisselle, les bijoux d'or et d'argent, le numéraire thésaurisé échappant à la taxe, il conviendrait, puisqu'il n'y aurait pour les connaître aucune inquisition, de les imposer une fois pour toutes à raison de 2 ou 3 % de leur valeur. De cette façon bien des richesses inactives rentreraient dans la circulation.

On pourrait échelonner les époques de paiement, en autorisant toutefois à les devancer moyennant escompte.

Le ministre n'ignore pas l'appréhension des citoyens

à dévoiler le montant de leur fortune; mais il serait pour eux un moyen de ne pas le faire connaître, en déclarant que la somme qu'ils offrent est supérieure à la proportion fixée.

Il croit qu'il conviendrait de faciliter le paiement de la contribution en recevant les vaisselles et les bijoux d'or et d'argent.

Quant au produit de la contribution patriotique, Necker reconnaît qu'il est impossible de s'en faire une juste idée; mais il pense qu'il sera certainement suffisant pour nécessiter la nomination de commissaires qui, avec le ministre, surveilleront la rentrée et l'emploi des ressources en provenant.

Il estime que le vote du décret proposé et d'une déclaration de confiance dans le rétablissement de l'ordre, assurerait la réussite complète de la contribution extraordinaire, qui serait ainsi le dernier sacrifice imposé à la Nation. L'empressement à la payer s'ensuivrait et donnerait des secours prochains.

Le ministre annonce, de plus, que pour pourvoir aux besoins urgents du moment, le Roi a autorisé à recevoir l'argent que l'on porterait à la Monnaie, et à donner des récépissés énonciatifs de la somme en la déclarant remboursable. Il propose de fixer la valeur du marc d'argent à 55 livres dans les récépissés remboursables à six mois de date sans intérêt, ou à 58 livres en faveur de ceux qui se soumettraient à porter leur récépissé à l'Emprunt national de 80 millions sans y joindre aucun papier (1).

---

(1) Les récépissés remis aux déposants par les directeurs des

Il compte beaucoup aussi sur la Caisse d'escompte, qu'il signale comme ayant déjà rendu et pouvant rendre encore de grands services au Trésor, et pense qu'il y aurait peut-être de la prudence à la transformer en Banque nationale.

Il indique, enfin, qu'il est urgent de rendre les décrets nécessaires pour assurer la perception des anciens impôts; car la contribution patriotique serait détournée de son but, si elle devait servir à combler le vide occasionné par la diminution des recettes au lieu de parer au déficit.

Malgré le respect dû à l'Assemblée, il a conscience de sa propre responsabilité, et croit devoir solliciter, au nom du vœu du pays, la suspension de toute discussion jusqu'après le vote des mesures qu'il propose.

Ainsi, malgré la situation financière de la France qu'il venait de dépeindre, Necker ne trouvait rien de mieux, pour parer aux difficultés du moment, que de proposer une contribution volontaire de 25 % sur le

---

Hôtels des Monnaies pourraient ainsi, suivant les propositions du ministre, être utilisés de plusieurs façons; mais le prix des valeurs reçues, l'époque du remboursement et l'intérêt à payer varieraient suivant l'usage qui serait fait de ces récépissés.

Ils pourraient être remboursés à six mois, sans intérêt, ou pris pour comptant en paiement de la contribution patriotique; le marc d'argent au poinçon de Paris serait alors payé 55 livres.

Mais ils pourraient également être reçus par le Trésor public dans l'Emprunt national de 80 millions. Pour encourager cette opération et favoriser cet emprunt resté en souffrance, le ministre proposait alors de payer 58 livres le marc, à la condition toutefois que, moyennant cette faveur particulière, on ne jouirait pas de la faculté accordée de fournir la moitié de la mise en effets royaux.

revenu et de lui donner pour base un système de déclaration sans contrôle, laissant le champ libre à toutes les fraudes. Se faisait-il réellement tant d'illusions pour mettre ainsi en conflit la conscience des citoyens avec leur égoïsme ? Lui était-il aussi difficile qu'il le disait, d'apprécier les sommes qu'on pourrait retirer de la contribution patriotique ? Plus que personne, homme avisé, rompu aux affaires, il lui était aisé cependant d'estimer la fortune de la France et de prévoir les ressources que l'on pouvait espérer.

Mais comme il voulait à tout prix obtenir le vote d'une contribution extraordinaire pour combler un déficit menaçant, ne faut-il pas penser plutôt que, s'il n'a parlé que d'une simple déclaration, c'est qu'il savait qu'une assemblée élue avec le programme porté aux cahiers des bailliages, composée d'hommes sans expérience, chez qui les sentiments prenaient souvent la place de la raison, ne consentirait pas à prendre des mesures qui rappelleraient le contrôle et l'inquisition auxquels prêtait le système financier de l'ancien régime.

Après une brève réponse du président de Clermont-Tonnerre, Necker se retire avec la presque certitude que son mémoire sera accueilli et jugé favorablement.

Dupont de Nemours, l'ancien collaborateur de Turgot, ayant obtenu la parole, prononce alors un discours dans lequel il critique le plan du ministre et montre l'insuffisance des moyens proposés (1). « Nous

---

(1) Discours de Dupont de Nemours (Séance du 24 septembre 1789) (*Archives parlementaires*, t. IX, p. 147 et s.).

sommes, dit-il, dans un temps où le peuple paie péniblement les impositions ordinaires; comment pourrait-il payer une contribution extraordinaire si considérable? » Puis il recherche les ressources que procurerait le nouvel impôt. D'après lui, les revenus annuels des particuliers en France sont de 1.200 à 1.500 millions, dont il faut défalquer 500 millions à payer au Trésor pour les impositions. Comme la contribution patriotique ne doit porter que sur le reste, déduction faite des charges et du montant du revenu des peuplés, et comme les riches n'en possèdent environ qu'un tiers, c'est-à-dire 300 millions, le quart ne forme pas à beaucoup près les sommes nécessaires aux besoins de l'État (1).

Cette contribution ne devant être payée que par les gens riches, encore faut-il prendre garde que, dans ce moment, « nos riches sont pauvres, nos riches manquent d'argent, nos riches ne paient pas leurs dettes ».

---

(1) Dupont de Nemours déclare que l'on peut estimer, d'après les diverses évaluations qui ont été faites, la valeur moyenne des récoltes du Royaume en toute espèce de productions annuellement renaissantes, grains, vins, huiles, fruits, légumes, chanvres, lins, fourrages, bestiaux, bois, pêche en mer, dans les rivières et dans les étangs et produits des mines et carrières, à la somme de 3 milliards 200 millions au moins et à celle de 4 milliards au plus; mais qu'il y a 2 milliards 500 millions absorbés par les frais de culture et d'exploitation, en y comprenant la subsistance des cultivateurs et des autres producteurs, ainsi que celle des salariés, ouvriers, marchands et artisans, qui vivent sur la dépense des cultivateurs, des pêcheurs et des mineurs. C'est en déduisant le montant de tous ces frais qu'il obtient, pour l'ensemble des revenus particuliers en France, le chiffre de 1.200 à 1.500 millions, base de ses calculs.



Ce n'est donc pas sur ce secours que l'on doit fonder son espoir, et il faut chercher les ressources où elles sont. Dupont de Nemours demande alors que l'État perçoive à son profit les dîmes ecclésiastiques et s'approprie les biens de l'Église, sauf à prendre à sa charge les dépenses du culte.

En comparant le discours du ministre et celui du député, on ne peut se défendre d'admirer la précision avec laquelle Dupont montre les illusions de Necker et l'insuffisance et l'inefficacité du moyen qu'il indique.

L'Assemblée nationale ayant renvoyé à son Comité des finances le mémoire de Necker, le marquis de Montesquiou fait, dans la séance du 26 septembre, un rapport concluant à l'adoption du plan ministériel<sup>(1)</sup>.

Il passe en revue les idées et les mesures proposées par Necker. Il fait remarquer que le Comité, de son côté, étudie depuis deux mois tout ce qui peut remédier à la situation présente, et que, renseigné sur les détails de la fortune publique, il s'est pénétré de la nécessité urgente de prendre un grand parti. Sans avoir eu aucune communication avec le ministre, n'ayant d'autres documents que les pièces qu'ils ont reçues de toutes les provinces, les membres du Comité ont obtenu des résultats presque entièrement les mêmes. La confiance qu'inspire Necker à l'Assemblée

---

(1) Rapport fait à l'Assemblée nationale au nom du Comité des finances, par M. le marquis DE MONTESQUIOU, le 26 septembre 1789 (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 85. — *Archives parlementaires*, t. IX, p. 187 et s.).

ne doit en être que plus grande, puisque ses projets sont corroborés par les travaux de la commission.

Montesquiou donne alors l'opinion du Comité sur chaque partie du mémoire. Il examine d'abord le chapitre des recettes et des dépenses, et profite de l'occasion pour entretenir l'Assemblée des réformes que celui-ci a l'intention de lui proposer, notamment la disparition de la gabelle et des aides et l'extinction des anticipations.

Il espère que ces réformes pourront assurer l'équilibre des recettes et des dépenses pour l'avenir. Mais il est nécessaire pour le moment de créer des ressources extraordinaires qui seront le dernier effort que la Nation aura à supporter. Ce sacrifice, il en est certain, sera accepté avec empressement. « Aussi, dit-il, sommes-nous persuadés que c'est bien plus pour arrêter les excès du zèle que pour lui imposer des devoirs, que le ministre propose de le soumettre à une règle commune. »

Il admet sans restriction le caractère et le rendement de la contribution nouvelle et déclare que le Comité est unanimement d'avis de suivre à la lettre le plan du ministre des finances.

Il réfute ensuite l'objection présentée par Dupont de Nemours. Il fait remarquer que ses calculs ne sont pas exacts, puisque les 500 millions dont il fait la part du fisc, ne doivent pas être défalqués du calcul général des revenus, car ils sont employés au paiement de rentes et d'appointements qui, à leur tour, seront soumis à la taxe générale. Néanmoins, reconnaissant le poids de son autorité, il tient compte des moyens

qu'il propose, pour le moment où le zèle et le patriotisme auront offert tout ce qu'ils peuvent offrir. Il faut tout d'abord que la proposition ministérielle aboutisse ; et si par hasard les résultats en sont insuffisants, il y aura lieu de recourir à un emprunt gagé sur les biens du Clergé.

Le rapporteur admet les moyens proposés par Necker pour ramener la circulation du numéraire. La confiance est indispensable ; mais le patriotisme doit également déterminer les bons citoyens à porter à la Monnaie leurs vaisselles et leurs bijoux d'or et d'argent.

Les billets de la Caisse d'escompte seront peut-être aussi nécessaires. Mais, quant au projet de sa transformation en Banque nationale, le Comité ne s'en occupera que s'il en est spécialement chargé.

Montesquiou jette enfin un regard satisfait sur l'élan de patriotisme qui va déterminer la remise en état des finances, et s'écrie en terminant : « Et bientôt il sera démontré encore une fois, il le sera plus que jamais, que le calcul ne peut atteindre en France aux effets du sentiment, et qu'un peuple libre ne connaît point d'obstacles dont l'amour de la Patrie ne le fasse aisément triompher. »

Ce discours devait naturellement rassurer l'Assemblée, puisque les membres de son Comité des finances étaient unanimes à admettre sans restriction toutes les propositions du ministre. Comment n'aurait-elle pas cru que ces moyens étaient de nature à sauver le pays, et que c'était à elle à les employer, sans retard, pour combler le déficit et assurer l'avenir ?

Certes, les appels au patriotisme de Montesquiou,

après ceux de Necker, étaient bien de nature à l'émouvoir et à entretenir ses illusions. Toutefois, la crainte des excès de zèle des contribuables dans le sacrifice et l'indication d'une limite à leur devoir parurent exagérées à certains députés qui ne furent pas convaincus de tant de désintéressement.

La discussion s'engagea immédiatement sur le projet, et l'on vit de suite que l'adoption n'en irait pas sans difficulté (1).

Hebrard, député de l'Auvergne, conteste tout d'abord les propositions du Comité, et emploie un dilemme assez embarrassant : « S'il est question, dit-il, d'une générosité, je dirai qu'elle ne reçoit de loi de qui que ce soit. S'il est question de voter un impôt, je dirai qu'il n'y a que la conviction la plus intime de la nécessité de l'État et de l'impossibilité de le sauver autrement qui puisse le déterminer » ; et il demande la preuve de la nécessité de l'impôt proposé (2).

Un autre député parle de la pauvreté des campagnes, soutient que le nombre des propriétaires en état de payer la contribution patriotique est restreint et que les déclarations seront inexactes.

Un troisième montre la surprise du pays qui s'attend à une diminution des charges et non à leur augmentation.

La discussion prend un tour inquiétant pour la réus-

---

(1) Discussion du projet de Necker à la suite du rapport de Montesquiou (Séance du 26 septembre 1789) (*Archives parlementaires*, t. IX, p. 187 et s.).

(2) *Journal des décrets de l'Assemblée nationale pour les habitants des campagnes*, par M. DE S<sup>t</sup>-M....., année 1789, 1<sup>re</sup> partie, p. 192.

site du projet. On sent l'enthousiasme disparaître et les illusions s'éteindre devant les objections.

C'est alors que le comte de Mirabeau intervient et entraîne l'Assemblée par son éloquence. Quoique ennemi de Necker, il est partisan du vote immédiat de l'impôt. Il ne veut pas qu'en cas d'échec du plan ministériel, les représentants de la Nation aient paru combattre les idées du gouvernement qui s'efforce manifestement de supprimer le déficit. Peut-être entend-il d'ailleurs, si le projet l'emporte et ne réussit pas à l'épreuve, que l'Assemblée l'ait adopté sans discussion pour ne pas en supporter la responsabilité vis-à-vis de l'opinion publique. Persuadé du reste que la contribution patriotique, telle qu'elle est proposée, ne pourra réussir, il n'est pas fâché, pour compromettre Necker, de la voir mettre en œuvre.

Dans un premier discours, il fait valoir qu'une solution immédiate s'impose ; que l'Assemblée, n'ayant pas le loisir d'étudier le projet, ne peut ni repousser les propositions du ministre, ni leur en substituer d'autres à la légère ; qu'il faut donc les voter de confiance sans en prendre la responsabilité ; que d'ailleurs, en cas d'échec, le crédit de l'Assemblée sera sauf. « Si le plan du premier ministre des finances, dit-il, a le succès que son immense popularité lui promet, nous le bénirons ; s'il ne l'a pas, nous n'aurons rien à nous reprocher. Le parti le plus sage est donc de consentir textuellement au projet du premier ministre des finances ; ce parti ne compromettra ni la doctrine, ni les lumières de l'Assemblée ; et quel que soit l'événement, la France ne pourra que nous absoudre. »



L'argumentation de Mirabeau est unanimement approuvée. Tous maintenant désirent l'adoption sans discussion du projet de Necker, les uns pour perdre son auteur, les autres parce que, convaincus de la supériorité du ministre, ils ne croient pouvoir faire mieux que de le suivre.

L'Assemblée entraînée adhère aux idées de l'orateur et lui ordonne de se retirer pour rédiger le décret.

Mais quelques instants plus tard, lorsque Mirabeau donne lecture de son travail, personne ne veut d'une rédaction où il constate que l'Assemblée, ne pouvant examiner sérieusement les propositions qui lui sont soumises, s'en remet entièrement « aux lumières du ministre ». — « Vous poignardez le plan du ministre », s'écrie de Virieu.

Mirabeau remonte aussitôt à la tribune et défend son projet. Il avoue franchement ses motifs. Il reconnaît qu'il veut faire peser sur Necker seul la responsabilité des événements. « Je n'ai point l'honneur, dit-il, d'être l'ami du ministre des finances ; mais je serais son ami le plus tendre, que citoyen avant tout, je n'hésiterais pas un instant à le compromettre, lui, plutôt que l'Assemblée nationale... » Puis il ajoute : « Je crois que dans les circonstances critiques qui nous enveloppent, c'était d'une contribution forcée qu'il fallait attendre le succès ; mais je puis avoir tort, et je n'ai pas même le temps de m'assurer si j'ai tort ou raison. Forcé de choisir en un instant, je conseille à l'Assemblée nationale de prendre le parti qui me paraît devoir inspirer à la Nation le plus de confiance. »

On applaudit, mais on discute. Plusieurs orateurs se

font encore entendre. On fait des propositions dans les deux sens. Un député demande qu'on exprime dans le décret la confiance dans le plan de Necker. Un autre, au contraire, veut que l'on dise que le plan est adopté « de confiance ». Le tumulte est grand.

Mirabeau remonte une dernière fois à la tribune. Il pose de nouveau la question. Avec un merveilleux talent, il peint les horreurs de la banqueroute. Il la présente comme « le plus cruel, le plus inique, le plus inégal des impôts ». Il la montre comme un gouffre où l'on précipite des victimes, et qui ne se referme même pas après les avoir dévorées. Enfin il prédit aux députés que s'ils n'accordent pas la contribution demandée, ils seront tous entraînés « dans la ruine universelle ». Et après cette menace, il ajoute ces paroles enflammées : « L'autre jour, à propos d'une ridicule motion du Palais-Royal, on s'est écrié : Catilina est aux portes de Rome, et vous délibérez ! Et certes, il n'y avait ni Catilina, ni péril, ni Rome ; et aujourd'hui la banqueroute, la hideuse banqueroute est là, elle menace de consumer vous, votre honneur, vos fortunes, et vous délibérez ! »

Il est impossible de rendre l'impression que ce discours improvisé produit sur l'Assemblée<sup>(1)</sup>. L'enthousiasme est à son comble. L'éloquence de Mirabeau a triomphé de tout. Il n'a plus de contradicteurs.

Le projet de décret porte : « L'Assemblée nationale, vu l'urgence des circonstances, et ouï le rapport du

---

(1) BERTRAND DE MOLEVILLE, *Histoire de la Révolution de France*, t. II, p. 165.

Comité des finances, accepte de confiance le plan de M. le premier ministre des finances. » On procède aux suffrages par appel nominal : 429 voix admettent le projet de décret; 107 le rejettent; 24 sont sans avis (1). Le principe de la contribution patriotique est voté.

Était-ce, de la part de l'Assemblée, patriotisme? Était-ce impuissance? Peut-être les deux. D'une part, voulant sauver la Patrie à tout prix, elle n'avait pas reculé devant l'effort prodigieux à demander aux contribuables, bien qu'elle leur eût promis de diminuer leurs charges; et, d'autre part, sentant l'impossibilité de trouver elle-même sur-le-champ de si grandes ressources, elle avait fermé les yeux. Laissant à Necker la responsabilité du moyen, elle s'en était remise à lui du soin de sauver le pays.

Deux jours après, Mirabeau proposa à l'Assemblée d'envoyer une adresse à ses commettants pour exciter leur patriotisme en leur expliquant les besoins du moment et les motifs qui l'ont contrainte à leur imposer une contribution extraordinaire. Il fut chargé de rédiger cette adresse (2).

Necker ne s'était pas mépris sur les motifs qui avaient amené le vote de son projet. Il voulut paraître satisfait, puisqu'en somme il avait gain de cause. Ayant rédigé le texte du décret relatif à l'organisation de la contri-

---

(1) *Mercure de France*, 3 octobre 1789, p. 63.

(2) Proposition d'adresse aux commettants (Séance du 28 septembre 1789) (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 86, p. 7. — *Archives parlementaires*, t. IX, p. 197 et s.).

bution patriotique, il fut entendu par l'Assemblée le 1<sup>er</sup> octobre (1).

Il donna lecture de son projet qui reproduisait les trois parties du plan de finances adopté par l'Assemblée. Puis il annonça qu' « en signe de zèle et de bon exemple », il fixait sa soumission à la contribution patriotique à 100.000 livres, en déclarant avec vérité que cette somme était fort au-dessus de la proportion que l'Assemblée avait adoptée. Cette proposition fut acceptée, et le président Mounier se fit l'interprète de la reconnaissance de l'Assemblée nationale. Le ministre alors se retira, et l'on passa à la discussion du projet de décret.

Quelques députés voulaient un vote immédiat. Mais Duport déclara que le déficit des finances était ce qui avait procuré la liberté, et qu'il fallait craindre de le combler, puisque la Constitution n'était pas faite. Brostaret demanda également que les articles arrêtés sur la Constitution fussent acceptés par le Roi avant de fixer l'ordre dans les finances et de combler le déficit. Ainsi donc le parti avancé auquel appartenaient ces députés pensait que l'embarras des finances était le meilleur moyen de mettre le gouvernement sous la dépendance de l'Assemblée nationale (2).

Bien que tardives, ces motions déterminèrent le ren-

---

(1) Séance du 1<sup>er</sup> octobre 1789 (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n<sup>o</sup> 89. — *Archives parlementaires*, t. IX, p. 228 et s.).

(2) Le *Journal des décrets pour les campagnes* s'exprime ainsi à l'égard de ces deux députés : « Au milieu de la censure et de l'approbation que ce projet de décret (projet de Necker) fit éclore

voit du projet au Comité des finances, qui, d'accord avec le ministre, devait en combiner la rédaction. La première partie du projet ministériel deviendrait le préambule du décret, et l'ensemble de la rédaction serait soumis de nouveau à l'Assemblée.

Le 3 octobre, celle-ci ayant dû ajourner la suite de la discussion du projet de décret, écouta une seconde lecture de l'adresse aux commettants et l'accueillit avec applaudissements (1).

Cette adresse retrace en termes ardents la situation du Trésor et explique les motifs de la contribution patriotique. Le triste tableau de la crise financière fournit à Mirabeau l'occasion de développer tout son talent. Il trouve pour faire appel au patriotisme des citoyens des accents qui devaient aller au fond de leur âme et leur faire accepter avec enthousiasme le douloureux sacrifice qu'on leur imposait. Ce serait affaiblir un aussi beau morceau d'éloquence que de vouloir en faire des extraits et de ne pas le donner en entier (Annexe I).

Après les graves événements de la nuit du 5 octobre et le départ du Roi pour Paris, l'Assemblée, sur la

---

dans l'Assemblée, deux sages se firent entendre et méritèrent l'attention générale » (*Journal des décrets de l'Assemblée nationale pour les habitants des campagnes*, par M. DE ST-M.,..., année 1789, 1<sup>re</sup> partie, p. 201).

(1) Séance du 3 octobre 1789 (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 91. — *Archives parlementaires*, t. IX, p. 275 et s.). — Le 2 octobre, l'Assemblée nationale avait commencé la discussion du texte du projet de décret sur la contribution patriotique et entendu une première lecture du projet d'adresse aux commettants.



demande de Mirabeau, délibéra sur le projet de décret du Comité des finances relatif au plan de Necker. Cette fois la discussion fut presque nulle, et après l'examen de quelques amendements sans importance, le décret sur la contribution patriotique fut adopté (1).

Le préambule rassure et prévient les contribuables. Il leur annonce l'intention de l'Assemblée d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses, et son désir « de rassurer les peuples sur la crainte de voir augmenter leurs charges, et les créanciers de l'État sur la fidélité avec laquelle tous les engagements seront désormais remplis ». Il promet qu'avant le 1<sup>er</sup> janvier 1790, il y aura des réductions dans les dépenses pour 35.800.000 livres, mais annonce qu'un effort sera nécessaire pour satisfaire aux besoins du moment.

Le décret du 6 octobre organise la contribution patriotique qui porte à la fois sur le revenu et sur certaines valeurs improductives. De l'ensemble de ses dispositions se dégagent ses principaux caractères.

C'est une contribution extraordinaire et momentanée. Elle n'aura lieu qu'une fois ; on ne pourra jamais y revenir pour quelque cause que ce soit. Ainsi on engage même l'avenir.

Elle est égale et proportionnelle. Elle est fixée pour tous au quart du revenu, déduction faite des impôts et charges, et à 2,5 % de la valeur de l'argenterie, des bijoux et du numéraire gardé en réserve. Exception

(1) Séance du 6 octobre 1789 (*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 83. — *Archives parlementaires*, t. IX, p. 350 et s.).

est faite toutefois à ce principe pour les personnes ayant moins de 400 livres de revenu, les hospices et hôpitaux, les ouvriers et journaliers sans propriétés.

C'est une obligation morale et sans sanction. L'engagement est libre; le quantum en est fixé par le contribuable lui-même au moyen d'une déclaration. Ni recherche, ni inquisition ne seront faites pour la contrôler.

Enfin elle est présentée comme une simple avance de fonds. Le remboursement en est prévu pour l'époque où le crédit national permettra d'emprunter à 4 % d'intérêts en rentes perpétuelles. Aussi au moment où elle est établie, peut-on dire qu'elle apparaît comme un prêt sans intérêts et à fonds vraisemblablement perdus.

Nous verrons quelles mesures le décret prescrit pour la mettre en œuvre, et si les caractères originaux de cette contribution ont permis d'en assurer le fonctionnement.

Comme l'établissement de l'assiette et la mise en recouvrement de la contribution votée devaient demander du temps, et comme les besoins d'argent étaient immédiats, le décret prévoit, en outre, la possibilité de demander, soit à la Caisse d'escompte, soit à d'autres compagnies financières, des avances sur le produit de la contribution patriotique.

Ce décret fut sanctionné par la déclaration du Roi du 9 octobre; et une proclamation à ce sujet fut adressée le 11 au Peuple français. Cette proclamation, dont on pourra juger l'ardente inspiration (Annexe II), eut pour but d'enflammer encore le patriotisme

des citoyens et de leur recommander la contribution nouvelle.

De pareils appels devaient-ils être suffisants pour assurer le bon fonctionnement de la loi? C'est ce que nous révélera l'étude de la mise en œuvre de la contribution patriotique.

---

DEUXIÈME PARTIE

FONCTIONNEMENT

DE LA CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

D'APRÈS LA LOI DES 6-9 OCTOBRE 1789

*La contribution est volontaire ; le patriotisme en est la base*

---

CHAPITRE I

**Organisation du fonctionnement de la contribution  
patriotique par la loi des 6-9 octobre 1789 et les  
instructions y faisant suite**

C'est dans un élan de patriotisme et « vu l'urgence des circonstances », que les représentants de la Nation avaient adopté de confiance le plan de finances qui devait sauver le Trésor des pires extrémités.

Si le principe de la contribution patriotique avait été vivement combattu, et n'avait été admis que grâce à l'éloquence de Mirabeau, c'est presque sans discussion que l'Assemblée nationale avait voté, le 6 octobre, les moyens d'exécution proposés par Necker. Elle n'avait pas recherché si les mesures qui lui étaient présentées étaient suffisantes pour en assurer le fonctionnement, et si le projet était viable.

La loi posait seulement les principes d'application ; il convenait d'en régler les détails. C'est ce que fit une instruction publiée par ordre du Roi (1). Comme l'indique son préambule, elle avait pour but de « seconder l'empressement des citoyens à se conformer au décret de l'Assemblée nationale, et d'obtenir une uniformité propre à accélérer les opérations ».

Aux termes de l'article 1 de la loi, la contribution patriotique est « demandée » à tous les habitants et à toutes les communautés du Royaume. Une exception cependant, portée en l'article 14, est faite au profit des « ouvriers et journaliers sans propriétés », qui sont exempts de la contribution, mais dont une offrande libre et volontaire sera néanmoins acceptée (2).

Cette contribution patriotique est fixée au quart du revenu net dont chacun jouit, à 2,5 % de l'argenterie et des bijoux d'or et d'argent dont on sera possesseur, et à 2,5 % de l'or et de l'argent monnayés que l'on garde en réserve (art. 2). Toutefois, ceux dont le revenu n'est que de 400 livres ou d'un chiffre inférieur, ainsi

---

(1) Instruction publiée par ordre du Roi relativement à la contribution patriotique, faisant suite à la déclaration du Roi du 9 octobre 1789, sanctionnant le décret du 6, et à la proclamation du Roi du 11 octobre sur le même objet (*Arch. dép.*, L, 314 et C, 533).

(2) Des termes mêmes employés par la loi ressort nettement le caractère volontaire que l'on a voulu donner à la contribution patriotique. Les termes de l'article 1 pourraient sembler cependant, à ce point de vue, en opposition avec ceux de l'article 14, qui déclarent que « les ouvriers et journaliers sans propriétés ne seront *obligés* à aucune contribution » ; il ne s'agit ici que de l'obligation morale de contribuer qui résulte de l'ensemble de la loi.



que les hospices et les hôpitaux, ne sont point obligés de se conformer aux proportions établies; ils sont libres de fixer leur contribution selon leur volonté (art. 13); mais ils sont néanmoins tenus de contribuer (1).

La loi fixe ainsi le taux de la contribution. Il s'agit évidemment d'un taux minimum, car, la contribution étant essentiellement patriotique, c'eût été faire injure au patriotisme des citoyens que de le limiter; et chacun pourra offrir à la Patrie une contribution dépassant de beaucoup les proportions établies par la loi.

La contribution ne doit porter que sur le revenu net dont chacun jouit, « déduction faite, dit l'article 2, des charges foncières, des impositions, des intérêts par billets ou obligations, des rentes constituées auxquelles il se trouve assujetti ».

La loi indique donc ce qui ne devra pas être compté dans l'évaluation du revenu de chaque citoyen (2); mais elle ne détermine pas les différentes sortes de

---

(1) La dispense de se conformer aux proportions établies par l'article 2 s'applique *a fortiori* à l'offrande libre et volontaire que pourront faire les ouvriers et journaliers sans propriétés, qui peuvent même ne pas contribuer.

(2) La loi des 6-9 octobre n'indique pas le moment où il faut se placer pour calculer le revenu. Pour lever les doutes à cet égard, une proclamation du Roi du 14 janvier 1790 décidera que la déclaration devra porter sur le revenu actuel; mais qu'au moment du paiement qui pourra se faire en trois années, on devra tenir compte des réductions ou suppressions qu'à chacun des trois termes les revenus auraient éprouvées; de sorte que la contribution ne portera jamais que sur le douzième (le  $\frac{1}{3}$  du  $\frac{1}{4}$ ) du revenu annuel dont jouira réellement le contribuable au moment du paiement à effectuer.

revenus qui devront entrer dans cette évaluation générale (1).

Quant à la base même de l'impôt, c'est-à-dire au quantum du revenu, des charges à en déduire et des richesses possédées, il est de toute évidence que la loi ne peut la déterminer directement, d'une façon sérieuse, n'ayant aucune donnée sur la fortune de chacun. Elle doit donc demander à chaque contribuable de le faire lui-même en conscience et de le déclarer avec sincérité.

Aussi la loi des 6-9 octobre établit-elle le système de la déclaration individuelle et solennelle.

« Chacun » devra faire sa soumission conformément aux proportions indiquées (2).

La solennité consistera dans l'emploi d'une formule déterminée en l'article 3 de la loi. Chacun, en annonçant sa contribution, s'exprimera de la manière suivante : *Je déclare avec vérité que telle somme..... dont je contribuerai aux besoins de l'État, est conforme aux fixations établies par le décret de l'Assemblée nationale.* Ou bien, si cela est : *Je déclare, etc., que cette contri-*

---

(1) Cette omission ayant causé des incertitudes et empêché un certain nombre de citoyens de faire leur déclaration, fut comblée par la proclamation du 14 janvier 1790, qui examine en détail les différentes sortes de revenus qui doivent être soumis à la contribution.

(2) Quoique le caractère individuel des déclarations semble résulter de l'ensemble de la loi, celle-ci n'exclut pas cependant d'une façon assez formelle les déclarations collectives, si bien que des difficultés se présenteront dans le fonctionnement, ainsi qu'on le verra à propos des déclarations collectives faites par certaines communautés d'habitants, qui offraient notamment des sommes à prélever sur la Caisse des Domaines et Bois.

*bution excède la proportion déterminée par le décret de l'Assemblée nationale* (1).

L'Assemblée, « pleine de confiance dans les sentiments d'honneur de la Nation française », estime que ces mesures seront suffisantes pour assurer la sincérité des déclarations, et décide qu'aucune recherche ni inquisition ne sera faite pour découvrir si chacun a fourni une contribution conforme aux proportions indiquées. Elle pose le principe de l'obligation à la contribution, mais elle ne veut organiser ni contrôle, ni sanction. On ne peut s'en remettre d'une façon plus absolue à la conscience et au patriotisme des citoyens.

Les déclarations seront faites devant les municipalités des lieux dans lesquels on a son principal domicile ou devant tels délégués nommés par ces municipalités [art. 4] (2).

Les personnes absentes du Royaume enverront directement leurs déclarations aux municipalités de leur principal domicile, ou donneront leur procuration à telle personne qu'elles jugeront à propos de choisir pour faire en leur nom cette déclaration [art. 6] (3).

---

(1) On se rappelle que Necker, dans son mémoire à l'Assemblée nationale, avait rejeté la forme du serment.

(2) Toutefois, les marchands et autres citoyens qui, dans quelques villes, paient leur capitation en commun et sont imposés par un rôle particulier, jouiront de la même facilité pour le paiement de leur contribution patriotique, et ils feront leur déclaration devant les syndics des communautés (art. 5).

(3) Ainsi la loi des 6-9 octobre indique la façon dont les déclarations peuvent être faites par les personnes résidant hors du Royaume; mais elle ne s'occupe ni des mineurs, ni des interdits, ni des personnes auxquelles les tribunaux ont nommé des conseils pour l'administration de leurs revenus, ni des

Dans chaque municipalité se trouvera un registre où seront consignés les noms des contribuants et la somme à laquelle ils auront fixé leur contribution (art. 9).

L'instruction faisant suite à la déclaration du Roi sanctionnant le décret du 6 octobre, règle en détail la procédure relative à la réception des déclarations et à leur rédaction.

Tout d'abord, les officiers municipaux et assemblées municipales des villes et communautés dresseront sans délai une liste de toutes les personnes ayant leur principal domicile dans leur ville ou communauté. Cette liste contiendra seulement les noms et qualités des personnes domiciliées et résidentes, et sera intitulée conformément au modèle coté A joint à l'instruction (Annexe III, modèle A).

Dans les villes où la population sera nombreuse, cette liste sera formée par paroisse, quartier ou tel autre arrondissement jugé plus convenable par les officiers municipaux.

Cette liste ainsi formée sera affichée pendant huit jours à l'entrée de l'église paroissiale ou de tous autres bâtiments publics, qui, pour les grandes villes, seront désignés par les officiers municipaux pour chacune des divisions adoptées. Dans le cours de ces huit jours, seront ajoutés sur la liste, les noms des personnes qui y auraient été omises et de celles qui demanderont à y être inscrites. Enfin, il sera donné un

---

absents. Cette lacune ayant amené des difficultés dans la pratique, et ayant conduit à des incertitudes qui souvent avaient pour résultat un défaut de déclaration, fut comblée par une proclamation du Roi du 14 janvier 1790 (art. 8 et 9).

numéro à chacun des articles compris dans cette liste, en commençant par le numéro I.

Ce délai expiré, il sera annoncé au prône et par affiche ou cri public, que les déclarations relatives à la contribution patriotique seront reçues aux lieu, jours et heures déterminés, et ces déclarations seront inscrites sur un registre spécial.

Les officiers municipaux ou les membres de l'assemblée municipale seront chargés, dans chaque ville ou communauté, de recevoir les déclarations (1). L'inscription des déclarations sur le registre se fera au fur et à mesure de leur réception, et elles seront numérotées.

La rédaction des déclarations variera suivant la catégorie de contribuants à laquelle appartient le déclarant.

Il résulte, en effet, des principes posés dans la loi des 6-9 octobre 1789, que les déclarants pourront être distingués en quatre classes :

1° Les personnes qui déclareront conformément aux proportions fixées par l'article 2 du décret de l'Assemblée nationale. Leurs déclarations seront rédigées suivant le modèle coté B joint à l'instruction (Annexe III, modèle B) ;

2° Celles dont les déclarations excéderont les proportions indiquées. Ces déclarations seront rédigées d'après le modèle coté C (Annexe III, modèle C) ;

3° Les personnes qui n'ont qu'un revenu égal ou inférieur à 400 livres, ainsi que les hospices et hôpitaux

---

(1) Les officiers municipaux pourront déléguer les syndics des marchands et autres corporations qui auraient des rôles d'imposition séparés, pour recevoir sur un registre particulier les déclarations des membres de ces corporations.



qui, suivant l'article 13 du décret de l'Assemblée nationale, n'étant assujettis à aucune proportion, sont libres de fixer la quotité de leur contribution selon leur volonté. Leurs déclarations seront conformes au modèle coté D (Annexe III, modèle D) ;

4° Enfin, les ouvriers et journaliers sans propriétés, qui, quoique dispensés de contribuer, ne voudront cependant point profiter de cette exemption et désireront fournir, conformément à l'article 14 du décret, une offrande libre et volontaire. Ceux-ci feront leurs déclarations conformément au modèle coté E (Annexe III, modèle E).

Pour faciliter la confection des rôles qui par la suite devront être dressés, les chiffres I, II, III ou IV portés en marge du registre devront indiquer à quelle catégorie appartient chacune des déclarations.

Enfin, ceux qui auront l'intention de désigner une personne pour être substituée à leurs droits dans le cas de remboursement prévu par l'article 16 du décret de l'Assemblée nationale, inséreront dans leur déclaration la clause dont la formule cotée F est jointe à l'instruction (Annexe III, modèle F).

Les soumissionnaires exprimeront dans leur déclaration (en se conformant aux modèles donnés), les époques auxquelles ils auront l'intention d'acquitter la contribution patriotique (1).

La liste des personnes domiciliées et résidentes et le registre des déclarations seront tenus en double par

---

(1) Le paiement, comme on le verra, pouvait se faire en un, deux ou trois termes répartis sur trois années.

les officiers municipaux ou par les membres de l'assemblée municipale. Sur le double du registre seront transcrites au fur et à mesure toutes les soumissions portées sur le premier registre, et chacune d'elles sera certifiée conforme à l'original par deux membres de la municipalité.

Aux termes de l'article 7 du décret, toutes les déclarations devront être faites au plus tard avant le 1<sup>er</sup> janvier 1790. Cet article ajoute, en employant une formule assez vague : « Les municipalités appelleront ceux qui seront en retard. » Aussi l'article 15 de l'instruction précise-t-il les formes de cet appel : Trois semaines après la publication du premier avertissement, si toutes les déclarations n'ont pas été reçues, il sera fait une nouvelle proclamation indiquant que tel jour, les officiers municipaux ou l'assemblée municipale enverront au chef-lieu de la province ou de l'arrondissement le registre des déclarations pour établir le rôle de la contribution patriotique, et invitant en conséquence les retardataires à se présenter avant ce jour.

Ce délai expiré, les officiers municipaux ou l'assemblée municipale vérifieront et compareront la liste des noms des contribuables domiciliés et celle des déclarants. Ils arrêteront ensuite le registre des déclarations (1).

---

(1) L'arrêté porté à la suite des déclarations sera ainsi conçu :  
*Nous, officiers municipaux ou membres de l'Assemblée municipale de \_\_\_\_\_, déclarons que le présent registre contient les déclarations qui ont été faites pour la contribution patriotique par toutes les personnes domiciliées et résidentes dans la dite ville ou communauté,*

Les minutes de la liste des contribuables domiciliés et résidants et du registre des déclarations resteront déposées dans les archives de la ville ou de la communauté. Les doubles seront envoyés respectivement aux bureaux intermédiaires des districts.

Ceux-ci alors, secondés par les receveurs particuliers des finances, feront former pour chacune de ces villes et communautés un rôle des sommes à recouvrer (1),

---

*dont la liste, préalablement formée, est jointe au présent registre, et en outre par les citoyens qui, sans être tenus à aucune déclaration, ont cependant voulu être inscrits sur la même liste et faire aussi leur offrande à la Patrie.*

*Fait à* *ce* *17*

Cette formule d'arrêté suppose la conformité absolue de la liste des personnes domiciliées et résidentes dans la communauté et de celle des déclarants. On voit que l'on n'avait pas voulu envisager le cas d'omission de déclarations.

(1) Ce rôle sera intitulé :

*Rôle des sommes à recouvrer dans la ville ou communauté de pour la contribution patriotique, d'après les déclarations faites par les personnes ci-après dénommées, savoir : ...*

Ce rôle contiendra quatre chapitres qui seront intitulés ainsi qu'il suit :

Chapitre I. — *Personnes qui ont déclaré au-dessus de la proportion.*

Chapitre II. — *Personnes qui ont déclaré conformément à la proportion.*

Chapitre III. — *Personnes qui dans leur déclaration n'étaient assujetties à aucune proportion.*

Chapitre IV. — *Personnes dont l'offrande est libre et volontaire.*

Les bureaux intermédiaires qui auront fait former ces rôles les arrêteront ainsi qu'il suit :

*Nous, avons arrêté le présent rôle des sommes qui doivent être payées pour la contribution patriotique dans la ville ou paroisse de* *par*

dressé suivant le modèle coté G joint à l'instruction (Annexe III, modèle G).

L'ensemble de ces rôles devait ainsi indiquer le montant des sommes à espérer de la contribution patriotique. Aussi, comme l'Assemblée nationale, désirant connaître le plus tôt possible l'étendue de la ressource qu'elle avait votée, avait décrété qu'il serait dressé, sans perte de temps, un tableau du montant général des déclarations (Décr. 6 oct., art. 8), l'instruction décide que les commissions intermédiaires et autres administrateurs des provinces devront apporter la plus grande attention à faire former avec exactitude des bordereaux détaillés par arrondissement de recette particulière des finances, du montant des différents rôles qui seront arrêtés, et les adresseront aussitôt au premier ministre des finances.

Les rôles des sommes à recouvrer, ainsi formés en conformité des registres de déclarations, seront remis aux préposés qui sont chargés de recevoir les vingtièmes ou la capitation.

Ceux-ci en feront le recouvrement sans frais, et remettront les deniers qui en proviendront aux receveurs des impositions ou aux trésoriers des provinces, qui

---

*les personnes dénommées audit rôle a la somme totale  
de , dont celle de payable  
au premier terme, celle de payable au second  
terme, et celle de payable au troisième terme ;  
et sera le recouvrement des dites sommes fait par les  
collecteurs ordinaires de la dite ville ou communauté en  
exercice pour l'année 1790.*

*Fait à*

*ce*

*17*

les verseront sans délai et sans frais de perception au Trésor public.

Les paiements pourront se faire par tiers en trois années. Le premier tiers sera payé pour le 1<sup>er</sup> avril 1790; le deuxième, du 1<sup>er</sup> avril 1790 au 1<sup>er</sup> avril 1791; le troisième, du 1<sup>er</sup> avril 1791 au 1<sup>er</sup> avril 1792. Mais tous ceux qui voudront payer leur contribution comptant, en une seule fois, seront libres de le faire, et ils auront droit, pour leur avance, à la déduction de l'intérêt légal (1).

Certaines facilités, profitables d'ailleurs au Trésor, sont de plus accordées pour le paiement de la contribution patriotique. Les personnes qui désireraient acquitter tout ou partie de leur contribution sans attendre que les rôles des sommes à recouvrer aient été arrêtés, pourront effectuer ce paiement entre les mains du collecteur de la paroisse, qui en tiendra note et en donnera quittance (2). Celles qui voudront s'acquitter sur-le-champ et directement envers le Trésor royal, se-

---

(1) L'instruction, dans son article 25, décide qu'il en sera ainsi pour les personnes qui ont déclaré vouloir payer leur contribution patriotique en un seul terme, ou pour celles qui, après avoir déclaré qu'elles avaient l'intention de payer en plusieurs termes désireraient cependant, après la confection du rôle, l'acquitter en un seul paiement.

Pour permettre au collecteur de justifier vis-à-vis du receveur particulier des finances des intérêts dont il aura ainsi tenu compte à certains contribuables, les membres municipaux nommés, comme on le verra, pour vérifier le recouvrement, lui en donneront des certificats, que le receveur particulier des finances recevra pour comptant.

(2) Cette quittance devra d'ailleurs être visée par les officiers municipaux ou les membres de l'assemblée municipale de la ville ou communauté qui tiendront pareillement note des dits paiements sur un registre à ce destiné, et veilleront à ce que



ront admises à le faire, et recevront récépissé de la somme acquittée (1).

En ce qui concerne les valeurs qui pourront être reçues en paiement de la contribution patriotique, la loi des 6-9 octobre ne parle que des récépissés délivrés par les Hôtels des Monnaies en échange de l'argenterie qui y aura été apportée. Dans l'article 21 de la loi, l'Assemblée nationale invite en effet les particuliers à envoyer leur argenterie aux Hôtels des Monnaies et autorise les directeurs de ces établissements à payer le titre de Paris à 55 livres le marc en récépissés à six mois de date sans intérêt, et décide qu'ils seront reçus comme argent comptant pour la contribution patriotique (2). L'instruction, dans son article 27 développant cette disposition, comprend sous le nom d'argenterie, non seulement les vaisselles, mais encore les bijoux et autres matières d'or et d'argent. Elle établit que dans le cas de production de récépissé, la réduction en livres, sous et deniers, de la valeur du poids des matières énoncées en chaque récépissé, devra préa-

---

l'émargement en soit fait sur le rôle des sommes à recouvrer, lorsqu'il aura été renvoyé pour être mis en recouvrement (Instr., art. 24).

(1) Elles recevront également un duplicata de ce récépissé qu'elles remettront ensuite pour comptant au collecteur du lieu de leur résidence; car, d'après la déclaration qu'elles auront pu y faire, elles seront comprises dans le rôle des sommes à y recouvrer (Instr., art. 26).

(2) Dans l'article 22 de la loi, l'Assemblée nationale autorise également le Trésor public à recevoir dans l'Emprunt national, l'argenterie au titre de Paris à 58 livres le marc, à condition que, moyennant cette faveur particulière, on ne jouira pas de la faculté de fournir la moitié de la mise en effets portant 5 % d'intérêts.

lablement être faite et calculée par les officiers municipaux du lieu ou par tel expert qu'ils choisiront (1).

Pour l'application de ces mesures, une proclamation du Roi du 12 octobre 1789 fut publiée au sujet de l'envoi des vaisselles et bijoux aux Monnaies. Elle avait pour but de déterminer, dans une proportion relative, le prix auquel les vaisselles d'argent au poinçon des provinces et celles de fabriques étrangères, dites d'Allemagne, devraient être payées par le Trésor public en récépissés qui seraient reçus en paiement de la contribution patriotique. Elle fixe pareillement, dans les mêmes proportions, les prix des bijoux d'or au poinçon de Paris, de ceux aux poinçons des provinces et de ceux de fabriques étrangères. Elle prescrit différentes mesures qui ont paru propres à assurer l'exécution de ces dispositions, ainsi qu'à prévenir les difficultés que l'incertitude du titre d'un grand nombre de menus bijoux d'or pourrait faire naître relativement à la recette et à la comptabilité de ces objets (2).

---

(1) A la suite de cette opération, les officiers municipaux mettront au bas du récépissé le certificat suivant :

*Le présent récépissé bon à recevoir en paiement de la contribution patriotique de M. . . . . jusqu'à concurrence de la somme de . . . . . d'après les proportions réglées par la proclamation du Roi du 12 octobre 1789, pour l'évaluation des vaisselles portées aux Hôtels des Monnaies.*

(2) Voici les principales dispositions de la proclamation du Roi du 12 octobre 1789, en ce qui concerne les objets d'or et d'argent portés aux Monnaies, dont les récépissés seront reçus comme argent comptant dans la contribution patriotique :

Le prix des vaisselles d'argent portées aux Hôtels des Monnaies est fixé :

A 55 livres le marc pour celles au poinçon de Paris ;

A la suite de cette proclamation, se trouve un tarif pour l'évaluation des vaiselles et bijoux d'or portés aux Hôtels des Monnaies, et rédigé d'après les prix

A 53<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> le marc pour celles aux poinçons des provinces ;

A 44<sup>1</sup> 10<sup>s</sup> le marc pour les vaiselles dites d'Allemagne.

Aucune distinction ne sera faite entre les vaiselles plates et celles qui sont soudées ou montées.

Le prix des bijoux d'or est fixé :

A 718 livres le marc pour les bijoux au poinçon de Paris ;

A 672 livres le marc pour les bijoux aux poinçons des provinces ;

A 602 livres le marc pour ceux de fabriques étrangères.

Le prix des matières d'or et d'argent en lingots sera déterminé suivant leur titre à raison de 850 livres le marc d'or à 24 karats, et de 55 livres le marc d'argent à 12 deniers.

Les récépissés des bijoux, vaiselles et matières d'or et d'argent seront acquittés dans six mois à compter du jour de leur date, et seront reçus comme argent comptant pour le paiement de la contribution patriotique.

Aucune retenue sur les prix fixés ne sera faite pour les droits du contrôleur au change de la Monnaie de Paris, des contrôleurs et contre-gardes des Monnaies des provinces.

A moins d'arrangements particuliers, les directeurs des Monnaies ne seront point tenus de recevoir les bijoux dont le poids serait au-dessous de 2 onces.

En cas de doute sur le titre des bijoux et sur la réalité des poinçons qui les marquent, les directeurs des Monnaies sont autorisés à ne les recevoir qu'après qu'ils auront été mis à l'essai. Les frais, dans ce cas, seront à la charge des propriétaires.

Les fabriques, communautés et confréries, ainsi que les particuliers qui, se trouvant éloignés des villes où sont établis des Hôtels des Monnaies, voudraient y envoyer leurs vaiselles et bijoux, pourront les charger aux bureaux des Messageries à l'adresse des directeurs des Monnaies, en y joignant un certificat des gardes orfèvres du lieu de leur domicile, contenant l'énonciation du nombre de pièces composant l'envoi, leur nature, leur poids et les poinçons dont elles porteront les empreintes. Le port sera payé par les directeurs des Monnaies à raison d'un sou par marc quelle que soit la distance du lieu d'où ces vaiselles sont parties. Il leur sera tenu compte de ces frais. — *Proclamation du Roi du 12 octobre 1789, pour l'exécution des articles 21*

fixés par le décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre et la proclamation du 12 du même mois (1).

Comme un grand nombre de citoyens étaient arrêtés par les difficultés que présentaient les transports de l'argenterie et des bijoux aux Hôtels des Monnaies, bien qu'ils aient été disposés à en faire le sacrifice, soit pour concourir à l'augmentation du numéraire, soit pour satisfaire au paiement de la contribution patriotique, beaucoup de municipalités s'étaient volontairement chargées de recevoir ces objets et de les faire

*et 22 du décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre 1789, relatif aux vaisselles (Arch. dép., C, 533).*

(1) Pour l'établissement des récépissés remboursables à six mois, ou pris pour comptant en paiement de la contribution patriotique, le tarif prend pour base pour les vaisselles et bijoux les prix portés à la proclamation du 12 octobre.

Pour les objets d'argent, partant de la valeur du marc, il indique leur prix d'après les poids évalués par 4-2-1 once, 4-2-1 gros, 18-12-6-3-2-1 denier, 12 grains.

Pour l'argent en lingot, l'évaluation des deniers de fin est faite sur le pied de 55 livres le marc à 12 deniers.

Pour les bijoux d'or, le tarif reproduit les mêmes divisions que pour l'argent en partant des prix de base indiqués dans la proclamation.

Pour les lingots d'or, partant de la valeur du marc d'or à 24 karats, il établit les prix d'après les poids évalués en karats et en trente-deuxième de karat.

Le tarif établit également les proportions pour les objets d'or et d'argent qui seront reçus dans l'Emprunt national en prenant pour base pour les bijoux d'or le prix de 740 livres le marc au poinçon de Paris et pour l'argenterie celui de 58 livres le marc indiqué dans l'article 22 de la loi des 6-9 octobre 1789. — *Tarif pour l'évaluation des vaisselles et bijoux d'or portés aux Hôtels des Monnaies, rédigé d'après les prix fixés par le décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre 1789, et la proclamation du 12 du même mois (Arch. dép., C, 533 [suite de la proclamation du 12 octobre 1789]).*

transporter; d'autres attendaient une autorisation pour accepter et transmettre des dépôts de cette nature (1). Aussi, le 15 novembre 1789, une nouvelle proclamation du Roi permit-elle aux municipalités de seconder ainsi le patriotisme de leurs concitoyens (*Proclamation du Roi du 15 novembre 1789*. Annexe IV).

Pour éviter les fraudes ou les erreurs dans l'évaluation des vaisselles et bijoux qui seront apportés aux municipalités, une instruction est jointe à la proclamation du 15 novembre. Elle indique, avec des détails intéressants, toutes les précautions qu'il faudra prendre pour isoler les métaux précieux à peser, et en particulier pour déduire le poids des goupilles de fer ou de cuivre que l'on pourrait rencontrer dans les chaînes, tabatières à charnières, boîtes à montre, bonbonnières ou boîtes à mouches (*Instruction sur la manière de procéder à la recette des bijoux et vaisselles rédigée en exécution de l'article 3 de la proclamation du Roi du 15 novembre 1789*. Annexe IV).

La loi des 6-9 octobre ne parle pas d'autres valeurs pouvant être reçues en paiement de la contribution patriotique. Mais deux jours après son vote, et avant même qu'elle fût promulguée, un des membres de l'Assemblée qui avait fait, en don patriotique, l'offre du quart de son revenu, demanda s'il ne pouvait pas se dispenser de payer la contribution décrétée (2). L'Assemblée nationale, délibérant sur cette question,

(1) Motifs qui ont provoqué la proclamation du Roi du 15 novembre 1789 et qui se trouvent dans son préambule.

(2) *Procès-verbaux de l'Assemblée nationale* (Séance du jeudi 8 octobre 1789), t. V, n° 95.



généralisa et décida, le 8 octobre 1789, que tous ceux qui ont fait des dons patriotiques pourront les faire compter comme portion du quart de leur revenu.

Ces dons furent donc admis en déduction du paiement de la contribution, et l'article 28 de l'instruction d'octobre porte que les personnes qui ont déjà fait des dons patriotiques en espèces ou en valeurs équivalentes pourront, si elles le désirent, les imputer sur leur contribution patriotique, et que, pour constater le don de ces valeurs, elles se procureront un récépissé au Trésor royal, qu'elles remettront pour comptant au collecteur du lieu de leur domicile en paiement de leur offre jusqu'à due concurrence.

On pouvait donc payer sa contribution patriotique en dehors du numéraire en récépissés des Hôtels des Monnaies représentant des vaisselles et bijoux, et en récépissés du Trésor représentant des dons patriotiques. Mais on ignorait si d'autres valeurs ne pourraient pas être acceptées en paiement. Pour lever tous les doutes à cet égard et faciliter la rentrée de la contribution patriotique, le ministre fit publier une liste des valeurs qui seraient admises pour comptant en paiement de cette contribution (1).

---

(1) Cette liste, qui fut envoyée en Lorraine le 19 novembre 1789 (Lettre d'envoi du 19 novembre 1789 de Lambert, contrôleur général, à MM. de la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois [*Arch. dép.*, C, 533]), portant indication des valeurs qui pourront être reçues pour comptant dans les paiements de la contribution patriotique, comprend :

1° Les Assignations sur les Recettes générales des finances, endossées par M. de Beckvelt ;

2° Les Assignations sur la Ferme générale ;

Reprenant la suite des mesures qui doivent assurer son fonctionnement, l'instruction, dans son article 29, établit un contrôle, et décide que chaque semaine, et au jour fixé, deux officiers municipaux ou membres des assemblées municipales, choisis à cet effet, exami-

3° Les Assignations sur la Régie générale ;

4° Les Assignations sur les Postes ;

5° Les Billets des Fermes ;

6° Les Billets de la Régie générale ;

7° Les Coupons échus de tous les effets royaux ;

8° Les Quittances des Rentes viagères et perpétuelles échues et payables à l'Hôtel de ville de Paris, après que ces quittances auront été certifiées bonnes par les Payeurs des Rentes chargés de les acquitter ;

9° Les Quittances d'arrérages courants des Pensions, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1790, également certifiées bonnes par M. Gislain, premier commis du Trésor royal ;

10° Les Reconnaissances de la vaisselle portée à la Monnaie ;

11° Les Quittances de gages de Charges, qui, d'après l'époque ordinaire du paiement de ces gages, doivent être acquittées d'ici à la fin de l'année 1790, à condition que ces quittances seront certifiées bonnes par le Payeur des gages ou par le Receveur général des finances chargé de les acquitter ou, à défaut du Receveur général, par son commis à la Recette générale, lesquels certifieront aussi l'époque à laquelle chacune de ces quittances doit être payée.

*On n'admettra ni les Effets suspendus par l'Arrêt du 16 août 1788, ni les Bordereaux des derniers Emprunts.*

(Note imprimée des *Valeurs qui pourront être reçues pour comptant dans les paiements de la Contribution patriotique* [Arch. dép., L, 1308 et 1890].)

D'autre part, comme suite à cette note, il fut envoyé un Avis imprimé sur les Arrérages échus des rentes sur l'Hôtel de ville (n° 8 de la note), indiquant comment il devait être procédé par ceux qui auraient l'intention de donner cette valeur en paiement de leur contribution patriotique. Cet avis entre dans tous les détails de ce qui devra être fait tant par les rentiers de Paris que par ceux des provinces.

(*Avis* (imprimé) *sur les Arrérages échus des Rentes sur*

neront le rôle de la contribution patriotique qui se trouve entre les mains du collecteur et vérifieront :

1° Si les émargements des paiements sont faits avec exactitude ;

2° A combien s'élèvent les sommes déjà recouvrées ;

3° Enfin, si ces sommes existent entre les mains du collecteur en deniers ou quittances valables du receveur particulier des finances.

A la suite de chacune de ces vérifications, les deux membres municipaux remettront à l'Assemblée un bordereau de situation signé d'eux et du collecteur, conforme au modèle H joint à l'instruction (Annexe III, modèle H).

Les deniers provenant des recouvrements devront être versés par les collecteurs entre les mains des receveurs particuliers des finances, et par ceux-ci au receveur général des finances ou au trésorier de la province en exercice pour 1790, qui les fera parvenir immédiatement au Trésor public.

Quant aux avances qui seraient faites par les corps municipaux ou par les assemblées municipales pour frais d'écriture, de registres, de confection de rôles et frais de voyages des collecteurs au chef-lieu de la recette, elles devront être remboursées sur le produit des sommes recouvrées.

Mais pour éviter toute comptabilité à cet égard, les commissions intermédiaires examineront s'il ne con-

---

*l'Hôtel de ville que l'on sera dans l'intention de donner en paiement sur la Contribution patriotique [Arch. dép., C, 533 et L, 1308].)*

viendrait pas d'allouer à chaque municipalité une somme déterminée et proportionnelle au montant du rôle. Dans ce cas, elles soumettront leurs propositions au Pouvoir exécutif.

Ainsi sont prévues les mesures qui peuvent assurer le fonctionnement de la loi.

Comme, au mois d'avril 1792, les trois termes fixés pour le paiement de la contribution patriotique seront expirés, le registre des déclarations réellement acquittées sera clos et scellé par chaque municipalité, et déposé à son greffe. Ce registre ne devra être ouvert de nouveau qu'à l'époque du remboursement.

En effet, au moment où le crédit national permettra d'emprunter à 4 % d'intérêts en rentes perpétuelles, il sera procédé successivement et suivant les dispositions qui seront ordonnées, au remboursement des sommes qui auront été fournies gratuitement pour subvenir aux besoins de l'État.

Ce remboursement ne pourra être fait qu'au contribuable ou, après lui, à la personne qu'il aura désignée dans sa déclaration. Si ces deux personnes sont mortes, la dette sera éteinte.

Étant données les circonstances du moment, cette clause dut paraître à beaucoup plutôt une formalité qu'un gage à leurs espérances.

L'Assemblée nationale, désirant connaître les progrès de la contribution patriotique, décide en outre que chaque municipalité sera tenue d'informer les administrations de sa province de l'exécution successive des dispositions arrêtées. Elle établit également que les receveurs généraux ou trésoriers devront rendre

compte du produit des recouvrements aux mêmes administrations. Celles-ci adresseront ces renseignements à un Comité composé du ministre des finances et de commissaires nommés par l'Assemblée pour surveiller avec lui toute la suite des opérations relatives à la rentrée et à l'emploi de la contribution patriotique.

Necker, auquel s'en était rapporté l'Assemblée nationale, avait pensé que le décret du 6 octobre et l'instruction y faisant suite assureraient le fonctionnement du secours extraordinaire demandé au patriotisme des citoyens. Mais il s'aperçut bientôt que des cas nombreux n'avaient pas été prévus, et que ces lacunes amèneraient des incertitudes, qui retarderaient les déclarations. Aussi dut-il faire signer par le Roi, le 14 janvier 1790, une proclamation pour réparer, dans la mesure du possible, des oublis qui pourraient avoir de fâcheuses conséquences (1).

Aux termes de cette proclamation, chaque contribuable doit réunir, dans l'évaluation de son revenu soumis à la contribution patriotique, tout ce dont il jouit, soit en produits de biens-fonds situés en France ou hors du Royaume, soit en rentes foncières ou constituées, perpétuelles ou viagères, en bénéfices ecclésiastiques, appointements et traitements militaires, gages, émoluments ou autres produits de charges et offices, honoraires, appointements ou traitements de places ou emplois, pensions de quelque nature qu'elles

---

(1) Proclamation du Roi du 14 janvier 1790 concernant les déclarations pour la contribution patriotique (*Arch. dép.*, C, 533; L, 314 et 3468).



soient, ou enfin en profits de commerce ou d'industrie dans quelque art ou profession que ce puisse être. Désormais, il ne pourra plus y avoir de doute sur les revenus servant de base à la contribution.

D'autre part, la proclamation décide que ceux qui pourraient craindre de perdre quelque place, office ou emploi, ou de voir réduire leurs revenus soit par la suppression ou réduction de quelque traitement ou pension, soit par l'effet de toute autre opération décrétée par l'Assemblée nationale ou ordonnée par le Roi, soit enfin par l'extinction de quelque rente viagère payée par le Trésor royal et placée sur une autre tête que la leur, seront néanmoins tenus de faire dans le délai de deux mois, prescrit par le décret du 26 décembre 1789 (1), leur déclaration pour la contribution patriotique, sur le pied de leur revenu actuel, sauf la modération qui aura lieu sur les paiements de leur contribution à proportion des réductions ou suppressions qu'à chacune des trois époques de paiement, ils se trouveraient avoir éprouvées, de telle sorte qu'ils n'aient jamais à acquitter, à chacune desdites trois époques, qu'un douzième du revenu annuel dont ils jouiront réellement au moment du paiement à effectuer. Les réductions devront être appliquées, qu'elles aient été insérées ou non dans les déclarations.

Parmi les charges foncières qui pourront être dé-

---

(1) On verra en effet, dans l'étude de la mise en œuvre de la contribution patriotique, que l'Assemblée nationale, en présence des retards apportés dans les déclarations, avait dû, par décret du 26 décembre 1789, proroger de deux mois le terme du délai primitivement fixé au 1<sup>er</sup> janvier 1790 pour leur réception.

duites du calcul des revenus conformément au décret du 6 octobre 1789, on pourra comprendre les frais d'entretien et de réparation des biens-fonds dans la proportion du douzième de leur revenu pour les biens de campagne exigeant des bâtimens, du quinzième pour les maisons de ville et du quart pour les étangs, moulins, forges et autres usines, et les frais de culture pour les possesseurs de biens-fonds qui font valoir par eux-mêmes. Toute autre dépense ne pouvant être considérée comme charge, mais seulement comme emploi et consommation du revenu, ne pourra pas être déduite.

Quant aux ci-devant privilégiés, beaucoup ne pouvaient déterminer avec précision leurs revenus nets, puisqu'ils ne connaissaient pas encore le montant des impositions qu'ils allaient avoir à payer. Ils seront tenus néanmoins de faire leur déclaration sans aucune déduction pour raison de ces charges; mais, à chacune des époques de paiement de la contribution patriotique, il leur sera tenu compte des impositions qu'ils auront payées pour la période correspondante (1).

---

(1) Un grand nombre de ci-devant privilégiés, ne connaissant point la quotité des impositions qu'ils auraient à acquitter, ne pouvaient déterminer avec précision le montant des charges à déduire dans le calcul de leurs revenus nets. Pour parer à cet inconvénient, la proclamation du 14 janvier 1790, dans son article 6, décide que ces ci-devant privilégiés devront néanmoins faire leur déclaration sans aucune déduction relativement à leurs impositions; mais qu'à chacune des époques de paiement de la contribution patriotique, il leur en sera tenu compte.

S'ils acquittent leur contribution en un seul terme, au mois d'avril 1790, on déduira le quart des impositions qu'ils justifieront avoir payées, tant en vertu des rôles de l'année entière 1789,

La proclamation indique en outre où et comment les déclarations devront être faites dans certains cas particuliers. Ainsi elle décide que les ambassadeurs, consuls et autres Français employés en pays étrangers avec un caractère public, ou chargés d'une mission quelconque, seront tenus de faire leur déclaration pour la contribution patriotique au lieu de leur domicile en France.

Les mineurs émancipés seront tenus de faire leur déclaration assistés ou non de leur curateur, et les personnes à qui les tribunaux ont nommé des conseils pour l'administration de leurs revenus, la feront assistées desdits conseils.

De même les tuteurs des mineurs non émancipés et les curateurs des interdits ou absents seront tenus de faire en leur qualité la déclaration de la contribution patriotique de ceux dont les intérêts leur sont confiés.

Enfin, les personnes ayant un revenu supérieur à 400 livres, mais qui, par la déclaration exacte de leur revenu, ne conserveraient plus une somme nette de 400 livres pour les trois quarts restants, pourront réduire leur contribution de manière à ce qu'elles conservent en totalité une somme de 400 livres. Mais elles ajouteront toutefois à la somme qu'elles auront à ac-

---

que des rôles de supplément des six derniers mois de cette année.

S'ils acquittent leur contribution en deux termes, il sera défalqué sur le second et dernier paiement le quart des impositions qu'ils justifieront avoir payées pour l'année 1790.

Enfin s'ils l'acquittent en trois termes, il leur sera tenu compte, sur le second paiement, du huitième des impositions qu'ils auront acquittées pour 1790, et sur le troisième et dernier paiement, du huitième des impositions par eux acquittées en 1791.

quitter, celle qu'elles jugeront à propos d'offrir à raison des 400 livres qui leur restent. Ainsi dans le cas où un particulier jouirait d'un revenu de 520 livres, à la suite du prélèvement fait du quart de ce revenu, c'est-à-dire de 130 livres, il ne lui resterait plus en payant cette contribution que la somme de 390 livres; il ne sera tenu alors de déclarer pour sa contribution patriotique que la somme de 120 livres, en ajoutant au surplus à ces 120 livres telle offrande libre et volontaire qu'il lui sera loisible de déterminer pour raison des 400 livres restantes.

Cette proclamation du 14 janvier 1790 complétait la loi des 6-9 octobre 1789 et dissipait bien des incertitudes. Sans doute d'autres lacunes subsistaient encore; elles nous seront révélées par l'étude de la mise en œuvre de la contribution patriotique. Mais ce qui manquait surtout à la loi, c'était une sanction pour tous ceux qui voudraient en éluder les prescriptions; car ne relevant que de leur conscience, beaucoup de citoyens pouvaient rester sourds à l'appel de la Nation.

---

## CHAPITRE II

### Mise en œuvre de la contribution patriotique dans la province de Lorraine et Barrois

La contribution patriotique était organisée ; il fallait en poursuivre la mise en œuvre.

Necker avait compris tout de suite qu'il lui serait impossible de suffire seul à diriger et à surveiller les finances. Aussi s'était-il attaché Lambert avec le titre de contrôleur général et l'avait-il chargé de tous les détails de l'administration, tandis qu'il se réservait les rapports avec l'Assemblée nationale.

Lambert, qui avait longtemps siégé au Parlement et au Conseil d'État, s'était fait remarquer par son intelligence et sa vaste érudition. A plusieurs reprises déjà, il avait été appelé à l'administration des finances. « C'était, dit Mollien, un magistrat très versé dans les traditions de l'ancien temps, mais qui n'avait rien de commun avec les circonstances nouvelles (1). » Aussi, malgré l'ardeur et les soins que nous lui verrons apporter dans ses fonctions et en particulier à l'égard de la direction et de la surveillance de la contribution patriotique, resta-t-il toujours suspect au parti révolutionnaire, qui le força en 1790 à donner sa démission et, trois ans plus tard, le fit arrêter dans sa résidence de

---

(1) MOLLIEU, *Mémoires d'un ministre du Trésor public (1780-1825)*, t. I, p. 143.



Sainte-Foy, traduire devant le tribunal révolutionnaire de Paris, condamner à mort et exécuter le même jour.

Les décrets, instructions et circulaires réglant les principes et les détails d'application de la contribution nouvelle furent donc adressés surtout par les soins du contrôleur général Lambert aux administrations chargées d'en poursuivre l'exécution dans les provinces. Il n'est pas sans intérêt de jeter un coup d'œil sur les principaux organes administratifs qui, dans la Lorraine et le Barrois, dont nous nous occuperons spécialement, eurent à assurer le fonctionnement de la contribution patriotique.

L'édit du 8 juillet 1787 avait établi une assemblée provinciale en Lorraine et créé en principe des assemblées de district et des assemblées municipales dans chaque communauté (1). Par privilège spécial dû tout

---

(1) Une assemblée provinciale avait été créée en Lorraine par l'édit de 1787, rendu sous le ministère de Loménie de Brienne, qui étendait aux vingt-trois généralités des pays d'élections une organisation déjà mise à l'épreuve dès 1778 dans le Berry et dès 1779 dans la généralité de Montauban.

L'Assemblée provinciale devait notamment partager avec l'intendant la surveillance des affaires communales, répartir la somme représentative de la corvée royale et proposer au Roi tout ce qu'elle jugerait utile au bien public.

Bien que l'Assemblée de Nancy fût chargée de dresser un plan de l'organisation nouvelle, le gouvernement avait divisé provisoirement la province en six districts réglés sur les quinze recettes des finances.

L'Assemblée provinciale dans sa première réunion nomma ses procureurs syndics et choisit la Commission intermédiaire qui devait fonctionner dans l'intervalle des sessions. Cette Commission se composa du président, de deux syndics et de quatre membres élus.

L'Assemblée transforma les circonscriptions des districts, dont

à la fois à l'intervention de l'évêque de Nancy, M. de Fontanges, et à celle du gouverneur, M. de Choiseul-Stainville, la première Assemblée de Nancy fut appelée à dresser elle-même le plan et les détails de l'organisation nouvelle.

L'Assemblée provinciale choisit sa Commission intermédiaire chargée de suivre les affaires en dehors des

---

le nombre fut porté de six à douze. Ce furent ceux de : Nancy, Bar, Boulay, Épinal, Étain et Briey, Lunéville, Mirecourt, Neufchâteau, Sarreguemines, Saint-Dié, Saint-Mihiel, Pont-à-Mousson.

Les Assemblées de ces districts ne furent constituées qu'en mai 1788. Elles eurent aussi chacune leur Commission intermédiaire, appelée plus généralement Bureau intermédiaire.

L'existence de l'Assemblée provinciale fut courte, car elle fut suspendue pour 1788 ; mais la Commission intermédiaire siégea sans relâche, et nous la verrons fonctionner jusqu'en juillet 1790.

Quant aux municipalités des campagnes, qui remplacèrent les assemblées de tous les habitants de la communauté, elles furent composées de trois ou six membres suivant la population, élus par tous les propriétaires âgés de plus de vingt-cinq ans, du seigneur, du curé, d'un greffier et d'un syndic.

Mais comme ces assemblées administratives n'étaient que des comités consultatifs, et comme la décision appartenait à l'intendant, il en résultait des retards considérables et de graves mécontentements, si bien que M. Coster, un des membres les plus distingués de l'Assemblée provinciale et rédacteur du cahier de Briey, écrivait : « Votre Majesté, touchée de nos maux, a déjà voulu y porter remède en établissant une assemblée provinciale ; mais ce corps sans pouvoir, gêné dans toutes ses opérations par le commissaire départi, embarrassé par des formalités sans fin, n'a qu'une marche lente et pénible et n'opère qu'infiniment peu de bien. » (*L'Ancien Régime en Lorraine et Barrois* [1698-1789] par le cardinal MATHIEU, p. 379 et s.)

En novembre 1789, les députés composant la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois étaient : MM. l'abbé de Dombasle, de Fisson du Montet, Durival, Luxer et de Manesy ; Breton, secrétaire provincial. — D'après circulaire imprimée du 9 novembre 1789 (*Arch. dép.*, C. 533 et L. 3467).

sessions. Les assemblées de district eurent chacune leur Bureau intermédiaire. Enfin les assemblées tumultueuses de toute la communauté furent remplacées par des municipalités. Il y avait ainsi une sorte de hiérarchie qui s'étendait sur toute la Lorraine et dont l'Assemblée provinciale tenait le sommet.

Si, en principe, l'intendant de la province conservait un pouvoir de décision, nous verrons qu'au point de vue de la contribution patriotique, ce fut le plus souvent la Commission intermédiaire provinciale, véritable cheville ouvrière de l'administration, secondée par les bureaux intermédiaires des districts, qui fut chargée par Lambert de l'exécution des mesures à prendre pour le fonctionnement de la contribution, et qui correspondit directement avec lui.

Bien que le décret du 22 décembre 1789 ait établi une organisation administrative nouvelle, que celui du 28 décembre ait décidé que les anciennes administrations provinciales devaient rendre leurs comptes aux administrations de département et de district, ce n'est qu'à partir du décret du 30 juin 1790, mettant les nouveaux corps administratifs en activité, que la Commission et les bureaux intermédiaires firent place définitivement aux directoires de département et de district.

Le 23 octobre 1789, le ministre des finances adresse à M. de la Porte, intendant de la province de Lorraine et Barrois, des exemplaires de la déclaration du Roi sur le décret du 6 octobre, organisant la contribution patriotique, et de l'instruction y faisant suite, avec une lettre lui recommandant de prendre les dispositions

nécessaires pour en assurer la publicité (1). Par les soins de ce fonctionnaire, la déclaration fut imprimée en placards et affichée dans toutes les villes, bourgs et paroisses.

En même temps, Lambert envoie, sur les ordres de Necker, à la Commission intermédiaire provinciale plusieurs exemplaires des mêmes documents, lui recommandant de les faire connaître aux municipalités et de leur faire parvenir des indications sur la manière de procéder (2). Il conseille notamment l'impression de feuilles de rôles et de registres de déclarations conformes aux modèles indiqués dans l'instruction générale. Il met en garde contre la crainte que pourrait inspirer aux contribuables la nécessité de la déclaration et indique le moyen de les rassurer sur ce point (3) : « Lorsque, écrit-il, il sera question de fournir les déclarations, il serait possible que quelques particuliers eussent regret d'être obligés de faire connaître leur véritable revenu en en déclarant le quart, dans la crainte qu'on en tirât des inductions et des conséquences, auxquelles par différentes considérations, et peut-être même aussi sous le rapport des impositions, ils désireraient ne pas se trouver exposés ; mais cette appréhen-

---

(1) Lettre du 23 octobre 1789 de Necker à M. de la Porte, intendant de Lorraine et Barrois, et réponse du 27 octobre 1789 (*Arch. dép.*, C. 391).

(2) Lettre du 24 octobre 1789 de Lambert à MM. de la Commission intermédiaire de Lorraine (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Ces craintes avaient déjà été signalées par Necker dans son mémoire du 24 septembre à l'Assemblée nationale, et il avait déjà donné des indications pour parer aux inconvénients qui pourraient en résulter.

sion doit disparaître, si l'on considère que la somme déclarée se compose non seulement du quart du revenu, mais encore des 2,5 % de l'argenterie, des bijoux et de l'argent monnayé que l'on garde en réserve, objets absolument indépendants du revenu. D'ailleurs en ajoutant la plus faible somme à celle résultant des proportions fixées par l'Assemblée nationale, la contribution excédera alors la fixation, et du moment qu'elle sera énoncée comme excédant la proportion, elle ne pourra plus, sous aucun rapport, fournir une base précise à des calculs ultérieurs. »

Le contrôleur général se met à la disposition de la Commission pour lui faire connaître les intentions du ministre sur les difficultés qui pourraient se produire.

La Commission alors, après avoir accusé réception des pièces envoyées, déclare qu'elle se conformera exactement avec toute la promptitude et tout le zèle dont elle est capable aux instructions données, et qu'elle rendra compte successivement des progrès de ses opérations (1).

Elle envoie alors, avec les imprimés in-4° de la déclaration du Roi et de l'instruction (2), des circulaires

---

(1) Lettre du 6 novembre 1789 de la Commission intermédiaire à Lambert [d'après la minute] (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Comme l'instruction générale avait été rédigée pour toutes les provinces du Royaume et comme leurs administrations ne se ressemblaient point, on fut obligé de l'adapter au régime de ces différentes provinces, afin qu'on suivit partout une forme semblable dans la levée de la contribution patriotique. Aussi y avait-il quelques articles de cette instruction qui ne concernaient point la Lorraine, et la Commission intermédiaire crut bon, dans les exemplaires qu'elle en fit imprimer, de les retrancher pour



aux bureaux intermédiaires des districts et aux municipalités. Elle recommande aux premiers d'agir avec diligence pour l'établissement des rôles et l'envoi des bordereaux de leur montant, détaillés par arrondissement de recette, de façon à lui permettre d'adresser ces renseignements au ministre qui désire connaître le plus tôt possible l'étendue des ressources que procurera la contribution (1).

Aux municipalités, elle indique d'une façon précise les dispositions successives qu'elles doivent prendre et les différentes époques où elles doivent s'en occuper, de façon à leur faire bien comprendre les prescriptions de l'instruction générale et de les mettre en mesure de les bien appliquer (2).

La Commission intermédiaire fait de plus un pressant appel à leur patriotisme, qui, en Lorraine surtout, sera assez fort pour répondre à la confiance de l'Assemblée nationale et assurer le recouvrement de l'impôt : « Nous ne pouvons trop vous recommander, ajoute-t-elle, d'apporter le plus grand zèle et une

---

plus de clarté. — Texte de l'édition originale de l'instruction (*Arch. dép.*, C. 533). — Texte de l'édition envoyée par la Commission intermédiaire de Lorraine aux bureaux intermédiaires de district et aux municipalités [édition réduite] (*Arch. dép.*, L. 314 et C. 533).

(1) Circulaire du 9 novembre 1789 de la Commission intermédiaire à MM. des bureaux intermédiaires des districts (*Arch. dép.* [d'après la minute] C. 533 et [d'après l'exemplaire envoyé au district de Lunéville] L. 1308).

(2) Circulaire imprimée, du 9 novembre 1789, de la Commission intermédiaire à la municipalité de.... (*Arch. dép.*, C. 533 et L. 3467).

extrême activité aux opérations qui vous sont confiées par Sa Majesté. Les besoins de l'État sont les plus urgents, et, dans ce moment de crise, les meilleurs citoyens sont ceux qui s'empressent le plus de venir à son secours.

« L'Assemblée nationale pouvait soumettre à des vérifications les déclarations des particuliers; elle ne l'a pas voulu. Elle a pensé qu'en s'en rapportant à la foi des citoyens d'une nation généreuse, elle ne pouvait s'appuyer sur une base plus solide. Hâtons-nous donc à réaliser ses espérances. Songeons qu'il faut la réunion de tous les efforts pour sauver l'État, pour assurer la gloire et le repos du meilleur des Rois.

« Les Lorrains, si renommés par leur patriotisme et par leur amour pour leurs Princes, se distingueront sans doute entre toutes les provinces, pour donner, dans ce moment, des preuves éclatantes de leur dévouement entier à la chose publique. »

Ces circulaires furent appréciées par Lambert, qui admira tant la méthode et la clarté des instructions qu'elles contenaient que le zèle et le patriotisme de la Commission. Il lui adressa toutes ses félicitations et lui en demanda des exemplaires pour servir de modèle dans d'autres provinces (1).

(1) Lettre du 19 novembre 1789 de Lambert à MM. de la Commission intermédiaire de Lorraine (*Arch. dép.*, C. 533).

Réponse du 28 novembre 1789, dans laquelle la Commission remercie le contrôleur général des félicitations qu'il lui a adressées et lui envoie de nouveau le témoignage de son plus entier dévouement. « S'il pouvait, écrit-elle, y avoir le moindre mérite à nous conformer à vos intentions et à suivre ponctuellement les

Malgré les indications et les exhortations qui leur furent ainsi adressées, il ne semble pas que les municipalités des communautés lorraines, pas plus du reste que celles des autres parties du Royaume, se soient mises immédiatement à l'œuvre avec tout l'entrain et tout l'empressement qu'on attendait d'elles. Dans le mois qui suivit l'envoi des circulaires accompagnant le décret et l'instruction relatifs à la contribution patriotique, il se fit peu ou point de déclarations (1).

C'est qu'il y eut certainement, au début, de nombreuses hésitations. Les municipalités, celles des campagnes surtout, qui n'étaient guère instruites des modifications qui se préparaient, se virent tout à coup,

---

ordres que vous nous transmettez, ce serait, n'en doutez pas, celui qui toujours formerait notre principale ambition : n'ayant rien de plus à cœur que de prouver à un ministre que nous chérissons, notre absolu dévouement, de nous montrer dignes de ses éloges et de l'estime qu'il daigne nous témoigner, enfin, d'échauffer tous les cœurs du patriotisme et des vertus dont vous êtes animé » (*Arch. dép.*, C. 533).

(1) Une difficulté d'exécution se produisit à Nancy. La Commission intermédiaire ayant chargé les officiers municipaux de cette ville de remplir les formalités relatives à la contribution patriotique, fut avisée qu'il résultait d'une lettre de M. le président du Bureau des rapports des États généraux, que c'était aux représentants de la commune librement élue à Nancy, qu'elle aurait dû s'adresser, puisque c'étaient eux qui étaient chargés d'exécuter les décrets émanant de l'Assemblée nationale. La Commission intermédiaire fit aussitôt droit à cette réclamation. — Lettre du 13 novembre 1789 des officiers municipaux de la ville de Nancy à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533 et *Arch. municip. de la ville de Nancy*, BB. 32. [Registre du 17 décembre 1785 au 20 mars 1790, feuillets 143 et 144]).

Lettre du 16 novembre 1789 de la Commission intermédiaire à MM. les représentants de la commune de Nancy (*Arch. dép.*, C. 533).

non sans un certain étonnement, en demeure de mettre en œuvre une contribution nouvelle, demandant des charges extraordinaires aux habitants. Il est vrai que ce devait être les dernières et qu'elles leur étaient demandées dans un but patriotique; mais l'instinct naturel porte à rejeter les nouveaux fardeaux, et comme le terme pour la réception des déclarations, fixé au 1<sup>er</sup> janvier 1790, paraissait encore éloigné, de nombreuses municipalités attendirent.

Beaucoup d'entre elles n'avaient du reste qu'une confiance limitée dans l'efficacité du moyen décrété pour combler le déficit. Elles reculèrent autant qu'elles le purent le moment de participer à l'établissement d'une contribution, qui, par suite de la misère presque générale amenée par les mauvaises récoltes, devait peser lourdement sur les citoyens, qui leur sauraient mauvais gré d'un trop grand zèle. Aussi s'écoula-t-il un certain temps avant que les officiers municipaux se fussent décidés à agir et à prendre les dispositions prescrites pour la réception des déclarations.

Cependant, dès la fin de novembre, le terme approchant, certaines municipalités firent publier la liste des habitants de leur communauté. C'était la première opération qui leur était prescrite.

Ces listes sont intitulées, suivant le modèle A de l'instruction : *Listes de toutes les personnes domiciliées et résidentes dans la ville ou communauté de....*; puis elles portent les noms et professions des habitants, avec un numéro d'ordre. La plupart d'entre elles présentent les noms des habitants les uns à la suite des autres et sans distinction. D'autres, au contraire, sont

divisées en chapitres intéressant les différentes catégories de contribuables. C'est ainsi qu'on peut relever, dans la liste de certaines communautés, le chapitre des laboureurs, celui des manœuvres, des veuves, des pauvres mendiants, etc. (1). Dans d'autres, on a fait des distinctions comme celle-ci : Messieurs, Demoiselles, Célibataires, Maréchaussée, Sœurs de la Congrégation de la Doctrine chrétienne (2). Presque toutes ces listes sont manuscrites; quelques villes cependant les firent imprimer. On en trouve presque toujours un exemplaire accompagnant chaque registre de déclarations (3). Les procès-verbaux des municipalités qui y sont joints rappellent souvent que ces listes furent rédigées en double et que l'un de ces doubles fut affiché à la porte de l'église du lieu, qu'il y resta pendant deux dimanches, qu'il a été lu et publié, et que le curé a annoncé au prône que la municipalité recevrait jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier les déclarations qui lui seraient faites.

Dans certaines communautés, des habitants en nom-

---

(1) État nominatif des habitants de Folschviller (*Arch. dép.*, L. 866).

(2) État nominatif des personnes domiciliées dans la ville de Bayon, pour la contribution patriotique (*Arch. dép.*, L. 1590).

(3) M. Doinel, bibliothécaire et archiviste de la ville de Niort, publia en 1870 la liste des noms des contribuables patriotes de cette ville et des sommes qu'ils s'étaient soumis à payer pour la contribution patriotique. Il présente ce document comme une pièce excessivement rare, mais nous pouvons faire remarquer qu'il semble s'en exagérer l'importance. Nous en trouvons d'analogues pour de nombreuses communautés de Lorraine dans les archives de Meurthe-et-Moselle (*Bulletin de la Société de statistique, sciences, lettres et arts du département des Deux-Sèvres*, t. I, 1870-1873, p. 7).



bre plus ou moins grand, se présentèrent. Leurs déclarations furent consignées sur un registre qui fut également tenu en double. Ces registres, généralement manuscrits dans les campagnes, sont tenus par les secrétaires greffiers, qui tantôt inscrivent les déclarations sans ordre ni méthode, tantôt les classent en quatre catégories, en reproduisant les divisions que l'on rencontre dans les modèles imprimés. Parfois, ils ne se font pas faute de résumer les déclarations, et très souvent même les doubles des registres ne portent que le nom du contribuable et la somme pour laquelle il s'est engagé.

Dans les villes et bourgs en général, le greffier n'a guère qu'à remplir les formules du registre, imprimées (1) conformément aux modèles de l'instruction (2);

---

(1) Il était, en effet, facile aux municipalités de se procurer des feuilles de registre imprimées; car nous trouvons une note-réclame d'imprimeur jointe à la circulaire du 9 novembre 1789 de la Commission intermédiaire adressée aux communautés, relative à l'envoi de la loi des 6-9 octobre 1789. Cette note est ainsi conçue :

« Le sieur Hæner, imprimeur de l'Assemblée provinciale, à Nancy, avertit MM. les officiers municipaux des villes et communautés qu'il tient des feuilles imprimées pour former les registres de la contribution patriotique, au désir de la lettre de MM. de la Commission intermédiaire; il vend chaque feuille un sou de France; les villes et communautés qui désireront s'en procurer, sont priées d'expliquer dans leur mandat la quantité qu'elles désireront de chaque façon. » — Note jointe à la circulaire imprimée du 9 novembre 1789 relative à l'envoi de la loi des 6-9 octobre 1789 adressée à la municipalité d'Affracourt (*Arch. dép.*, L. 3467).

(2) Ces registres à formules imprimées, dont l'intitulé est conforme à l'instruction d'octobre 1789 (Voir annexe III), portent au recto de la première page les formules du modèle B destinées

dès lors il n'a qu'à y porter les noms des déclarants, la somme qu'ils s'engagent à payer au cours de France (1) et le ou les termes où ils devront verser. Ces formules, une fois remplies, sont signées à la minute par les déclarants ou marquées par ceux qui ne savent pas signer.

Presque toutes les déclarations portent en outre la clause de remboursement (2).

---

aux déclarations conformes aux proportions, et, au verso, les formules du modèle C destinées aux déclarations excédant la proportion. Sur une autre partie du cahier se trouvent, au recto de la page, des formules du modèle D destinées aux déclarations à fournir par ceux dont le revenu est inférieur à 400 livres, et, au verso, les formules du modèle E destinées aux déclarations des personnes qui, dispensées de contribuer, ne voudront point profiter de cette exemption.

(1) Dans la province de Lorraine et Barrois, bon nombre de ces offres ayant été reçues en argent au cours de Lorraine, la Commission intermédiaire avisa les procureurs syndics des districts qu'il était indispensable que les résultats des rôles fussent convertis en argent au cours de France. — Lettre du 22 mars 1790 de la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois au Bureau intermédiaire du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L 1308).

(2) Dans cette clause, le déclarant indique une personne, généralement plus jeune qu'elle, pour être substituée à ses droits en cas de prédécès, à l'époque où le remboursement de la contribution patriotique pourra s'effectuer.

Nous voyons toutefois, dans le canton d'Einvill, que le curé de Roville avait cru pouvoir désigner les pauvres de la paroisse de Roville et ceux de Blainville, son annexe, pour être à ses droits lors du remboursement.

Cette clause n'était évidemment pas valable, car, les pauvres ne pouvant disparaître, l'État n'aurait pu être libéré par la mort du déclarant et de son substitué conformément à l'article 17 de la loi des 6-9 octobre 1789. — Extrait du registre des déclarations de la communauté de Roville, canton d'Einvill (*Arch. dép.*, L. 1309).

Enfin, les registres sont clos par un arrêté des officiers municipaux ou membres de l'assemblée municipale, suivant également le modèle donné par l'instruction.

Les registres de déclarations commencèrent à se remplir au mois de décembre. Si quelques-uns furent clos à la fin de ce mois, le nombre en fut très limité. D'ailleurs, le plus souvent, ils ne contenaient que quelques soumissions (1). C'est que les habitants restèrent fréquemment sourds aux appels qui leur étaient adressés. Ce n'était souvent pas mauvaise volonté de leur part, mais une réelle misère qui les y obligeait.

La situation était en effet douloureuse dans de nombreuses communes, et plusieurs municipalités mirent en tête du registre des déclarations un exposé de l'état malheureux des habitants, et l'expression de leurs regrets de n'avoir pu offrir davantage.

Certaines d'entre elles présentent un tableau vraiment triste de l'indigence de la population. Ainsi la municipalité de Viéville-en-Haye, après avoir exprimé son respect et sa soumission aux décisions de l'Assemblée constituante et son désir de concourir dans la mesure de ses facultés aux besoins de la Nation, envisage l'état de pauvreté d'une grande partie de ses habitants causé par la disette des deux dernières

---

(1) Dans bien des communautés, il n'y eut sur les registres qu'une ou deux déclarations. A Hampont, par exemple, on peut constater qu'une seule personne a répondu au premier appel et qu'il fut nécessaire d'en faire un second. — Procès-verbal du 6 janvier 1790 de la municipalité de Hampont (*Arch. dép.*, L. 315).

années et « par le fléau de la grêle qui est tombée prodigieusement sur le finage, et notamment sur les blés et sur les orges qu'elle a ravagés presque entièrement le 12 juillet dernier (1789), et qui a ôté aux cultivateurs presque tous les fruits de leurs labeurs, et les a mis hors d'état de pouvoir s'acquitter de leurs obligations envers ceux à qui ils sont redevables (1) ».

De même la municipalité de Barisey-la-Côte, arguant de la misère de ses habitants, exprime le regret de n'avoir pu présenter de soumissions plus fortes (2).

Bien d'autres font connaître la situation obérée des contribuables qui, loin de venir en aide à l'État, en sont réduits à lui demander des secours ou tout au moins l'ajournement de la perception des impôts (3).

Les malheureux cultivateurs n'étaient pas seuls victimes de ces calamités. Une lettre des officiers municipaux de Rambervillers témoigne que « la cherté des vivres qui a réduit à la misère beaucoup de bourgeois autrefois aisés, a sans doute retardé les déclarations (4) ».

---

(1) Procès-verbal du 27 décembre 1789 en tête du registre des déclarations de la contribution patriotique de la commune de Viéville-en-Haye, district de Pont-à-Mousson (*Arch. dép.*, L. 1891).

(2) Note ajoutée à la copie du registre des déclarations de la contribution patriotique de la commune de Barisey-la-Côte, district de Toul, arrêté le 31 décembre 1789 (*Arch. dép.*, L. 2403).

(3) Lettre des administrateurs du district de Lunéville [d'après le brouillon sans signatures ni date] (*Arch. dép.*, L. 1308).

(4) Lettre du 15 juin 1790 des officiers municipaux de Rambervillers aux administrateurs du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

Nous voyons aussi les prieur et procureur de l'Abbaye de Saint-Avold, congrégation fort riche cependant, énumérer leurs obligations pour la présente année. Ils se disent incapables de les remplir, car des constructions et des réparations urgentes et un orage qui a causé de sérieux dégâts à leurs immeubles, les ont mis dans une situation telle, qu'ils déclarent que « vu les circonstances, ils se trouvent dans l'impossibilité de satisfaire à l'impression de leur cœur (1) ».

La misère régnait donc en Lorraine surtout dans les campagnes. Elle restreignait le nombre et l'importance des soumissions pour la contribution nouvelle et endiguait les élans de patriotisme qui auraient pu se manifester.

Il en était de même un peu partout en France. On commençait à craindre de graves mécomptes dans le rendement présumé de la contribution patriotique, car les inquiétudes causées par la Révolution, la crise commerciale et industrielle qui existait dans toutes les parties du Royaume, avaient encore augmenté la détresse et expliquaient l'abstention de beaucoup de citoyens.

A l'Assemblée nationale, on s'en émut. Le député Lebrun fit le 26 décembre, au nom du Comité des finances, un rapport où après avoir exposé la situation générale, il imputait une part de ce retard aux municipalités et déclarait que « partout le citoyen attend l'impulsion des agents de la loi pour déterminer son

---

(1) Déclaration négative du 28 décembre 1789 des représentants de l'Abbaye de Saint-Avold (*Arch. dép.*, C. 533).



patriotisme ». Faisant allusion au décret sur la réorganisation administrative de la France, qui avait été voté quatre jours auparavant, il exprimait l'espoir que « les municipalités nouvelles soutenues par la confiance publique, revêtues d'une autorité incontestable, sauraient demander aux citoyens le prix de la félicité commune ».

Comme conclusion, il proposait de proroger de deux mois le terme fixé pour la réception des déclarations (1), ce qui fut admis par l'Assemblée avec cette addition émanant de l'initiative de Delley d'Agier et du comte de Crillon que la liste des noms des contribuables patriotes serait imprimée avec la liste des sommes qu'ils se seraient soumis à payer (2).

Ce décret fut envoyé le 4 janvier par de La Tour du Pin à l'intendant de Lorraine, qui fut chargé de le

---

(1) Rapport par Lebrun, au nom du Comité des finances, sur la nécessité de modifier l'article 7 du décret du 6 octobre 1789 concernant les déclarations [Séance de l'Assemblée nationale du 26 décembre 1789] (*Arch. parlement.*, série I, t. XI, p. 23).

(2) Les motifs du décret du 26 décembre 1789 sont indiqués dans le préambule : « L'Assemblée nationale, considérant que les circonstances publiques et particulières, les variations que doit opérer dans les revenus l'heureuse révolution qui va réunir et régénérer les Français, l'inaction de la plupart des municipalités, les doutes qui ont pu s'élever sur l'esprit et sur l'extension de la loi, ont dû retarder les déclarations prescrites par son décret du 6 octobre dernier ; qu'un nouveau délai est sollicité pour les raisons les plus légitimes ; qu'il importe surtout que les premiers actes de ces municipalités, qui vont être pour les peuples les gages et les garants de la liberté, de la sécurité, de toutes les prospérités publiques et particulières, ne soient pas des actes de rigueur, mais de confiance et de patriotisme, a décrété... » le projet présenté.

faire afficher dans toutes les communautés de sa généralité (1), et à la Commission intermédiaire, qui devait le faire parvenir en format in-4° aux assemblées municipales (2).

Il eut pour effet immédiat de retarder les déclarations. Si en Lorraine on avait manqué d'empressement à faire des soumissions, du moins en voyant le terme du 1<sup>er</sup> janvier approcher, beaucoup de citoyens s'étaient décidés à s'adresser aux municipalités. En apprenant qu'un sursis de deux mois était accordé, les habitants s'abstinrent, attendant les événements et espérant que l'État, en présence des difficultés qu'il rencontrait, chercherait peut-être ailleurs que dans la contribution patriotique les ressources qui lui manquaient.

On ignorait du reste quelle avait été jusqu'à présent la marche de cette contribution en Lorraine. Pour renseigner le Roi sur ce point, Lambert demande, le 13 janvier 1790, à la Commission intermédiaire de lui faire connaître, si elle le peut, l'état actuel et le progrès de l'opération dans cette province, ou si elle n'a pas encore à cet égard de détails bien précis sur toutes les municipalités, de lui dire cependant si, dans les différentes villes et bourgs de Lorraine, les déclarations se font avec zèle, s'il en a déjà été fourni un assez grand nombre, quelles sont les causes qui

---

(1) Lettre circulaire du 4 janvier 1790 de M. de La Tour du Pin, membre du ministère, à M. de La Porte, intendant de Lorraine et Barrois, et réponse du 12 janvier 1790 (*Arch. dép.*, C. 391).

(2) Lettre circulaire du 4 janvier 1790 de M. de La Tour du Pin à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois et réponse du 11 janvier 1790 (*Arch. dép.*, C. 533).

auraient pu les ralentir et les moyens qu'elle proposerait d'employer pour que cette opération marchât avec activité. Le contrôleur général sait d'ailleurs que beaucoup de personnes ont jusqu'à présent différé de faire des déclarations, parce que, les unes ne sachant pas si elles conserveraient tous leurs revenus, ne pouvaient en faire l'évaluation, les autres parce qu'elles ne connaissaient ni la quotité des impôts, ni les autres charges dont elles étaient autorisées à faire la déduction, et il annonce une proclamation du Roi touchant ces différentes questions (1).

La Commission intermédiaire, n'ayant encore aucun renseignement précis, s'empresse d'en informer Lambert, et lui fait un tableau assez sombre de la situation. Elle lui fait connaître qu'aucun des registres qui ont été ouverts dans les diverses municipalités pour y inscrire les déclarations relatives à la contribution patriotique, ne lui a encore été remis jusqu'à ce moment, et qu'elle manque absolument de base pour évaluer, même par aperçu, la somme à laquelle elle pourra se porter dans la province.

Elle a fait vérifier les soumissions fournies dans la ville de Nancy, qui se montent actuellement à la somme de 288.000 livres. Mais il faut s'attendre à ce que celles des autres villes de Lorraine soient proportionnellement beaucoup plus faibles, leurs ressources et leurs moyens de recherche étant notoirement moins étendus.

---

(1) Lettre du 13 janvier 1790 de Lambert à la Commission intermédiaire de Lorraine (*Arch. dép.*, C. 533).

Sans avoir aucun renseignement précis sur le nombre et la teneur des déclarations qui peuvent avoir été faites, elle se croit fondée à douter qu'il règne à cet égard beaucoup d'empressement et une scrupuleuse exactitude.

« Un grand nombre de citoyens, écrit-elle à Lambert, peuvent être arrêtés, sans doute, par l'incertitude du montant des impositions nouvelles auxquelles ils vont être assujettis, impositions d'autant plus alarmantes que le paiement des sommes exigées par un effet rétroactif, pour les six derniers mois de 1789, concourra avec le paiement de la contribution de 1790, et que l'inégalité résultant du défaut de base certaine pour leur répartition, sera toute à la charge des contribuables nouvellement imposés. Mais ce motif et d'autres semblables sont les moindres obstacles au progrès d'une opération dont le mauvais succès tient essentiellement aux circonstances du moment, aux craintes, aux défiances, au découragement qu'elle inspire.

« Toutes les fortunes sont ébranlées. Différents genres de propriétés sont menacés d'un anéantissement total. Toutes les places, les charges, les emplois sont en suspens; nul individu vivant d'appointements, de gages, d'émoluments ne peut s'assurer de conserver des moyens de subsistance. Les capitalistes sont alarmés; le commerce et l'industrie languissent, et les possesseurs de propriétés foncières, moins exposés en apparence au sort des événements, éprouvent cependant de justes inquiétudes sur la rentrée de leurs revenus menacés d'une part par la licence et l'insurrection du peuple et d'autre part par le danger des banqueroutes,

suite inévitable d'un mouvement violent et du déplacement de toutes les fortunes.

« Enfin (et c'est ici le grand obstacle), chacun peut aisément calculer le désordre croissant de l'état des finances, l'augmentation journalière des charges, l'affaiblissement des ressources, la suspension des rentrées et des perceptions de toute espèce et l'impossibilité morale de rétablir l'ordre et l'équilibre au sein de l'anarchie et en présence de l'insurrection armée qui s'oppose à la levée des impôts. On conçoit à quel point cette idée glace toutes les volontés; car le citoyen le plus zélé et le plus disposé à tout sacrifier au salut de sa Patrie, hésite sur un sacrifice dont il calcule l'insuffisance et l'inutilité probable.

« L'activité dans la marche de l'opération dont il s'agit ne pourrait être rétablie que par la cessation des causes qui lui font obstacle. Il faudrait donc ramener la confiance, enchaîner la licence, arrêter l'anarchie, assurer les perceptions, et déterminer un ordre fixe qui présentât à la fois le rétablissement de l'équilibre entre les recettes et les dépenses ordinaires, la possibilité d'atteindre le niveau des dépenses arriérées sans crise et sans convulsion, et l'espoir d'une diminution progressive de la dette publique.

« Ces mesures, nous le sentons trop, ne peuvent être l'ouvrage d'un jour; mais nous vous tromperions, Monsieur, si nous cherchions à fixer votre attention sur de vains palliatifs et sur des moyens de succès dont l'inefficacité nous est démontrée (1). »

---

(1) Lettre du 18 janvier 1790 de la Commission intermédiaire

Ainsi s'exprime, à la date du 18 janvier 1790, la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois. Le zèle et le patriotisme dont elle est pénétrée lui ont laissé soupçonner les causes des retards apportés à l'exécution de la loi, lui ont fait comprendre qu'il était nécessaire pour les vaincre d'employer des remèdes énergiques; et c'est en toute franchise qu'elle le déclare au contrôleur général.

Quelques jours après, la Commission reçut la proclamation annoncée par Lambert (1). Les motifs en sont indiqués dans le préambule. Il s'agit de lever les incertitudes sur l'interprétation à donner à plusieurs dispositions du décret du 6 octobre, qui ont empêché bien des citoyens de faire leur déclaration jusqu'à ce jour. Cette proclamation, qui porte la date du 14 janvier, comble, comme nous l'avons vu, certaines lacunes de la loi sur la contribution patriotique, dont elle est le complément.

Malgré les décisions qui y sont contenues, un grand nombre de difficultés se présentèrent encore dans la pratique. Des offres de différente nature furent faites tant par des particuliers que par des communautés, et les bureaux de district et la Commission intermédiaire furent souvent embarrassés, désirant concilier les intérêts des populations avec les dispositions légales. La Commission provinciale dut consulter à différentes

---

de Lorraine et Barrois à M. Lambert, contrôleur général des finances (*Arch. dép.*, C. 533).

(1) Proclamation du Roi, du 14 janvier 1790, concernant les déclarations pour la contribution patriotique (*Arch. dép.*, C. 533, L. 314 et 3468).



reprises le contrôleur général, qui, devant en référer au ministre, fut souvent long à fournir les réponses attendues (1).

Parmi les déclarations faites sur les registres, quelques-unes contiennent des offres d'assignations de paiement sur les gages d'offices dont jouissent les déclarants sur des contrats affectés par le Roi sur les cinq grosses fermes, les aides et les gabelles. D'autres imputent sur la contribution, des dons patriotiques (2).

(1) Quoique, dans l'exposé du fonctionnement de la contribution patriotique, nous nous attachions en principe à suivre, dans la mesure du possible, l'ordre chronologique, il nous a paru cependant nécessaire, pour plus de clarté et pour éviter des redites, d'examiner les difficultés qui se sont présentées à propos des déclarations que l'on devait admettre et d'indiquer de suite la façon dont elles furent tranchées par le contrôleur général Lambert dans une lettre du 22 mai 1790 adressée à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois.

(2) Conformément à la proclamation du Roi du 15 novembre 1789, des municipalités reçurent, d'un certain nombre de contribuables, des vaiselles et bijoux d'or et d'argent pour servir tant à l'augmentation du numéraire, qu'au paiement de la contribution patriotique, et les transmirent aux Hôtels des Monnaies.

La municipalité de Nancy fit une série d'envois à l'Hôtel des Monnaies de Metz. Les procès-verbaux qui les relatent, indiquent la nature des objets envoyés et leur valeur.

C'est ainsi que la municipalité adressa à M. Leclerc, directeur de la Monnaie de la ville de Metz :

|                                 |             |                  |                 |                |
|---------------------------------|-------------|------------------|-----------------|----------------|
| Le 25 novembre 1789, en matière | d'or, ci    | 996 <sup>l</sup> | 9 <sup>s</sup>  | 8 <sup>d</sup> |
|                                 | — argent, — | 8.664            | 10              | 7              |
| Le 13 janvier 1790,             | — or, —     | 201              | 18              | 9              |
|                                 | — argent, — | 2.924            | 11              | 11             |
| Le 14 mai 1790,                 | — or, —     | 1.149            | 13              | 4              |
|                                 | — argent, — | 3.310            | 1               | 9              |
| Le 26 juillet 1790,             | — or, —     | 133              | 6               | 7              |
|                                 | — argent, — | 4.556            | 4               | 11             |
| Le 29 janvier 1791,             | — or, —     | 84 <sup>l</sup>  | 12 <sup>s</sup> | 1 <sup>d</sup> |
|                                 | — argent, — | 132              | 1               | 6              |

— Procès-verbaux d'envois par la municipalité de Nancy de

La Commission intermédiaire les ayant comprises dans le montant du relevé de la contribution et dans celui du bordereau (1), Lambert estime que ces valeurs, étant inscrites sur la liste de celles qui peuvent être prises pour comptant dans les paiements de la contribution patriotique, doivent être acceptées ; mais que peut-être il y aura lieu de faire une diminution relativement aux gages, et qu'en tout cas, c'est en procédant au recouvrement des rôles arrêtés, que les personnes chargées de le faire verront les effets qu'elles seront dans le cas d'admettre (2).

Quelques contribuables avaient ajouté à leurs offres certaines sommes pour le cas où ils continueraient à jouir de l'état qu'ils exercent et des pensions qu'ils ont obtenues.

---

matières d'or et d'argent au directeur de la Monnaie de la ville de Metz, et feuilles d'enregistrement des caisses d'envois au bureau de la diligence de Nancy à Metz (*Arch. mun. de la ville de Nancy*, série G<sup>2</sup>, n<sup>o</sup> 1792).

Les frais de ces envois furent prélevés sur le montant de la contribution patriotique. Ainsi nous voyons l'Assemblée municipale de Nancy autoriser les commissaires de la contribution patriotique à payer un mémoire de 8 livres, 15 sous de Lorraine, au menuisier qui avait fait les caisses pour envoyer l'argenterie à Metz. — Délibération du 16 février 1790 de l'Assemblée des représentants de la commune de Nancy (*Registres des délibérations*, t. I, p. 418).

(1) Lettre du 30 avril 1790 de la Commission intermédiaire à Lambert, contrôleur général des finances, pour lui demander des explications relativement à certaines déclarations (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Lettre du 22 mai 1790 de Lambert à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois. [Réponse à la lettre de la Commission du 30 avril précédent] (*Arch. dép.*, C. 533).

Beaucoup de municipalités furent embarrassées pour la réception de pareilles déclarations.

C'est ainsi que nous voyons la question posée à une séance de l'Assemblée des représentants de la ville de Nancy au sujet des déclarations conditionnelles de titulaires d'offices privilégiés et de membres du clergé. Les intéressés faisaient remarquer que du rejet de leurs offres pourrait résulter une perte évidente pour l'État portant sur la somme conditionnellement offerte, si leur état leur était conservé. L'Assemblée décida qu'on recevrait provisoirement les déclarations conditionnelles (1) et que l'on écrirait au ministre pour demander le parti à prendre. La ville de Sarreguemines aussi eut à résoudre la même question (2). La Commission intermédiaire ne crut devoir porter les déclarations de cette nature ni dans les rôles ni dans les bordereaux, « considérant que leur condition est incertaine et éloignée » (3), et Lambert maintint cette

---

(1) Procès-verbal du 26 décembre 1789 de l'Assemblée des représentants de la commune de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*, registres des délibérations, I, 303).

A la suite de cette délibération, nous voyons la municipalité de Nancy recevoir des déclarations comme celle du sieur Viriot, conseiller du Roi et notaire en cette ville, qui offre pour sa contribution patriotique une somme de 240 livres de France « en cas et aux conditions qu'il ne souffrira aucun échec relativement à son office », et, dans le cas contraire, il n'offre plus que 120 livres. — Extrait du registre des déclarations faites pour la contribution patriotique par les citoyens de la ville de Nancy (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) État des déclarations sous condition faites dans la ville de Sarreguemines (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Lettre du 30 avril 1790 précitée de la Commission intermédiaire à Lambert (*Arch. dép.*, C. 533).

décision parce que la proclamation du Roi du 14 janvier, confirmée, comme on le verra, par le décret du 27 mars 1790, prescrit aux déclarants dont les revenus éprouvent des diminutions ce qu'ils auront à faire (1).

D'autres déclarants offrirent de céder à la Nation, comme contribution patriotique, des billets et droits litigieux contre des particuliers. La Commission pense que la Nation ne doit pas se charger de procès ni de poursuites contre des personnes privées, et c'est aussi l'avis de Lambert, qui estime que l'on ne peut recevoir d'effets sur particuliers et à plus forte raison des billets et des droits litigieux (2).

D'autre part, certaines municipalités essayèrent d'éviter la charge de la contribution patriotique aux habitants de leur communauté en offrant certaines compensations qui auraient l'avantage de ne les obliger à rien déboursier personnellement. Ainsi quelques-unes d'entre elles offrirent en paiement de la contribution patriotique des particuliers, l'imposition des ci-devant privilégiés.

On se rappelle, en effet, que les ci-devant privilégiés avaient été soumis à l'imposition pour les six derniers mois de 1789 et que la loi des 26-27 septembre de

---

(1) Lettre du 22 mai 1790 précitée de Lambert à la Commission intermédiaire (réponse à la lettre de la Commission du 30 avril précédent) [*Arch. dép.*, C. 533].

(2) Lettre du 30 avril 1790 de la Commission intermédiaire et réponse du 22 mai 1790 de Lambert précitées (*Arch. dép.*, C. 533).

cette même année avait décidé que les sommes à provenir des rôles sur lesquels ils seraient inscrits serviraient à la décharge des anciens contribuables. Ce sont ces sommes que l'on proposait d'offrir à la place de celles dues par les habitants.

La communauté d'Achain, de la recette de Dieuze, fit une offre de ce genre. La délibération du 26 décembre 1789 prise par l'assemblée municipale montre bien la disposition d'esprit de nombre de communautés qui sont partagées entre le désir de faire leur devoir, de témoigner leur reconnaissance et celui de ménager les habitants réduits à la misère par les mauvaises récoltes faites dans la province. « L'état d'appauvrissement et de pénurie en tous genres, fait observer la délibération, où nous a plongés la chétive récolte faite cette année 1789, qui nous laisse à redouter dans notre province une disette affreuse, n'est pas une circonstance favorable au développement de nos sentiments patriotiques... La mauvaise récolte de blé ne rend pas aux cultivateurs le simple montant de leurs avances ; comment donc payer des canons fort chers, suffire aux autres dépenses indispensables, vivre et payer une contribution nouvelle ?

« Cependant, ayant à craindre qu'un refus de contribuer nous fit soupçonner de froid ou d'indifférence et désirant au contraire donner à Messieurs nos représentants à l'Assemblée nationale des marques de notre dévouement et de la vive reconnaissance dont nous sommes pénétrés pour les avantages inestimables qu'ils nous ont procurés en nous rendant nos droits et notre liberté... », pour ces raisons, les habitants s'engagent

à payer pour 1790 la somme qu'ils ont payée en 1789, soit 833 livres cours du Royaume, malgré le bénéfice qu'ils retireraient de l'imposition des ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789, qui leur était accordée en décharge. Le Trésor, de cette façon, recevrait comme paiement de la contribution la valeur de ces impositions (1).

Cette proposition adressée directement à l'Assemblée nationale ne reçut par de réponse. Mais plusieurs mois après, la Commission intermédiaire de Lorraine, qui n'avait obtenu aucune communication d'Achaim, pria cette communauté d'envoyer ses registres dans l'état où ils se trouvaient. Toutefois, avertie indirectement du motif qui avait déterminé son abstention, elle lui faisait connaître que le bénéfice qui devait revenir à la communauté de la contribution des ci-devant privilégiés ne pouvait être donné comme contribution patriotique, mais seulement à titre de don patriotique. Elle la menaçait, dans le cas où dans quatre jours les registres ne seraient pas envoyés, de la désigner comme étant au nombre des communautés en retard (2).

La communauté s'exécuta, envoya des registres en

---

(1) Délibération du Conseil général et municipal de la communauté d'Achaim (recette de Dieuze) du 26 décembre 1789 (*Arch. dép.*, L. 315).

(2) Lettre du 10 mai 1790 de la Commission intermédiaire de Lorraine à la municipalité d'Achaim et note jointe à cette lettre, remises le 19 mai par le piéton de Sarreguemines. — Pièces mentionnées dans une délibération du Conseil communal d'Achaim du 20 juin 1790 (*Arch. dép.*, L. 315).



les accompagnant d'une délibération indiquant qu'aucun habitant ne possédant 400 livres de revenu net, n'était dans la stricte obligation de contribuer, que « la plupart gémissant dans l'indigence » auraient donné fort peu de chose, et que l'offre qu'elle avait faite lui avait paru celle qui augmenterait le plus la contribution (1).

La Commission intermédiaire reconnut volontiers les sentiments louables de la communauté d'Achaim et lui réitéra que la contribution des ci-devant privilégiés ne pouvait être reçue qu'à titre de don patriotique, mais que cette offre ne dispenserait pas les habitants des déclarations individuelles, s'il s'en trouvait possédant plus de 400 livres de revenu net, et qu'en tout cas, si quelque somme était offerte, il conviendrait de l'énoncer dans une délibération (2).

Les habitants d'Achaim appelés devant les officiers municipaux, protestèrent de leur bonne foi, déclarant qu'ayant fait une offre à l'Assemblée et n'ayant pas reçu de réponse, ils étaient fondés à penser qu'elle était agréée, puisque la feuille ne leur avait pas été renvoyée et que, tant qu'elle ne leur serait pas rendue, formant un titre contre eux, ils refusaient de faire une nouvelle offre (3).

D'autres communes firent la même proposition non

---

(1) Délibération du Conseil communal d'Achaim du 20 juin 1790 (*Arch. dép.*, L. 315).

(2) Lettre du 20 juillet 1790 de MM. les députés composant la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois à MM. de la municipalité d'Achaim (*Arch. dép.*, L. 315).

(3) Délibération du Conseil communal d'Achaim du 15 août 1790 (*Arch. dép.*, L. 315).

plus pour remplacer, mais pour compléter l'offre des particuliers, dont elles trouvaient le montant trop modique (1). Ces offres furent naturellement reçues sans difficulté comme dons patriotiques, puisque les habitants avaient satisfait d'autre part aux prescriptions de la loi sur la contribution.

La solution de cette question fut donnée par Lambert relativement à une offre de ce genre faite par la ville de Sarreguemines (2), au sujet de laquelle il lui avait été demandé des instructions (3). Le contrôleur général décide que l'offre ne pourra s'effectuer que lorsque le produit sera connu. « Une communauté, écrit-il, ne peut disposer de l'imposition des ci-devant

---

(1) Le procureur de la commune de Burlioncourt, ayant remarqué que les sommes offertes par les habitants, quoique proportionnées à leurs facultés, étaient très modiques, « requit Messieurs les officiers municipaux et la commune d'aviser à quelque moyen de rapprocher davantage leurs offres des sentiments connus de zèle et de sincère dévouement pour la chose publique, dont ils sont tous pénétrés ». En conséquence, après délibération, la municipalité décida d'offrir, en plus des soumissions particulières, les sommes provenant de l'imposition des ci-devant privilégiés pour les six derniers mois de 1789, « trop heureux de pouvoir, par ce moyen, tripler leur contribution patriotique. » — Délibération du Conseil communal de Burlioncourt, du 30 avril 1790 (*Arch. dép.*, L. 315).

(2) Délibération du Conseil général de la ville de Sarreguemines offrant en supplément de la contribution des habitants portée sur le bordereau pour une somme de 17.028<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 10<sup>d</sup>, d'abandonner à l'État le produit de l'impôt des ci-devant privilégiés de cette ville, pour les six derniers mois de 1789. — Notes et observations jointes au registre des déclarations de la ville de Sarreguemines (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Lettre du 30 avril 1790 précitée de la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

privilégiés qui font partie de ses habitants, parce que, la répartition des impositions ayant toujours été faite par élection ou bailliage, les anciens contribuables supportaient une imposition plus ou moins forte, en proportion du nombre plus ou moins considérable des privilégiés que renfermait l'élection ou bailliage et non eu égard au nombre des privilégiés de leur communauté particulièrement. » Ainsi l'offre de la commune de Sarreguemines se réduit à la portion qui lui reviendra par le résultat de la répartition générale qui sera faite du montant de l'imposition des ci-devant privilégiés entre tous les anciens contribuables du bailliage dont elle dépend. Il observe, en outre, que ce n'est qu'à titre de don patriotique que les communautés peuvent offrir ce qui leur reviendra, et que cela ne peut dispenser les habitants de ces communautés de faire leur déclaration individuelle conformément au décret de l'Assemblée nationale (1).

Mais une question plus grave se présente.

Dans un grand nombre de communautés de campagne de la province de Lorraine et Barrois, pays très boisé, les municipalités crurent pouvoir éviter le paiement de la contribution patriotique aux particuliers, en faisant une offre générale d'une somme déterminée, à prendre sur la Caisse des Domaines et Bois.

Presque partout, en effet, la mauvaise récolte de l'année précédente avait amené la misère. En dehors des curés et des seigneurs, peu de personnes avaient

---

(1) Lettre du 22 mai 1790 précitée de Lambert à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

400 livres de revenus; aussi le registre des déclarations était-il presque vide dans beaucoup de localités; et dans la crainte de paraître manquer de patriotisme, les municipalités pensèrent qu'il était possible de contribuer aux besoins de l'État sans grever les budgets particuliers, en utilisant les ressources communes.

Voici quelle était la situation (1). La plupart des communautés de campagne possédaient des bois qui, suivant les aménagements, étaient divisés en différents cantons. Les uns comprenaient une masse d'arpents qui formaient des quarts en réserve ne s'exploitant qu'après une certaine révolution d'années. D'autres cantons étaient destinés aux affouages délivrés par portions égales aux habitants pour leur chauffage. Le surplus se vendait annuellement. Le prix de ces ventes et celui des ventes des quarts en réserve se versaient dans une caisse générale. Ce produit servait à acquitter les dépenses des communautés; les deniers des ventes annuelles étaient considérés comme des revenus, et les prix des quarts en réserve comme un capital remplaçant un fonds. Les premiers étaient utilisés pour les dépenses ordinaires de la communauté et les prix des quarts en réserve n'étaient employés qu'aux charges extraordinaires, telles que constructions ou réparations d'édifices.

Les sommes proportionnées au montant de ces dépenses et charges étaient délivrées par les receveurs

(1) D'après une lettre du 8 février 1790 de la Commission intermédiaire à M. le Président du Comité provisoire des impositions établi par l'Assemblée nationale (*Arch. dép.*, C. 533).

particuliers des Domaines et Bois en vertu des mandements expédiés par M. le Grand-Maître des Eaux et Forêts, et ces mandements ne s'expédiaient qu'à la suite des ordonnances rendues par le commissaire départi d'après les avis de la Commission intermédiaire provinciale.

Dans ces conditions, un certain nombre d'assemblées municipales demandèrent à être autorisées à offrir, sur les produits de leurs bois communaux, certaines sommes qui tiendraient lieu de la contribution patriotique des habitants. D'autres proposèrent d'ajouter aux contributions particulières une contribution générale de la communauté, qui se prendrait aussi sur les deniers versés dans la Caisse des Domaines et Bois. Enfin, quelques municipalités estimant qu'aucun de leurs habitants n'avait un revenu excédant 400 livres, pensèrent qu'il était possible d'y suppléer en offrant une portion du produit de leurs forêts.

Les délibérations relatives à ces différentes demandes furent envoyées aux bureaux intermédiaires des districts, qui les transmirent avec leur avis à la Commission intermédiaire provinciale. Ces différentes propositions ne furent pas accueillies de la même façon par tous les bureaux intermédiaires de district. Certains d'entre eux se montrèrent favorables à cette manière de faire.

Celui de Bar, notamment, examinant la délibération de la municipalité d'Osche tendant à toucher, sur les deniers de la Caisse des Bois, la somme de 150 livres, cours de France, pour tenir lieu de la contribution particulière de ses habitants, trouve dans cette manière

de procéder un avantage pour l'Etat, en ce que la contribution patriotique des habitants de la communauté d'Osche et de celles qui ont suivi son exemple, ne se monterait pas à coup sûr à la somme offerte par elles pour représenter cette contribution; il est donc d'avis que ces sortes d'offrandes doivent être acceptées.

Il estime, toutefois, qu'il y a lieu d'engager les personnes aisées de ces communautés, notamment MM. les curés et seigneurs, à faire en outre leur déclaration particulière (1).

Pour les mêmes motifs, il donne un avis favorable aux demandes des communautés de Seraucourt, Morley, Senoncourt, Dugny, Baudremont, Savonnières-devant-Bar, Nau-le-Grand, Gimécourt, Velaine, Guerpont.

Il fait remarquer que presque toutes ces délibérations exposent que les habitants assemblés à la réquisition de leurs municipalités pour faire leur déclaration pour la contribution patriotique, ont déclaré qu'il leur était impossible de faire aucune soumission particulière et il doute qu'en les appelant de nouveau, ils tiennent un langage différent. Le défaut de récolte de l'année précédente est le motif qu'ils donnent de leur impossibilité de réaliser leur bonne volonté à venir au secours de l'État. En considérant cette déclaration comme un refus de contribuer personnellement, il ne voit pas

---

(1) Lettre du 8 janvier 1790 du Bureau intermédiaire du district de Bar à la Commission intermédiaire provinciale (*Arch. dép.*, C. 533).



qu'on puisse les y forcer ; car il n'y aurait tout au plus que les particuliers dont les revenus excéderaient 400 livres, que l'on pourrait contraindre, et le nombre en est bien petit dans les campagnes. D'ailleurs, des soumissions particulières ont été faites par les personnes aisées.

Il estime, au surplus, que, sans s'écarter des dispositions du décret du 6 octobre, qui semble prescrire que chaque individu déclarera personnellement, on pourrait accepter l'offrande des communautés pour tenir lieu, non de la contribution particulière des habitants, mais de celle des communautés en corps, en raison de leurs revenus communaux ; car il pense que, comme tous les particuliers, les communautés doivent aussi faire leur déclaration (1).

Pour s'acquitter de cette obligation, les municipalités ont pris, non pas en assemblée particulière, mais en assemblée générale des habitants, une délibération qui détermine la quotité de leurs contributions et charge le syndic ou tout autre habitant d'en faire la déclaration au nom collectif de la communauté sur le registre à ce destiné ; et le Bureau intermédiaire a compris dans le rôle de chaque localité qu'il était obligé de dresser, la communauté en nom collectif pour la somme par elle offerte, indépendamment des contributions particulières de chaque habitant. C'est donc cette somme que chaque communauté aurait à acquitter avec les deniers qu'elle a dans la caisse.

---

(1) Lettre du 25 avril 1790 du Bureau intermédiaire du district de Bar à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

Cette dette lui paraissant légitime, il ne croit pas qu'il y ait plus de difficulté de la prendre dans la caisse que toute autre dette commune. Il lui semble même, comme il s'agit d'une contribution extraordinaire, qu'elle pourrait se prendre au besoin sur le produit des ventes extraordinaires [quarts en réserve] (1).

Puis le Bureau de Bar se défend de vouloir ainsi chercher un moyen d'éluder la loi au profit des particuliers, puisque les habitants aisés ont fait, indépendamment de l'offre collective de leur communauté, une déclaration particulière, et que ceux qui ont moins de 400 livres de revenu net — de beaucoup les plus nombreux — n'y sont pas soumis aussi directement. Si, dans une communauté, et le cas est assez fréquent, il n'y a que des personnes ayant moins de 400 livres de revenu, la communauté, qui a des ressources, est seule obligée à la contribution, dont l'offre, à son avis, semble devoir être acceptée. D'ailleurs, plusieurs municipalités, comme celles de Dommarie et Lisle-en-Rigault, ont formellement indiqué dans leur délibération que la contribution qu'elles offrent en corps est absolument indépendante des dons patriotiques que les facultés de quelques habitants leur permettront de faire (2). Si

---

(1) Lettre du 9 mai 1790 du Bureau intermédiaire du district de Bar à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Un tableau comparatif du montant des contributions offertes par plusieurs communautés en corps et du montant total des contributions des habitants de la même localité, le montre. On peut remarquer, en particulier, le cas de Lisle-en-Rigault où la contribution totale s'élève à 3.422 livres, dont la communauté en corps ne supporte que 300 livres, le surplus étant le produit de la contribution offerte par les seigneurs et par les habitants en

les autres municipalités n'ont pas fourni sur ce point d'indication, c'est qu'elles la considéraient comme sous-entendue.

Le Bureau de Bar se croit d'autant plus fondé dans son opinion, qu'il a appris que l'Assemblée nationale a accueilli pareille demande que celle dont il s'agit, qui lui aurait été soumise directement par plusieurs communautés, et qu'elle les a renvoyées à se pourvoir pour toucher les sommes par elles offertes (1). Pour toutes ces raisons, il croit donc qu'il convient d'accueillir ces demandes (2).

D'autres bureaux intermédiaires se montrèrent également favorables à des propositions identiques émanant de communautés de leur district.

Celui de Saint-Mihiel propose d'accueillir une délibération semblable de la municipalité de Grimaucourt, qui invoque le manque de ressources de ses habitants (3).

Celui de Nancy donne un avis favorable aux demandes des municipalités de Limey et de Vannes, qui proposent d'ajouter, la première 150 livres aux contri-

---

particulier. — Lettre du 9 mai 1790 précitée du Bureau intermédiaire du district de Bar à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

(1) Lettre du 4 avril 1790 du Bureau intermédiaire du district de Bar à la Commission intermédiaire provinciale (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Conclusion de la lettre du 9 mai 1790 précitée du Bureau intermédiaire du district de Bar (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Lettre du 11 avril 1790 des commissaires du Bureau intermédiaire du district de Saint-Mihiel à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

butions des habitants, la seconde 69 livres aux 431 livres offertes par déclarations particulières pour arriver à souscrire une somme de 500 livres (1).

Dans des circonstances semblables, les Bureaux intermédiaires d'Épinal et de Mirecourt approuvent respectivement les demandes des communes de Padoux et de Bouzey (2).

Mais d'autres bureaux, dans l'accueil qu'ils firent à des demandes de même nature, se montrèrent plus circonspects.

Le Bureau d'Étain, en examinant les offres du ban de Viviers et de Beaumont, sans prendre parti, réclame des instructions à la Commission intermédiaire et lui fait remarquer que si l'on admet les communautés à faire de pareils sacrifices, il en est plusieurs qui se trouveront sans ressources pour acquitter leurs charges locales et journalières, parce que toutes voudront à l'envi témoigner le même zèle; que, de plus, la déclaration du Roi concernant la contribution patriotique, et l'instruction qui y est jointe, n'obligent point les communautés collectivement à cette contribution, mais seulement les habitants de chacune d'elles (3).

---

(1) Délibérations du Bureau intermédiaire de Nancy des 31 décembre 1789 et 22 avril 1790 (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Délibération du Bureau intermédiaire d'Épinal du 26 janvier 1790. — Lettre du 4 janvier 1790 des procureurs syndics du district de Mirecourt aux procureurs syndics provinciaux (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Lettre du 16 décembre 1789 des commissaires du Bureau intermédiaire d'Étain à MM. de la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

Il expose en outre que certaines communautés, après avoir fait leur don patriotique, ajoutent à cette somme une offre nouvelle qui serait prise sur ce qu'elles ont dans la Caisse des Domaines et Bois, et demande si on doit leur interdire ce don fait en assemblée de communauté. S'il pose cette question, c'est à la suite d'un incident survenu dans la commune de Senon. Le sieur Bope, curé de cette paroisse, qui avait déterminé cette communauté à faire un don patriotique de 15.000 livres, ayant appris que l'on avait l'intention de ne point autoriser les communautés à faire des dons patriotiques du produit de la vente de leurs bois, envoya aux États généraux un mémoire relatif à cet objet, en accusant probablement la Commission intermédiaire et le Bureau d'Étain d'être cause de la diminution du produit des dons patriotiques dans ce district, tandis qu'ils ont été accueillis dans celui de Bar, ainsi que le rapporte le *Journal de Versailles* d'après le discours de Gossin aux États généraux. Malgré cette plainte à l'Assemblée, le Bureau d'Étain n'en persiste pas moins à penser que les dons de cette nature ne doivent pas être acceptés (1).

Enfin il signale à la Commission certaines communautés qui, sans offrir aucune somme, « donnent à prendre plusieurs arbres dépérissant sur la lisière de leurs bois pour tenir lieu de leur contribution » ; et d'autres qui, outre leur soumission, offrent une cer-

---

(1) Lettre du 13 janvier 1790 des commissaires du Bureau intermédiaire du district d'Étain à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

taine quantité de chênes à prendre aussi dans leurs bois, et il demande des instructions (1).

Le Bureau de Neufchâteau, ayant à examiner des propositions de même nature, demande également à la Commission intermédiaire de le guider. Il estime qu'on ne pourrait qu'applaudir à ces preuves de zèle, si cela n'avait pour effet de faire profiter seuls ceux que leur aisance appelle au secours de la chose publique, pendant que le pauvre, qui a droit à la fortune commune comme membre du corps collectif et qui, par son indigence même, est exempt de cet impôt extraordinaire, serait dépouillé autant que les autres (2).

Dans le même esprit, les Bureaux de Lunéville, Boulay, Sarreguemines demandent des instructions à la Commission intermédiaire et font remarquer que, quelque intéressantes que soient les propositions des communautés qui voudraient faire payer la contribution de tous les habitants avec l'argent de la Caisse des Bois, ces demandes ne sont pas susceptibles d'être agréées, comme étant contraires à la loi, puisque les déclarations pour la contribution patriotique doivent être faites individuellement, selon les fixations du décret de l'Assemblée nationale, par chaque citoyen en raison de ses revenus et de son dévouement à la patrie (3).

---

(1) Lettre du 31 mars 1790 du Bureau intermédiaire du district d'Étain à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Lettre du 2 janvier 1790 des députés composant le Bureau intermédiaire du district de Neufchâteau à la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Délibération du 20 janvier 1790 du Bureau intermédiaire



La Commission intermédiaire ainsi consultée de tous côtés sur cette importante question, adressa, dès le 11 janvier 1790, à Necker, une lettre lui exposant la situation et lui demandant des instructions (1).

Un mois après, n'ayant pas reçu de réponse et la question devenant plus pressante par suite de l'arrivée d'autres offres collectives, elle s'adressa de nouveau au ministre et en même temps fit part de ses incertitudes au Comité provisoire des impositions établi par l'Assemblée nationale, chargé de surveiller, de concert avec le ministre, toute la suite des opérations relatives à la rentrée et à l'emploi de la contribution patriotique. Elle leur exposait tout à la fois et la situation et la manière dont il lui semblait convenable de résoudre la question.

Elle leur faisait remarquer que si l'article 1<sup>er</sup> du décret de l'Assemblée nationale assujettit à la contribution patriotique tous les habitants et toutes les communautés du Royaume, que si, d'autre part, l'article 2 indique que la contribution frappe directement sur le revenu dont chaque individu jouit, les autres articles ne parlent pas du revenu des biens que les

---

de Lunéville à propos de la demande de la municipalité de Mont.

Lettre du 29 mars 1790 des procureurs syndics du district de Boulay aux syndics provinciaux.

Lettre du Bureau intermédiaire de Sarreguemines à la Commission intermédiaire, mentionnée dans la réponse de la Commission du 9 avril 1790 (*Arch. dép.*, C. 533).

(1) Lettre du 11 janvier 1790 de la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois à M. Necker, ministre des finances (*Arch. dép.*, C. 533).

communautés d'habitants possèdent collectivement et qui sont employés au paiement des dépenses et charges communes.

Cela donne lieu de douter que le quart du produit des ventes ordinaires faites en 1789 doive être prélevé comme contribution patriotique, et que les sommes provenant des ventes ordinaires antérieures à cette année et des quarts en réserve, qui sont déposées dans la Caisse des Domaines et Bois, soient assujetties au  $2\frac{1}{2}\%$  de l'argent monnayé que l'on garde en réserve.

La Commission intermédiaire chargée de concourir et de veiller à l'exécution du décret n'a pas cru devoir prendre sur elle de décider une question qui contrarie en quelque sorte les principes sur lesquels repose l'administration économique des biens communaux qui lui a été confiée par l'édit d'établissement des assemblées provinciales.

Suivant elle, les deniers déposés dans la Caisse des Bois ont une destination fixe et invariable, et il ne dépend pas d'elle de les en détourner sans une autorisation expresse. Sans la ressource de cet argent, les communautés seraient chaque jour surchargées de répartitions pour subvenir à des dépenses indispensables. C'est surtout dans ces moments de détresse que cette ressource est précieuse. Elle fait, du reste, observer que les communautés n'ont jamais été autorisées à donner ces deniers en paiement des impositions royales.

En ce qui concerne les assemblées municipales qui demandent à être autorisées à offrir, sur les produits des bois communaux, certaines sommes qui tiendraient

lieu de la contribution patriotique des habitants, elle fait observer, en s'appropriant les idées qui lui avaient été soumises par certains bureaux intermédiaires, notamment par celui de Neufchâteau, que les deniers provenant des ventes de bois communaux appartiennent à tous les habitants en général, sans appartenir à aucun en particulier, et que le décret de l'Assemblée nationale frappe sur les revenus des individus. Il est à craindre ainsi que les plus aisés d'une communauté, devant contribuer plus que les autres, cherchent à s'affranchir en faisant puiser une contribution générale dans la caisse commune. « Par là, celui qu'un modique revenu exempte de l'impôt paierait; l'homme jouissant d'un revenu plus considérable serait soulagé et échapperait, pour ainsi dire, au sacrifice que les besoins de l'État exigent de chaque citoyen. »

D'autre part, la Commission intermédiaire émet un doute sur l'opportunité d'autoriser les communes à prendre dans la Caisse des Bois les sommes nécessaires pour compléter, par une contribution des corps de communauté, les contributions insuffisantes des habitants, ou pour suppléer à l'absence des déclarations particulières lorsqu'aucun habitant n'a 400 livres de revenu. Elle pense, en effet, que si l'inconvénient signalé dans le cas précédent n'existe pas ici, que si même on doit applaudir aux sentiments des municipalités qui veulent ajouter au sacrifice individuel un sacrifice général, peut-être ne faut-il pas s'en rapporter entièrement à un zèle dont la conséquence serait l'épuisement d'une caisse renfermant une ressource dont l'Assemblée nationale n'a pas l'intention de priver

les communautés. En tous cas, le vœu d'une assemblée municipale ne suffirait pas et il semble qu'une délibération prise par la généralité des habitants serait nécessaire.

Comme l'époque pour la clôture des déclarations est sur le point d'expirer, elle demande avec instance de connaître les intentions de l'Assemblée nationale et du ministre sur les questions qu'elle leur soumet et sur lesquelles elle s'est bornée à émettre ses idées personnelles (1).

Plusieurs mois se passèrent sans réponse. Bien qu'ayant donné des solutions provisoires aux cas particuliers qui lui étaient présentés par les bureaux intermédiaires, la Commission provinciale crut qu'il y aurait inconvénient à attendre davantage la décision qu'elle avait sollicitée et adressa, le 9 avril, à tous les bureaux de district, une circulaire conforme aux idées qu'elle avait exprimées au ministre.

Dans cette circulaire, elle déclare qu'il convient, en attendant la décision ministérielle, de renvoyer aux municipalités les délibérations contraires à la lettre et à l'esprit de la loi, et de les inviter en même temps à adresser sans différer la liste et les registres prescrits, et à remplir toutes les autres formalités exigées, tout en leur laissant la liberté de joindre au double des listes et registres, des délibérations pour être autorisées, s'il y a lieu, à toucher dans la Caisse des Do-

---

(1) Lettres du 8 février 1790 de la Commission intermédiaire à M. Necker et à M. le Président du Comité provisoire des impositions établi par l'Assemblée nationale (*Arch. dép.*, C. 533).

maines et Bois le montant des déclarations ou au delà (1).

Ce n'est que le 22 mai que Lambert se décide à répondre, et encore cette réponse n'est-elle que provisoire. « Des circonstances particulières, écrit-il, ont suspendu jusqu'à présent et suspendent encore la décision à rendre sur cet objet. » Mais quelle que soit cette décision, il faut toujours que les habitants des communautés se conforment au décret de l'Assemblée nationale et qu'en conséquence, ils fassent individuellement des déclarations, chacun selon ses facultés. Au surplus, le contrôleur général approuve les instructions données par la Commission intermédiaire et la prie d'insister pour en assurer l'exécution (2).

Cette solution provisoire fut rendue définitive par la loi des 25-31 octobre 1790, qui décida dans son article 2 que « les offres faites par les communautés d'habitants collectivement, soit par délibération ou autrement, pour tenir lieu de la contribution patriotique des habitants desdites communautés, et des déclarations faites par plusieurs particuliers réunis, seront regardées comme non avenues. »

Cependant le Directoire du département de la Meurthe (3) ayant demandé à Amelot, commissaire du Roi,

---

(1) Lettre circulaire du 9 avril 1790 de la Commission intermédiaire provinciale aux bureaux intermédiaires des districts, avec modifications relatives aux communautés comprises dans leur ressort respectif (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Lettre du 22 mai 1790 précitée de Lambert à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) On verra que, dès le mois de juillet 1790, la Commission intermédiaire avait fait place aux directoires de département.

administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, l'effet de cette loi sur les dons faits en commun dans plusieurs communautés sur la Caisse des Domaines et Bois au delà des déclarations individuelles de leurs habitants, celui-ci répondit, dans une lettre du 12 décembre 1790, qu'après en avoir conféré avec le Comité des finances de l'Assemblée nationale, ce comité a décidé que l'effet de ces dons, purement volontaires, n'étant point anéanti par les dispositions de l'article 2 de la loi du 31 octobre, rien ne s'opposait à ce que ces municipalités fussent autorisées à en verser le montant, non pas entre les mains des receveurs de la contribution patriotique, mais en celles des deux trésoriers, Anson et Virieu, députés, nommés par l'Assemblée nationale pour recevoir les dons patriotiques (1).

La question était donc définitivement tranchée. Cependant, des offres du même genre furent faites longtemps encore par des communautés qui demandèrent à payer la contribution patriotique de leurs habitants avec les deniers communs (2).

---

(1) Lettre du 12 décembre 1790 d'Amelot, commissaire du Roi, administrateur à la Caisse de l'Extraordinaire, aux administrateurs du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Toutefois, à l'appui des rejets de ces demandes, un autre motif est invoqué à partir du décret du 24 août 1793, reconnaissant les dettes des communes comme dettes nationales.

Ainsi, sur une demande de la municipalité de Remenauville, du 25 frimaire an II, de toucher à la Caisse des Bois 415<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, pour payer la contribution patriotique qui lui a été répartie, et malgré un avis favorable du district de Pont-à-Mousson, l'Administration provisoire du département, « considérant que par les dispositions du décret du 24 août 1793, la Convention nationale, en déclarant que la Nation se charge de l'acquit des dettes des communes, déclare en même temps que toutes les créances dues



Les difficultés qui se présentèrent lors de la réception des déclarations, contribuèrent naturellement à retarder l'envoi des registres aux bureaux intermédiaires et, par suite, la confection des rôles et des bordereaux. Cependant, le contrôleur général désirait que la Commission intermédiaire lui fît connaître les résultats probables de la contribution patriotique pour lui permettre de renseigner l'Assemblée nationale. Aussi, dès le 12 novembre 1789, avait-il envoyé à la Commission une lettre pour l'inviter à se conformer à l'article 23 de l'instruction générale d'octobre 1789, qui décidait que les administrations provinciales devraient former des bordereaux détaillés, par arrondissement de recette particulière des finances, du montant des différents rôles et les adresser sans perte de temps au premier ministre (1).

Pour établir l'uniformité dans la rédaction de ces bordereaux, il en avait expédié un modèle. La forme dans laquelle il était rédigé, indiquait que les personnes chargées de la confection des rôles devraient additionner chacun des quatre chapitres dont ils devaient être composés. De cette façon la Commission intermédiaire pourrait présenter dans le bordereau général la

---

par la République aux communes et tout leur actif appartiennent à la Nation, et qu'il est à croire que les fonds provenant de la vente de leurs bois font partie des objets qui doivent former l'indemnité due à la Nation », arrête, le 11 nivôse de l'an II, qu'il n'y a pas lieu d'accueillir la demande (*Arch. dép.*, L. 313. Registre de pétitions et d'arrêtés relatifs aux contributions, District de Pont-à-Mousson, p. 36 au verso).

(1) Lettre du 12 novembre 1789 de Lambert à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, C. 533).

récapitulation du produit de chacun des quatre chapitres pour chacun des arrondissements de recette particulière des finances, d'après les bordereaux particuliers qui devraient lui être adressés pour chaque arrondissement par les bureaux intermédiaires. Ces bordereaux particuliers seraient dressés suivant les modèles imprimés qui devaient être envoyés aux bureaux de district. De cette façon, lorsque les bordereaux particuliers parviendraient à la Commission, elle n'aurait qu'à en faire porter les totaux, par chaque arrondissement de recette, sur le bordereau général dont l'instruction d'octobre a ordonné la rédaction et l'envoi.

Ce n'est que le 18 janvier 1790 que la Commission intermédiaire transmet, par une circulaire, aux bureaux intermédiaires, les instructions du contrôleur général (1). Mais au mois de mars, elle n'avait encore reçu aucun des bordereaux particuliers demandés, et cependant Lambert lui réclamait de la façon la plus instante de lui faire passer par le premier courrier de chaque semaine un bordereau de la récapitulation des rôles de la contribution patriotique (2).

Aussi adressa-t-elle une nouvelle circulaire aux bureaux intermédiaires, leur demandant avec instance de lui envoyer les bordereaux au fur et à mesure qu'ils

---

(1) Circulaire du 18 janvier 1790 de la Commission intermédiaire aux bureaux intermédiaires des districts (*Arch. dép.*, C. 533 et L. 1308).

(2) Lettre du 28 février 1790 de Lambert à la Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale de Lorraine (*Arch. dép.*, C. 533).

seraient remplis (1), et de lui faire savoir si les municipalités anciennes ont été négligentes, si les nouvelles sont susceptibles de mener à bien le travail, quel est l'état des esprits et si une circulaire aux corps municipaux ne serait pas nécessaire (2).

Dans leurs réponses, les bureaux intermédiaires des districts firent connaître que nombre de municipalités étaient en retard.

Le Bureau de Sarreguemines fait savoir que les trois cinquièmes des municipalités ont envoyé leurs registres de déclarations (3).

A Pont-à-Mousson, sur 92 communautés, 36 seulement ont fait connaître les résultats (4).

---

(1) C'est par l'envoi partiel et successif de ces bordereaux que la Commission intermédiaire peut connaître les progrès de l'opération et en informer le Comité des impositions. « Vous sentez comme nous, écrit-elle dans sa circulaire aux districts, combien il est instant que ce Comité ait ces instructions; elles seules peuvent le mettre à portée de calculer par aperçu les ressources que pourra fournir la contribution patriotique, et ce calcul doit nécessairement influencer sur le travail dont s'occupe l'Assemblée nationale pour le rétablissement des finances. »

Ce furent, en effet, ces documents qui permirent à l'Assemblée nationale de connaître la situation et qui lui servirent de base lors de la discussion du décret du 27 mars 1790 qui établira la taxe d'office. — Circulaire du 7 mars 1790 de la Commission intermédiaire aux bureaux intermédiaires des districts (*Arch. dép.*, L. 1308).

(2) Circulaire du 7 mars 1790 précitée de la Commission intermédiaire aux bureaux intermédiaires des districts (*Arch. dép.*, L. 1308).

(3) Lettre du 10 mars 1790 des procureurs syndics du district de Sarreguemines à MM. les députés composant la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

(4) Lettre du 13 mars 1790 des procureurs syndics du district

A Étain, sur 193 communautés, il manque encore soixante-dix registres de déclarations (1).

Presque tous les bureaux expriment l'espoir, que bientôt toutes les municipalités en retard auront satisfait à leurs obligations; mais que, cependant, une circulaire excitant leur zèle ne paraît pas inutile.

Quant à l'appréciation demandée sur les municipalités nouvelles, les bureaux ne sont pas encore suffisamment renseignés. Toutefois, celui d'Étain croit pouvoir dire qu'elles témoignent du plus grand zèle et « qu'elles paraissent infiniment plus entreprenantes que les anciennes (2) ».

Plusieurs bureaux, notamment ceux d'Étain et de Pont-à-Mousson indiquent, comme cause de retard, le décret du 26 décembre prorogeant de deux mois le terme fixé pour la réception des déclarations. « Il a fait tort à la contribution patriotique, écrit le Bureau de Pont-à-Mousson, il a ralenti le zèle; car depuis le moment de sa publication nous n'avons plus reçu aucun rôle (3). »

Dans d'autres districts, la lenteur des municipalités provient de leur mauvais vouloir. Ainsi le Bureau d'Épinal signale que malgré ses avertissements et le ren-

---

de Pont-à-Mousson à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, C. 533).

(1) Lettre du 10 mars 1790 des commissaires du Bureau intermédiaire du district d'Étain à MM. de la Commission intermédiaire (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Lettre du 10 mars 1790 précitée du Bureau d'Étain (*Arch. dép.*, C. 533).

(3) Lettre du 13 mars 1790 précitée du Bureau de Pont-à-Mousson (*Arch. dép.*, C. 533).

voi de plusieurs registres de déclarations qu'il a trouvés ou faux ou informes, il n'a pu en obtenir la rectification (1).

Les bureaux s'excusent en général de leur retard, qui résulte forcément de la lenteur des municipalités. Ils enverront désormais les bordereaux dans le plus court délai possible au fur et à mesure de la réception des registres.

On voit donc quelle était au mois de mars 1790 la situation de la contribution patriotique en Lorraine. Le terme pour la réception des déclarations, fixé au 1<sup>er</sup> janvier et prorogé de deux mois, était arrivé et toutes les soumissions étaient loin d'être faites. Quoique beaucoup de municipalités, surtout dans les campagnes, n'aient pas témoigné d'un zèle en rapport avec celui de l'administration provinciale, cependant nous voyons quelques corps municipaux faire des efforts sensibles pour accélérer l'établissement de l'assiette de la nouvelle contribution.

Dans les villes surtout, on prend des mesures pour hâter la clôture des registres. A Nancy, sur une motion du président, l'Assemblée des représentants de la commune décide, par délibération du 10 mars, qu'il conviendrait de fixer comme terme aux déclarations le 20 du même mois, terme qui serait annoncé par un avis au public (2).

---

(1) Lettre du 10 mars 1790 des procureurs syndics du district d'Épinal à MM. les syndics provinciaux (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Délibération du 10 mars 1790 de l'Assemblée des représentants de la commune de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, I. 459).

Malgré tout, les abstentions furent nombreuses. Le mois d'avril fixé comme terme du premier paiement de la contribution approchait, et la plupart des rôles n'étaient même pas terminés. On sentait que la base établie par le législateur de 1789 n'était pas suffisamment solide, et que si une intervention législative ne venait pas la renforcer, la contribution patriotique sombrerait dans un échec lamentable.

---



TROISIEME PARTIE

MODIFICATIONS SUCCESSIVES  
APPORTÉES AU FONCTIONNEMENT  
DE LA CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

*La contrainte est progressivement adjointe au patriotisme reconnu insuffisant pour établir l'assiette et assurer le recouvrement de la contribution.*

---

CHAPITRE I

**Transformation de la contribution patriotique par  
les lois des 27 mars = 1<sup>er</sup> avril, 8 = 20 août et  
25 = 31 octobre 1790.**

Dès le mois de mars 1790, on voyait, par le peu d'empressement qu'avaient mis les citoyens à faire des déclarations et par le peu de zèle de beaucoup de municipalités, que la contribution patriotique ne donnerait pas ce qu'on en avait espéré, et qu'en tout cas, il y aurait des retards considérables. Cette situation n'était pas spéciale à la Lorraine et l'Assemblée nationale en était avertie (1). Il fallait aviser.

A la séance du 12 mars, Goupil de Prefeln présente une motion ayant pour but d'augmenter le produit de la contribution patriotique et demande que le Comité des finances soit chargé de proposer un décret pour

---

(1) *Archives parlementaires*, série I, t. XII, p. 151 et s.

convertir cette contribution en un dixième patriotique. Regnaud de Saint-Jean-d'Angély réclame le rejet de cette proposition, qui aurait pour effet, contrairement au vœu de l'Assemblée, d'atteindre les petits propriétaires et de ménager les capitalistes et les industriels.

De son côté, Delley d'Agier estime qu'il conviendrait d'ordonner que, dans toutes les municipalités, on lirait, dans une assemblée générale des citoyens actifs, la liste des déclarations qui pourraient encore être changées. Chaque déclarant serait tenu de se lever et de déclarer qu'il a dit la vérité. Le Chapelier insiste pour qu'on ne touche pas au principe de la contribution, ce qui alarmerait les citoyens et porterait préjudice aux fortunes. Demeunier demande un nouveau délai pour les contribuables en retard, passé lequel on les taxerait d'office, et propose l'envoi de sa motion au Comité des finances (1).

Cet envoi ayant été ordonné, Dubois de Crancé présente, le 24 mars, au nom du Comité, un rapport et un projet de décret. Dans son rapport, ce député rappelle que l'Assemblée a voté la contribution du quart des revenus et que ce décret a été accepté avec enthousiasme par les populations ; que, cependant, elle a cru devoir ordonner l'impression des listes de tous les contribuants ainsi que les sommes par eux offertes, « afin de soumettre à l'opinion publique l'appréciation des efforts que, relativement à sa fortune, chaque citoyen ferait pour le salut de la Patrie. » Le terme fixé

(1) Séance de l'Assemblée nationale du 12 mars 1790 (*Archives parlementaires*, t. XII, p. 152.)

pour recevoir les déclarations étant arrivé, les vœux de l'Assemblée ne sont pas complètement remplis.

Sans vouloir accuser les citoyens d'un manque de patriotisme, il croit devoir, néanmoins, indiquer les obstacles qui s'opposent à l'exécution des décrets et les remèdes que propose le Comité. Il signale les hésitations provenant des transformations apportées dans l'administration et estime que lorsque cette administration sera organisée, les citoyens feront tous les sacrifices en rapport avec leur fortune. Il propose, en conséquence, de reculer le terme fixé pour les déclarations à quinze jours après l'époque de l'établissement des assemblées administratives de département et de district, et de fixer la date du premier paiement au 1<sup>er</sup> juillet.

D'autre part, il fait ressortir que l'Assemblée nationale, tout en voulant que la contribution patriotique fût libre, avait cependant ordonné aux municipalités d'appeler ceux qui ne feraient aucune déclaration et avait décrété que la liste des déclarants serait imprimée, et qu'il ne serait pas juste de faire payer ceux qui ont fait une offrande, si on n'employait pas de moyens coercitifs envers ceux qui ne montreraient que de l'indifférence pour la chose publique.

Dubois de Crancé prétend que si la contribution patriotique était bien organisée, elle pourrait rapporter, rien que sur les revenus territoriaux et industriels, plus de 400 millions, mais, qu'en fait, cette contribution sera loin de fournir cette somme au Trésor. Il combat le système de l'impression des listes des citoyens patriotes, car beaucoup d'entre eux, plutôt que de

mettre en évidence leurs facultés, préfèrent s'abstenir de déclaration, quoique disposés à acquitter la taxe. « Cette opinion, dit-il, dont il est facile de saisir la délicatesse, est spécialement applicable au commerce et suspend les preuves de dévouement d'une foule de citoyens riches et bien intentionnés », et il ajoute que ce procédé peut engendrer des jalousies et des haines et porter l'opinion publique à des exagérations sur la fortune de certains contribuables. Aussi propose-t-il, pour suppléer à ce moyen, « de confier aux municipalités la surveillance des intérêts nationaux, sans que, cependant, elles puissent s'écarter des principes de justice et de modération, qui doivent être la première loi de tous les bons citoyens (1) ».

Il dépose alors un projet établissant la taxe d'office pour les non-déclarants.

Mais d'autres députés, estimant que le projet était insuffisant, proposèrent des amendements.

Paul Nairac trouve « un moyen bien simple » d'assurer les déclarations et le paiement de la contribution : « Nous approchons, dit-il, du moment des élections pour les corps administratifs ; il faut décréter : 1° que nul ne sera citoyen actif qu'il n'ait fait sa déclaration ; 2° que nul ne sera électeur ou éligible qu'il n'ait payé pour sa contribution patriotique une somme qui réponde au moins à son imposition directe (2). »

(1) Rapport fait au nom du Comité des finances sur la contribution patriotique par Dubois de Crancé, le 24 mars 1790 (*Archives parlementaires*, t. XII, p. 341 et s.).

(2) Pison du Galland appuie la proposition Nairac et y ajoute

De son côté, le chevalier d'Aubergeon de Murinais propose d'exiger de chaque citoyen une déclaration détaillée des fonds de terre ou des contrats qu'il possède et l'affirmation par serment de la quotité de ses dettes (1).

Malgré ces motions, le projet du Comité des finances est imprimé et discuté à nouveau les 26 et 27 mars. Près de vingt députés prennent part aux débats. Plusieurs font remarquer que la contribution étant volontaire, doit rester telle, et que la taxation d'office lui enlèverait son caractère. Robespierre estime que le décret est inutile, car le patriotisme étant la base de la contribution, dès que les erreurs qui l'ont ralenti auront disparu, il renaîtra et suffira à tout.

A la suite de cette discussion, l'Assemblée rend un décret, en date du 27 mars, qui transforme la contribution patriotique et lui donne un nouveau caractère : la déclaration subsiste, mais elle devient obligatoire; en cas d'abstention du contribuable, il est taxé d'office par les officiers municipaux de sa communauté (2).

Reproduisant et complétant les prescriptions de la proclamation du Roi du 14 janvier 1790, le décret du 27 mars, qui fut sanctionné le 1<sup>er</sup> avril, décide que toute personne jouissant de ses droits et de ses biens,

---

comme amendement que la clause coercitive ne s'étende pas aux citoyens qui déclareront ne pas posséder un revenu supérieur à 400 livres.

(1) Discussion du projet. Séance du 24 mars 1790 (*Archives parlementaires*, t. XII, p. 343 et s.).

(2) Suite de la discussion et vote du projet. Séances des 26 et 27 mars 1790 (*Archives parlementaires*, t. XII, p. 361 et s.).

et ayant plus de 400 livres de revenu net (1) en rentes, bénéfices, traitements annuels, pensions ou appointements, excepté la solde des troupes (2), gages et revenus d'office, produits territoriaux (3) et industriels, est soumise à la contribution patriotique.

Toutefois, la perte d'une pension, d'un emploi ou d'une partie quelconque de l'aisance n'est pas une raison pour dispenser un contribuable de faire une déclaration et de payer la contribution patriotique, si, cette partie déduite, il lui reste encore plus de 400 livres de revenu net.

De même, aux termes de la loi, tout fermier ou colon partiaire doit faire une déclaration et contribuer à raison de ses profits industriels, s'ils excèdent 400 livres de revenu net.

Les tuteurs, curateurs et administrateurs sont tenus de déclarer pour les mineurs et interdits et pour les établissements dont ils ont l'administration, excepté les hôpitaux et maisons de charité; la contribution qu'ils paieront sera portée dans leurs comptes.

---

(1) Le contribuable pourra diminuer ses deux derniers paiements dans la proportion de la perte ou diminution des traitements, pensions, appointements ou revenus quelconques qui pourrait avoir lieu par des économies que l'Assemblée nationale se propose de faire, ou par l'effet de ses décrets (Loi des 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1790, art. 2 *in fine*).

(2) Il faut remarquer cependant que cette exception en faveur de la solde des troupes n'était pas faite par la proclamation du 14 janvier 1790, qui comprenait, au contraire, parmi les revenus soumis à la contribution, les « appointements et traitements militaires ».

(3) Ceux dont les revenus ou partie des revenus consistent en redevances en grains ou autres fruits, doivent évaluer ce revenu sur le pied de terme moyen du prix d'une année sur les dix dernières (Loi des 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1790, art. 1 *in fine*).



La loi organise ensuite la taxation d'office pour les personnes qui, « domiciliées ou absentes du Royaume », n'ont pas fait de déclaration. Les officiers municipaux sont chargés de cette mission. Les contribuables imposés recevront notification, personnellement ou à leur dernier domicile, de l'imposition mise à leur charge; ils auront un mois pour la contester. Pendant ce délai, ils pourront faire une déclaration avec affirmation de vérité, qui vaudra comme les déclarations antérieures. Le délai expiré, leur taxation sera définitive; elle sera insérée dans le rôle de la contribution patriotique et le paiement en sera exigible.

De plus, pour engager le contribuable à la déclaration, le législateur ne recule pas devant une mesure indirecte. Il décide, en effet, que tout citoyen actif, sujet à la contribution patriotique, sera tenu, s'il assiste aux assemblées primaires, de représenter, avec l'extrait de ses contributions, tant réelles que personnelles, celui de sa déclaration pour la contribution patriotique, et ces pièces seront, avant les élections, lues à haute voix dans les assemblées primaires.

Enfin, les municipalités enverront à ces assemblées le tableau des déclarations pour la contribution patriotique. Ce tableau contiendra les noms de ceux qui les auront faites et les dates auxquelles elles auront été reçues. Il sera imprimé et affiché pendant trois années consécutives dans la salle où les assemblées primaires tiendront leurs séances (1).

---

(1) Toutefois la loi décide que, s'il s'est tenu des assemblées primaires et fait des élections avant sa publication, elles ne

Le défaut de déclaration volontaire de la part des contribuables avait amené la taxation d'office, comme l'insuffisance du montant des déclarations amènera plus tard la vérification.

On commence à s'éloigner de l'idée première de la contribution patriotique, telle que l'avait conçue Necker. La liberté subsiste encore pour le montant des déclarations, mais les déclarations ne sont plus libres. Si le contribuable est obligé de faire une déclaration, il peut encore restreindre le chiffre de son imposition. Le citoyen, se trouvant en face seulement de sa conscience, trouvera souvent le moyen d'échapper par la porte qui reste entr'ouverte.

L'exigence de la production de l'extrait du rôle de la contribution patriotique, pour permettre de voter dans les assemblées primaires, ne sera pas non plus un stimulant suffisant pour forcer aux déclarations ; car beaucoup préféreront, en dépit de leur civisme, ne pas voter, plutôt que de produire une pièce étalant, aux yeux de tous, leur situation pécuniaire (1).

Le Comité des finances de l'Assemblée nationale, chargé par l'article 18 de la loi des 6-9 octobre 1789 de surveiller, de concert avec le ministre, toute la suite des opérations relatives à la rentrée et à l'emploi de la contribution patriotique, avait reçu de toutes les parties

---

seront pas recommencées et qu'on ne pourra en attaquer la validité pour cause d'inexécution des dispositions qu'elle contient (Loi des 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1790, art. 10).

(1) On verra, dans l'étude du fonctionnement de la contribution patriotique en Lorraine, une appréciation d'un contemporain sur cette disposition de loi, qui témoigne de ses inconvénients.

de la France des bordereaux lui indiquant la marche de cette contribution. Le 4 juin 1790, Le Couteulx de Canteleu fait à l'Assemblée, au nom du Comité, un rapport sur la situation.

Il fait connaître que les résultats des rôles, jusqu'à ce jour, se montent à 74 millions, sur lesquels Paris a fourni 40.830.000 livres, et que le total des municipalités dont les rôles sont parvenus, est de 9.997. Il félicite, au milieu des applaudissements, la ville de Paris du patriotisme qui a si singulièrement distingué cette capitale. En attendant l'organisation des assemblées de département, il propose de charger le Comité des finances de l'examen des difficultés relatives à la contribution patriotique, et l'Assemblée vote un décret en ce sens (1).

Le Couteulx de Canteleu, après avoir fait quelques observations sur les moyens qu'on pourrait employer pour engager les citoyens à payer exactement la contribution patriotique, propose de fournir à chaque député toutes les facilités désirables pour connaître l'état de la contribution de sa province (2). Aussi l'As-

---

(1) Projet de décret présenté par Le Couteulx de Canteleu, au nom du Comité des finances, le 4 juin 1790.

Texte du décret voté :

« L'Assemblée nationale décrète que le Comité des finances sera chargé de l'examen des affaires relatives à la contribution patriotique et qu'en attendant la formation des départements, il travaillera de concert avec les députés des provinces, à aplanir les difficultés, faciliter la formation des rôles et accélérer leur recouvrement, le tout en conformité des décrets des 6 octobre 1789 et 27 mars dernier. » — Séance du 4 juin 1790 (*Archives parlementaires*, t. XVI, p. 94).

(2) Projet de décret présenté par Le Couteulx de Canteleu, le

semblée décide-t-elle, le 11 juin, que tous les quinze jours le tableau de l'état de situation de la contribution patriotique dans les départements sera affiché dans la salle de réunion du Comité des finances (1).

Le 26 juin, le rapporteur de ce Comité présente un nouveau tableau de la situation de la contribution (2), et signale que Monsieur, frère du Roi, a fait une offre de 500.000 livres représentant le quart de son revenu.

Cependant, l'Assemblée nationale rendit, le 30 juin, un décret pour mettre les nouveaux corps administratifs en activité. L'administration provinciale allait définitivement disparaître et laisser la place à l'organisation nouvelle que le décret du 22 décembre 1789 avait créée.

---

11 juin 1790. — Séance du 11 juin 1790 (*Archives parlementaires*, t. XVI, p. 168).

(1) Un moyen analogue fut employé pour faire connaître d'une façon encore plus frappante aux députés la situation de leur département respectif au point de vue du rendement de la contribution foncière et mobilière.

Un mémoire, lu à l'Assemblée nationale par le ministre des contributions publiques, Tarbé, à la séance du 19 septembre 1791, indique qu'il était remis tous les huit jours à l'Assemblée nationale une carte du Royaume, qui, par des nuances coloriées, distinguait ceux des départements qui avaient achevé le répartition de ceux qui ne l'avaient pas encore terminé (*Arch. dép.*, L. 2537).

(2) Cette fois, 10.983 municipalités se sont mises en règle. Le montant des bordereaux présente un total de 89.935.588<sup>1</sup>/<sub>4</sub><sup>s</sup>, soit une augmentation depuis quinze jours d'environ 15 millions.

Le Couteux de Canteleu fait ressortir les progrès de la contribution patriotique dans les différentes provinces, témoigne ainsi de leur patriotisme respectif et place la Champagne au premier rang. — Séance du 26 juin 1790 (*Archives parlementaires*, t. XVI, p. 470).

L'Assemblée de département qui entrait en fonctions, se divisait en deux sections : l'une, le Conseil de département, composée de trente-six membres, devait se réunir en session une fois par an ; l'autre, le Directoire de département, composée de huit membres pris parmi eux, devait toujours être en activité pour l'expédition des affaires. A l'ouverture de chaque session annuelle, le Conseil de département commençait par « entendre, recevoir et arrêter le compte de gestion du Directoire ».

Placée dans un cadre plus restreint, l'administration de district était composée de douze membres élus et était aussi divisée en Conseil et en Directoire. Elle devait se borner à éclairer l'administration départementale sur les besoins du district et à exécuter ses décisions.

Enfin, au dernier degré, se trouvait, dans chaque commune, un Corps municipal présidé par un maire. Lorsque des affaires importantes se présentaient, on faisait appel au concours de notables, en nombre double de celui des officiers municipaux, pour former, avec le Corps municipal, le Conseil général de la commune appelé à délibérer.

C'est dans ces conditions que l'Assemblée nationale, dans le décret du 30 juin, fut amenée à régler, sur des bases conformes à l'organisation nouvelle, la surveillance de la vérification et du recouvrement de la contribution patriotique. Elle chargea, dans l'article 8 de ce décret, les directoires de département de veiller, suivant l'instruction qui devait leur être envoyée, à ce que tous les rôles de la contribution patriotique soient

incessamment achevés, vérifiés et mis en recouvrement, et, dans son article 10, d'examiner et de juger les requêtes des contribuables en décharge ou réduction, en remise ou modération.

C'était la voie de recours établie pour les réclamations relatives à la contribution.

Le 18 juillet, Le Couteulx, venant une nouvelle fois rendre compte à l'Assemblée de l'état de la contribution patriotique, fait connaître que, malgré les derniers décrets, 28.000 municipalités sont encore en retard et n'ont envoyé ni rôle, ni aperçu, et qu'il n'a été souscrit que 98.428.738 livres. Le rendement de la contribution s'améliore, sans doute, mais il est encore insuffisant, et cependant cette contribution est plus nécessaire que jamais.

Barnave s'élève alors avec violence contre le Comité des finances, qui n'avait pas trouvé le moyen d'empêcher les contribuables non patriotes de se soustraire à l'impôt, ce qui amènerait forcément la contribution patriotique à ne pas fournir au Trésor les 400 millions qu'on avait annoncés. « Ceux qui sont chargés de faire les lois, dit-il, ne doivent point se borner à des exhortations quand ces lois ne sont pas exécutées » ; et, sur sa proposition, l'Assemblée nationale « charge son Comité des finances de lui présenter un projet de décret sur les moyens coactifs qui doivent être mis entre les mains des municipalités pour procurer les déclarations exactes et l'acquittement régulier de la contribution patriotique, et sur ceux qui doivent être indiqués aux directoires de district et de département pour obliger les municipalités à remplir cette partie de leurs



fonctions avec toute la diligence que l'intérêt public exige (1) ».

La Commission des finances se mit à l'œuvre ; sa besogne fut pénible, car elle dut avouer que le patriotisme avait manqué, et qu'il était nécessaire d'en arriver aux mesures coercitives qu'on avait repoussées naguère comme indignes des sentiments qui devaient animer le pays.

Ce fut le 8 août que Naurissart fit un rapport et lut un projet de décret. Il rappelle qu'au mois d'octobre 1789, l'Assemblée avait cru qu'il n'y aurait pas besoin de moyens coactifs pour décider les citoyens à faire leur déclaration ; mais, vu la lenteur avec laquelle se font les soumissions, et les besoins du Trésor devenant impérieux, l'Assemblée s'est vue, le 27 mars, forcée de rendre un décret qui enjoint aux officiers municipaux d'imposer ceux qui, après un certain délai, n'auraient pas fait leur déclaration. Le Comité des finances avait proposé à cette époque de confier également aux officiers municipaux le soin de vérifier toutes les déclarations et de rectifier celles qui leur paraîtraient évidemment infidèles, en indiquant aux contribuables, qui se croiraient surchargés par ce redressement, les moyens de se pourvoir contre ces taxations.

Cette mesure parut ou trop sévère ou au moins prématurée à l'Assemblée, qui donna alors à ceux qui avaient fait des déclarations trop faibles la liberté d'en faire de nouvelles. Mais « l'intérêt personnel a parlé avec plus

---

(1) Séance du 18 juillet 1790 (*Archives parlementaires*, t. XVII, p. 185 et s.).

de force que les besoins de la Patrie, déclare le rapporteur; l'égoïsme a déçu notre attente. »

C'était avouer hautement l'erreur commise. Necker s'était trompé; le Comité l'avait suivi, et l'Assemblée nationale, enflammée par la parole de Mirabeau, avait d'enthousiasme approuvé cette erreur.

Naurissart ne veut pas reconnaître que la majorité de la population résiste à l'impôt; il aime mieux s'en prendre aux riches, qu'il accuse de manquer de patriotisme et d'avoir refusé de venir en aide à l'État. « L'expérience a prouvé, dit-il, que vous ne devez rien attendre de la générosité des mauvais citoyens »; et il représente, au nom du Comité des finances, les articles qui, au 27 mars, avaient paru prématurés.

Mais un certain nombre de députés s'élevèrent encore contre le projet.

De Folleville dit que la contribution est intitulée volontaire et patriotique et qu'elle doit rester telle.

« Vous livrez les citoyens à la plus déplorable inquisition, s'écrie Loys, et vous augmentez la fermentation. »

D'Aubergeon de Murinais déclare que le projet renferme un vice radical: « Il est impossible, dit-il, de fixer la contribution des particuliers; je vous demande comment vous pourrez savoir qu'un particulier qui va faire sa déclaration dans les Pyrénées, a du bien dans le département du Pas-de-Calais ou dans la province de Normandie. » Il ajoute qu'à aucun prix il ne faut employer de moyens vexatoires pour contraindre les citoyens, et que plutôt que d'y recourir, mieux vaudrait que l'État fût privé du secours de la contribu-

tion. Il demande le rejet du projet qui est attentatoire à la liberté.

Malgré ces graves objections, on passa à la discussion des articles qui furent votés avec quelques amendements (1).

La contrainte était entrée dans la loi sur la contribution patriotique le 27 mars ; elle venait de s'y installer complètement le 8 août. La vérification était établie. Les conseils généraux des communautés en étaient chargés, et les directoires de district et de département devaient instruire et juger les réclamations.

Si l'Assemblée nationale n'avait pas été imbue de l'idée de mettre constamment le contribuable en face des corps électifs, peut-être eût-elle pensé que, pour obtenir de bons résultats, il était nécessaire d'employer des fonctionnaires dépendant uniquement du pouvoir exécutif. Mais sa confiance inébranlable dans les corps élus lui fit décider, dans l'article 1 du décret du 8 août, que le conseil général de la commune vérifiera toutes les déclarations des habitants, « à l'effet d'approuver celles qui lui paraîtront conformes à la vérité et de rectifier celles qui sont notoirement infidèles ».

Reprenant et complétant les dispositions du décret du 27 mars, celui du 8 août établit que dans le cas où les contribuables auront négligé de faire une déclaration, le conseil général de la commune sera chargé d'y suppléer par une taxe d'office, qu'il fera en son âme et

---

(1) Rapport de Naurissart, discussion et vote du projet. Séance du 8 août 1790 (*Archives parlementaires*, t. XVII, p. 661 et s.).

conscience en donnant sommairement les motifs des augmentations qu'il prononcera.

Il décide aussi que les directoires de district vérifieront les déclarations des membres des conseils généraux des communes (1), et qu'ils vérifieront et rectifieront également, s'il y a lieu, le travail des municipalités.

D'ailleurs, en vertu de ce même décret, les officiers municipaux seront toujours tenus d'imposer, et cela immédiatement, les personnes qui, « domiciliées ou absentes du Royaume » et jouissant de plus de 400 livres de revenu net, n'auront pas fait de déclaration; et le conseil général devra rectifier les déclarations notoirement infidèles, dans le délai de quinze jours, dans les villes et lieux dont la population n'excède pas 20.000 âmes, et dans le mois, dans les villes dont la population est supérieure à ce chiffre. Les municipalités qui ne se conformeront pas à ces prescriptions seront responsables du retard dans le recouvrement de la contribution établie d'après les rôles faits d'office par les directoires de district. Aussi les directoires de département devront-ils veiller à ce que, dans chaque district, deux commissaires soient nommés pour achever l'imposition dans les municipalités en retard.

Dans le cas de nouvelle taxation, le corps municipal devra en avertir l'assujetti dans le plus court délai

---

(1) Cette disposition fut votée sur un amendement de l'abbé Bourdon qui avait fait cette réflexion : « Je cherche vainement dans le décret une disposition pour taxer les officiers municipaux. Vous savez que plusieurs ont fait des poursuites avec beaucoup de vigilance, mais que leur zèle s'est évanoui lorsqu'ils ont eu à se taxer eux-mêmes. »

possible; celui-ci aura quinze jours pour présenter ses moyens de défense; passé lequel délai il sera censé avoir accepté la nouvelle cotisation, qui sera mise en recouvrement sur le rôle de la contribution patriotique. Si le contribuable taxé a réclamé, le directoire du district transmettra dans la huitaine, avec son avis, l'affaire au directoire du département, qui statuera définitivement.

Le décret du 8 août prévoit ensuite deux cas particuliers.

Tout d'abord il décide que les héritiers des personnes décédées, après avoir fait leur déclaration, seront tenus d'en payer le montant aux échéances, sauf à obtenir décharge ou modération de la contribution qui était due sur le montant des emplois, places ou pensions dont jouissaient les déclarants.

Ensuite, il établit qu'en cas de concurrence entre les créanciers d'un débiteur et le receveur de la contribution patriotique, celle-ci sera payée « par suite et avec même privilège que les autres impositions(1) ».

Malgré les dispositions coercitives qui se trouvaient dans la loi des 8-20 août, l'établissement de l'assiette de la contribution patriotique se faisait toujours avec difficulté. Aussi un projet de décret fut-il voté le 25 octobre sur la proposition de Naurissart, membre du Comité des finances, pour trancher les difficultés résultant des déclarations collectives, des offres de paiement

---

(1) Lors de la discussion de cet article, Thévenot avait proposé de restreindre ses dispositions aux dettes contractées après la déclaration de la contribution patriotique. « Un impôt, avait-il dit, ne peut être privilégié que du jour où il a été légalement créé. » Mais cet amendement avait été rejeté.

en valeurs non déclarées admissibles, et enfin pour remettre le contentieux des demandes en décharge ou réduction aux directoires de département (1).

Le décret du 25 octobre, sanctionné le 31 du même mois, s'occupe d'abord des déclarations faites en commun par les membres des établissements réguliers et séculiers, dont les revenus doivent être perçus par les receveurs de district. Ces déclarations n'auront d'effet que pour le premier tiers, qui a dû être acquitté sur le produit de leurs biens. Aussi les membres de ces établissements seront-ils tenus de faire chacun individuellement leur déclaration personnelle, en raison du traitement qui leur a été accordé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1790, et ils devront payer leur contribution patriotique pour les deux tiers seulement qui n'ont pas été payés par leur établissement.

En outre, la loi décide que les offres faites par les communautés collectivement, pour tenir lieu de la contribution patriotique des habitants, ainsi que les déclarations collectives faites par plusieurs particuliers, seront regardées comme non avenues (2). Tout habitant,

---

(1) Adoption d'un projet de décret présenté par Naurissart. Séance du 25 octobre 1790 (*Archives parlementaires*, t. XX, p. 21 et s.).

(2) Ainsi furent tranchées les difficultés que nous avons vues s'élever en Lorraine relativement aux déclarations collectives faites par les communautés pour tenir lieu de la contribution patriotique de leurs habitants. On se souvient, en effet, que nombre de ces communautés avaient offert, dans ce but, l'abandon des droits des anciens contribuables sur l'imposition des ci-devant privilégiés pendant les six derniers mois de 1789 ou des sommes leur appartenant à prendre dans la Caisse des Domaines et Bois.



suivant les principes en vigueur, ayant plus de 400 livres de revenu net, sera tenu de faire sa déclaration, et faute de la faire dans le délai de quinzaine à compter de la publication du présent décret, il sera taxé d'office. Les offres libres et volontaires, faites par ceux qui n'ont pas 400 livres de revenu et par les ouvriers et journaliers sans propriétés, seront toujours acceptées.

La loi s'occupe ensuite des offres de paiement faites en valeurs non admissibles ; elle les déclare aussi non avenues. D'autres offres devront être faites, sinon le contribuable sera taxé d'office.

Après avoir dit que les corps municipaux et les directoires de district devront se conformer aux cinq premiers articles du décret du 8 août 1790, elle charge les directoires de département de statuer sur toutes les demandes en réduction et autres relatives aux déclarations des contribuables, après avoir pris l'avis des directoires de district ; les réductions qui seront prononcées seront imputées sur les deux derniers termes. Les décisions devront être motivées, et si une difficulté survient, les directoires de département devront en référer au commissaire du Roi, chargé du département de la Caisse de l'Extraordinaire. Ils lui enverront du reste, chaque mois, un état exact et certifié d'eux des réductions qui auront été prononcées, du montant des paiements faits pendant le mois et des sommes qui restent dues. Ils auront soin d'énoncer dans cet état le nom des districts et des municipalités dont dépendent les contribuables qui ont obtenu des modérations, et des motifs qui y auront donné lieu.

Un état général sera formé et destiné à être mis sous les yeux de l'Assemblée nationale. De cette façon elle pourra connaître le montant des déclarations par département, celui des paiements qui y auront été effectués, les retards ou les progrès du recouvrement et les résultats des mesures prises pour maintenir l'ordre et l'exactitude dans la rentrée de ce secours extraordinaire et patriotique.

Ainsi, par étapes successives, la contribution patriotique et volontaire, qui ne devait participer en rien à la nature de l'impôt, en était arrivée à prendre le caractère obligatoire des autres contributions. La coercition allait aider à l'établissement de son assiette, comme elle aidera à son recouvrement.

---

## CHAPITRE II

**Fonctionnement de la contribution patriotique depuis le mois d'avril 1790 dans la province de Lorraine et Barrois, puis dans le département de la Meurthe.**  
— Effets des modifications apportées.

Nous avons vu comment la contribution patriotique avait été primitivement mise en œuvre dans la province de Lorraine et Barrois.

Il convient d'examiner maintenant comment, après les transformations apportées à son principe par les lois de mars-avril, d'août et d'octobre 1790, elle fonctionna en Lorraine, puis dans le département de la Meurthe, et quels furent les résultats obtenus. Nous étudierons successivement, en suivant autant que possible l'ordre chronologique :

1° L'établissement de l'assiette de la contribution résultant des déclarations ainsi que des taxations d'office et des surtaxes prononcées et de leur inscription sur les rôles et dans les bordereaux de situation ;

2° La procédure et le contentieux des demandes en réduction ou décharge ;

3° Le recouvrement de la contribution, les retards qu'il subit et les mesures directes et indirectes qui furent successivement adoptées tant par l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif que par les administrateurs de la province de Lorraine et Barrois, puis

par ceux du département de la Meurthe, pour en assurer la perception ;

4° Enfin les frais résultant de l'assiette et du recouvrement de la contribution patriotique.

## SECTION I

### *Établissement de l'assiette de la contribution patriotique.*

DÉCLARATIONS. — VÉRIFICATIONS : TAXES D'OFFICE ET SURTAXES.

RÔLES D'ASSIETTE ET BORDEREAUX DE SITUATION.

Le contrôleur général Lambert, ayant à cœur d'assurer le bon fonctionnement de la contribution patriotique et se rendant compte par les bordereaux hebdomadaires envoyés sur ses demandes réitérées, que la majeure partie des municipalités de Lorraine et Barrois n'avaient pas répondu à l'empressement qui leur avait été témoigné, et n'avaient pas encore adressé leurs registres pour l'établissement des rôles, prescrivit le 20 avril 1790 à la Commission intermédiaire de la province, les mesures les plus énergiques pour obtenir un résultat immédiat. Il demanda que, sans différer davantage, les municipalités retardataires fussent invitées à envoyer sur-le-champ leurs registres, dans l'état où ils se trouveraient, pour permettre aux bureaux intermédiaires de former les rôles et de les mettre en recouvrement pour le paiement du premier terme de la contribution patriotique. Des registres supplémentaires seraient alors ouverts pour recevoir les déclarations tardives et les taxes d'office qu'il conviendrait d'imposer en vertu du nouveau décret rendu par l'Assemblée

nationale le 27 mars 1790. Ces registres arrêtés donneraient lieu postérieurement à l'établissement de rôles supplémentaires (1).

Conformément à ces instructions, la Commission intermédiaire de Lorraine adressa une circulaire aux officiers municipaux de toutes les communautés de la province, dans laquelle elle rappela à ceux qui étaient en retard que, pas plus que les anciennes municipalités auxquelles ils avaient succédé, ils n'avaient envoyé au Bureau intermédiaire de leur district le registre des déclarations qu'ils avaient dû tenir. Elle leur fit remarquer que c'était au 1<sup>er</sup> avril que le premier terme de la contribution devait être acquitté et que le ministre, en présence de ces retards, lui avait envoyé des instructions pressantes accompagnant le décret rendu par l'Assemblée nationale.

La Commission leur indiqua alors les nouvelles obligations qui étaient imposées aux administrations municipales. Par la loi des 27 mars-1<sup>er</sup> avril, elles sont chargées d'imposer ceux qui, « domiciliés ou absents du Royaume », jouissant de plus de 400 livres de revenu, n'auront pas fait leur déclaration et elles notifieront cette taxation à la personne ou au dernier domicile de ceux qu'elle concernera. Mais ces taxations d'office ne doivent pas différer la clôture et l'envoi à leur district des premiers registres dans l'état où ils sont.

La Commission trace ensuite aux municipalités la

---

(1) Lettre du 20 avril 1790 de Lambert à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, C. 533).

marche qu'elles doivent suivre pour ne point retarder le recouvrement de la contribution librement offerte. Des registres de supplément seront formés de la même façon que les premiers et contiendront les déclarations tardives et volontaires qui auront lieu après leur clôture, puis les taxes d'office.

Si, dans un mois, à compter du jour de la notification que les municipalités leur auront faite, les personnes qu'elles auront imposées d'office se présentent, leurs déclarations seront reçues, et elles vaudront comme si elles avaient été faites avant la taxation, pourvu qu'elles affirment que leurs déclarations contiennent vérité.

Si, au contraire, le délai d'un mois étant expiré, les contribuables imposés d'office ne se présentent pas, la taxation ne pourra plus être contestée et elle sera insérée dans le rôle de la contribution patriotique.

Ainsi les municipalités ne pourront envoyer à leur district qu'après le mois à compter du jour de la notification, le nouveau registre de supplément qu'elles vont former, afin de laisser aux particuliers négligents ou de mauvaise volonté le temps que la loi leur accorde pour réparer leurs torts, et parce que ce n'est qu'alors que le registre de supplément aura la stabilité qui permettra au bureau de district de fournir les nouveaux rôles de la contribution et de les remettre, ainsi que les premiers, entre les mains des collecteurs chargés d'en faire le recouvrement. La Commission espère que, de cette façon, les causes de retard reprochées par le contrôleur général à certaines municipalités de la province disparaîtront. Elle les prie,



en outre, de se conformer aux autres dispositions du décret qu'elle leur envoie.

Ces dispositions sont relatives aux personnes qui doivent faire la déclaration pour elles ou pour d'autres, aux revenus qui doivent servir de base à l'imposition, aux déductions à faire pour le calcul du revenu net, et aux mesures directes et indirectes qui sont de nature à assurer le fonctionnement de la contribution (1).

A la suite de l'envoi en Lorraine de la loi des 27 mars-1<sup>er</sup> avril, les municipalités furent invitées par la Commission intermédiaire à demander des déclarations à leurs habitants, qui avaient négligé d'en faire jusqu'alors.

La ville de Nancy fit en conséquence publier une ordonnance du Corps municipal du 5 mai 1790, par laquelle elle invite toutes les personnes qui sont en retard pour leurs déclarations à satisfaire dans la huitaine aux lettres patentes du 1<sup>er</sup> avril; sinon et après le délai passé, elles seront taxées d'office (2). A la suite de cette communication, des déclarations assez nombreuses furent faites et un extrait des états des citoyens retardataires résidant sur chaque paroisse et taxés d'of-

---

(1) Lettre circulaire du 10 mai 1790 de la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois à MM. les officiers municipaux de ..... (*Arch. dép.*, C. 533, L. 1308, 1890, 3472).

(2) Délibération du Corps municipal de Nancy du 5 mai 1790 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 48).

Ordonnance faite en l'assemblée du Corps municipal de Nancy le 5 mai 1790, signée de Custine, maire (*Arch. mun. de la ville de Nancy*. BB. 34. *Arch. dép.*, L. 3472).

fice indique quelle était à ce point de vue la situation de la ville de Nancy (1).

Pour augmenter le nombre des déclarations, le décret du 27 mars avait refusé l'exercice du droit de vote dans les assemblées primaires aux citoyens qui ne présenteraient pas un extrait de leur soumission. Mais beaucoup préférèrent ne pas voter plutôt que de dévoiler publiquement leur situation.

Pour parer dans la mesure du possible à ces inconvénients, le Conseil général de Nancy n'avait inscrit sur le tableau qui devait être imprimé et affiché pendant trois ans dans la salle des séances des assemblées primaires, que les noms des déclarants et les dates où les soumissions avaient été reçues (2).

Mais comme les extraits des déclarations devaient être produits et lus publiquement au moment du vote, la situation des contribuables n'en était pas moins connue.

---

(1) Extrait des états des citoyens de Nancy résidant sur chaque paroisse qui sont en retard de faire leur déclaration pour la contribution patriotique et taxés d'office (*Arch. dép.*, L. 318).

Cet extrait fut envoyé au Directoire du département, bien qu'une décision de ce corps administratif ait impérativement réclamé qu'on déposât au secrétariat du département pour être vérifié, le rôle même des taxes d'office. L'administration municipale de Nancy avait protesté et avait réclamé de conserver les originaux au bureau des impositions et de ne fournir au département que des expéditions de ces pièces.

Délibération du Directoire du département de la Meurthe du 26 janvier 1791. — Lettre du 24 février 1791 de la municipalité de Nancy à M. Le Lorrain, procureur général syndic du département (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Délibération du Conseil général de la commune de Nancy du 6 mai 1790 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 48).

Une note sans signature ni date, relative à cette exigence de la loi, témoigne clairement de ces inconvénients et de leur conséquence. Cette note est écrite au dos d'une affiche intitulée : *Avis aux citoyens actifs*, dans laquelle la municipalité de Nancy invite les différentes sections de cette ville à s'assembler le lundi 10 mai 1790, à 8 heures du matin, chacune dans le lieu ordinaire de ses séances, pour nommer les électeurs qui doivent former les corps administratifs du département de la Meurthe et de ses districts, et informe les citoyens actifs sujets à la contribution patriotique que, conformément aux lettres patentes du Roi du 1<sup>er</sup> avril sur le décret de l'Assemblée nationale du 27 mars (art. 8 et 9), ils ne seront admis à voter dans ces assemblées primaires qu'en représentant l'extrait de leur déclaration pour la contribution patriotique (1).

La note inscrite au dos de cette affiche est ainsi conçue : « La condition de produire la déclaration du quart de son revenu a repoussé un nombre infini de citoyens, et dans ma section où nous devons être 484 votants, nous n'avons jamais été plus de 128.

« Beaucoup de gens n'ont osé la montrer à raison de

---

(1) La municipalité de Nancy, « déférant à la demande qui lui a été faite par MM. les commissaires du Roi, pour la formation du département de la Meurthe », fait savoir en outre que les extraits de déclarations pour la contribution patriotique seront délivrés à ceux qui se présenteront au bureau, qui est ouvert tous les jours à l'hôtel de ville de 9 heures du matin à midi et de 3 heures à 6 heures du soir, et qu'elle fera remettre à chaque section un exemplaire des instructions relatives aux assemblées primaires.

Cette affiche imprimée a été arrêtée au conseil municipal, le 5 mai 1790 et signée : de Custine, maire (*Arch. dép.*, L. 3472).

la modicité ; ils l'avaient cependant faite en conscience ; mais ils ne voulaient pas instruire le public de leur situation pécuniaire, dont il pouvait résulter un grand mal pour eux et pour leur famille.

« Quoique zélé partisan de la Révolution, j'avoue que j'ai désapprouvé hautement ce qui s'est fait et dit sur cet objet à l'Assemblée nationale. C'est une opération que n'aurait jamais osé tenter le despotisme et que n'auraient pas dû faire ceux qui se disent les restaurateurs de la liberté et qui ne veulent que le bonheur individuel de tous les Français. Un impôt eût été moins pénible et plus efficace, et on aurait pu lui donner un nom qui en aurait voilé l'odieux. »

L'appréciation de l'auteur de cette note, qui était vraisemblablement un membre de la municipalité, indique nettement l'effet produit par la mesure indirecte édictée par la loi. La résistance du contribuable ne fut pas vaincue et le résultat obtenu fut la vexation de nombre d'électeurs qui abandonnèrent les collèges électoraux.

Malgré cela, nous verrons que le Directoire du département de la Meurthe crut pouvoir, pour activer le zèle des citoyens à payer la contribution patriotique, exiger non plus seulement l'extrait du rôle de la déclaration, mais la quittance de paiement, pour leur permettre de voter dans les assemblées primaires. La municipalité de Nancy protesta contre cette exigence qui dépassait l'esprit et la lettre de la loi, et la question, portée devant l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif, fut tranchée conformément à sa requête.

Pendant que les municipalités faisaient appel aux

citoyens pour obtenir de nouvelles déclarations, qui seraient inscrites sur des registres supplémentaires, elles continuaient à envoyer aux bureaux de district leurs premiers registres pour la formation des rôles et l'établissement des bordereaux. Mais des retards étaient un peu partout, et l'on voit la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois réclamer aux syndics de district l'envoi immédiat des bordereaux, qu'ils ont dû établir, d'après les listes et les registres qu'ils ont reçus.

Le plus souvent ces syndics s'excusent de ces retards, en en faisant remonter la responsabilité, soit à des causes accidentelles, soit à l'absence de l'envoi des registres de déclarations par certaines communes (1).

Néanmoins, la Commission intermédiaire de Lorraine pouvait annoncer, le 26 juillet 1790, au contrôleur général, que le total des rôles arrêtés pour la contribution patriotique dans la recette particulière des finances de Nancy était de 645.280<sup>l</sup> 16<sup>s</sup> 2<sup>d</sup> et que la ville de Nancy y était comprise pour la somme de 513.930<sup>l</sup> 19<sup>s</sup> 5<sup>d</sup> (2).

Mais ces bordereaux dénonçaient une situation difficile, et l'Assemblée nationale qui voyait l'ensemble des résultats obtenus pour tout le Royaume avait, le 8 août, organisé la taxe d'office et la vérification des déclarations.

---

(1) Lettres des 26 mai, 4 juin et 12 juillet 1790 des procureurs syndics provinciaux de Lorraine et Barrois aux procureurs syndics des districts de Lunéville et Nancy (*Arch. dép.*, L. 1308, C. 533).

Réponse du 27 juillet 1790 des procureurs syndics du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

Réponse du 18 juillet 1790 des procureurs syndics du district de Nancy (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) Lettre du 26 juillet 1790 de la Commission intermédiaire au contrôleur général (*Arch. dép.*, C. 533).

Cependant à la suite de la loi des 30 juin-2 juillet 1790, qui mettait les nouveaux corps administratifs en activité, l'administration provinciale avait fait place aux administrations de département.

Aussi le Conseil du département de la Meurthe s'était-il réuni, les 28 et 29 juillet 1790, dans une session préliminaire pour procéder à son installation et à la nomination de son Directoire (1) qui reprit en main immédiatement la suite des affaires de la Commission intermédiaire, pendant que les directoires de district succédaient aux bureaux intermédiaires. Les modifications tant dans les circonscriptions administratives que dans les circonscriptions financières, amenèrent des difficultés qui, comme on le verra, causèrent des retards, notamment pour les recouvrements (2).

Le Conseil général du département se réunit dans sa session annuelle le 3 novembre 1790, en exécution de

---

(1) Voir le tableau des membres qui composent l'Assemblée administrative du département de la Meurthe et celui des membres du Directoire de ce département d'après un extrait du 2 août 1790 des procès-verbaux de cette Assemblée (Annexe V).

(2) La loi des 26 février-4 mars 1790 qui divise la France en 83 départements, partage le département de la Meurthe en districts. Ces districts ne se rapportent ni comme nombre ni comme étendue aux districts correspondants de l'ancienne province de Lorraine et Barrois.

Cette province comprenait en effet 12 districts et 15 recettes des finances (d'après une lettre du 28 novembre 1789 de la Commission intermédiaire au contrôleur général) [*Arch. dép.*, C. 533].

Le département de la Meurthe est composé de 9 districts : Nancy, Lunéville, Blâmont, Sarrebourg, Dieuze, Vic, Pont-à-Mousson, Toul et Vézelize.

Toutefois, les anciennes divisions relatives à la perception des impôts devaient subsister jusqu'à ce qu'il en serait autrement ordonné.



la proclamation du Roi du 21 septembre sur un décret de l'Assemblée nationale du 14 du même mois. La session dura du 3 novembre au 15 décembre.

Le compte rendu des opérations faites par le Directoire, présenté à l'assemblée générale du Conseil par le président Collenel, indique quelle était, au 4 novembre 1790, la situation de la contribution patriotique dans le département de la Meurthe.

Le président fait tout d'abord remarquer que la Commission intermédiaire de Lorraine et de Bar avait multiplié ses instructions aux municipalités qui avaient fait de nombreuses déclarations en corps au lieu d'en faire d'individuelles, que beaucoup d'entre elles offraient le prix de leurs bois, leurs deniers communs, « ce qui était intolérable », puisque les habitants affranchis de la contribution patriotique ou au moins de la déclaration, lorsqu'ils ont moins de 400 livres de revenu net, contribueraient dans la même proportion que les habitants aisés, puisqu'ils ont droit à une part égale dans la distribution des profits communaux.

Il constate ensuite que le Directoire a vu « le refroidissement du premier zèle », l'inexactitude des registres, la négligence des municipalités de campagne et qu'il a dû en informer dès le 11 septembre Amelot, commissaire du Roi à la Caisse de l'Extraordinaire, en lui faisant connaître également que la Commission intermédiaire n'avait pu lui remettre le bordereau général prescrit par les instructions, parce que les Bureaux des anciens districts de Boulay, Saint-Mihiel, Épinal et Mirecourt ne lui avaient pas encore envoyé leurs bordereaux particuliers, et qu'il pensait qu'il paraissait convenable de

« compléter ces états selon les anciens arrondissements de recette pour en former le bordereau général ».

De plus le Directoire a demandé une première fois par l'intermédiaire du procureur général syndic et a renouvelé ses instances le 16 octobre près des districts, pour obtenir le cahier général contenant la nomenclature des municipalités de chacun d'eux, dans l'ordre prescrit, pour obtenir en outre les bordereaux des rôles vérifiés dans leur arrondissement respectif de façon à lui permettre de former le bordereau général.

Le Directoire, en envoyant sa circulaire aux districts, leur a indiqué tous les moyens qui pourraient accélérer la marche de l'opération, assurer l'ordre et la promptitude dans le recouvrement et dans la comptabilité de la contribution patriotique, et ainsi permettre de former le plus tôt possible le bordereau général. De grands retards sont encore cependant à craindre par suite de la réunion des cotes par les municipalités et de l'augmentation des déclarations notoirement infidèles, et surtout en raison des pourvois formés devant les corps administratifs supérieurs à l'effet de faire réformer les premières décisions.

Le président pense que l'Assemblée de département devra décider que ces vérifications ne sont pas de nature à arrêter la perception de la contribution patriotique: qu'il conviendra en conséquence de mettre les premiers rôles en recouvrement et de former ensuite des rôles de supplément où seront comprises les déclarations tardives et les taxes d'office (1).

---

(1) Compte rendu par le président Collenel à la séance du

Ainsi, dans son rapport à l'Assemblée, le président Collenel avait bien précisé toutes les difficultés que rencontrait le fonctionnement de la contribution patriotique, et demandait en terminant que l'on fit tout pour en accélérer la rentrée.

Après le vote de la loi du 8 août 1790, la vérification des déclarations devenait nécessaire à bref délai. Les municipalités durent se mettre à l'œuvre et devinrent en quelque sorte juges du plus ou moins de loyalisme de leurs concitoyens.

Le Conseil général de Nancy, conformément à la décision du Corps municipal, se réunit le 9 octobre, afin de vérifier toutes les déclarations faites pour la contribution patriotique et à l'effet d'approuver celles qui lui paraîtraient conformes à la vérité et de rectifier celles qui seraient notoirement infidèles (1). Il estima qu'il convenait de nommer un commissaire dans chaque paroisse, et cette désignation fut faite séance tenante (2).

Le travail des commissaires étant achevé, le Conseil général de la commune procéda, en de nombreuses séances du 16 octobre au 15 novembre 1790, à la vé-

---

4 novembre 1790 de l'assemblée du Conseil du département de la Meurthe (*Arch. dép.*; registre des minutes des procès-verbaux des séances du Conseil du département, L. 67).

(1) Convocation du 9 octobre 1790 du Conseil général de Nancy pour la vérification des déclarations concernant la contribution patriotique (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 260).

(2) Nomination des commissaires chargés de vérifier dans chaque paroisse les déclarations pour la contribution patriotique, le 9 octobre 1790 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 262).

rification des déclarations et prononça 180 rectifications.

Les motifs des décisions indiqués au procès-verbal de chaque séance sont en général très brefs. Ils sont tirés le plus souvent de la notoriété publique, de l'appréciation de l'état de maison et des revenus de propriétés, d'emploi, de pensions, de bénéfices industriels. Il suffit de lire quelques-unes de ces décisions pour voir combien l'arbitraire pouvait jouer un rôle dans ces rectifications et combien les conseils généraux des communes, même les mieux intentionnés, pouvaient être amenés à commettre de graves erreurs (1).

---

(1) Quelques exemples, tirés des procès-verbaux de rectification des déclarations faites dans la ville de Nancy, permettent de se rendre compte de la façon dont les décisions du Conseil général de la commune étaient motivées :

« M. X... a déclaré qu'il paierait 700 livres; le Conseil général a estimé que M. X..., à raison de sa terre, de la pension dont il jouit et de l'état de sa maison qui annonce un revenu annuel de plus de 4.000 livres, devait être taxé à 1.000 livres, ce qui augmente sa déclaration de 300 livres. »

Puis d'autres :

« .... passant notoirement pour jouir d'au moins 6.000 livres de rente tant en fonds de terre que comme avocat à la chambre royale des consultations, le Conseil a cru devoir le taxer à 1.500 livres, ce qui augmente sa déclaration de 1.151 l. 12 s. »

« .... passant notoirement pour jouir d'au moins 1.000 livres de rentes pour fonds de terre toutes charges déduites..... »

« .... la notoriété étant qu'il jouit d'au moins 300 livres de rentes toutes charges déduites..... »

« .... vu la notoriété de sa fortune, de ses revenus industriels et territoriaux..... »

« .... à raison de la dotation du séminaire que la notoriété porte à plus de 5.000 livres de revenus..... »

« .... considérant que le sieur X... comme notaire gagne au

Le Conseil général, après avoir sursis à statuer sur trois affaires qui avaient été portées directement devant le Directoire de département, arrêta définitivement, le 30 novembre 1790, les opérations relatives à la vérification des déclarations (1).

Trois contribuables, en effet, MM. de Vioménil, lieutenant général des armées du Royaume, Duhoux de Dombasle et de Malvoisier, tous deux chanoines, avaient porté respectivement et directement une demande en réduction de leur offre pour la contribution patriotique, devant le Directoire du département de la Meurthe, qui, après avoir pris l'avis du Directoire de district de Nancy, avait statué les 22 août, 10 et 30 septembre 1790 (2). Le Conseil général de la commune, ayant eu à vérifier les déclarations de ces trois contri-

---

moins 1.200 livres par an, qu'il a des propriétés foncières et des facultés actives..... »

« .. . étant de notoriété qu'elle a eu de la succession de ses père et mère plus de 50.000 livres pour son lot..... »

Et d'autre part : « M<sup>lle</sup> X..., fille majeure, résidant chez M. de Bouvier, conseiller au Parlement, ayant omis de faire sa déclaration, le Conseil l'a taxée d'office à 400 livres. » — Procès-verbaux de vérification des déclarations pour la contribution patriotique de la ville de Nancy du 15 octobre au 15 novembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318. — *Arch. mun. de la ville de Nancy*, G 2, n° 1792).

(1) Délibération du Conseil général de la ville de Nancy du 30 novembre 1790 arrêtant les opérations relatives à la vérification des déclarations pour la contribution patriotique (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 307).

(2) Avis du Directoire du district de Nancy des 13 août et 23 septembre 1790 et délibérations du Directoire du département de la Meurthe des 22 août, 10 et 30 septembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

buables, fut fort embarrassé de prendre une décision en présence des solutions données par le Directoire de département. Aussi envoya-t-il, le 3 novembre, une adresse au Directoire, en lui faisant remarquer que, si les décisions du tribunal administratif étaient maintenues, les dispositions du décret du 8 août seraient éludées, puisque le Conseil général n'ayant pas été appelé à vérifier les réclamations, le Directoire n'avait pu, en conséquence, juger si les déclarations étaient exactes ou notoirement infidèles. Le Conseil le pria donc d'examiner les motifs qu'il invoquait avec d'autant plus de raison que des erreurs de fait avaient été commises dans ces affaires (1).

Le Directoire du département n'ayant fait aucune réponse, le Conseil général de la ville de Nancy demanda des instructions, le 4 décembre, à l'Assemblée nationale au sujet des pouvoirs des conseils généraux, relativement à l'établissement des cotes ayant trait à la contribution patriotique (2). Celle-ci envoya l'affaire à Amelot, qui, le 20 janvier 1791, après avoir reconnu grandement le zèle et le patriotisme du Directoire, lui fit remarquer, au sujet des délibérations des 22 août,

---

(1) Mémoire adressé le 3 novembre 1790 par les membres composant le Conseil général de la ville de Nancy au Directoire du département de la Meurthe (*Arch. mun. de la ville de Nancy*, série G 2, n° 1792).

(2) Délibération du Conseil général de la commune de Nancy du 3 décembre 1790 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 395). — Texte de l'adresse envoyé à l'Assemblée nationale par le Corps municipal de Nancy le 4 décembre 1790 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 4).



10 et 30 septembre, qu'il avait omis de faire remplir les formalités prescrites par les lettres patentes des 1<sup>er</sup> avril et 20 août, et l'invita, au nom du Roi, à réparer, le plus tôt possible, l'erreur commise et à renvoyer immédiatement les trois réclamants devant la municipalité de Nancy. Le Directoire du district serait ensuite appelé à nouveau à donner son avis, et le Directoire du département statuerait définitivement. C'est alors que le Directoire annula les décisions prises et l'affaire fut renvoyée au Conseil général de Nancy (1).

Celui-ci, en adressant sa requête à l'Assemblée nationale relativement aux affaires de Vioménil, Duhoux de Dombasle et de Malvoisier, profita de l'occasion pour consulter le Comité des impositions sur la façon dont il avait procédé lors de la vérification des déclarations pour la contribution patriotique. Cette demande de renseignements très intéressante montre dans quel esprit le Conseil a procédé aux vérifications et a motivé de la façon que nous avons vue les décisions qu'il a prises.

La loi l'ayant chargé de corriger les déclarations notoirement infidèles, le sens attaché à ces mots le mit longtemps dans l'embarras. « Il lui a été difficile, dit le texte de l'adresse, de définir ce que l'on entendait par la notoriété sur la fortune des citoyens.

« Le Conseil, dans ses opérations, s'est décidé, pour

---

(1) Lettre du 20 janvier 1791 d'Amelot aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 318). — Délibération du Directoire du département du 29 janvier 1791 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*, série G 2, n° 1792).

prononcer sur les contributions de cette ville, sur l'état de maison tenu par les citoyens, sur l'idée que le public avait de la fortune de chaque citoyen, en s'écartant de toute exagération sur ce point, mais en s'alignant sur les principes de morale et de sagesse bien connus de chaque contribuable.

« Il a toujours pensé qu'un homme qui avait toujours paru tenir une vie réglée et qui faisait une certaine dépense, lorsque la commune renommée lui accordait de la fortune, devait être considéré comme jouissant réellement des revenus que sa dépense habituelle indiquait. Encore pour ne pas s'égarer, on n'a jamais cherché à approcher l'idée la plus généralement répandue sur la fortune d'aucun citoyen.

« Jamais il n'y eut de vérification plus pénible que celle voulue par le décret du 8 août. On conçoit qu'elle a dû préparer à chaque membre du Conseil général de la commune qui s'est attaché à la loi, une foule d'ennemis.

« Le Conseil général ne peut trouver son indemnité sur ce point qu'autant que le Comité des impositions voudra bien lui apprendre si les mesures adoptées pour cette vérification ont été en tous points conformes au vœu des législateurs.

« On prie donc ces Messieurs d'exprimer leurs sentiments; c'est la consolation qu'on attend après avoir cherché à remplir ses devoirs avec le plus grand scrupule (1). »

---

(1) Adresse envoyée par le Corps municipal de Nancy à

Nous ne voyons pas de réponse de l'Assemblée nationale à cette question; il n'y en eut probablement pas; il ne pouvait guère y en avoir. Si l'Assemblée s'en était tenue à l'expression « notoirement infidèles », c'est que, vraisemblablement, elle avait voulu s'en remettre aux conseils généraux des communes du soin d'apprécier, selon les circonstances, ce que l'on pouvait comprendre comme élément de la notoriété publique.

Mais cette façon d'appliquer la loi devait amener bien des contradictions dans son interprétation. A Nancy même, tandis que le Conseil général de la commune puisait fréquemment dans la notoriété publique les motifs de ses décisions, le Directoire de district refusait de s'en servir, la considérant comme contraire au principe de la contribution patriotique.

On trouve en effet, dans une délibération du 4 décembre 1790 du district de Nancy, l'expression de sa manière de voir en cette matière.

On se rappelle que le législateur, ne voulant pas faire vérifier les déclarations des membres des conseils généraux des communes par eux-mêmes et les constituer ainsi juges et parties dans leur propre cause, avait décidé que ces déclarations seraient soumises à l'appréciation des directoires de district. Or, celui de Nancy, ayant eu à examiner les offres faites par les membres du Conseil général de cette ville, constata tout d'abord que le nombre des notables portés sur le

---

l'Assemblée nationale, le 4 décembre 1790 [précitée] (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 4).

tableau n'était que de 23 au lieu de 29 qui auraient dû s'y trouver, que de plus la majeure partie des offres était de beaucoup inférieure aux fortunes apparentes des déclarants, qui étaient pour la plupart des citoyens riches ou des négociants les plus en vue de la ville.

Mais constatant en même temps que la loi des 6-9 octobre 1789 constitutive du don patriotique défend, dans son article 3, de faire ni recherche ni inquisition, pour découvrir si les contributions sont conformes aux facultés, il déclare qu'il n'a pas cru pouvoir procéder à une augmentation « qui n'aurait pu être que très arbitraire et injuste, faute de base certaine ».

Quant aux décrets qui ont suivi celui du 6 octobre pour les taxes d'office ou la rectification des déclarations notoirement infidèles, il pense qu'ils s'en rapportent à la seule affirmation, puisqu'ils ne fixent pas les circonstances qui devaient faire considérer une déclaration comme évidemment insuffisante. Il croit que « les corps administratifs ne peuvent ajouter aux dispositions d'une loi fiscale, sans compromettre la réputation et le crédit d'une infinité de citoyens honnêtes auxquels une sévère économie et une industrie éclairée ont donné un air d'opulence qui cache les charges dont ils se trouvent grevés. Vouloir les forcer, sur la notoriété publique toujours incertaine, à augmenter le don patriotique, ce serait exiger leur bilan et s'écarter de l'intention manifeste des législateurs qui recommandent la plus grande confiance dans les sentiments d'honneur de la Nation française ».

En conséquence, après avoir entendu le procureur syndic, il décide que les déclarations des membres du

Conseil général de la commune de Nancy sont admises telles qu'elles ont été présentées; mais que le Conseil devra ajouter, dans le plus bref délai, les déclarations des six notables qui manquent au tableau (1).

Cette délibération montre que le Directoire du district de Nancy, sans tenir compte des modifications apportées au principe de la contribution patriotique, se refusait à surtaxer les déclarants dont les offres étaient inférieures, comme il le reconnaissait lui-même, à leur fortune apparente.

Mais les directoires de district, pour établir les rôles, avaient besoin de connaître les résultats des vérifications. Aussi durent-ils demander aux municipalités de leur envoyer immédiatement non seulement l'état de vérification et de taxation d'office qu'elles avaient établi, mais encore les états des déclarations des membres des conseils des communes pour les vérifier eux-mêmes.

C'est ainsi que le Directoire du district de Lunéville envoya, le 22 décembre 1790, une circulaire aux municipalités de son ressort, avec invitation de mettre la plus grande diligence à s'y conformer (2). Si la plupart d'entre elles envoyèrent les pièces demandées,

---

(1) Délibération du Directoire du district de Nancy du 4 décembre 1790 concernant la vérification des déclarations pour la contribution patriotique des maire, officiers municipaux, notables du Conseil général de la ville de Nancy, et tableau des offres faites par ceux-ci (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Lettre circulaire imprimée du 22 décembre 1790 du Directoire du district de Lunéville à la municipalité de... (*Arch. dép.*, L. 1308).

beaucoup invoquèrent, pour justifier ou le petit nombre des déclarants ou le chiffre peu élevé des déclarations, la disette résultant d'orages ou d'intempéries qui avaient détruit en grande partie les récoltes. Presque partout aussi la vérification des déclarations par les conseils généraux fit ressortir la bonne foi des contribuables (1).

Toutefois une question se posa et certaines municipalités furent embarrassées pour la résoudre. D'après la loi des 6-9 octobre 1789, tous ceux dont le revenu n'est que de 400 livres ne sont assujettis à aucune proportion et sont déclarés libres de fixer cette proportion selon leur volonté. Or, souvent, des habitants ne firent aucune offre. Pouvait-on les taxer d'office, bien qu'ils n'eussent qu'un revenu de 400 livres ou inférieur à cette somme?

La municipalité de Chavigny pose nettement la question au Directoire de Nancy. Elle expose que dans cette communauté il y a 90 feux et qu'il n'a été fourni que 42 déclarations. La plupart de ceux qui n'ont rien déclaré ont quelques biens, mais certainement moins de 400 livres de revenu. La taxation d'office est-elle possible (2)?

D'autres municipalités du district de Lunéville, notamment celles des communautés de Loromonzey, de Badménil, de Chenevières, tranchèrent la question

---

(1) Procès-verbaux des vérifications des déclarations faites dans les communautés du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308, 1309).

(2) Procès-verbal de vérification de déclarations du 1<sup>er</sup> décembre 1790 de la communauté de Chavigny (*Arch. dép.*, L. 1590).



sans hésitation et imposèrent des habitants même pour des sommes qui impliquaient l'indigence. Car, si à Loromonzey, Dominique Vosgien et Joseph Arnould sont taxés respectivement à 6 livres et à 3 livres de France, à Badménil on taxe Charles Renard à 24 sols; à Chenevières, Claude Marchand devra payer 1 livre 16 sols et Claude Georges et Jean-Joseph Gabillot chacun 12 sols. Si l'on songe que la contribution patriotique se payait en trois termes, on voit que certains étaient taxés à 4 sols par année (1).

Mais dans de nombreux procès-verbaux envoyés par les communautés, notamment des districts de Nancy et de Lunéville, on remarque que les municipalités de ces communes ont décidé le plus souvent qu'aucune taxation d'office ne devait être prononcée à l'égard des habitants qui n'avaient pas 400 livres de revenu (2).

Si le fonctionnement de la contribution patriotique était sans cesse retardé, ce n'était pas seulement par suite de la mauvaise volonté de certaines municipalités,

---

(1) Procès-verbaux de vérification de déclarations des 10 janvier et 6 janvier 1790 des communautés de Loromonzey et de Chenevières. — Lettre du 2 janvier 1791 des officiers municipaux de Badménil au Directoire du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

(2) La solution de cette question ne fut pas donnée directement; mais elle résulte de la jurisprudence du Directoire du département de la Meurthe qui décida, à de nombreuses reprises, qu'il y avait lieu d'accorder décharge de la contribution patriotique lorsque le réclamant n'avait que 400 livres de revenu ou une somme inférieure à ce chiffre. Il faisait remarquer toutefois qu'aux termes de la loi des 6-3 octobre 1789, le réclamant était tenu de faire une offre dont il était maître d'ailleurs de fixer la quotité.

de la situation précaire de nombreux habitants et des modifications survenues dans l'administration, mais encore par suite de difficultés que n'avaient résolues ni la loi des 6-9 octobre 1789, ni celles des 27 mars-1<sup>er</sup> avril et 8-20 août 1790. Aussi l'Assemblée nationale avait-elle dû régler, dans la loi des 25-31 octobre, comme nous l'avons vu, la question si importante dans le département de la Meurthe, des déclarations faites en commun et la situation, au point de vue de la contribution patriotique, des membres des établissements religieux dont la déclaration collective ne vaudrait que pour le premier terme, et qui seraient tenus de faire chacun individuellement une déclaration, à raison du traitement qui leur aurait été accordé, pour les deux tiers restant à courir.

Cette loi, qui ne fut transcrite dans les registres du département de la Meurthe que le 2 décembre, fut communiquée aussitôt après par les administrateurs du département aux administrateurs des districts, avec invitation de mettre la plus grande diligence à son application (1).

A Nancy, le texte de la loi fut remis le 15 décembre au Corps municipal qui, le lendemain même, nomma deux commissaires pour veiller à son exécution (2), et,

---

(1) Lettre circulaire du 3 décembre 1790 des administrateurs du département de la Meurthe aux administrateurs du district de.... (*Arch. dép.*, L. 1308, 1890, 1059).

(2) Délibération du 16 décembre 1790 du Corps municipal de la ville de Nancy portant nomination de deux commissaires chargés de veiller à l'exécution de la loi des 25-31 octobre 1790 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 24).

le 18 avril 1791, M. Malglaive faisait un rapport sur son application aux ordres religieux de cette ville (1). Il fut alors décidé que les religieux tant séculiers que réguliers, ainsi que les religieux ci-devant mendiants seraient tenus de faire leur déclaration dans la quinzaine, passé lequel délai, ils seraient taxés d'office, et, d'autre part, que les Chartreux de Bosserville et les Bernardins de Clairlieu seraient taxés par la municipalité qui a été déléguée par le district pour faire chez eux l'inventaire prescrit par la loi ; enfin, que les religieuses qui jouiraient d'un traitement de plus de 400 livres devraient être taxées pour leur contribution patriotique.

Après une demande faite au Directoire du district de Nancy de l'état des prêtres religieux ou des religieuses pensionnés par l'État, qui doivent acquitter la contribution patriotique (2), le Conseil général vérifia les déclarations qui furent faites. Des solutions furent données dès le 7 juillet 1791, mais c'est surtout dans le procès-verbal de vérification commencé le 3 août et fini le 10 septembre, et dans celui du 11 octobre 1791 que l'on peut constater que le Conseil général base surtout ses décisions, soit sur l'aveu des déclarants,

---

(1) Rapport du 18 avril 1791 de M. Malglaive sur l'application de la loi des 25-31 octobre 1790 aux ordres religieux de la ville de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 285).

(2) Demande du 15 juin 1791 du Corps municipal de Nancy au Directoire du district de Nancy de l'état des religieux ou religieuses pensionnés par l'État et qui doivent acquitter la contribution patriotique (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, V, 57).

soit sur la notoriété publique prise comme moyen d'information (1).

Pour satisfaire à une demande d'Amelot, commissaire du Roi à la Caisse de l'Extraordinaire, le Directoire du département demanda aux directoires de district de lui fournir un état supplémentaire des déclarations qui avaient été faites, soit par les ci-devant religieux, aux termes de l'article 1 du décret du 25 octobre 1790, soit par les nouveaux fonctionnaires publics, et des rectifications et additions qui ont dû résulter des dispositions de l'article 4 de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1791.

Les directoires de district durent donc s'adresser aux municipalités pour pouvoir fournir les renseignements demandés, car, comme il résulte en particulier de la circulaire envoyée par le Directoire du district de Lunéville, plus d'une avait négligé d'envoyer les doubles de ces nouvelles déclarations, vérifications et additions.

Le Directoire de Lunéville invita donc les municipalités à lui adresser, soit les doubles de ces états supplémentaires, soit des certificats négatifs (2). Il reçut le

---

(1) Procès-verbaux de vérification des déclarations des religieux et religieuses par le Conseil général de la ville de Nancy des : 7 juillet 1791 (*Arch. mun.*, reg. V, 70), 6 août 1791 (*Arch. mun.*, reg. V, 98), du 3 août au 10 septembre 1791 et 11 octobre 1791 (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre d'Amelot au Directoire du département de la Meurthe et lettre du département au Directoire du district de Lunéville mentionnées dans la circulaire imprimée du 18 avril 1792 des administrateurs du Directoire du district de Lunéville à la municipalité de..... (*Arch. dép.*, L. 1309).

plus souvent des certificats constatant qu'aucune déclaration nouvelle n'avait été faite dans la commune depuis que le rôle primitif avait été mis en recouvrement. Quelques communautés cependant lui envoyèrent des états contenant des déclarations nouvelles, principalement celles d'ecclésiastiques qui avaient sur-sis jusqu'alors à faire des déclarations individuelles (1).

Mais, en même temps que se faisaient les vérifications par les conseils généraux des communautés et les déclarations supplémentaires, on aurait dû procéder à la confection des rôles et ensuite à celle des bordereaux. D'ailleurs, les retards dans les offres avaient amené des retards corrélatifs dans les opérations qui en devaient être la suite ; et le contrôleur général qui avait hâte de connaître les progrès de la contribution patriotique, adressait, coup sur coup, au Directoire du département, des instructions qui parvinrent sous forme de circulaires, successivement aux directoires de district et aux municipalités.

Dans une lettre, en date du 12 octobre 1790, Amelot avait rappelé au Directoire du département que la formation triple des bordereaux de tous les rôles vérifiés était indispensable, de même que l'envoi immédiat des bordereaux généraux ; d'une part, parce qu'il s'était glissé une foule d'erreurs dans ceux qui avaient été adressés par les anciennes administrations, et d'autre

---

(1) Etats supplémentaires de déclarations nouvelles ou certificats négatifs envoyés par les communautés du district de Lunéville en exécution de la circulaire du 18 avril 1792 (*Arch. dép.*, L. 1309).

part, parce qu'il y avait eu des variations en plus ou en moins dans les sommes d'abord offertes par chaque municipalité. Il demandait donc l'établissement de nouveaux bordereaux vérifiés scrupuleusement et l'envoi aussi prochain que possible d'un bordereau général, de façon à lui permettre de renseigner l'Assemblée nationale (1).

Le Directoire du département avait, à son tour, envoyé une lettre circulaire aux directoires de district, dans laquelle il leur transmettait les demandes d'Amelot et leur faisait connaître que, si quelques municipalités avaient négligé de présenter leurs registres à la vérification, l'absence de quelques rôles ne devait pas empêcher l'envoi des bordereaux de ceux qui avaient été vérifiés. Quant aux rôles tardifs, les directoires de district auraient à fournir des bordereaux de supplément, dans lesquels on comprendrait le produit des rectifications ordonnées pour les déclarations notoirement infidèles. Le Directoire du département donne ensuite des instructions pour éviter toute erreur résultant des noms ou surnoms des communautés, et des modifications qui ont pu survenir dans les circonscriptions administratives et de recette des finances. Il les invite enfin à mettre toute diligence possible dans l'envoi des bordereaux qu'il réclame (2).

En réponse à cette circulaire, le Directoire du dis-

---

(1) Lettre du 12 octobre 1790 d'Amelot à MM. du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Lettre circulaire du 26 octobre 1790 du Directoire du département de la Meurthe à MM. les administrateurs du Directoire de district de.... (*Arch. dép.*, L. 1308, 1590).



trict de Lunéville fait connaître que le Bureau intermédiaire de l'ancien district a adressé à la Commission intermédiaire les bordereaux partiels des rôles vérifiés, et le 27 juillet, le bordereau général de tous les rôles fournis; mais il signale que les procureurs syndics des anciens districts désirent la nomination d'un commissaire qui prenne au nom de l'administration actuelle les papiers de leurs archives. Il fait savoir en outre que le procureur syndic de Lunéville a passé aux directoires des districts voisins l'état et le montant des rôles de la contribution patriotique des communes de l'ancien district qui sont actuellement de leur ressort et qu'il attend un état semblable de chaque district intéressé. Il ajoute que, aussitôt que possible, il se mettra en mesure d'appliquer les instructions données (1).

Amelot, en réponse à une lettre du Directoire du département, le remercie d'avoir donné des instructions, mais insiste de nouveau et très fortement pour recevoir le bordereau général dont il a le plus pressant besoin (2).

Une lettre circulaire fut alors envoyée aux districts par le Conseil du département de la Meurthe, les invitant à ne plus ménager les municipalités en retard qui n'auraient pas satisfait à leur demande. « Il faudra recourir, dit la circulaire, au moyen qui est indiqué par

---

(1) Lettre du 11 novembre 1790 du Directoire du district de Lunéville au Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 1308).

(2) Lettre du 25 novembre 1790 d'Amelot aux administrateurs du Directoire et procureur général syndic du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

l'article 5 de la loi des 8-20 août dernier, qui veut que les directoires de district dressent d'office les rôles de la contribution patriotique dans les municipalités négligentes : peut-être que la crainte de la responsabilité déterminera une activité que le devoir et l'amour du bien n'ont pu animer (1). »

Dans des lettres toujours plus pressantes, Amelot réclame encore, le 12 et le 18 décembre, l'envoi du bordereau général, tout en approuvant les mesures prises par le département, et le 6 février 1791, ayant reçu enfin le bordereau demandé, il ne désire pas moins les bordereaux détaillés, formés par chaque district, qui lui sont indispensables pour faire reporter chaque municipalité, et le montant par année de sa contribution, sur les bordereaux généraux d'assiette qui se rédigent dans ses bureaux. Puis il ajoute que le département de la Meurthe est du très petit nombre de ceux qui ne se sont pas mis en règle à cet égard et que cette omission arrête « l'ensemble du travail immense qu'occasionne la formation de cet état général (2) ».

Ces instructions d'Amelot amenèrent pour leur exécution une correspondance assez suivie entre les administrateurs du département et les directoires de district. Cette correspondance montre que souvent les retards

---

(1) Lettre circulaire du 3 décembre 1790 du Conseil du département de la Meurthe au Directoire du district de..... (*Arch. dép.*, L. 314, 1308, 1590, 1890).

(2) Lettres des 12 et 18 décembre 1790 et 6 février 1791 d'Amelot aux administrateurs du Directoire de département (*Arch. dép.*, L. 314 et 316).

ne provenaient que d'erreurs résultant de fausses désignations, de noms de fermes ou de censes pris pour des noms de communes, et d'autres méprises semblables (1).

Malgré les demandes réitérées des directoires de département et de district, l'assiette de la contribution patriotique ne s'établissait pas sans difficulté et les procès-verbaux de l'Assemblée nationale des 12 janvier et 18 juillet 1791 nous donnent des indications précieuses sur l'ensemble de la situation à ces époques.

Nous trouverons de même, tant dans la correspondance des ministres des contributions publiques Clavière et Destournelles, que dans les états de situation des districts de la Meurthe, ce qu'on avait recouvré sur la contribution patriotique dans ce département et ce qu'on pouvait encore en attendre. Les chiffres relevés permettent d'apprécier la suite des progrès de cette contribution.

A la séance du 12 janvier 1791, Le Couteulx de Cantelau donne lecture à l'Assemblée nationale d'une lettre d'Amelot, dans laquelle le commissaire du Roi à la

---

(1) Lettre du 22 décembre 1790 du Directoire du département au Directoire du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

Lettre du 31 décembre 1790 du Directoire du district de Vézelize au Directoire du département (*Arch. dép.*, L. 316).

Lettre du 18 mars 1791 du Directoire du département au Directoire du district de Lunéville et réponse du 26 mars (*Arch. dép.*, L. 1308).

Lettre du 12 octobre 1791 du Directoire du département au Directoire du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

Caisse de l'Extraordinaire présente un état de situation de la contribution patriotique à ce moment (1).

D'après le relevé des déclarations, indiqué dans les tableaux établis primitivement par généralité et pays d'états, le montant total est de 107.690.891 livres. Depuis la nouvelle organisation administrative, les résultats ne sont plus établis d'après les déclarations, mais d'après les bordereaux d'assiette.

Les tableaux joints à la lettre d'Amelot font ressortir qu'au 31 décembre 1790, sur 44.828 municipalités, 13.454 ont fourni des bordereaux et que 31.374 sont en retard; que 36 départements n'ont rien fourni, que 24 sont à peu près en règle; qu'enfin, 23 ont envoyé des bordereaux ou sont prêts à en envoyer (2).

Spécialement, pour le département de la Meurthe, on peut constater que, bien que le commissaire du Roi ait adressé, depuis la circulaire du 12 octobre, trois lettres (12 octobre, 25 novembre et 18 décembre), au Directoire de ce département, celui-ci ne lui a encore

---

(1) Séance de l'Assemblée nationale du 12 janvier 1791 (*Arch. parl.*, série I, t. XXII, p. 155 et s.).

(2) État de situation par département de la contribution patriotique du Royaume au 31 décembre 1790, présenté en trois tableaux par le commissaire du Roi à la Caisse de l'Extraordinaire. Annexe au procès-verbal de la séance du 12 janvier 1791 (*Arch. parl.*, série I, t. XXII, p. 158 et s.).

D'après les indications données par Amelot, on peut voir que ce sont principalement les départements de l'Ouest et du Sud-Est qui n'ont encore fourni aucun bordereau, tandis que ceux du Nord-Est, du Centre et du Sud-Ouest sont plus généralement en règle.

Le département de la Meurthe est cependant au nombre de ceux qui n'ont pas encore fourni de bordereaux.

rien envoyé, mais qu'il a annoncé que le district de Nancy est en règle et qu'il insiste auprès des autres directoires de district pour qu'ils lui envoient leurs bordereaux.

Le 18 juillet 1791, Le Couteulx de Cantelau lit à l'Assemblée une nouvelle lettre d'Amelot. D'après les indications fournies par le commissaire du Roi, les opérations relatives à la confection des rôles continuent à avancer. Au mois de mars, les rôles mis en recouvrement étaient au nombre de 22.646, s'élevant à la somme de 102.318.083<sup>1</sup>4<sup>s</sup>8<sup>d</sup>. Actuellement, ils sont de 28.273 et doivent produire 120.397.562<sup>1</sup>19<sup>s</sup>7<sup>d</sup>.

Il a été recouvré jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, 44.236.574<sup>1</sup>16<sup>s</sup>11<sup>d</sup>, et il reste encore 14.094 rôles à vérifier.

Amelot, dans sa lettre, fait encore remarquer que si certains départements n'ont pas fourni de bordereaux, ce résultat tient uniquement aux retards que les municipalités apportent à se mettre en règle malgré le zèle déployé par les administrateurs des départements (1).

Plus tard, le ministre des contributions publiques Clavière constatait, d'après les états fournis, qu'il y avait encore dans le département de la Meurthe, le 24 mars 1793, trente-six municipalités qui n'avaient pas envoyé leur rôle pour la contribution patriotique (2); et le

---

(1) Séance de l'Assemblée nationale du 18 juillet 1791 (*Arch. parl.*, série I, t. XXVIII, p. 397).

(2) Lettre du 24 mars 1793 de Clavière, ministre des contributions publiques, aux administrateurs du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).

17 juillet 1793, le ministre Destournelles, voyant que le nombre des communes retardataires ne s'était pas modifié, invitait le Directoire du département à prendre les mesures les plus pressantes vis-à-vis des directoires des districts où il se trouvait des municipalités en retard (1).

Les rôles de 1793 portent le montant des déclarations et des taxes d'office, dans le département de la Meurthe, à 1.366.826<sup>l</sup> 2<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> (2). Mais ce chiffre a pu se trouver encore augmenté postérieurement par l'addition de sommes portées sur des rôles supplémentaires.

---

(1) Lettre du 17 juillet 1793 de Destournelles, ministre des contributions publiques, aux administrateurs du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).

(2) États de situation de la contribution patriotique dans les différents districts du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).

---



## SECTION II

*Demandes en réduction ou décharge.**Procédure et Contentieux.*

Le décret du 6 octobre 1789 avait établi la base de la contribution patriotique sur la déclaration volontaire. La conscience du contribuable était alors son seul juge.

Mais lorsque des lois nouvelles eurent établi d'abord la taxation d'office pour les non-déclarants, et ensuite la vérification pour les déclarations notoirement infidèles, un recours contre l'arbitraire ou même contre certaines interprétations de la loi, devint de plus en plus nécessaire.

Le décret du 30 juin 1790 l'avait déjà établi ; ce fut le décret du 8 août qui l'organisa.

Dès lors, un contentieux pour les réclamations en matière de contribution patriotique va exister.

Le contribuable qui n'accepte ni la taxation d'office, ni l'augmentation de sa soumission par la municipalité de son domicile, adresse un mémoire écrit au Directoire du district, en indiquant l'objet et les motifs de sa réclamation. Ce Directoire rend alors une ordonnance de soit communiqué à la municipalité qui a fait la vérification, et l'invite en même temps, à fournir ses réponses et ses observations. Dès que ces réponses sont arrivées au greffe du Directoire de district, celui-ci prend connaissance des pièces du dossier, entend le procureur syndic en ses conclusions, et les adresse dans la huitaine, avec son avis, au Directoire du départe-

tement, qui statue définitivement, après avoir entendu le procureur général syndic (1).

Les décisions qui furent prises par le Directoire du département de la Meurthe indiquent quelle application il a faite des dispositions légales concernant la contribution patriotique, et leur ensemble montre quelle a été la jurisprudence en cette matière dans ce département (2).

Les principales difficultés qui se présentèrent furent relatives :

1° Aux personnes soumises à la contribution patriotique ;

2° Aux revenus imposables et au calcul de ces revenus ;

3° Aux déclarations collectives, aux erreurs et aux doubles emplois ;

4° A la procédure ;

5° Au paiement.

#### *Personnes soumises à la contribution patriotique.*

En principe, tous les citoyens y étaient soumis. En étaient seuls exceptés, les ouvriers et journaliers sans propriétés.

Mais la loi ne parlait pas des étrangers. Devaient-ils payer cette contribution ? Le Directoire du district de Lunéville se prononça pour la négative.

---

(1) Un décret du 6 juin 1790 avait déjà chargé les directoires de département de statuer sur les contestations en matière d'impôts directs.

(2) On remarquera que, dans l'étude du contentieux relatif à la contribution patriotique dans le département de la Meurthe,

Une dame Mauricius, de nationalité étrangère, habitait Lunéville, tandis que son mari résidait dans le Holstein; elle avait été taxée d'office à 100 livres par la municipalité, parce qu'ayant un revenu en rapport avec cette taxe, elle jouissait, de plus, de tous les avantages accordés aux citoyens.

Mais le Directoire, « considérant que la contribution patriotique est un don que font les membres au corps de la Nation; que pour y être assujetti, il faut être membre et tenir par la racine à la Patrie; que la dame Mauricius, née étrangère, femme d'un étranger, n'a dans le Royaume qu'un domicile emprunté; que son mari peut la rappeler à lui à chaque instant; que son domicile de droit est celui de son mari; qu'on ne pourrait pas exiger d'elle, non plus que des autres étrangers qui séjournent en France, le serment patriotique; qu'il serait même impolitique de les fatiguer à cet égard; que, dès qu'on ne peut les obliger d'être citoyens par le serment, on ne peut les obliger non plus d'être membres de la Nation, ni par conséquent de lui faire un don..... »; mais que, si l'étranger ne doit pas la contribution patriotique, il doit cependant être soumis à la taille personnelle qui est destinée à faire les frais de la protection sous laquelle vivent tous les habitants du Royaume; en conséquence, il estime que la dame Mauricius doit être déchargée de la contribu-

---

souvent nous ne rappelons que les avis des directoires de district. C'est qu'en effet nous n'avons pu trouver de décisions du Directoire du département corrélatives à tous ces avis, soit parce que les réclamants auraient jugé convenable de retirer leur demande, soit pour toute autre cause.

tion patriotique, mais qu'elle doit être soumise à la taille personnelle (1).

Cet avis du Directoire de Lunéville indique bien la distinction qu'il faisait entre la contribution patriotique, véritable don à la patrie par les citoyens, et la taille personnelle, qui représentait la part de sécurité à laquelle avaient droit tous ceux qui, à un titre quelconque, habitaient le Royaume.

*Revenus imposables et calcul de ces revenus.*

Mais la question la plus importante qui devait naturellement se poser devant la juridiction contentieuse, était relative aux revenus imposables et surtout au calcul du montant de ces revenus.

Si la loi avait pu déterminer les revenus imposables et les charges à en déduire, elle avait dû laisser un vaste champ aux contestations au sujet de leur évaluation.

L'article 1 de la proclamation du 14 janvier 1790 et l'article 2 du décret du 27 mars établirent la liste des revenus soumis à la contribution patriotique. La solde des troupes en fut exceptée. Néanmoins se posa devant le Directoire du district de Toul, la question de savoir si le militaire qui a fait une offre relativement à sa solde, peut, une fois cette offre faite, être dispensé de la contribution patriotique par application de l'article 2 de la loi du 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1790.

---

(1) Avis du Directoire du district de Lunéville du 11 décembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

Le sieur Dominique Daulnoy, brigadier des gardes du corps du Roi, avait fait une soumission de payer 400 livres pour sa contribution patriotique; mais, ayant absorbé son patrimoine et n'ayant guère plus que sa solde, il demanda à être déchargé de son offre. Le Directoire du district de Toul, considérant que le sieur Daulnoy n'a plus 400 livres de revenus en dehors de sa solde; que ses appointements, suivant l'article 2 du décret de l'Assemblée nationale du 27 mars 1790, ne sont pas compris dans les revenus assujettis à la contribution patriotique; que dès lors, il n'y a pas lieu de maintenir l'offre du réclamant, même au cas où il aurait été persuadé, au moment où il l'a faite, que ses appointements devaient servir à en établir le montant, estime qu'il y a lieu de le décharger de sa soumission et de faire défense de le poursuivre en paiement de la somme de 400 livres à laquelle il l'a portée (1).

La question du quantum du revenu avait déjà été, pour les conseils généraux des communes, la cause de bien des embarras, lorsqu'il s'était agi de vérifier les déclarations ou de taxer d'office, et il avait fallu recourir souvent à la commune renommée, que le législateur paraissait avoir admise comme élément d'appréciation, quand la déclaration était notoirement infidèle. Car, si les revenus tirés des biens-fonds, des rentes ou appointements ou d'autres ressources semblables pouvaient être relativement faciles à évaluer, il n'en était

---

(1) Avis du Directoire du district de Toul (*Arch. dép.*, L. 318).

pas de même pour les revenus du commerce ou de l'industrie.

Aussi, certains districts répugnèrent-ils à se servir de la notoriété publique, se basant tout à la fois, sur les incertitudes que devait amener cette sorte d'information et sur l'esprit de la loi fondamentale des 6-9 octobre 1789, qui déclarait qu'il n'y aurait aucune recherche inquisitoriale.

C'est ainsi que le Directoire du district de Nancy, appelé à juger les réclamations relatives aux surtaxes et aux taxes d'office, imposées par la municipalité de Nancy, donne dans les considérants d'une délibération en date du 27 décembre 1790, les motifs qui déterminent sa décision : « Considérant, dit-il, que le décret du 6 octobre 1789 (art. 3) veut qu'il ne soit fait ni recherche ni inquisition pour découvrir si les déclarations de contribution patriotique sont conformes aux facultés, ce qui ôte tout moyen d'avoir une base certaine, sans laquelle il est dangereux qu'on ne se livre à l'arbitraire et qu'on ne devienne injuste; que le décret qui ordonne aux municipalités de rectifier les déclarations de contribution patriotique ne porte pas qu'elles rectifieront celles qui leur paraîtront, mais celles qui seront notoirement infidèles; qu'il n'y a aucune règle déterminée, d'après laquelle on puisse juger cette notoriété suffisamment acquise; que les présomptions ne doivent pas tenir contre l'assertion de citoyens connus d'ailleurs pour être honnêtes; que la raison, la justice et l'intérêt public, de concert avec la loi, s'opposent à ce qu'on oblige les citoyens à donner un état de leurs affaires, ce qui compromettrait



le crédit d'une infinité de citoyens » ; et il estime en conséquence, que, lorsqu'il y a incertitude, les offres doivent être maintenues (1).

On voit ainsi que le Directoire du district de Nancy n'entendait pas accorder à la notoriété publique la force d'une preuve, et qu'il préférerait admettre des offres, même paraissant insuffisantes, plutôt que de maintenir des surtaxes et des taxes d'office basées sur une opinion le plus souvent vague et incertaine (2).

D'ailleurs, lorsqu'un contribuable surtaxé voulait établir sa bonne foi et la véracité de sa déclaration sur des preuves, il se trouvait dans une situation difficile. En présentant le tableau de sa fortune, il pouvait bien justifier de son avoir ; mais il lui était impossible d'établir qu'il ne possédait pas le revenu pour lequel il était imposé ; en un mot, il ne pouvait faire de preuve négative.

C'est alors que certains directoires de district, estimant qu'il ne serait pas équitable de demander à un contribuable une preuve qu'il ne pouvait fournir, trouvèrent le moyen de lui rendre justice en étendant la disposition de l'article 7 du décret du 27 mars 1790. Ils admirent en effet que, si la déclaration avec vérité

---

(1) Avis du Directoire du district de Nancy du 27 décembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) C'est ainsi que dans plusieurs de ses avis le Directoire du district de Nancy estime que les offres de telle ou telle personne doivent être maintenues « attendu qu'on ne connaît pas sa fortune » ou « attendu que le commerce ne donne aucune notoriété certaine ». — Délibérations du Directoire du district de Nancy des 27 et 28 décembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

pouvait être substituée à la taxation d'office, à plus forte raison, elle devait valoir contre de simples allégations des municipalités.

Ainsi, le Directoire du district de Nancy « estime que la condition de ceux qui ont fait des déclarations ne doit pas être pire que celle des citoyens qui n'en ont pas fait; que le décret du 27 mars, sanctionné le 1<sup>er</sup> avril 1790, doit être applicable aux uns comme aux autres; que le réclamant doit être déchargé de la surtaxe prononcée, en affirmant, conformément à l'article 7 dudit décret, que la déclaration par lui faite, antérieurement à ladite taxation, est dans la proportion fixée par les décrets des 6 octobre 1789 et 27 mars 1790, laquelle affirmation sera prêtée par devant un administrateur du district qui sera nommé, vu la suspicion de la municipalité (1) ».

Le même Directoire, dans une affaire Antoine-Benoit Cachedenier, après avoir rappelé que, conformément à la loi des 6-9 octobre 1789, un contribuable doit faire distraction sur son revenu ou traitement, des rentes qu'il paie, avant de faire sa déclaration, parce que ce revenu ou ce traitement est spécialement affecté au paiement des rentes et peut être saisi, ajoute : « considérant aussi que ne pouvant avec justice exiger d'un contribuable qu'il justifie par pièces authentiques et probantes à quoi se portent ses dettes, attendu la difficulté qui résulte pour un débiteur de prouver quels sont ses créanciers qui peuvent n'avoir de lui que des

---

(1) Avis donné dans de nombreuses délibérations du Directoire du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 318).

billets qui ne sont point aux mains du pétitionnaire, il paraît équitable de s'en rapporter à la déclaration du contribuable en la lui faisant affirmer, ainsi qu'il est prescrit par l'article 7 de la loi du 1<sup>er</sup> avril 1790 (1). » Le Directoire du district de Nancy établit donc nettement, que dans l'impossibilité de connaître les dettes d'un contribuable qui doivent être déduites d'un revenu même connu, il est équitable et légal de s'en rapporter uniquement à sa déclaration faite avec affirmation de sincérité (2).

Cette manière de voir du Directoire du district de Nancy, était du reste celle du Directoire du département qui, ainsi que l'on peut en juger par deux décisions rappelées dans des procès-verbaux de séances du Corps municipal de Nancy, en date des 18 décembre 1790 et 11 août 1791, avait accordé des décharges pour leur

---

(1) Avis du Directoire du district de Nancy du 27 avril 1792 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Cette déclaration qui valait preuve, était faite habituellement devant le Corps municipal de la commune. Elle avait un caractère solennel et, si elle n'était pas un serment, elle en tenait lieu, ainsi qu'on en peut juger d'après un procès-verbal dressé le 18 décembre 1790 par le Corps municipal de Nancy :

« Le Directoire du département ayant déclaré que l'offre faite par le sieur Pirard de la somme de 18 livres pour sa contribution patriotique serait acceptée et qu'il serait déchargé de la taxe à lui imposée par la municipalité en affirmant par-devant elle que l'exposé en son placet est sincère et véritable, après quoi annotation en serait faite en marge du rôle; ledit sieur Pirard étant entré en la chambre du Conseil y a prêté le serment mis à sa charge. » — Procès-verbal de la séance du 18 décembre 1790 du Corps municipal de la ville de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 26).

contribution patriotique à certains contribuables, en les renvoyant devant la municipalité pour affirmer que leurs déclarations étaient sincères et véritables (1).

Mais, quelquefois, les directoires de district basaient, en cas de doute, leurs avis, sur des motifs tirés de l'intérêt général. Ainsi, le Directoire de Vézelize ayant à apprécier une demande formée par l'exécuteur testamentaire du sieur de Beauveau ci-devant prince de Craon, tendant à la décharge d'une somme de cinquante louis qui restait due sur sa contribution patriotique, estime « que les besoins de la Nation devant l'emporter sur toutes considérations humaines » et que la prétention paraissant hasardée, il n'y a pas lieu d'accueillir favorablement la demande (2).

Si la loi avait établi sur quels revenus la contribution patriotique devait porter, des doutes s'étaient élevés sur le paiement de cette contribution par les fonctionnaires relativement à leurs appointements. Quelle était leur situation à cet égard ? Le Directoire du district de Blâmont, et après lui le Directoire du département, décidèrent qu'il faut distinguer. Si le fonctionnaire, juge, administrateur ou autre pensionnaire public, a fait une déclaration contestée, il n'est tenu, s'il n'a pas payé, qu'à la retenue de la somme offerte et, s'il a payé, qu'à la production de sa quittance. S'il n'a pas fait de

---

(1) Procès-verbaux des séances du Corps municipal de la ville de Nancy du 18 décembre 1790 et du 11 août 1791 (*Arch. mun. de la ville de Nancy*, III, 26, et V, 107).

(2) Avis du Directoire du district de Vézelize du 3 juin 1791 (Registre de pétitions et arrêtés relatifs aux contributions ; district de Vézelize, p. 21 verso) (*Arch. dép.*, L. 311).

déclaration, il devra subir la retenue du douzième de son traitement ou de sa pension jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de la loi sur la déclaration (1).

Mais comment devait être calculé, au point de vue de la contribution patriotique, un revenu viager ? Une dame veuve de Langhac, qui avait prêté à fonds perdus à plusieurs particuliers de Nancy une somme de 200.000 livres à 8 %, prétendait que ce revenu n'était pas le revenu réellement imposable. Le Directoire du département de la Meurthe lui donna raison et dans les considérants de sa délibération, il déclara : « qu'une vente à fonds perdus renferme tout à la fois une partie de ce fonds et le revenu ordinaire du même fonds ; que prendre sur les deux objets cumulés par l'effet du viager pour payer la contribution patriotique, ce serait entamer le bien même, tandis qu'il n'y a que le revenu qui doit payer. » Le Directoire tire argument de la loi du 7 juin 1791, qui établit que l'imposition sur les rentes ne doit être prise que sur le revenu ordinaire, et de l'article 2 de la loi des 6-9 octobre 1789, qui fixe le taux de la contribution patriotique au quart du revenu dont chacun jouit, déduction faite des charges foncières, impositions, etc. Comme le revenu dont chacun jouit est le revenu ordinaire, c'est sur ce revenu seulement que doit porter la contribution (2).

---

(1) Avis du Directoire du district de Blâmont du 7 octobre 1791. — Délibération du Directoire du département du 14 novembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Délibération du Directoire du département du 20 juin 1792 (*Arch. dép.*, L. 318).

Les déclarations une fois faites, il se produisit souvent des modifications dans les fortunes. Certains contribuables virent leurs revenus supprimés tout à fait. D'autres, moins atteints, n'en perdirent qu'une partie. Ils demandèrent pour ces raisons soit une annulation, soit une diminution des offres primitives. Les directoires admirent ces prétentions, lorsqu'elles étaient prouvées et lorsqu'elles avaient pour motif l'indigence, les infirmités, les charges de famille, etc. Il en fut de même lorsque les revenus vinrent à diminuer par perte de position, perte de droits féodaux et autrement (1). Les directoires de district, et après eux, le Directoire de département, n'hésitèrent pas à décharger les contribuables ou à réduire le montant de leur contribution, mais seulement pour les termes à échoir (2).

---

(1) Avis du Directoire du district de Pont-à-Mousson du 10 janvier 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

Délibérations du Directoire du département de la Meurthe des 29 avril et 10 juillet 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

Délibérations du Directoire du département de la Meurthe des 29 mars 1791 et 16 brumaire an II (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Nous avons pu relever dans les états des réductions prononcées par le Directoire du département de la Meurthe pendant les mois d'octobre, novembre et décembre 1791, vingt-trois décisions accordant des dégrèvements totaux ou partiels pour diminution de revenus résultant de pertes de valeurs immobilières ou mobilières, de traitement, d'office ou d'emploi ou même provenant de charges de famille. Ces décisions établissent toutes, d'une façon bien nette, qu'à toute perte dans le revenu doit correspondre une réduction dans les offres ou dans la taxation de la contribution patriotique. Les délibérations du Directoire du département adoptent, en général, les motifs et les avis des directoires de district. Un examen de ces états fait ressortir que dans bien des districts il se produisait peu de réclamations. Ainsi, pendant le mois d'octobre, il n'y eut pas de décisions con-



Quant aux charges à déduire pour le calcul du revenu net, base de la contribution, la loi les indiquait, mais son énumération était-elle limitative ? Un contribuable ayant voulu les étendre aux services domestiques, le Directoire de Blâmont ne voulut pas le suivre dans cette voie (1). D'autres, ayant omis de déduire des charges prévues par la loi au moment de leur déclaration, demandèrent la réduction de leurs offres et la jurisprudence admit qu'il convenait de rétablir la déclaration telle qu'elle aurait pu être, mais qu'en principe, les conséquences s'en feraient sentir seulement pour les termes à venir (2).

---

cernant les districts de Vézelize, Toul, Pont-à-Mousson, Sarrebourg. Pendant le mois de novembre, il n'y en eut pas concernant les districts de Lunéville, Vézelize, Toul, Pont-à-Mousson, Château-Salins, Dieuze, Sarrebourg. Enfin, pour le mois de décembre, il n'y en eut ni pour Pont-à-Mousson, ni pour Dieuze, Château-Salins et Blâmont. C'est Nancy qui fournissait les réclamations les plus nombreuses et les plus importantes. — États des réductions prononcées par le Directoire du département de la Meurthe pendant les mois d'octobre, novembre, décembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 314 et 318).

(1) Avis du Directoire du district de Blâmont du 15 novembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Le commissaire de la Caisse de l'Extraordinaire, ayant saisi la Convention nationale d'une demande en interprétation de l'article 2 du décret du 27 mars 1790 sur la question de savoir si les demandes en réduction de la contribution patriotique ne doivent être accueillies qu'autant que les revenus des redevables ont été diminués par l'effet des décrets et si ces réductions peuvent être accordées à ceux dont les propriétés ont été dévastées, elle rendit un décret en date du 31 janvier 1793, dans lequel elle établit que l'article 2 du décret du 27 mars 1790 n'est pas exclusif des autres motifs qui peuvent légitimer les réductions et que les corps administratifs ont toute qualité

Lorsque le revenu était diminué de toutes les charges qu'on était autorisé à déduire, il restait à savoir s'il était supérieur ou non, à la somme de 400 livres. Dans le premier cas, une déclaration conforme aux proportions était nécessaire; dans le second, une offre quelconque était admise. Il était donc souvent du plus haut intérêt pour le contribuable, qui, en réalité, n'avait pas plus de 400 livres de revenu, de faire annuler la taxe d'office ou la surtaxe dont il avait été l'objet. Aussi des demandes de cette nature vinrent-elles devant les directoires. On trouve un grand nombre d'avis, notamment des Directoires des districts de Nancy, de Dieuze, de Vézelize, de Toul et de Lunéville et des décisions du Directoire du département, relatifs à cet objet. Lorsque le contribuable n'avait pas 400 livres, il était dégreuvé, mais, quelquefois, il était en même temps invité à faire une soumission. Ainsi, à Insming, commune du district de Dieuze, un réclamant qui n'avait fait aucune offre et qui avait été taxé d'office à 100 livres par la municipalité, s'étant adressé au Directoire, celui-ci reconnaît tout d'abord que le suppliant n'a pas 400 livres de revenu et que dès lors il n'est assujéti à aucune proportion et le décharge en conséquence. Mais, comme il n'a fait aucune offre, il l'invite à se mettre en règle tout en reconnaissant qu'il est le maître de fixer la quotité de sa soumission (1).

---

pour le faire. — Décret de la Convention nationale du 31 janvier 1793 (*Arch. dép.*, L. 314).

(1) Avis du Directoire du district de Dieuze (*Arch. dép.*, L. 318).

Nous verrons, lorsque nous étudierons le recouvrement et les réclamations des percepteurs au sujet des cotes irrécouvrables, que quelquefois le contribuable taxé d'office bien que n'ayant aucun avoir, ne faisait pas de réclamation et laissait faire une saisie sur des meubles dont il avait simplement la jouissance. Le percepteur alors devait solliciter personnellement le dégrèvement d'une somme inscrite au rôle, dont légalement il était responsable.

*Déclarations collectives. — Erreurs. — Doubles emplois.*

#### DÉCLARATIONS COLLECTIVES.

Comment devaient être faites les déclarations? Le principe de la déclaration individuelle était la règle. Toutefois, pour qu'il n'y ait aucun doute à cet égard, le décret du 25 octobre 1790 décida que les offres faites par les communautés d'habitants, collectivement, pour tenir lieu de leur contribution patriotique et les déclarations faites par plusieurs particuliers réunis, seraient regardées comme non avenues.

Comme il existait de nombreux établissements religieux, le législateur crut devoir, à leur égard, admettre un tempérament à cette règle. Aussi décida-t-il que les déclarations pour la contribution patriotique, faites en commun par les membres de ces établissements, dont les revenus avant et depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1790 doivent être perçus par les receveurs de district (1), n'auront d'effet que pour le premier tiers. Dès

---

(1) Conformément à l'article 27 du décret rendu les 6 et 11 août

lors, les membres de ces ordres religieux seront tenus de faire chacun individuellement leur déclaration personnelle, à raison du traitement qui leur a été accordé, pour les deux derniers tiers de la contribution.

Le district de Vézelize fit application de ces dispositions dans une instance engagée par les religieux tiercelins de Sion et estima que « c'est aux religieux, chacun à leur égard, de faire leur déclaration individuelle du montant de la contribution patriotique pour les termes à échoir en avril 1791 et en avril 1792 (1) ».

Quant aux religieuses de Gerbéviller, le Directoire du district de Lunéville, après avoir constaté que leur revenu collectif ne se monte qu'à 4.773 livres, qu'il faut encore en déduire les charges et qu'en conséquence, en divisant le revenu net collectif par le nombre des religieuses, qui était de vingt-deux, chacune d'elles n'aurait pas un revenu de 200 livres, revenu qui ne donne ouverture à aucune taxe, fut d'avis que leur demande devait dès lors être favorablement accueillie (2). Le Directoire de Lunéville ayant ainsi à apprécier un revenu collectif, le décompose en revenus particuliers.

D'autre part, le Directoire du département ayant à statuer sur une réclamation des religieuses de Sainte-Élisabeth de Lunéville, décide, conformément à l'avis

---

1790 pour accélérer la liquidation et le paiement du traitement du clergé.

(1) Avis du Directoire du district de Vézelize du 14 janvier 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Avis du Directoire du district de Lunéville du 13 janvier 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

du Directoire du district, que ces religieuses n'ayant qu'un traitement de 300 livres chacune, ne sont pas dans le cas de faire de déclaration pour la contribution patriotique, mais qu'ayant offert volontairement une somme de 72 livres pour les deux derniers termes, elles auront à payer chacune 4<sup>l</sup> 10<sup>s</sup> par terme (1).

Pour les religieuses de Sainte-Élisabeth de Nancy, leur pension avait été fixée, le 26 juillet 1791, à 428<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 11<sup>d</sup> chacune. Elles avaient offert, en conséquence, de payer pour la contribution patriotique le quart de 28<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>; mais la municipalité de Nancy, ayant refusé leurs offres, les avait taxées individuellement à 48 livres pour les deux derniers termes. Ces religieuses ayant dû payer le deuxième terme à raison de 24 livres, le Directoire du département, après avis conforme du Directoire du district, décide que les réclamantes, n'ayant chacune qu'un traitement de 428<sup>l</sup> 14<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>, ne devaient, d'après la proclamation du 14 janvier 1790, la contribution patriotique que sur l'excédent de 400 livres; mais qu'ayant payé 24 livres pour le deuxième terme, elles devaient être déchargées de tout paiement pour le troisième (2).

Une affaire délicate se présenta encore devant le Directoire du département. Un sieur Claude, ci-devant abbé de Saint-Sulpice, ordre de Cîteaux, département

---

(1) Délibération du Directoire du département de la Meurthe (d'après l'état de décharges du mois de décembre 1791) (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Délibération du Directoire du département de la Meurthe (d'après l'état de décharges du mois de décembre 1791) (*Arch. dép.*, L. 318).

de l'Ain, actuellement domicilié à Dommartemont, avait vu le receveur du district de Nancy lui refuser le paiement d'un trimestre échu de son traitement, jusqu'au moment où il se serait conformé à l'article 1 de la loi du 31 octobre. Or, la ci-devant abbaye de Saint-Sulpice avait fait à la municipalité de Belley, une déclaration de 4.000 livres pour la totalité de sa contribution patriotique et en avait réalisé le paiement intégral immédiatement après sa soumission. Le sieur Claude demandait en conséquence au Directoire, d'ordonner la levée du refus de paiement opposé par le receveur. La requête du réclamant fut admise provisoirement pour le cas où le décret du 2 novembre 1789, qui déclare les biens ecclésiastiques à la disposition de la Nation, serait postérieur au paiement fait avant la publication de ce décret, et, d'autre part, parce que le décret du 25 octobre 1790 ne devait pas avoir d'effet rétroactif. Toutefois et par application de l'article 6 de ce même décret qui décide que « dans le cas où ils (les directoires de département) seraient arrêtés par quelques difficultés, ils en référeront au commissaire du Roi, chargé du département de la Caisse de l'Extraordinaire », le Directoire du département s'adressa à Amelot (1).

Dans sa réponse, celui-ci déclare que l'esprit des lois relatives à la contribution patriotique, implique que tout individu doit acquitter le quart de son revenu en trois paiements. C'est par application de ce

---

(1) Référé du 4 août 1791 du Directoire du département de la Meurthe à Amelot (*Arch. dép.*, L. 318).



principe que le décret du 25 octobre a ordonné que les déclarations des établissements séculiers et réguliers n'auraient d'effet que pour le premier tiers. S'il en eût été autrement, les membres de ces établissements, comme c'est le cas, auraient acquitté en commun la totalité de la contribution pour se soustraire à la charge individuelle, qu'ils préoyaient devoir supporter lorsqu'ils deviendraient pensionnaires de l'État. Et Amelot décide que le sieur Claude sera imposé pour les deux derniers tiers de la contribution patriotique proportionnellement à sa pension (1).

#### ERREURS.

L'erreur dans les déclarations portant sur les revenus soumis à la contribution patriotique, qu'elle soit matérielle ou le résultat d'une fausse interprétation de la loi, doit être rectifiée (2). Le Directoire du département, dans le cas d'une déclaration erronée faite par un mandataire relativement à un fonds mis en viager, décide que, même pour le terme échu de la contribution, l'erreur n'aura pas de conséquence pour le contribuable, et qu'il lui sera tenu compte de la somme payée pour le premier terme, lorsqu'il s'agira

---

(1) Réponse au référé du 4 août et solution donnée par Amelot, le 24 décembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Un avis du Directoire du district de Nancy admet la réduction de la soumission d'un contribuable parce qu'il avait fait une offre sans savoir ce qu'il faisait et que l'erreur résultait de son impuissance à remplir ses engagements (Registre des pétitions et arrêtés relatifs aux contributions, district de Nancy, p. 11 recto) (*Arch. dép.*, L. 311).

de régler les termes suivants (1). Toutefois, le Directoire du département, en ce qui concerne l'erreur ou la prétendue erreur dans les offres provenant de la différence entre le cours de Lorraine et celui de France, ne voulut pas donner de solution. Un sieur François, ci-devant conseiller à la Chambre des comptes, avait fait une demande en réduction de sa soumission, d'abord parce qu'il avait perdu son emploi et, en outre, parce qu'en faisant une offre de 600 livres, il avait entendu la faire au cours de Lorraine, tandis qu'il avait dû payer le premier terme au cours de France. Le Directoire lui donna raison sur le premier point, puis décida « qu'il n'y avait pas lieu à délibérer sur le surplus (2) ».

#### DOUBLES EMPLOIS.

Le décret du 6 octobre 1789 établit que les déclarations se feront devant les municipalités des lieux dans lesquels on a son principal domicile. Or, beaucoup de municipalités, estimant à tort que certains contribuables avaient leur principal établissement dans leur communauté, les taxaient d'office en l'absence de déclaration. De là se produisirent des doubles emplois et les réclamations qu'ils occasionnèrent furent portées devant la juridiction contentieuse.

Le Directoire du département déchargea les contribuables des sommes pour lesquelles ils avaient été

(1) Délibération du Directoire du département du 20 juin 1792 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Délibération du Directoire du département d'après l'état de décharge du mois de décembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

taxés d'office, mais décida que les sommes payées pour le premier terme ne seraient pas restituées, mais imputées sur les deuxième et troisième termes de la contribution à payer au lieu du principal domicile (1).

Une affaire intéressante de cette nature fut l'objet d'un avis du Directoire du district de Nancy. M. de La Fare, ci-devant évêque de Nancy, fut taxé d'office par la municipalité de cette ville pour une somme de 15.000 livres. M. de La Fare exposa alors qu'il avait fait une déclaration pour sa contribution patriotique à la municipalité de Stenay, sous le ressort de laquelle était située la dotation principale de son évêché, et que c'était donc elle qui devait vérifier si sa déclaration était conforme à la vérité. Le Conseil de la ville de Nancy décida alors qu'il fallait procéder aux voies d'exécution au cas où il se refuserait à payer les termes échus. Le ci-devant évêque réclama devant le Directoire de district qui, « considérant que M. l'évêque a fait sa déclaration à la municipalité de Stenay, sous le ressort de laquelle est située la dotation principale de son évêché, et que c'est à elle à vérifier si cette déclaration est conforme à la vérité; considérant en outre qu'avant de faire la taxe d'office dont M. l'évêque demande la nullité, la municipalité était instruite qu'il avait fait à Stenay ses soumissions pour la contribution patriotique, et que, dans cette circonstance, elle a plus écouté son zèle que le droit qu'elle avait, estime qu'il y a lieu de faire droit sur la demande de

---

(1) Délibération du Directoire du département du 11 avril 1793 (*Arch. dép.*, L. 1590).

M. l'évêque et de déclarer que la municipalité de Nancy était sans qualité pour faire la taxe dont il s'agit (1). »

*Procédure.*

Les directoires de district appuyèrent aussi leurs avis sur des motifs tirés de la procédure.

Ainsi certains contribuables demandèrent à être déchargés de surtaxes qui avaient été établies par les officiers municipaux seuls, tandis qu'elles devaient l'être en Conseil général de la commune, et le Directoire du district de Vézelize, donnant raison aux réclamants, estima qu'il y avait lieu d'annuler ces surtaxes (2).

De son côté, le Directoire de Toul fut d'avis que, le délai de quinzaine accordé par l'article 3 du décret du 8 août 1790 pour se présenter à la municipalité et opposer ses moyens de défense étant expiré, le réclamant n'est plus recevable à faire de déclaration et que la taxation d'office doit être maintenue (3).

D'autre part, on se rappelle que des irrégularités graves de procédure avaient été commises lors des réclamations de MM. de Vioménil, lieutenant général des armées du Royaume, Duhoux de Dombasle et de Malvoisier, ci-devant chanoines de la cathédrale de

---

(1) Avis du Directoire du district de Nancy du 13 janvier 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Avis du Directoire du district de Vézelize du 7 décembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

(3) Avis du Directoire du district de Toul du 20 novembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 318).

Nancy. Ces contribuables avaient porté directement leur demande en réduction d'offre devant le Directoire du département, et celui-ci avait rendu des décisions les 22 août, 10 et 13 septembre 1790, sans que le Conseil général de la ville de Nancy ait été appelé à vérifier leurs soumissions. Le Conseil avait protesté, et l'affaire ayant été transmise à Amelot, le commissaire du Roi décida que le Directoire du département avait eu tort de statuer, l'invita à annuler ces trois délibérations et à n'en prendre de nouvelles que lorsqu'une procédure régulière aurait été suivie (1).

### *Païement.*

Le paiement de la contribution patriotique étant une obligation personnelle des contribuables, ceux-ci devaient l'effectuer, soit eux-mêmes, soit par l'intermédiaire de leurs mandataires conventionnels ou légaux.

La loi des 27 mars-1<sup>er</sup> avril 1790 avait réglé à cet égard la situation des tuteurs, curateurs et autres administrateurs. En outre, celle des 8-20 août avait décidé que les héritiers des personnes décédées, après avoir fait leur déclaration, seraient tenus d'en payer le prix aux échéances, « sauf à obtenir décharge ou modération de la contribution qui était due sur le montant des emplois, places ou pensions dont jouissaient les déclarants ». Les directoires eurent à faire application de ces dispositions.

---

(1) Lettre du 20 janvier 1791 précitée d'Amelot aux administrateurs du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 318).

Le Directoire du département avait été saisi d'une demande d'un sieur Desprez, boulanger à Lay-Saint-Christophe, frère et héritier de Sigisbert Desprez, en son vivant administrateur de la paroisse de Dommartemont. Le sieur Desprez poursuivi en paiement de la contribution patriotique de son frère, montant pour le dernier terme à 58 livres, ne consentait à payer cette somme que si le Directoire ordonnait que ce qui restait dû par l'État à son frère sur sa pension, lui fût versé, et subsidiairement demandait qu'on le déchargeât, ainsi que le percepteur, de la somme de 58 livres. Le Directoire du département, sur avis du Directoire du district de Nancy, considérant que les héritiers du sieur Sigisbert Desprez ayant accepté sa succession, n'ont pu se dispenser d'en acquitter les charges, et que sous le prétexte de n'avoir pas tout fait rentrer, ils n'en doivent pas moins payer le dernier tiers du don patriotique, proportionnellement au temps pendant lequel Sigisbert Desprez a pu percevoir sa pension, décide que les héritiers devront payer au percepteur de la contribution patriotique de Nancy, la somme de 38<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup> pour acquitter le dernier tiers dû par Desprez, proportionnellement au temps pendant lequel il a joui de sa pension, et qu'il y a lieu d'accorder au percepteur décharge de 19<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup> à raison de quatre mois pour lesquels le même Desprez mort, n'a joui d'aucun revenu (1).

---

(1) Avis du Directoire du district de Nancy du 11 avril 1793.  
— Délibération du Directoire du département du 26 mai 1793  
(Arch. dép., L. 1590).



Une affaire du même genre s'était produite à Froville. Les héritiers de l'abbé Lapierre, décédé curé de Froville, demandaient au Directoire le paiement arriéré de la pension du défunt, consentant seulement à payer le deuxième terme de la contribution patriotique qu'il avait souscrite, et ce, au prorata de son traitement. Le Directoire du département, après avis du Directoire du district de Lunéville, décide que le sieur Lapierre, ayant joui de son traitement jusqu'à son décès, il n'y a pas lieu à réduction pour le deuxième terme, et que, quant au troisième terme, il convient de le réduire à 6 livres (1).

La loi des 8-20 août 1790 avait aussi décidé qu'en cas de concurrence entre les créanciers d'un débiteur et le receveur de la contribution patriotique, cette contribution serait payée « par suite et avec même privilège que les autres impositions ». Les créanciers du sieur Jean-Baptiste Beurard, chanoine de la ci-devant cathédrale de Toul, ayant demandé la réduction à 100 livres de la contribution patriotique de leur débiteur, qui avait fait une soumission de 600 livres, le Directoire du district de Toul, faisant application de l'article 7 des lettres patentes du Roi, du 20 août 1790, sur le décret de l'Assemblée nationale du 8 du même mois, estime qu'il y a lieu de débouter les exposants des fins de leur requête et d'ordonner que la somme de 600 livres, offerte par le sieur Beurard, sera prélevée

---

(1) Avis du Directoire du district de Lunéville du 28 novembre 1791. — Délibération du Directoire du département du 5 mai 1792 (*Arch. dép.*, L. 1309).

et payée, par préférence, sur les deniers qui proviendront de la vente de ses meubles (1).

Les directoires furent saisis également de demandes de sursis de paiement de la contribution patriotique.

Le plus souvent, le contribuable avait offert de payer sa soumission en un ou deux termes ; mais, se trouvant dans une situation embarrassée, il demandait à ne la payer qu'en trois termes, suivant le décret de l'Assemblée nationale. Lorsque le fait était justifié, le Directoire admettait la demande (2).

Mais quelques soumissionnaires réclamèrent aussi un sursis, parce que, ne touchant pas leur traitement ou pension, ils se trouvaient dans l'impossibilité de payer. Le Directoire du département fut ainsi saisi d'une demande d'un sieur de Barst, titulaire d'un prieuré, situé dans le district de Cosne (Bourgogne), qui avait souscrit, dans le district de Château-Salins, un don patriotique de 144 livres pour chaque terme de sa contribution. Poursuivi en paiement, il déclara ne pouvoir satisfaire à son engagement, parce qu'il n'avait d'autre revenu qu'un traitement qui ne lui avait pas encore été payé. Le Directoire du district de Château-Salins, dont l'avis fut confirmé par le Directoire du département, « considérant que l'exposant n'ayant aucun bien de patrimoine échu, la contribution patriotique qu'il s'est soumis à payer, a été calculée sur le seul produit de son bénéfice ; que n'ayant pu encore obtenir le règle-

---

(1) Avis du Directoire du district de Toul (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Avis des Directoires des districts de Nancy et de Vézelize (*Arch. dép.*, L. 318).

ment de son traitement, et n'ayant, par conséquent, rien touché en la présente année; estime qu'il y a lieu d'arrêter qu'il sera sursis à toutes poursuites envers l'exposant pour le paiement du second terme de la contribution patriotique, sauf au trésorier du district de Château-Salins à lui en faire la retenue sur le premier paiement qu'il sera dans le cas de lui faire de sa pension (1) ».

Ainsi, le Directoire de département ne se bornait pas seulement à prononcer des décharges et des réductions, mais prorogeait au besoin, par des sursis, les termes de paiement fixés par la loi des 6-9 octobre.

Pour permettre à l'Assemblée nationale de se rendre compte du résultat de la contribution patriotique, l'article 6 de la loi des 25-31 octobre 1790 prescrivait aux directoires de département d'adresser, chaque mois, au commissaire du Roi, chargé de l'administration de la Caisse de l'Extraordinaire, un état des décharges et réductions prononcées sur cette contribution, en faveur des soumissionnaires. Malgré une lettre circulaire d'Amelot, en date du 18 novembre 1790, rappelant ces dispositions légales (2), le Directoire du département de la Meurthe ne put adresser les premiers états que le

---

(1) Avis du Directoire du district de Château-Salins du 7 novembre 1791. — Délibération du Directoire du département du 10 décembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

(2) Lettre circulaire du 14 novembre 1790 d'Amelot au Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

28 septembre 1791 (1). A partir de cette date, il les envoya tous les mois (2).

Un relevé de ces états, établi par district, permet de se rendre compte de l'importance des réductions et décharges prononcées par le Directoire du département de la Meurthe, jusqu'au commencement de 1794.

Le total des dégrèvements, jusqu'à cette époque, fut (3) :

|                                       |                                                   |
|---------------------------------------|---------------------------------------------------|
| Pour le district de Pont-à-Mousson de | 16.141 <sup>1</sup> 4 <sup>s</sup> 8 <sup>d</sup> |
| Pour celui de Toul                    | — 8.674 2 6                                       |
| — Sarrebourg                          | — 187 3                                           |
| — Vézelize                            | — 13 4                                            |
| — Dieuze                              | — 449 20 5                                        |
| — Blâmont                             | — 1.718 2 8                                       |
| — Nancy                               | — 76.253 11 7                                     |

Lorsque le Directoire de département prononçait des dégrèvements, il devait déterminer ce qu'on ferait de la somme versée en trop. Il arrivait, en effet, lorsqu'un

(1) Lettre du 28 septembre 1791 du Directoire du département de la Meurthe à Amelot (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Ces tableaux contenaient chacun par ordre de date toutes les délibérations prises dans le cours du même mois.

Le Directoire, pour s'excuser de son retard dans l'envoi de ces tableaux, en fait remonter la responsabilité aux nombreuses affaires dont l'administration nouvelle est surchargée et au petit nombre d'employés dont il dispose par raison d'économie. — Lettre du 28 septembre 1791 précitée du Directoire du département de la Meurthe et réponse d'Amelot du 18 octobre 1791 (*Arch. dép.*, L. 314).

(3) États par district des décharges ou réductions prononcées sur la contribution patriotique par le Directoire du département de la Meurthe. Manquent les états portant les résultats des districts de Lunéville et de Château-Salins (*Arch. dép.*, L. 318).

contribuable avait été surtaxé ou lorsqu'il y avait eu double emploi, que le Directoire imputait le trop payé sur les termes à échoir de la contribution patriotique. D'autres lois, lorsqu'il s'agissait du paiement du dernier terme, il prescrivait la remise au réclamant du montant de la décharge totale ou partielle; il était nécessaire alors d'effectuer les restitutions qu'il avait ordonnées.

La Convention nationale, par décret du 14 floréal an II (3 mai 1794), décida que ces restitutions seraient faites à l'avenir par la Trésorerie nationale sur l'ordonnance des commissaires des Revenus nationaux, ensuite, de l'arrêté des corps administratifs. A la suite de ce décret, la Commission des Revenus nationaux envoya aux administrateurs de département une lettre pour leur expliquer la façon dont il fallait en exécuter les dispositions (1).

---

(1) Après avoir rappelé le texte du décret du 14 floréal an II, la Commission des Revenus nationaux s'exprime ainsi :

« D'après cette disposition, citoyens administrateurs, lorsqu'un citoyen taxé mal à propos dans votre département ou cotisé dans une proportion trop forte aura néanmoins acquitté sa cote, s'adressera à vous pour obtenir une décharge ou une réduction, après avoir jugé dans la forme ordinaire si la demande est fondée, vous expédiez un arrêté par lequel en prononçant la décharge ou la réduction, vous renverrez à la Commission des Revenus nationaux pour faire opérer la restitution par la Trésorerie nationale.

« Si quelque citoyen ayant acquitté sa contribution patriotique dans votre département avait éprouvé à Paris la retenue de cette même contribution sur le remboursement d'une charge ou de toute autre manière, vous pourrez prononcer de même la décharge du double emploi en nous envoyant également votre arrêté pour faire opérer la restitution. » — Lettre du 20 floréal

Ainsi, ces administrateurs, après avoir ordonné des décharges ou des réductions, devaient, par leurs arrêtés, mettre les commissaires des Revenus nationaux à même de faire restituer aux contribuables les sommes qu'ils avaient payées en trop.

---

an II (9 mai 1794) de la Commission des Revenus nationaux aux administrateurs du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

---



## SECTION III

*Retards dans les recouvrements de la contribution patriotique et mesures successivement adoptées pour en assurer la perception (1).*

Si l'établissement de l'assiette de la contribution patriotique fut difficile, son recouvrement le fut plus encore. Aux retards apportés dans les déclarations, dans la confection des rôles et des bordereaux, qui eurent leur répercussion sur la perception, s'en ajoutèrent d'autres, provenant notamment de la nouvelle répartition des circonscriptions territoriales et du peu d'empressement des citoyens à acquitter cette contribution. Aussi verrons-nous nombre de lois, instructions et circulaires se succéder pour organiser et hâter le recouvrement et stimuler le zèle des contribuables.

La loi des 6-9 octobre 1789 posait les règles qui devaient assurer la rentrée de la contribution patriotique. Cette contribution devait être perçue par « les mêmes préposés que ceux qui sont chargés de recevoir les vingtièmes ou la capitation ». Les deniers perçus par les collecteurs devaient être remis aux receveurs des impositions ou aux trésoriers des provinces, qui devaient les transmettre au Trésor public (2).

---

(1) Dans notre étude sur le recouvrement de la contribution patriotique, nous devons examiner les causes des retards qu'il a subis et les mesures adoptées tant par l'Assemblée nationale et le pouvoir exécutif que par l'administration provinciale de Lorraine et Barrois, puis par celle du département de la Meurthe, pour y porter remède. Nous devons donc étudier dans une même section toutes les dispositions qui concourent à ce but.

(2) Les agents chargés du recouvrement de la contribution

La loi organisait en même temps un Comité composé du ministre des finances et de commissaires nommés par l'Assemblée nationale pour surveiller toute la suite des opérations relatives à la rentrée et à l'emploi de la contribution patriotique.

Mais quelque temps après, l'Assemblée nationale décida, par un décret du 21 décembre 1789, qu'il serait établi une Caisse de l'Extraordinaire dans laquelle on verserait les fonds provenant de la contribution patriotique ainsi que d'autres recettes extraordinaires. Les

---

patriotique étaient, au moment du décret du 6 octobre 1789, les receveurs généraux ou les trésoriers des provinces, les receveurs particuliers des finances, les collecteurs.

Les receveurs généraux ayant été supprimés et les receveurs particuliers des finances ayant été remplacés par les receveurs de district en exécution de la loi des 14-24 novembre 1790, ceux-ci durent verser les fonds venant de la contribution patriotique directement dans la Caisse de l'Extraordinaire et ensuite au Trésor.

Quant aux collecteurs, ils furent au début les mêmes que ceux chargés de recevoir les vingtièmes ou la capitation. La loi des 25 février-4 mars 1791, en maintenant provisoirement les collecteurs en exercice prévoit la nomination en leur lieu et place de percepteurs pour 1791.

Bien que la loi des 14-24 novembre 1790 ait chargé les conseils des administrations de district de la nomination des receveurs et de la réception de leur cautionnement, le ministre des finances ne se désintéressait pas de la situation de ces fonctionnaires. C'est ainsi qu'il adressa aux administrateurs du département de la Meurthe des lettres en date des 9 janvier et 10 août 1791 relativement à la nomination et au cautionnement des receveurs de district.

Copie imprimée de la lettre du 9 janvier 1791 du ministre des finances de Lessart à MM. du Directoire et procureur général syndic du département de..... — Lettre du 10 août 1791 du ministre des contributions publiques Tarbé à MM. du Directoire et procureur général syndic du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 324).

deniers de cette Caisse devaient être destinés à payer les quittances exigibles et arriérées et à rembourser les capitaux de toutes les dettes dont l'Assemblée nationale aurait décrété l'extinction (1).

Dès lors, ce fut cette Caisse qui fut chargée de surveiller la rentrée de la contribution patriotique. Elle fut organisée par une loi des 6-15 décembre 1790. Son service fut divisé en deux parties : administration et trésorerie.

L'administration devait être confiée à un commissaire nommé par le Roi. Les ordonnances devaient être signées non seulement par le Roi, mais aussi par son commissaire qui devait veiller à ce que la recette de toutes les sommes qui devaient être portées à la Caisse, y fût versée exactement et à son échéance. L'administrateur devait proposer au Roi les mesures qui lui paraîtraient les plus convenables pour surveiller et opérer la rentrée de la contribution.

Le trésorier devait recevoir notamment les sommes provenant de cette contribution, et sa caisse devait être vérifiée par le commissaire du Roi en présence des commissaires du Corps législatif. Pour éviter les inconvénients résultant de la lenteur des recouvrements du premier tiers de la contribution patriotique et pour en simplifier la comptabilité, la Caisse de l'Extraordinaire devait verser au Trésor public, au fur et à

---

(1) Une loi des 13-19 octobre 1790 ordonne à la Caisse de l'Extraordinaire de verser au Trésor public la somme de 4.340.000 livres qu'elle a reçue à compte du premier terme de la contribution patriotique.

mesure des rentrées, la somme de 35 millions, montant de l'évaluation de ce premier tiers.

Ce fut Amelot qui fut administrateur et Le Couteulx trésorier de la Caisse; et nous verrons administrateur et trésorier intervenir respectivement dans toutes les questions touchant la rentrée de la contribution.

Ces deux hommes furent d'ailleurs à hauteur de la mission qui leur était confiée. Amelot de Chaillou avait été désigné à la faveur du Roi par le zèle qu'il avait toujours déployé dans les diverses fonctions qu'il avait occupées. Conseiller du Roi en ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son Hôtel, intendant dans les provinces de Bourgogne, Bresse et Dombes, Bugey, Valromey et Gex, il avait été remarqué par son ardeur au travail et la rectitude de son jugement. Aussi fut-il chargé, le 17 septembre 1790, en qualité d'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, de « suivre le travail relatif au recouvrement et versement dans cette Caisse des fonds qui y sont destinés, correspondre directement avec les corps administratifs, suivre tous les détails généralement quelconques de l'administration de cette Caisse et veiller à l'exécution des lois et règlements à ce relatifs (1) ».

Le trésorier Le Couteulx de Canteleu du Mosley,

---

(1) La commission signée du Roi porte qu'elle doit servir et valoir ce que de raison « à notre amé et féal le sieur Amelot de Chaillou, Conseiller en nos Conseils, Maître des Requêtes ordinaire de notre Hôtel et notre Commissaire au département de la Caisse de l'Extraordinaire ». — Commission de M. Amelot du 17 septembre 1790 pour lui servir comme commissaire au départ-

élu député en 1789 par le tiers état du bailliage de Rouen, avait toujours soutenu les plans de Necker, et s'était fait une réputation de financier habile. Il avait montré un réel talent comme rapporteur de tous les projets qui avaient pour but de venir au secours du Trésor et s'était signalé notamment lorsqu'il avait été question de l'émission d'une monnaie de cuivre et de la création de petits assignats. Il fut, comme Amelot, tout dévoué à la cause de la contribution patriotique (1).

La Caisse de l'Extraordinaire dura jusqu'au 31 décembre 1792, époque où une loi des 4-7 janvier 1793 la réunit à la Trésorerie nationale (2).

Bien que la loi des 6-9 octobre ait décidé que le premier tiers de la contribution patriotique serait payé au plus tard le 1<sup>er</sup> avril 1790, la perception n'en était pas encore régulièrement organisée à cette date (3). Ce

---

tement de la Caisse de l'Extraordinaire (*Arch. dép.*, L. 145 [24<sup>e</sup> liasse]).

Amelot, accusé le 24 octobre 1793 par Robespierre de prévarication, eut la douleur de se voir pour cette cause infamante décrété d'arrestation.

(1) Le Couteulx de Canteleu, ayant eu le bonheur d'échapper aux proscriptions, devint plus tard comte de l'Empire, sénateur et un des régents de la Banque de France.

(2) Ce fut à partir de cette date que les receveurs de district cessèrent d'adresser au trésorier le produit des recettes de la contribution patriotique et que cessa la faculté qui avait été accordée aux citoyens habituellement domiciliés hors de la ville de Paris d'acquitter leur contribution patriotique à Paris entre les mains du trésorier de la Caisse de l'Extraordinaire.

(3) Déjà à cette date on faisait des prélèvements sur le produit de la contribution patriotique.

L'Assemblée des représentants de la ville de Nancy, ayant

fut une instruction du 2 mai, adressée le 10 du même mois à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois, qui, reprenant et complétant l'instruction d'octobre 1789, régla les détails du recouvrement (1).

Cette instruction, signée du contrôleur général Lambert, décide que, les déclarations une fois faites devant les municipalités et les rôles expédiés en triples exemplaires et arrêtés, une des expéditions de ces rôles res-

---

appris que le gouvernement avait fait un sacrifice de 25 millions en faveur des différentes provinces qui manquaient de grains, avait le 27 janvier 1790 fait une demande à Necker pour obtenir, s'il était possible, le quart du produit de la contribution patriotique qui serait recouvré en cette ville. Les députés de Nancy à l'Assemblée nationale avaient du reste déclaré qu'ils étaient persuadés que cette demande serait accordée; car ils se souvenaient « des protestations d'attachement que M. et M<sup>me</sup> Necker leur ont témoigné pour la ville de Nancy et du plaisir qu'ils auraient d'avoir une occasion de lui être utile ».

La demande fut agréée et le Roi autorisa la ville à prélever une somme de 30.000 livres sur la contribution patriotique pour ses approvisionnements en grains.

Par délibération du 16 avril 1790, le Conseil général de la commune décida alors qu'il serait fait une affiche pour inviter les citoyens à satisfaire incessamment au premier paiement de leur contribution patriotique et leur annoncer que la somme prélevée servirait à payer des grains venant de l'étranger pour l'approvisionnement de cette ville. — Procès-verbaux des séances des 27 janvier 1790 et 16 avril 1790 de l'Assemblée des représentants de la commune de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, I, 371, et II, 29).

(1) Instruction du 2 mai 1790 pour les receveurs généraux et particuliers des finances sur le recouvrement de la contribution patriotique (*Arch. dép.*, C. 533 et L. 3472).

Lettre d'envoi du 10 mai 1790 de l'instruction précitée par Lambert, contrôleur général des finances, à MM. les députés composant la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois, et réponse du 17 mai 1790 (*Arch. dép.*, C. 533).



tera entre les mains du collecteur, une autre sera remise au receveur particulier des finances de l'élection, bailliage, bureau, etc..., dont la paroisse dépendra, et que la troisième sera envoyée aux commissions intermédiaires ou autres administrateurs de province chargés de la suite des opérations relatives à la contribution patriotique.

D'autre part, les commissions intermédiaires ou autres administrateurs de province formeront un bordereau général divisé par arrondissement de recette particulière et détaillé par communauté, dont ils adresseront des copies certifiées d'eux au premier ministre des finances et au receveur général ou trésorier de la province.

Une fois la masse de la perception établie pour chaque recette particulière et pour toute la province, les collecteurs feront la perception aux époques fixées par les décrets de l'Assemblée nationale, émargерont les rôles exactement au fur et à mesure des paiements et donneront, s'ils en sont requis, des quittances selon le modèle n° 1 (Annexe VI, modèle 1) joint à l'instruction (1).

Pour assurer l'exactitude du recouvrement, à chaque

---

(1) Par délibération en date du 29 juillet 1790, le Corps municipal de Nancy décide que les commissaires de quartier seront chargés du recouvrement de la contribution patriotique et que leurs registres seront vérifiés au moins une fois par semaine par deux officiers municipaux nommés à cet effet pour chaque paroisse; et par délibération en date du 2 décembre 1790, le même Corps municipal nomme des commissaires pour accélérer le recouvrement de la contribution patriotique, vérifier l'état de situation des collecteurs, donner les ordres qu'ils jugeront

paiement (1) le collecteur devra rapporter au receveur un bordereau de situation (Annexe VI, modèle 2) dressé et signé par les officiers municipaux. Ce bordereau, qui présentera le montant et le détail du paiement à faire par le collecteur, sera joint à celui que les receveurs particuliers devront envoyer tous les mois aux receveurs généraux des finances.

Après avoir réglé ce qui concerne les rôles et les bordereaux, l'instruction s'occupe des coupons d'effets royaux et autres effets admis dans la note des valeurs, de l'argenterie et des bijoux qui peuvent être employés au paiement de la contribution et donne des indications détaillées à ce sujet. Pour les coupons d'effets royaux et autres effets admissibles, elle décide que les contribuables qui voudront s'acquitter envers le Trésor avec ces effets, devront s'adresser directement au receveur particulier, qui tiendra note au compte du collecteur et donnera récépissé au contribuable. Celui-ci

---

convenables et assurer le versement des rentrées dans la caisse du receveur (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 126, et II, 389).

(1) Le collecteur devait verser entre les mains du receveur des finances les sommes qu'il avait recouvrées.

Or, le 30 décembre 1790, le Corps municipal de Nancy fut averti que certains collecteurs de la contribution patriotique payaient en assignats le montant total des sommes reçues, bien qu'ils en eussent touché des contribuables une partie en numéraire. Pour couper court à cette manière de faire préjudiciable au Trésor, le Corps municipal leur enjoignit « d'annoter en marge du rôle les valeurs qui leur seraient délivrées; à défaut de cette formalité, ils seraient supposés avoir fait leur recouvrement en argent ». Enfin, toute espèce de conversion d'argent en assignats leur était défendue (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 43).

alors le remettra au collecteur comme argent comptant et fera émarger son article sur le rôle jusqu'à concurrence du montant de son récépissé; et comme conséquence de cette manière de procéder, il est défendu aux collecteurs de recevoir directement les effets cités plus haut.

Pour qu'aucune erreur ne soit possible de la part du receveur des finances, le contrôleur général joint à l'instruction, sous la cote n° 3 (Annexe VI, modèle 3), un état détaillé de la nature des coupons admissibles, état qui indiquera l'édit de leur création et la somme pour laquelle ils doivent être reçus. L'article 6 de l'instruction indique la mention que le contribuable sera tenu d'inscrire au dos de l'effet ou des effets qu'il remettra au receveur des finances et celle que celui-ci devra y mettre à son tour (1).

Les quittances de rentes viagères et perpétuelles, les quittances d'arrérages courants des pensions, les quittances de gages de charges, tous objets compris dans la note des valeurs admissibles (art. 8, 9 et 11), et de même les quittances des arrérages échus au 1<sup>er</sup> janvier 1790, des rentes que les secrétaires du Roi paient à la décharge du Trésor public, ne pourront

---

(1) Le contribuable sera tenu d'inscrire au dos de l'effet qu'il offrira en paiement de sa contribution patriotique, ces mots :

*Je déclare avoir remis à M . . . . , receveur particulier de . . . . , la valeur de l'autre part, pour servir au paiement de ma contribution patriotique;*

et le receveur particulier écrira au-dessous :

*Cette valeur fait partie de mon versement à la Recette générale du . . . .*

(Instruction du 2 mai 1790, art. 6).

servir qu'en faveur des propriétaires des rentes ou pensions seulement. Les contribuables auxquels leur fortune ne permettra pas d'employer en entier le montant de ces quittances dans le paiement de leur contribution patriotique, sont autorisés à les faire couper par les personnes chargées de les certifier bonnes, à la somme qu'ils entendront employer au premier paiement de cette contribution (1). Ils pourront, à cet effet, s'adresser à leurs fondés de procuration à Paris, qui ne rencontreront aucune difficulté à cet égard.

Pour la régularité de leurs opérations, les receveurs particuliers des finances tiendront un registre-journal coté et paraphé par les officiers municipaux de leur ville pour y enregistrer jour par jour et par ordre de numéros, les recettes qu'ils feront des divers collecteurs et dont ils fourniront quittance dans la forme cotée n° 4 (Annexe VI, modèle 4).

De plus, ils auront un sommier où sera ouvert un compte par doit et avoir pour chaque paroisse, de façon à ce qu'ils soient sans cesse en état de faire connaître ce qui restera dû par chaque municipalité.

Enfin, les receveurs particuliers verseront chaque mois entre les mains du commis aux recettes de la province ou du receveur général, le montant de leur

---

(1) Ces quittances ou titres représentatifs des valeurs pourront ainsi être divisées et remplacées par d'autres de moindre importance par les personnes chargées d'en certifier la validité; ce qui devait permettre aux contribuables de les utiliser, dans la proportion qu'ils jugeraient convenable, pour le paiement de leur contribution patriotique.

recouvrement dont il leur fournira des récépissés (1), et en même temps ils établiront des bordereaux qu'ils adresseront au receveur général pour qu'il connaisse la recette et établisse la situation de chaque receveur particulier.

Si les percepteurs doivent tenir compte d'intérêts pour avance de paiement, ils fourniront leurs quittances du montant de la déclaration et de la soumission du paiement à faire, savoir : comptant et en intérêts, à cause de l'avance des deux derniers tiers ; mais pour que ces intérêts soient alloués à ces percepteurs, ils s'en feront donner une quittance par la personne qui les aura retenus, selon la forme indiquée (Annexe VI, modèle 5).

---

(1) Pour éviter les transports inutiles d'argent, pour conserver le numéraire en province et pour assurer le service des troupes, Necker, dans une lettre datée du 15 mai 1790, informe les membres de la Commission intermédiaire provinciale de Lorraine et Barrois qu'il a ordonné aux receveurs et trésoriers de province de remettre le numéraire qu'ils auraient reçu en paiement de la contribution patriotique, aux trésoriers des troupes et à ceux de la marine qui seraient établis dans les lieux les plus voisins de leur résidence, de façon à éviter les envois d'argent pour le fonctionnement des services dont ils sont chargés.

En échange de ces versements, les trésoriers de la guerre et ceux de la marine donneront des traites de pareille somme sur le trésorier général de la guerre et sur celui de la marine ; et les receveurs ou trésoriers de province les enverront au payeur de la Caisse de l'Extraordinaire qui les recevra pour comptant. — Lettre du 15 mai 1790 de Necker à MM. de la Commission intermédiaire provinciale de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, C. 533). — Réponse du 26 mai 1790 de la Commission intermédiaire à Necker (*Arch. dép.*, C. 533). — Lettre du 29 mai 1790 des députés composant la Commission intermédiaire à MM. du Bureau intermédiaire de Lunéville (*Arch. dép.*, C. 533 et L. 1308).

Si besoin est, ces percepteurs s'adresseront pour les guider aux officiers municipaux qui formeront le décompte des intérêts dont il doit être fait remise, et feront remplir et signer devant eux par les contribuables la quittance de décharge nécessaire au collecteur et au receveur pour l'ordre de leur comptabilité.

L'instruction examine ensuite quels sont les intérêts que pourront réclamer les contribuables. Comme le premier terme avait été fixé au 1<sup>er</sup> avril, il n'est plus possible d'en réclamer pour le premier tiers, qui devait être payé à cette date. Mais pour les deux tiers restant, les intérêts peuvent être réclamés pour les sommes payées avant les deux autres termes, savoir : pour un tiers jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1791, à compter du jour où le paiement s'est fait en écus ou en assignats, ou bien à partir de l'échéance des effets fournis, et, pour le dernier tiers, à compter comme ci-dessus jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1792 (1).

Pour les reconnaissances d'argenterie et de bijoux, elles ne valent le prix qui a été attribué aux matières d'or et d'argent, qu'à compter du jour où elles devien-

---

(1) *Exemple* : Un particulier doit payer pour total de sa contribution patriotique 1.200 livres, ce qui fait 400 livres par terme.

Il se présente le 1<sup>er</sup> juillet 1790 pour payer le tout en une seule fois.

Il n'est rien dû pour le premier terme de 400 livres, parce qu'il était échu le 1<sup>er</sup> avril 1790. C'est donc sur 800 livres qu'il faut tirer l'intérêt, savoir :

400 livres qu'il avance du 1<sup>er</sup> juillet 1790 au 1<sup>er</sup> avril 1791, ce qui fait neuf mois ; 400 livres qu'il avance du 1<sup>er</sup> juillet 1790 au 1<sup>er</sup> avril 1792, ce qui fait vingt et un mois ; en totalité, trente mois d'intérêts sur 400 livres (Instruction du 2 mai 1790, art. 11).



nent remboursables, c'est-à-dire à l'expiration des six mois qui suivent leur date, le prix élevé qui leur a été attribué compensant les intérêts pendant ces six mois. Si les reconnaissances sont échues, elles ne seront pas coupées par les directeurs des Monnaies à la somme que le contribuable veut employer au paiement de sa contribution patriotique et les receveurs paieront l'excédent aux contribuables. Si, au contraire, elles ne sont pas échues, elles seront coupées à cause du délai de leur échéance. En dehors du cas des reconnaissances échues, le contribuable devra toujours faire l'appoint en argent et ne pourra exiger que le receveur lui rende l'excédent sur une valeur plus forte que sa contribution.

Enfin les receveurs généraux des finances sont obligés à tenir un registre-journal, coté et paraphé par le commissaire du Roi au département de la Caisse de l'Extraordinaire. Ils porteront sur ce registre, chaque mois, par ordre de dates et de numéros, les récépissés qu'ils expédieront aux commis aux recettes générales et les paiements qu'ils feront à la Caisse de l'Extraordinaire.

Ils tiendront, en outre, ou feront tenir par leurs commis à la recette générale, un sommier où sera ouvert un compte pour chaque receveur particulier.

Dès que les bordereaux des receveurs particuliers seront arrivés, ils seront examinés et dépouillés pour la recette et la dépense en intérêts et seront ensuite envoyés avec le bordereau général pour toute la province, au commissaire du Roi au département de la Caisse de l'Extraordinaire.

Le contrôleur général fait connaître en terminant, que des instructions seront données plus tard relativement aux formes de la rédaction, de l'arrêté et de la reddition des comptes tant des receveurs particuliers que des receveurs généraux des finances ou trésoriers des provinces.

A la suite de l'envoi de cette instruction du 2 mai 1790 par le contrôleur général, certaines administrations départementales firent des représentations au sujet des longueurs qu'entraînerait la triple expédition des rôles exigée et de l'augmentation des frais qui en résulterait.

Aussi Lambert pensa-t-il que le registre des déclarations ayant servi à former le rôle à remettre au collecteur, pourrait, à la rigueur, tenir lieu du double de ce rôle qui était destiné à chaque administration, puisque ce registre restait en la possession des bureaux intermédiaires.

Il estima également qu'il était possible de supprimer l'expédition des rôles destinée aux receveurs particuliers des finances et qu'il suffisait qu'ils connussent le montant du rôle de chaque municipalité et ce qui devait être recouvré à chacun des trois termes.

Il prescrivit donc, pour tenir lieu de cette expédition, de faire dresser pour chaque receveur particulier un bordereau détaillé des noms de toutes les municipalités dépendant de l'arrondissement de sa recette, du montant total du rôle de chacune de ces municipalités et du montant de ce qui doit, d'après ce rôle, être payé à chacun des trois termes fixés. Ce bordereau particulier servira à la Commission intermédiaire

à former le bordereau général prescrit par l'article 1 de l'instruction du 2 mai (1).

La Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois fit parvenir aux bureaux de district en même temps que l'instruction du 2 mai, ces prescriptions qui la modifiaient, en leur recommandant, d'une façon spéciale, de lui envoyer le double du bordereau particulier, qu'ils devraient dresser en rangeant les municipalités par ordre alphabétique (2).

Cette instruction, très claire, permit de poursuivre utilement la perception de la contribution patriotique. Mais les provinces avaient été remplacées par les départements, et à une situation nouvelle il fallait un organisme nouveau pour le recouvrement.

---

(1) Lettre du 22 mai 1790 de Lambert à MM. de la Commission intermédiaire de Lorraine (*Arch. dép.*, C. 533).

(2) La circulaire en date du 19 mai 1790 envoyée à cet effet par la Commission intermédiaire aux bureaux intermédiaires des districts, leur annonce l'envoi des lettres patentes du 7 mai 1790 sur un décret du 30 mars portant que dans la Lorraine, le Barrois et les Trois-Évêchés, ainsi que dans toutes les provinces où le don gratuit a lieu, les collecteurs recevront pour comptant les quittances du don gratuit en déduction de l'imposition des ecclésiastiques pour les six derniers mois de 1789. — Circulaire du 19 mai 1790 de la Commission intermédiaire aux bureaux intermédiaires (*Arch. dép.*, C. 533 et L. 1308).

Une circulaire du 11 juin 1790 du Bureau intermédiaire de Nancy aux officiers municipaux des communes leur fait connaître l'envoi à leur adresse de l'instruction du 2 mai et des lettres patentes du 7 mai, et les invite à les faire transcrire sur leurs registres et leur donne des instructions relatives à leur application. — Lettre circulaire imprimée du 11 juin 1790 des commissaires du Bureau intermédiaire du district de Nancy à MM. les officiers municipaux de. . . . (exemplaire envoyé à la municipalité d'Affracourt) (*Arch. dép.*, L. 3473).

Ce fut d'abord la loi des 30 juin-2 juillet 1790, qui chargea les directoires de département de veiller à l'achèvement, à la vérification des rôles et à leur recouvrement.

Ce fut ensuite la loi des 13-22 juillet qui, dans son article 5, autorisa les directoires de district à rendre exécutoires les rôles de la contribution patriotique, et décida que la vérification des recouvrements se ferait de la même manière que celle ordonnée pour les tailles et impositions. L'Assemblée nationale « profondément pénétrée des avantages d'un ordre constant et invariable dans le recouvrement des impositions, occupée sans cesse des moyens de faire disparaître l'effet des circonstances qui ont précédé l'établissement des nouvelles assemblées administratives, et mettant la plus juste confiance dans leur empressement et leur zèle à seconder ses vues à cet égard et à se conformer aux ordres donnés par le pouvoir exécutif pour que ses décrets soient exécutés avec la fidélité et la soumission que leur doivent les contribuables (1) », décide, en effet, que les directoires des départements inviteront sans délai les directoires de district à se transporter chez les receveurs particuliers des impositions, à se faire représenter les registres de leur recouvrement et à en constater le montant pour les années 1789 et 1790. Elle leur donne ensuite des règles très détaillées sur le mode de constater la situation des recouvrements des impositions et d'accélérer la perception de la rentrée des sommes arriérées, de façon

---

(1) Préambule du décret du 13 juillet 1790.

à permettre aux directoires de district d'établir la situation des collecteurs et de chaque municipalité du district vis-à-vis des receveurs, pour chacune des années 1789 et 1790.

Aux termes de la loi, ils se feront pareillement représenter les quittances d'acompte ou les quittances finales données auxdits receveurs sur ces exercices par les receveurs ou trésoriers généraux, pour que les débits des receveurs particuliers, s'il en existe vis-à-vis des receveurs ou trésoriers généraux, deviennent également constants. Ils dresseront un procès-verbal sommaire de leur vérification et l'enverront avec leur avis au directoire du département qui en rendra compte sans délai à l'Assemblée nationale et au ministre des finances (1).

S'il leur apparaît, par l'examen des registres, que des collecteurs ou des municipalités aient des arriérés et ne soient pas en règle pour le recouvrement de l'année 1790, ils prescriront aux receveurs particuliers d'avertir sans délai les collecteurs et les municipalités en retard (2) pour que, quinze jours après l'avertisse-

---

(1) Procès-verbal du 6 décembre 1790 portant vérification des comptes du receveur des finances de Dieuze par deux membres du Directoire de ce district fait en application des articles 2 et 5 de la loi des 13-22 juillet 1790 (*Arch. dép.*, L. 1059).

(2) Par application de ces dispositions, M. Billard, receveur particulier de Nancy, envoie aux collecteurs de Gerbéviller une lettre en date du 23 août 1790 dans laquelle il leur enjoint d'éviter les frais autant que possible, leur réclame pour le commencement de septembre le montant du premier terme de la contribution patriotique, leur demande d'envoyer au besoin d'autres sommes prises sur les autres termes et leur dit que s'ils

ment, les receveurs particuliers présentent au directoire les contraintes nécessaires à viser et qu'il n'y ait plus de prétexte à la négligence ou au désordre.

A l'avenir, les directoires de district se feront représenter tous les quinze jours l'état des recouvrements faits pendant la quinzaine, certifié par les receveurs particuliers, et ils l'enverront au Directoire du département avec leur avis sur les causes qui ont pu influencer sur l'accélération ou le retard du recouvrement. Les directoires des départements feront former pareillement, à la fin de chaque mois, l'état général certifié d'eux du recouvrement de leur département et l'enverront au ministre des finances avec leurs observations, afin qu'il puisse, de son côté, mettre l'Assemblée nationale à portée de juger à chaque instant de la situation du recouvrement de la contribution patriotique et des causes qui auraient pu en accélérer ou en retarder le progrès.

Ces dispositions furent complétées par une instruction de l'Assemblée nationale relative aux assemblées administratives en date du 12 août 1790. Dans le chapitre II concernant les finances, il est rappelé, en effet, que, d'après la loi des 30 janvier-3 février 1790, les recouvrements et les versements des impôts de l'exercice 1790 et des exercices antérieurs doivent se faire dans la forme existante.

---

n'observent pas ses recommandations, il décernera les contraintes prévues par l'article 3 de la loi des 13-22 juillet 1790. — Lettre circulaire imprimée du 23 août 1790 de M. Thiéry le jeune, pour M. Billard, aux collecteurs de 1790 à Gerbéviller (*Arch. dép.*, L. 3475).



Aussi est-il défendu expressément aux receveurs nouvellement nommés de s'immiscer en aucune manière dans le recouvrement du montant de la contribution patriotique qui sera payé en 1790 et qui est affecté au service de cette année ; le recouvrement doit être fait par les anciens receveurs ordinaires des impositions qui ont été maintenus à cet égard dans leurs fonctions (1). L'instruction reproduit en grande partie le texte du décret qui indique nettement la marche à suivre pour opérer le recouvrement de cette contribution.

Les administrateurs du département de la Meurthe mirent en pratique les instructions qu'ils venaient de recevoir et cependant Amelot activait leur zèle de la façon la plus pressante. Le 1<sup>er</sup> septembre, il leur adressait, une fois de plus, une lettre dans laquelle, après leur avoir fait savoir qu'il lui importait de connaître l'état de situation de la contribution patriotique pour qu'on pût la mettre sous les yeux de l'Assemblée nationale, il leur recommandait de donner tous leurs soins à l'exécution des prescriptions de l'instruction

---

(1) Dans l'instruction du 12 août 1790, il est rappelé que les directoires de district ne peuvent nommer pour le recouvrement des impositions de 1790 et des années antérieures d'autres receveurs ou trésoriers que ceux maintenus dans leurs fonctions par le décret du 30 janvier 1790, et que toute nomination qui aurait été faite par eux ne pouvant être relative qu'au recouvrement de 1791 serait prématurée et inconstitutionnelle.

Il est dit également que ce sont les conseils de district qui seuls peuvent nommer les receveurs qui auront à recouvrer les impositions de 1791 et que les nominations qui ont été faites par les directoires de district sont nulles (Instruction de l'Assemblée nationale des 12-20 août 1790, chap. II).

pour éviter les retards. « On a essayé, leur écrit-il, de refroidir le zèle des citoyens en jetant le découragement dans leurs âmes, en leur faisant envisager leurs efforts comme insuffisants. Loin d'exciter leur patriotisme par l'exemple des sacrifices que d'autres citoyens ou des villes entières avaient faits à la Patrie, on s'est efforcé de le détruire par l'exemple pernicieux des ennemis du bien public ; on a été jusqu'à tourner en dérision le zèle de ces mêmes citoyens. » Puis il les exhorte encore à montrer tout le dévouement dont ils sont capables, à faire connaître les fruits de leurs travaux, à indiquer l'état actuel de la contribution patriotique dans le département de la Meurthe et les motifs qui ont amené des retards dans la formation des rôles et ceux qui en retardent le recouvrement, enfin les moyens qu'ils croiraient devoir prendre pour lever les difficultés (1).

Les administrateurs du Conseil du département crurent devoir alors envoyer une circulaire aux procureurs syndics et aux directoires des districts, dans laquelle ils les invitent, à leur tour, à supprimer les retards et leur disent qu'« il est impérieusement nécessaire qu'ils apportent la plus grande exactitude à réparer cette inquiétante et dangereuse lenteur ». Ils leur font remarquer que plusieurs officiers municipaux, pour n'avoir pas même achevé leurs rôles, ont déjà été condamnés à acquitter personnellement la moitié de

---

(1) Lettre du 1<sup>er</sup> septembre 1790 d'Amelot à MM. du Directoire et procureur général syndic du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

la cote de leur commune, et qu'il serait déplorable de voir se renouveler encore cet acte de rigueur ; mais qu'il convient surtout de stimuler le zèle des collecteurs qui doivent demander aux directoires des districts les contraintes nécessaires. Puis après avoir dépeint, sous les couleurs les plus sombres, la situation, ils concluent en pressant de rendre les rôles exécutoires pour en assurer au plus vite le recouvrement (1).

---

(1) Voici en quels termes la circulaire du 10 novembre 1790 des administrateurs du Conseil du département de la Meurthe trace un tableau vraiment effrayant de la situation qui, suivant eux, résulterait de plus longs retards dans le recouvrement de la contribution patriotique et des autres impôts en général :

« L'État, accablé sous le poids énorme de la dette publique, considérablement augmentée par les refus ou les délais injustes, tomberait dans l'abîme que les déprédateurs ont ouvert sous ses fondements : abîme affreux que contemplant encore avec une criminelle complaisance ces ennemis du bien public dont il est l'espoir, mais que fermerait pour jamais à leurs yeux le recouvrement exact des impôts.

« Il n'est pas un Français sensible et honnête homme qui ne conviendra que, pour empêcher ce malheur terrible, qui frapperait sur tous et sur chacun de nous, qui effaçerait même le nom Français des annales des peuples généreux, grands et sages, parmi lesquels il tient un rang si distingué, tous les vrais enfants de la Patrie devraient se réunir contre les ingrats, s'il en était en effet qui lui refusassent le tribut que paient tous les peuples de la terre, que paient même en proportion plus onéreuse ceux qui ne jouissent pas à ce prix de la noble et précieuse liberté qui assure aujourd'hui la gloire et le bonheur de la France.

« Une réflexion aussi vraie qu'elle est terrible, mais qu'exige ici de nous l'intérêt de nos administrés, celui de tous nos frères du Royaume, c'est que nos ennemis n'attendent peut-être que la dernière période de la détresse du Trésor public pour nous déclarer la guerre. Alors, froissé entre des ambitieux de toute espèce, qui seraient forts de notre faiblesse, quel homme calculera d'avance les dévastations et les horreurs dans lesquelles nous nous verrions plongés ? Quel homme assez inhumain, assez

Le 4 décembre, ils prennent une délibération dans laquelle ils invitent les directoires de district qui auraient épuisé toutes les voies de persuasion à notifier sans délai, par lettre circulaire aux collecteurs, « l'ordre précis de mettre sur-le-champ à exécution les contraintes qui ont dû leur être délivrées, faute de

---

avare, pourra mettre en comparaison l'objet d'un tribut légitime avec le sang, les pleurs et les crimes qu'il en aurait coûté pour le refuser; et qui ne sait pas qu'en ne considérant que l'intérêt seul, le tribut d'une guerre, même victorieuse, est le plus ruineux de tous? Eh! ce n'est pas tout que la nécessité où chacun serait de payer davantage de ses biens et de sa personne : mais après avoir vu brûler nos maisons, dévaster nos champs, dévorer nos troupeaux, nos récoltes, assassiner nos familles, cette route parsemée d'horreurs dans laquelle nous nous serions si follement engagés, n'aboutirait enfin qu'à un dur esclavage; et personne ne peut penser que les mains barbares et avides qui riveraient nos honteuses et lourdes chaînes, seraient plus modérées dans le tribut qu'elles exigeraient de nous, que ne l'est aujourd'hui la Patrie qui ne nous appelle qu'à acheter notre salut à un prix infiniment au-dessous de sa valeur.

« Avouez-le, Messieurs, celui qui ne frémit pas à la vue de ces dangers qui menacent tous les intérêts à la fois, est un aveugle, un insensé, indigne du nom de père, d'époux, de citoyen; il n'appartient plus à la classe des êtres sensibles et raisonnables.

« Ce qu'il en coûte aux administrateurs du département pour fixer les regards du peuple sur un tableau si effrayant, doit lui paraître le gage le plus assuré que toutes les sensations font place dans leur âme au désir de justifier sa confiance; car ce ne sont que des vérités qu'il leur demande, et ce ne sont que des vérités qu'il a le droit d'exiger de leur conscience. Trop abusé jusqu'ici, il est temps que ce bon peuple ait le courage de les envisager, et qu'il en trouve dans ses organes l'exemple dans le courage de les lui faire connaître. Ce n'est qu'en découvrant, qu'en sondant ses plaies dans toute leur profondeur, que l'homme cesse de répugner aux remèdes douloureux que leur guérison exige; et ce qu'il y a de consolant dans la crise où nous sommes, c'est que du moins le remède est infailible, si d'un côté les

quoi, et en cas de négligence, lesdits collecteurs seront, quinzaine après notification dudit ordre, contraints personnellement et par corps au paiement des sommes arriérées sur l'impôt (1) ».

A la suite de la loi des 25-31 octobre 1790, qui, comme on l'a vu, traite dans ses deux derniers articles du recouvrement de la contribution patriotique, AmeLOT adresse le 18 novembre, au Directoire du département de la Meurthe, une longue circulaire destinée à assurer l'exécution de cette loi.

Le commissaire du Roi fait remarquer que l'application des cinq premiers articles de la loi n'offrira pas de difficultés et s'en remet pour leur exécution au zèle et au patriotisme des membres du Directoire. Mais il attire spécialement leur attention sur les deux derniers articles qui ont un rapport avec les dispositions prescrites par l'article 5 des lettres patentes du 22 juillet et qui concernent les mesures à prendre pour constater la situation des recouvrements et accélérer la perception. Ensuite il leur donne des instructions très détaillées sur la manière de procéder, et sur le moyen de résoudre les difficultés résultant des modifications dans les circonscriptions qui ne sont pas les mêmes pour les

---

contribuables sont justes, et si de l'autre les administrateurs sont vigilants et inflexibles pour contraindre ceux qui ne le seraient pas. » — Lettre circulaire imprimée du 10 novembre 1790 des administrateurs composant le Conseil du département de la Meurthe au Directoire et procureur syndic du district de. . . . (*Arch. dép.*, L. 3479).

(1) Délibération du Conseil du département de la Meurthe du 4 décembre 1790, relativement aux retards qu'éprouve le recouvrement des impôts (*Arch. dép.*, L. 1890 et 3481).



nouveaux receveurs de district que pour les anciens receveurs particuliers des finances (1).

A leur tour les administrateurs du département de la Meurthe adressent à chacun des directoires de district, avec le texte de la loi, une lettre reproduisant à peu près textuellement les termes des instructions d'Amelot (2).

Le Conseil du département de la Meurthe, dont le zèle n'était plus à démontrer et qui naguère, le 4 décembre, invitait les directoires de district à ne pas hésiter, s'ils le jugeaient utile, à user même de con-

---

(1) Lettre circulaire du 18 novembre 1790 d'Amelot à MM. du Directoire et procureur général syndic du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Lettre circulaire du 3 décembre 1790 des administrateurs du Directoire du département, à MM. les administrateurs et procureur syndic du district de..... [exemplaires envoyés aux districts de Nancy, Dieuze, Lunéville, Pont-à-Mousson] (*Arch. dép.*, L. 1590, 1059, 1308, 1890).

Dans une réponse à cette circulaire, M. Quenel, receveur des finances de Vic, fit remarquer que la contribution patriotique allait être l'objet d'une comptabilité distincte dont il n'aurait plus à connaître comme receveur des finances que jusqu'à la fin du mois (décembre 1790), puisqu'il lui est enjoint de compter de clerc à maître et de fournir ensuite un extrait de ce compte au nouveau receveur de chaque district pour le mettre à même de suivre le recouvrement. Il déclare que les états qu'on lui réclame ne donneront que des résultats incertains, puisque, chaque quinzaine, sa situation varie d'abord en raison du recouvrement précédemment fait, ensuite à cause de la mutation de quelques communautés qu'on lui avait indiquées comme faisant partie de certains districts, et qui, dans le fait, appartiennent à d'autres; aussi ces états ne pourront-ils cadrer. Il déclare enfin ne pas être en mesure de fournir en double l'état qu'on lui demande. — Lettre du 18 décembre 1790 de M. Quenel, receveur des finances à Vic, aux administrateurs et procureur général syndic du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).



trainte pour hâter le recouvrement de la contribution patriotique, fait plus encore, et cette fois sa décision provoque une protestation de la municipalité de Nancy et une lettre d'Amelot qui refuse de l'approuver.

Le décret du 27 mars 1790 avait décidé que tout citoyen actif sujet à la contribution patriotique serait tenu, s'il assistait aux assemblées primaires, de représenter avec l'extrait de ses cotes d'impositions tant réelles que personnelles dans les lieux où il aurait son domicile et ses propriétés territoriales, l'extrait de la déclaration de sa contribution patriotique. Or beaucoup de citoyens, qui avaient fait une déclaration, n'avaient pas encore payé le montant de leur contribution. Le Conseil du département, voulant pousser au recouvrement de cette imposition et adoptant d'ailleurs des propositions du Directoire du district de Nancy, décida, le 22 novembre 1790, que tout citoyen actif devrait, pour pouvoir exercer le droit de vote, présenter, outre l'extrait de sa déclaration pour la contribution patriotique, la quittance des termes échus de cette contribution (1).

---

(1) Voici les motifs sur lesquels le Conseil du département de la Meurthe base sa décision du 22 novembre 1790 :

« Considérant que, quoique le premier terme des déclarations patriotiques dût être acquitté dès le 1<sup>er</sup> avril dernier, conformément à la déclaration du Roi sur le décret du 6 octobre 1789, néanmoins on a à peine payé dans plusieurs lieux du département la moitié du premier terme de cette contribution ; que cependant les motifs les plus pressants d'intérêt public exigent que ce secours extraordinaire, demandé par l'État dans un moment de crise, et qui lui a été promis, lui soit donné exactement ; qu'il est du devoir des corps administratifs d'employer tous les moyens qui sont dans le vœu de la loi, pour ne pas laisser

Cette décision détermina une adresse du Conseil général de la commune de Nancy au Conseil général du département. S'appuyant sur les décrets des 14 et 22 décembre 1789, sur l'instruction du 12 août 1790 et sur l'article 5 du décret du 28 mai de la même année qui porte que « aucun citoyen reconnu citoyen actif, de quelque état ou profession qu'il soit, ne pourra être exclu des assemblées primaires », il estime que l'obligation faite par l'article 8 du décret du 27 mars à tout citoyen actif, s'il assiste aux assemblées primaires, de représenter l'extrait de sa déclaration de la contribution

---

retarder plus longtemps le paiement d'une dette sacrée d'où dépend en partie le salut de l'État ; que ces corps sont préposés par la Constitution à la surveillance et à la protection du recouvrement des impôts ; qu'ils sont spécialement chargés de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour accélérer les recouvrements ;

« Considérant encore que tout citoyen qui veut jouir des avantages de la qualité de citoyen actif, doit remplir avec exactitude les devoirs que la loi et le patriotisme lui imposent ; et qu'en se rendant coupable d'indifférence sur le premier de tous, l'acquiescement de l'impôt, il semble renoncer tacitement à l'exercice des droits de citoyen ; qu'ainsi on est fondé à exiger de chacun, lorsqu'il se présente pour concourir au choix des députés des fonctions publiques, la preuve qu'il a satisfait à son engagement de secourir l'État ;

« Considérant aussi qu'à l'époque où l'Assemblée nationale a ordonné la représentation, dans les assemblées primaires, des extraits des déclarations patriotiques, aucun terme de contribution n'était encore échu ; mais qu'aujourd'hui, le premier terme étant échu depuis le 1<sup>er</sup> avril dernier, il est naturel — et c'est se rapprocher du vœu de la loi, — que d'exiger que les quittances en soient jointes aux extraits des promesses de payer ;

« Considérant enfin que cette mesure ne peut être regardée par les bons citoyens comme une peine, mais bien comme un moyen doux de faire exécuter la loi sans blesser les droits d'aucun..... » — Délibération du Conseil du département de la Meurthe du 22 novembre 1790 (*Arch. dép.*, L. 3479).

patriotique, ne peut être étendue, et qu'on ne saurait l'obliger à produire la quittance des termes échus.

Il pense qu'il est d'un grand intérêt que l'exercice du droit de citoyen actif n'éprouve d'autres restrictions que celles qui sont créées par un texte formel de la loi et « la loi, ajoute-t-il, pour voter dans les assemblées primaires, ne demande que la déclaration et n'exige pas la quittance ». Ces quittances, d'ailleurs, seraient souvent difficiles à produire, d'une part parce que les citoyens actifs font souvent des réclamations contre leur contribution, et d'autre part parce qu'ils peuvent obtenir un délai pour se libérer. Enfin les pensionnaires et les créanciers de l'État et les officiers de justice ne peuvent payer en ce moment, puisqu'ils ne sont pas payés eux-mêmes par le Trésor (1).

Le Conseil du département ayant sollicité un décret de l'Assemblée nationale pour rendre légale la mesure qu'il avait prise, le Conseil général de la commune de Nancy adressa à son tour une pétition à l'Assemblée nationale pour protester contre une disposition qui serait de nature à nuire à bon nombre de citoyens actifs de cette ville. Dans cette protestation, le Conseil général de la ville expose que la délibération du Conseil du département a été imprimée et affichée et qu'elle allait servir de base pour déterminer l'activité des citoyens, lorsqu'il a demandé qu'elle fût rapportée par le département lui-même.

---

(1) Adresse du 1<sup>er</sup> décembre 1790, du Conseil général de la commune de Nancy au Conseil général du département (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 384 [minute]); (*Arch. dép.*, L. 314 [expédition]).

Tout en rendant justice au zèle du Conseil du département, il fait remarquer qu'il n'est pas au pouvoir des corps administratifs de rien ajouter ni retrancher aux qualités requises pour être citoyen actif; que les corps administratifs ne peuvent se mêler de législation et que la délibération du Conseil du département de la Meurthe, ayant empiété sur les droits de l'Assemblée nationale, sa décision doit être annulée comme inconstitutionnelle.

Au point de vue de la ville de Nancy, le Conseil établit qu'il existe assez de fâcheuses préventions contre cette cité (1), et qu'il ne faut pas laisser subsister des mesures qui font penser « que le patriotisme n'est rien dans ses murs, et que l'on ne peut émouvoir que par des peines particulières »; et que s'il y a des retards pour le paiement de la contribution patriotique, il faut en faire remonter la cause, pour beaucoup de citoyens, à la perte de leur situation, aux langueurs du commerce et à la stagnation de l'industrie. « Les priver du droit de citoyen actif parce que la fortune enchaîne leur volonté, ce serait trop ajouter à leur situation

---

(1) Le Conseil fait visiblement allusion aux troubles de Nancy. L'Assemblée constituante avait tout d'abord félicité la garde nationale de cette ville d'avoir ramené la garnison au bon ordre, et approuvé la conduite de la municipalité. Mais, à la suite de dénonciations affirmant que des sommes d'argent avaient été distribuées pour organiser les troubles, un revirement s'était opéré dans l'opinion d'un grand nombre de députés et le Conseil protestait pour ainsi dire à l'avance contre la révocation de l'approbation, qui, en effet, fut décrétée six jours après, le 10 décembre 1790 (*Gazette nationale* ou le *Moniteur universel*, année 1790, n<sup>os</sup> 238, 239, 244, 248, 263, 341, 344).

douloureuse, et si l'on craint que la mauvaise volonté n'influe sur le retard de quelques individus, en voulant la punir, n'est-ce pas s'exposer à frapper sur un bon citoyen ? »

Enfin, il s'agit de l'élection des juges de paix. Or, ces magistrats sont en rapport plus fréquent avec le citoyen peu aisé qu'avec le citoyen riche. « Le premier est donc plus intéressé que l'autre à l'élection des juges de paix, et cependant il lui est moins facile de remplir ses obligations qu'au second; il se trouve exclu d'une élection de laquelle son repos et son bonheur peuvent dépendre. »

Le Conseil de la ville « veut user de la prière, de larmes, de persuasion et de tous les moyens que la raison met dans ses mains pour amener le paiement d'une chose si désirée ». Quant à la rigueur, il ne veut l'employer que s'il y est contraint.

Le Conseil du département n'ayant pas écouté la protestation du Conseil de la ville de Nancy, ce dernier demande à l'Assemblée nationale de ne pas sanctionner une mesure qui blesserait la Constitution, qui maintiendrait d'injustes préventions contre cette ville et nuirait à beaucoup de citoyens (1).

Touché à la fois de la demande du Conseil du département et de la protestation de la municipalité de Nancy, Amelot dans une première lettre aux administrateurs du département fait connaître qu'ils ne peuvent

(1) Adresse envoyée à l'Assemblée nationale, le 4 décembre 1790, par le Conseil général de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 1).

donner de publicité à leur délibération, et les prie d'attendre des ordres ultérieurs.

Revenant sur le même sujet, le 20 janvier 1791, le commissaire du Roi leur écrit de nouveau pour leur dire que, saisi également de la protestation de la municipalité de Nancy, il a rendu compte au Roi de l'affaire dans tous ses détails. « Sa Majesté a reconnu, dans les motifs qui ont déterminé la délibération du Conseil du département, les effets du zèle patriotique qui l'anime et qui lui font rechercher les moyens les plus actifs d'atteindre le but des lois dont l'exécution lui est confiée; mais elle a vu en même temps que ce zèle ne lui avait sans doute pas permis d'apercevoir les bornes que la loi lui imposait dans le choix des moyens, puisque dans cette circonstance il les avait outrepassés. » Mais comme les assemblées administratives et les autres agents du pouvoir exécutif ne doivent pas s'écarter de la loi, « Sa Majesté, persuadée que la délibération du 22 novembre n'a eu lieu que par une erreur de zèle », invite le Conseil du département à rétracter lui-même cette délibération en publiant une proclamation dans laquelle il rappellera en même temps l'exécution pure et simple des lois sur la contribution patriotique (1).

Comme Amelot, sans cesse préoccupé de connaître l'état de situation du recouvrement de la contribution patriotique, avait demandé aux divers administrateurs

---

(1) Lettres des 7 décembre 1790 et 20 janvier 1791 d'Amelot aux administrateurs du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).



des départements de le mettre à même de pouvoir établir un état général de cette contribution (1), les administrateurs du département de la Meurthe envoyèrent une circulaire aux directoires et aux procureurs syndics des districts et leur réclamèrent, suivant le désir du commissaire du Roi, un bordereau sommaire des recettes faites par chaque receveur de district, des dépenses acquittées par eux et du restant en caisse jusqu'au 30 novembre 1790. Ils leur demandèrent également un état des receveurs nommés dans chaque district contenant leurs noms de baptême et nom propre, leur âge, le montant de leur cautionnement et l'indication des fonctions étrangères à leur recette, dont ils conserveront l'exercice. Ils leur recommandèrent enfin d'agir avec célérité (2).

L'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, chargé par la loi des 6-15 décembre 1790 de proposer au Roi les mesures qui lui paraîtraient les plus convenables pour surveiller et opérer la rentrée de la contribution patriotique, envoya une nouvelle instruction, à la date du 20 décembre, concernant le recouvrement de cette contribution par les receveurs de district à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1791 (3). Cette instruction repro-

---

(1) Lettre du 28 novembre 1790 d'Amelot au Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre du 7 décembre 1790 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe à MM. du Directoire et procureur syndic du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

(3) Instruction du 20 décembre 1790, rédigée par ordre du Roi, concernant le recouvrement de la contribution patriotique par les receveurs de district, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1791 (*Arch. dép.*, L. 314, 1058 et 3481).

duit en partie celle envoyée le 2 mai précédent. Toutefois, des modifications sont apportées pour concorder avec les lois des 30 juin-2 juillet, 13-22 juillet et l'instruction des 12-20 août 1790. C'est ainsi que l'article 2 prescrit que la masse de la perception de la contribution patriotique doit être établie par district, au lieu de l'être par arrondissement de recette particulière, mais que les collecteurs continueront cette perception aux époques fixées par l'Assemblée nationale, émargeront les rôles au fur et à mesure des paiements, et donneront, s'ils en sont requis, des quittances. (Annexe VII, modèle 1.)

Comme dans l'instruction du 2 mai 1790, il est dit que le collecteur sera tenu de rapporter au receveur, à chaque paiement qu'il lui fera, un bordereau de situation (Annexe VII, modèle 2), dressé et signé par les officiers municipaux. Ce bordereau présentera strictement le montant et le détail du paiement à faire par le collecteur; mais, au lieu d'être envoyé, comme par le passé, par les receveurs particuliers aux receveurs généraux des finances, ils devront dorénavant rester entre les mains des receveurs de district pour être consultés au besoin par les membres du directoire, qui arrêteront les registres à la fin de chaque mois. En venant effectuer leurs paiements, les collecteurs apporteront chaque fois leur cahier-journal, ainsi que leurs rôles pour que le receveur puisse les vérifier.

Lorsque les contribuables voudront payer leur contribution patriotique, en employant des effets qui sont détaillés dans la note n° 4 (Annexe VII, note n° 4), ils seront tenus de s'adresser directement au receveur de

district, qui en tiendra note au compte du collecteur, en donnera récépissé au contribuable qui le remettra au collecteur pour comptant, et fera émarger son article sur le rôle jusqu'à concurrence de la valeur de son récépissé.

Les articles 13 et 14 de la nouvelle instruction sont relatifs, le premier, au compte d'intérêts pour avance de paiement dont les percepteurs devront tenir compte aux contribuables (1), le second, à l'intérêt qu'en raison des paiements faits avant l'ouverture de chaque terme, les contribuables pourraient réclamer. Ces deux articles ne sont que la reproduction textuelle des prescriptions contenues respectivement dans les articles 10 et 11 de l'instruction du 2 mai. L'instruction du 20 décembre complète l'article 14 en décidant qu'il n'est dû aucun intérêt pour des acomptes sur le second et le troisième terme, et qu'il faut payer la totalité pour avoir droit à l'intérêt qui est de 5 % sans retenue. Elle ajoute qu'il ne sera fait remise d'aucun intérêt au contribuable, qui, n'ayant pas acquitté le premier terme, se présenterait après le 1<sup>er</sup> avril 1791, pour acquitter les trois termes à la fois.

L'article 17 de la nouvelle instruction reproduit, sans le modifier, l'article 12 de celle du 2 mai relatif aux reconnaissances d'argenterie et de bijoux.

Quant à l'article 18, il réitère les indications de l'ar-

---

(1) Lorsque les percepteurs auront à régler des intérêts pour avance de paiement, ils devront, pour qu'il leur en soit tenu compte, produire une quittance (modèle semblable à celui coté n° 5, Annexe VI), qu'ils se seront fait donner par la personne qui les aura retenus.

ticle 13 de l'ancienne instruction, sur l'obligation pour le contribuable de faire l'appoint en argent sans pouvoir exiger du receveur qu'il lui rende l'excédent sur une valeur plus forte que sa contribution; mais il le complète en ajoutant que le receveur devra se prêter autant qu'il le pourra à faciliter l'acquit du débiteur, en lui rendant des assignats de moins forte somme et en cherchant tous les moyens de faire son compte.

L'article 19 s'occupe de l'imputation des dons patriotiques sur la contribution. Il établit, en effet, que les personnes qui auront fait des dons patriotiques à l'Assemblée nationale, en espèces ou en valeurs équivalentes, antérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1789, pourront les imputer sur leur contribution patriotique (1). Pour en constater le montant et l'époque de la remise, elles devront se procurer, ou un certificat délivré par les trésoriers des dons patriotiques de l'Assemblée nationale, ou un récépissé du Trésor public, qu'elles re-

---

(1) Ce furent seulement les dons patriotiques en espèces ou en valeurs équivalentes antérieurs au 1<sup>er</sup> octobre 1789 qui purent être imputés sur la contribution patriotique.

Nous avons vu que l'Assemblée nationale les avait encouragés et avait même nommé deux trésoriers pour les recevoir. Mais ces dons ne vinrent que faiblement en aide à l'État; et la commission chargée d'examiner les comptes des trésoriers reconnut, à la séance de l'Assemblée nationale du 17 juin 1791, par l'organe de son rapporteur, Le Couteux de Canteleu, que les dons patriotiques réellement réalisables ne se montaient qu'à 5.028.900 livres et encore que la moitié de la somme était à recouvrer.

En présence de ce résultat, la Caisse des dons patriotiques fut supprimée, et les fonds ou valeurs qu'elle renfermait furent versés à la Caisse de l'Extraordinaire (Loi des 17-28 juin 1791 sur la liquidation des dons de la Caisse patriotique).

mettront pour comptant au collecteur du lieu de leur domicile en paiement de leur contribution jusqu'à concurrence de leur valeur. Le collecteur remettra, lors de son paiement au receveur du district, le récépissé qui lui aura été donné.

Ainsi se trouvaient réglées la plupart des difficultés que pouvait rencontrer le recouvrement de la contribution patriotique par les receveurs de district au moment où ils remplaçaient, dans cette tâche, les receveurs particuliers des finances.

La loi des 14-24 novembre 1790, relative à la suppression des receveurs généraux et particuliers des finances et au service des receveurs de district, avait, dans son article 2, établi que les receveurs particuliers des finances devaient cesser de suivre le recouvrement de la contribution patriotique au 1<sup>er</sup> janvier 1791, et en compter de clerc à maître par-devant le directoire du district chef-lieu de la recette, dans les quinze premiers jours de février au plus tard; et, dans son article 20, elle avait décidé que la situation de chacun des receveurs serait vérifiée et constatée le 15 et le dernier jour de chaque mois par deux membres du directoire de district, qui devaient se transporter dans les bureaux de recette, se faire présenter les registres, les vérifier et les arrêter, en portant en toutes lettres la somme totale de la recette, celle de la dépense et le restant en caisse ou l'avance résultant de la comparaison de la recette et de la dépense (1).

---

(1) En exécution de ces dispositions, des procès-verbaux étaient dressés tous les quinze jours, et il s'en trouve un certain

Comme conséquence de l'article 2 de cette loi, l'Assemblée nationale décida, le 6 janvier 1791, que la perception des collecteurs ou premiers percepteurs de la contribution patriotique, qui ont eu la collecte de l'année 1790, ne pourra être continuée pour 1791; que, dès lors, ces collecteurs de 1790 seront obligés de faire arrêter, dans les quinze premiers jours de février au plus tard, leur rôle de la contribution patriotique par les trésoriers de district, en présence du collecteur de 1791, pour y constater contradictoirement les sommes reçues, le versement qui en aura été fait et le montant de celles à recouvrer, tant celles arriérées sur le premier terme que celles dues sur les termes de 1791 et de 1792 (1). Les nouveaux collecteurs pour 1791 seront chargés d'en poursuivre le recouvrement.

Mais les modifications dans les administrations financières devaient amener des difficultés, et il convenait de suivre une bonne méthode pour éviter les erreurs provenant du fait que les anciennes circonscriptions

---

nombre aux archives de Meurthe-et-Moselle. — Procès-verbaux de vérification signés de deux membres du Directoire du district de Nancy (MM. Vigneron et Obry de Lisle) et tableaux annexés signés du receveur du district (M. Seillière) présentant l'état de la caisse du district de Nancy, dressés pour la première et deuxième quinzaine des mois d'avril, mai, juin et juillet 1791 (*Arch. dép.*, L. 1590).

(1) Les collecteurs devaient faire arrêter leurs rôles de la contribution patriotique par le trésorier de district en présence d'un commissaire de la municipalité nommé à cet effet.

C'est ainsi que nous voyons le Corps municipal de Nancy, dans une délibération en date du 26 avril 1791, charger M. Malglaive d'assister à cette opération (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, III, 306).



des receveurs particuliers des finances ne correspondaient point à celles des nouveaux receveurs de district.

Aussi, à la suite de la réception des lois des 14-24 novembre 1790 et 6-19 janvier 1791, les administrateurs composant le Directoire du département de la Meurthe adressèrent-ils aux administrateurs et procureurs syndics des districts une lettre circulaire leur donnant des instructions sur l'application de ces lois. Ils rappelèrent qu'elles étaient relatives à la nomination et aux fonctions des receveurs de district et déterminèrent d'une manière précise le moment où ils entreraient en exercice et fixèrent en même temps les objets de leur recette, le mode de leur comptabilité et les taxations qui leur seraient attribuées.

Les receveurs particuliers des finances devront cesser de suivre le recouvrement de la contribution patriotique au 1<sup>er</sup> janvier 1791, et les receveurs de district seront chargés de percevoir les deux derniers termes de cette contribution. Chaque receveur particulier des finances devra donc compter, et ce dans les quinze premiers jours de février, au directoire du district où est situé son bureau de recette, tous les recouvrements qu'il aura faits pendant le courant de 1790 sur la contribution patriotique des communautés comprises dans l'arrondissement de sa recette.

Aussi, le Directoire du département invite-t-il les directoires de district à demander aux receveurs particuliers des finances, avant qu'ils aient procédé à cette opération, un état indicatif de toutes les municipalités dépendant de leur recette, auquel serait joint, dans

une colonne séparée, le montant des dons patriotiques offerts par chacune d'elles, et dans d'autres colonnes, celui du premier paiement, qui aurait dû être effectué au 1<sup>er</sup> avril 1790, et ceux des deux autres termes, qui devront être réglés au 1<sup>er</sup> avril 1791 et au 1<sup>er</sup> avril 1792. Une cinquième colonne devra renfermer les recouvrements et la sixième, ce qui reste à recouvrer sur le premier terme. De cette façon, il sera aisé de s'assurer du restant à percevoir et sur le total de la contribution patriotique et sur le paiement du premier terme (1).

Une seconde opération consistera à vérifier l'état de situation du comptable relativement aux deniers perçus sur la contribution patriotique.

Les résultats de ces deux opérations seront insérés dans l'état final du compte rendu.

Le directoire du district ajoutera les observations qu'il jugera nécessaires, le signera, ainsi que le receveur.

Le compte, suivi de son état final, sera fait double; l'un des exemplaires restera entre les mains du receveur pour lui servir de décharge, le second sera remis entre les mains du greffier du directoire. Une expédi-

---

(1) En exécution de ces dispositions, des états furent dressés par chacun des anciens receveurs particuliers des finances, pour établir leur situation exacte et celle des communautés à l'égard de la contribution patriotique.

Ces états sont intitulés : *État des recouvrements faits par le Receveur particulier des Finances soussigné, sur le montant des rôles de la Contribution Patriotique dans l'étendue de l'ancienne Élection de..... jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1791* (Arch. dép., L. 1059 et 1309).

tion sera envoyée au Directoire du département avec l'indication des municipalités.

Lorsque les directoires de district auront terminé les comptes des receveurs particuliers et reçu l'état général, ils diviseront cet état en autant de sections qu'il y aura de districts qui s'en partagent les municipalités. Ces sections seront autant d'extraits particuliers pour chaque district. Chaque directoire recevra, par devers lui, celui qui le concerne et fera parvenir sans délai les autres aux directoires voisins.

Ces extraits particuliers seront faits sur le modèle de l'état général. Ils indiqueront les municipalités appartenant au district, dont le nom sera mis en tête, et contiendront, en autant de colonnes séparées, le montant des offrandes patriotiques de chacune d'elles, celui des paiements à faire à chaque terme, les sommes déjà recouvrées et celles qui restent à recouvrer. Ces extraits particuliers devront être signés par le directoire du district, chef-lieu de la recette.

Aussitôt que le directoire de district aura reçu des districts voisins tous les extraits particuliers nécessaires pour compléter son arrondissement, il en dressera un état général, canton par canton, selon l'ordre alphabétique, de la même façon que celle observée pour les extraits particuliers. Il y aura deux doubles : l'un pour le receveur, l'autre pour les administrateurs du district, et une expédition pour le Directoire du département.

Le Directoire du département recommande, pour éviter les doubles emplois, de désigner d'une façon précise les lieux principaux où ont été faites les déclarations des dons patriotiques, d'indiquer en même

temps les écarts, censes et hameaux, et réclame la plus grande activité (1).

C'est surtout à la suite de l'instruction du 31 janvier 1791 qu'une correspondance assez suivie fut échangée à ce sujet entre le Directoire de département et les différents directoires de district (2). Mais, dans le courant de janvier, quelques-uns d'entre eux s'étaient préoccupés déjà de la situation créée par les modifications de circonscriptions, et avaient réclamé la mise de certaines communes dans les districts dont elles devaient faire partie (3). Mais ces déplacements de communes d'un district dans un autre avaient amené, en fait, des complications telles que, malgré les dispositions légales et les instructions du contrôleur général, les directoires de district s'étaient trouvés dans l'impossibilité de faire rendre les comptes de la contribution patriotique aux anciens receveurs particuliers des finances dans les quinze premiers jours de février.

Comme il était nécessaire de comprendre dans ces comptes les dépenses auxquelles avaient pu donner lieu les frais de perception, de rédaction et d'expédition

---

(1) Lettre circulaire du 31 janvier 1791 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe, aux administrateurs et procureur syndic du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre du 5 février 1791 de M. Le Lorrain, procureur général syndic du département, à MM. du Directoire et procureur syndic du district de Pont-à-Mousson (*Arch. dép.*, L. 1890). — Lettre du 14 avril 1791 du Directoire du district de Lunéville, au Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).

(3) Lettre du 27 janvier 1791 de M. Benoist, secrétaire greffier du district de Lunéville, à M. Berment, secrétaire du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

des rôles, et comme, d'autre part, les nouveaux collecteurs n'avaient pas été nommés, l'Assemblée nationale vota un décret, le 25 février 1791, relatif aux comptes à rendre par les receveurs de la contribution patriotique.

Elle donne d'abord aux anciens receveurs particuliers des finances jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1791 pour fournir leurs comptes sur cette contribution, en y comprenant les dépenses et frais qui ont pu ou pourront être acquittés. Elle décide que, pour mettre les receveurs de district à même de continuer la perception de ce qui reste dû de la contribution patriotique pour l'année 1790 et pour les termes suivants, les receveurs particuliers des finances devront former et remettre aux directoires de district, dans le délai de quinzaine à compter du jour de la notification à eux faite du décret par le procureur syndic du directoire du district, chef-lieu de l'arrondissement de recette, un état détaillé du montant de la recette pour chacune des municipalités composant leur arrondissement. Dès que cette remise aura été faite au directoire de district, il en sera établi des extraits pour chacun des districts se partageant l'arrondissement de chaque recette particulière. Un extrait certifié sera ensuite envoyé à chacun des directoires de district qui le concernera et sera remis au receveur.

S'il n'y a pas de percepteur nommé pour 1791, les collecteurs de 1790 suivront la perception de la contribution patriotique et ils seront rémunérés.

Les anciens receveurs particuliers des finances devront verser dans la caisse des receveurs de district

toutes les sommes qu'ils auront reçues sur la contribution patriotique pour leur ancien arrondissement de recette, ainsi que le reliquat qui pourrait se trouver en caisse à l'époque de la reddition de leurs comptes. Les receveurs de district devront verser à leur tour ces sommes à la Caisse de l'Extraordinaire.

Enfin la copie du compte rendu par chaque receveur particulier des finances sera envoyée certifiée par le procureur syndic du district au commissaire du Roi à la Caisse de l'Extraordinaire, pour lui permettre de constater la recette des anciens receveurs généraux des finances et régler leur situation.

L'Assemblée nationale, en présence de l'impossibilité où s'étaient trouvés les receveurs particuliers des finances de rendre leurs comptes pour le 15 février, avait dû proroger le délai jusqu'au 1<sup>er</sup> mai. En conséquence, Amelot avait invité les receveurs particuliers des finances à produire un état exact et détaillé de la recette faite par municipalité dans chaque district (1).

Quelques receveurs qui avaient déjà produit leurs comptes dans les formes prévues par la loi des 14-24 novembre se trouvèrent obligés de les représenter dans une forme nouvelle, et les longueurs et les difficultés de ce travail s'en trouvèrent augmentées (2).

---

(1) Lettre circulaire imprimée du 18 avril 1791 d'Amelot aux ci-devant receveurs particuliers des finances (*Arch. dép.*, L. 1309).

(2) Lettre du 13 mars 1791 de MM. les administrateurs du Directoire du district de Château-Salins à MM. les administrateurs et procureur général syndic du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 318).



A la suite du décret du 25 février 1791, une instruction du 19 avril fut envoyée aux administrateurs de département concernant la comptabilité des ci-devant receveurs généraux et receveurs particuliers des finances sur la contribution patriotique. Elle indique tout d'abord que le compte des receveurs particuliers des finances sera composé d'un chapitre unique de recettes qui aura pour objet le montant du recouvrement qu'ils auront fait sur les rôles de la contribution patriotique, et d'un seul chapitre de dépenses divisé en six articles. Elle détermine ensuite les pièces que le comptable joindra à l'appui de ses recettes et celles qui justifieront ses dépenses (1).

En outre, les collecteurs de 1791 n'étant pas nommés, ceux de 1790 continueront à faire la perception; aussi sera-t-il sursis par les receveurs de district à l'arrêt des rôles des collecteurs de 1790 jusqu'à la nomination de ceux de 1791. Les receveurs particuliers des

---

(1) En exécution de ces prescriptions, les ci-devant receveurs particuliers des finances dressèrent le tableau de leurs recettes et de leurs dépenses.

Ces comptes, conformes aux indications données dans l'instruction, sont intitulés :

*Compte que rend par devant vous, Messieurs les administrateurs du Directoire du district de....., le Receveur particulier des Finances de la ci-devant Élection de..... des recettes et dépenses par lui faites sur la Contribution patriotique, en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre 1789, sanctionné par le Roi, et autres subséquents, dans l'étendue de la dite Élection* (Arch. dép.; Comptes rendus par les anciens receveurs de Nancy, L. 316 et 1590; Dieuze, L. 316 et 1059; Vic, L. 318, 1890, 1059; Lunéville, L. 316 et 1309; Pont-à-Mousson, L. 316 et 1890; Toul, L. 316 et 2403).

finances inviteront ensuite les collecteurs de l'arrondissement à se présenter à la recette pour arrêter leurs rôles et fixer le montant de leur remise.

L'instruction traite alors en détail des opérations qui seront nécessaires pour l'établissement des comptes des receveurs particuliers des finances, qui devront verser le reliquat de ce qui pourrait se trouver dans leur caisse à l'époque de la reddition des comptes, dans celle du receveur de district, établi dans le lieu où le compte aura été rendu. Elle invite ensuite les receveurs particuliers des finances qui auraient pu être nommés receveurs de district, à ne pas confondre les fonctions de ces deux places.

Visant ensuite le compte des receveurs généraux, elle établit qu'il sera composé d'un chapitre unique de recettes et d'un seul de dépenses. Le chapitre des recettes aura pour objet le montant des sommes reçues détaillées par chaque recette particulière. Le chapitre des dépenses comprendra les versements faits à la Caisse de l'Extraordinaire, et les quittances du trésorier de cette Caisse seront jointes à l'appui (1).

L'Assemblée nationale, depuis le vote du décret du 6 octobre 1789, n'avait pas cessé de suivre avec le plus grand intérêt le fonctionnement de la contribution patriotique, et n'avait ménagé ses encouragements ni au pouvoir exécutif ni aux administrations départemen-

---

(1) Instruction du 19 avril 1791 rédigée par ordre du Roi concernant la comptabilité des ci-devant receveurs généraux et receveurs particuliers des finances, sur la contribution patriotique (*Arch. dép.*, L. 314, 1058, 2403).

tales. Et cependant les mesures directes qu'elle avait prises n'avaient pas donné de bons résultats. Aussi n'hésita-t-elle pas à prendre des moyens d'un autre ordre qui pourraient engager au paiement de cette contribution.

Déjà, le 26 juin 1790, voulant faciliter aux maîtres, professeurs et principaux des collèges de Paris, l'exercice des droits de citoyen actif et en même temps les engager au règlement immédiat du terme échu de la contribution patriotique, s'il n'avait pas encore été acquitté, elle avait décidé que la quittance de cette contribution leur tiendrait lieu d'imposition directe (1).

Plus tard, le 23 janvier 1791, elle admit que les porteurs de brevets de retenue et de décomptes anciens de pensions pourraient les employer au paiement de la contribution patriotique (2), et, le 20 avril 1791, s'autorisant de ce précédent, elle décréta que « les créanciers de rentes, employés sur les états de paiement pour en recevoir annuellement les intérêts, pourront les donner en paiement de leur contribution patriotique, non seulement pour les arrérages échus, mais encore pour le montant des capitaux évalués sur le pied du produit net du denier vingt de l'intérêt qu'ils produisent (3). »

Après avoir, par ces dispositions, encouragé et facilité, pour quelques-uns tout au moins, le paiement de

---

(1) Loi des 26-30 juin 1790 relative à l'exercice des droits de citoyen par les instituteurs des collèges de Paris.

(2) Loi des 23-30 janvier 1791 relative au remboursement des brevets de retenue.

(3) Loi des 20-27 avril 1791 relative au paiement de la contribution patriotique.

la contribution patriotique, l'Assemblée nationale établit une sanction particulière pour certaines catégories de citoyens, pour le cas où ils auraient été tentés de négliger cette obligation. C'est ainsi qu'elle décida, le 20 mai 1791, qu' « aucun fonctionnaire public, payé par les receveurs de district ne pourra toucher, au delà du 1<sup>er</sup> juillet 1791, la portion de son traitement échu ou payable d'avance à la dite époque, qu'après avoir justifié par duplicata de quittances visées par la municipalité,..... avoir acquitté les deux termes échus de la contribution patriotique.... » (1) et, le 7 juin suivant, qu' « aucune des personnes employées dans les états de liquidation ou dans tous autres états déjà décrétés ou qui le seront à l'avenir, pour raison de gages, traitements, nourriture, livrées, gratifications, pensions, subsistances et autres rétributions ou gratifications, sous quelque dénomination et pour quelque cause que ce soit, ne pourra toucher le montant des sommes qui lui auront été attribuées par la liquidation, qu'en rapportant la déclaration qu'elle a faite de sa contribution patriotique, ou la déclaration qu'elle n'a pas été dans le cas d'en faire, et de plus, dans le premier cas, la quittance des deux premiers tiers de la contribution patriotique, sauf à l'égard des personnes qui n'auraient pas encore payé lesdits deux premiers tiers, à consentir la compensation de leur montant ou de ce qui en sera dû, jusqu'à concurrence avec les sommes pour lesquelles elles auraient été liquidées; et fera alors le

---

(1) Loi des 20 mai-1<sup>er</sup> juin 1791 relative au paiement des impositions de 1790 et années antérieures.

trésorier de l'Extraordinaire la retenue par ses mains du montant desdits deux premiers tiers, ou de ce qui en resterait dû (1) ».

S'occupant ensuite non plus seulement des particuliers, mais des villes et communautés, elle décréta, le 10 juin 1791, qu'« à l'avenir, il ne sera accordé aucun secours ni emprunt aux villes et communautés qu'elles n'aient justifié qu'elles ont payé..... les quartiers échus de la contribution patriotique » (2) et, le 5 août, que les villes et communes qui auraient des dettes exigibles ou qui pour leurs dépenses locales éprouveraient des besoins d'argent, pourraient obtenir des avances de la Caisse de l'Extraordinaire, sous condition qu'elles représenteraient, au plus tard dans le courant du mois d'octobre, le certificat visé par les directoires de district et de département constatant que la contribution patriotique de leurs habitants pour l'année 1790 a été acquittée (3).

Revenant encore par deux fois sur les moyens d'assurer le paiement de cette contribution, l'Assemblée nationale décida, les 24 juin 1791 et 11 avril 1792, qu'il ne serait fait de paiement soit au Trésor public, soit à la Caisse de l'Extraordinaire, soit dans les différentes caisses nationales, à aucun Français ayant traitement, pension ou créance qu'autant qu'il justifierait avoir

---

(1) Loi des 7-12 juin 1791, relative aux personnes employées dans les états de liquidation décrétés ou à décréter.

(2) Loi des 10-17 juin 1791, qui prescrit les conditions auxquelles les villes et communautés pourront obtenir des secours et emprunts.

(3) Loi des 5-10 août 1791 relative aux dettes contractées par les villes et communes et aux besoins qu'elles peuvent avoir.

versé le montant de sa contribution patriotique. Toutefois, il serait libre d'en offrir la compensation avec ce qui lui serait dû (1).

Ainsi l'Assemblée nationale avait employé même des moyens indirects pour assurer la rentrée de la contribution patriotique. La Nation dorénavant ne paierait rien ni à ses fonctionnaires, ni à ses pensionnés, ni à ses créanciers, si ceux-ci lui devaient encore une somme échue, si faible fût-elle, sur cette contribution.

Comme ces obligations nécessitaient la production par de nombreux citoyens des quittances de paiement de leur contribution patriotique, et comme d'ailleurs il était de l'intérêt de l'État de faciliter la production de ces quittances, le décret du 10 juillet 1791 décida que les receveurs de cette contribution seraient tenus de fournir, sans frais, aux contribuables, autant de duplicata de leur quittance qu'ils en auraient besoin (2).

Malgré toutes ces mesures, les résultats n'étaient pas encourageants. Cette imposition, comme les autres du reste à ce moment, était en butte aux attaques les plus violentes de certains contribuables. Bien des municipalités ne facilitaient guère la perception de l'impôt, et le Trésor ne pouvait compter sur un recouvrement

---

(1) Loi des 24-25 juin 1791 relative aux formalités nécessaires pour toucher, soit au Trésor public, soit à la Caisse de l'Extraordinaire, les traitements, pensions et créances à exiger. — Loi des 11-15 avril 1792 relative au paiement de la contribution patriotique.

(2) Loi des 10-20 juillet 1791 relative aux comptes et recensement des assignats et au paiement des arrérages des rentes sur l'État et des contributions.



régulier, tant que les paiements dépendraient de la bonne volonté des citoyens et des municipalités, dont quelques-unes n'avaient ni lumières ni zèle pour le bien public.

Les agents de la perception faisaient en général leur devoir et usaient d'une grande fermeté; mais dans quelques communes ils avaient été obligés de cesser leurs opérations devant le mauvais vouloir et même devant des menaces plus ou moins déguisées, qui se produisaient avec la connivence des municipalités. On était allé jusqu'à trouver le subterfuge, d'adresser une pétition à l'Assemblée nationale et de se considérer comme dégagé jusqu'au moment où il y aurait une réponse, qui souvent tardait à venir.

D'autre part, les moyens de coercition dont disposaient les percepteurs étaient peut-être insuffisants, lorsqu'il s'agissait de vaincre la résistance de municipalités composées quelquefois de contribuables récalcitrants. Enfin, la misère régnait un peu partout, et beaucoup de bonnes volontés étaient vaincues par l'impuissance.

Mais, s'il y avait une résistance plus ou moins déguisée dans certaines communes, les administrateurs du département et ceux des districts continuaient sans relâche à prendre les mesures qu'ils jugeaient les plus propres à hâter le recouvrement de la contribution patriotique.

Ainsi le Directoire du département de la Meurthe faisait remarquer aux directoires de district que les anciens receveurs étant sur le point de cesser leurs fonctions, il importait de presser la reddition de leurs

comptes, et d'en suivre les détails avec une attention scrupuleuse; il constatait du reste, avec peine, que « tout ce qui regarde la comptabilité était en souffrance (1) ».

D'autre part, les administrateurs du district de Pont-à-Mousson voulant connaître l'ensemble et le détail des progrès de la contribution patriotique dans leur district, et prévoyant que les comptes des anciens receveurs ne pourraient être examinés que dans le courant du mois de mai, demandèrent aux municipalités d'envoyer, dans le plus court délai possible, aux receveurs du district, qui devaient continuer le recouvrement, un état exact de la contribution. Les officiers municipaux devraient certifier cet état, après avoir vérifié le rôle, la division des paiements et les quittances du premier terme données aux collecteurs par les receveurs, le tout sous leur propre responsabilité (2). Enfin, le procureur syndic de ce même district, en présence du retard apporté par les officiers municipaux dans l'envoi de l'état de situation de la contribution patriotique qui leur avait été réclamé, leur écrivait, le 17 mai 1791 : « Si cet envoi n'est pas fait au Directoire au plus tard pour samedi prochain, on sera forcé d'envoyer un commissaire sur les lieux et à vos frais pour former cet état (3). »

---

(1) Lettre du 11 mai 1797 du Directoire du département de la Meurthe au Directoire du district de..... (*Arch. dép.*, L. 316).

(2) Lettre du 27 avril 1791 des administrateurs du Directoire du district de Pont-à-Mousson aux municipalités de ce district (*Arch. dép.*, L. 1890).

(3) Lettre du 17 mai 1791 du procureur syndic du district de

Les instructions du 19 avril 1791 avaient bien levé de graves difficultés en faisant continuer la perception de la contribution patriotique par les collecteurs de 1790 jusqu'au moment de la nomination de ceux de 1791, et en réglant les détails de la comptabilité. Cependant la contribution patriotique ne rentrait toujours qu'avec de grands retards. Il était souvent difficile soit d'obtenir les comptes des anciens receveurs particuliers des finances, soit des renseignements des officiers municipaux.

Il en fut à peu près de même pendant tout le reste de l'année 1791. La correspondance échangée soit entre Amelot et les administrateurs du département, soit entre ceux-ci et les administrateurs des districts, en fait foi.

C'est ainsi que, sur l'invitation d'Amelot, le Directoire du département de la Meurthe demande au Directoire du district de Pont-à-Mousson de forcer enfin les receveurs de Saint-Mihiel, Verdun et Metz, qui n'ont encore donné aucun état de recouvrement, à satisfaire à leurs obligations, parce que leurs retards ont jusqu'alors causé un vide dans les bordereaux envoyés à l'Assemblée nationale et au ministre, et qu'il convient de faire cesser cet état de choses. Il le prie également d'inviter le receveur de Vic et l'ancien receveur de Pont-à-Mousson à accélérer leurs opérations, et surtout ce dernier qui, n'ayant pas envoyé ses états de la contribution patriotique, a obligé par cela même à laisser

---

Pont-à-Mousson à MM. les officiers municipaux de... (*Arch. dép.*, L. 1890).

en blanc toutes les parties de recette qui intéressent les districts de Nancy, Toul et Château-Salins (1).

La réponse des administrateurs du district de Pont-à-Mousson indique la situation. « Quelle est la manière, écrivent-ils, de forcer un receveur autrement que par des lettres pressantes et même réitérées jusqu'à l'importunité ? » Et plus loin, parlant de l'ancien receveur de Pont-à-Mousson : « On n'a pu venir à bout de ce receveur ; le dernier procès-verbal envoyé au département en est une preuve. Il motive son refus sur ce qu'on ne lui a pas remis dans le principe des états en règle. Cependant il s'est immiscé dans la recette du don patriotique même depuis le 31 décembre dernier... Ce receveur se croit au-dessus de la loi (2). »

Les administrateurs du district de Blâmont font connaître que les Directoires de Saint-Dié, Lunéville et Vic, ne leur ayant pas envoyé les extraits qui concernent les municipalités de leur arrondissement, ils n'ont pu encore transmettre leur état de situation de la contribution patriotique (3).

Et puis ce sont des cas particuliers. Le receveur des finances de Lunéville n'aurait pas fait mention des dépenses indiquées par les articles 1, 2, 4 du modèle de

---

(1) Lettre du 15 juin 1791 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe à MM. les administrateurs du Directoire du district de Pont-à-Mousson (*Arch. dép.*, L. 1890).

(2) Réponse (sans date) du Directoire du district de Pont-à-Mousson à la lettre précitée du 15 juin 1791 du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 1890).

(3) Lettre du 9 juin 1791 des administrateurs du Directoire du district de Blâmont aux administrateurs et procureur général syndic du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).

compte donné par Amelot et le receveur se justifie (1). Le receveur particulier de Dieuze, M. Vivet, refuse de donner au Directoire de district sa quittance comptable qu'il tient de la recette générale des finances et qu'il entend garder, et propose d'en déposer une copie collationnée. Pour en finir, le Directoire du département accepte sa proposition (2).

Le 13 août, désirant connaître la marche du recouvrement de la contribution patriotique, les administrateurs du Directoire du département de la Meurthe invitent par lettre circulaire les directoires de district à faire former par les receveurs les états de situation qui devaient leur parvenir tous les quinze jours ou au moins tous les mois (3). Quelques jours auparavant, ils avaient déjà écrit au Directoire du district de Vézelize une lettre indiquant leurs appréhensions : « Nous avons lieu de croire qu'une fois dégagés des entraves dont les receveurs particuliers ont constamment gêné notre comptabilité, il ne serait plus nécessaire de presser les directoires de district de nous adresser les états qui doivent nous faire connaître la situation et les progrès du recouvrement. Cependant nous avons à

---

(1) Lettre du 29 juin 1791 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe à MM. les administrateurs du Directoire du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1309).

(2) Lettres des 14 mai et 12 juillet 1791 du Directoire du district de Dieuze au Directoire et procureur général syndic du département de la Meurthe. — Réponse du 20 juillet 1791 du Directoire du département (*Arch. dép.*, L. 316).

(3) Lettre circulaire du 13 août 1791 des administrateurs du département de la Meurthe au Directoire du district de... (*Arch. dép.*, L. 1308 et 1590).

nous plaindre de presque tous les nouveaux receveurs relativement à la contribution patriotique. » Puis ils témoignent leur mécontentement, notamment contre celui de Vézelize, et prient le Directoire de ce district d'agir sur lui pour empêcher de nouvelles réclamations d'Amelot (1).

En réponse à ces observations et à celles formulées directement par le commissaire du Roi à la Caisse de l'Extraordinaire, les administrateurs du district de Vézelize font connaître que leur receveur leur a déclaré ne pouvoir donner l'état des recouvrements faits et à faire sur différentes municipalités, parce que certains receveurs particuliers n'ont pas fourni de bordereaux, que d'autres les ont donnés infidèles ou incomplets, et que tant que ces receveurs ne se seront pas mis en règle, il lui sera impossible de satisfaire à la demande qui est faite (2). Et comme les administrateurs du département invitent ceux du district de Vézelize à faire connaître les noms des receveurs négligents, ils répondent qu'après vérification, ils ont constaté que les receveurs de Toul et de Saint-Mihiel n'ont fourni aucun état de la contribution patriotique, que celui de Neufchâteau a omis la municipalité d'Autray, que celui de Lunéville a fourni deux états contradictoires l'un à l'autre, qu'enfin cinq contribuables de Chaumont ont fait leur déclaration à Nancy et que les sommes payées

---

(1) Lettre du 10 août 1791 du Directoire du département à MM. du Directoire du district de Vézelize (*Arch. dép.*, L. 2536).

(2) Lettre du 26 août 1791 du Directoire du district de Vézelize au Directoire du département. [Réponse à la lettre précitée du 10 août 1791] (*Arch. dép.*, L. 2536).



à Crévéchamp par trois particuliers sont supérieures à celles portées au rôle (1).

Le 20 septembre, désespérant de rien obtenir, les administrateurs du département qui avaient écrit à ceux des districts de Saint-Mihiel et de Neufchâteau sans recevoir de réponse, prient le Directoire de Vézélise de substituer aux renseignements qu'on ne pouvait obtenir des receveurs, ceux qu'il serait possible de relever à l'aide des quittances délivrées dans les municipalités, et d'établir de la sorte le montant des recouvrements faits par les anciens receveurs.

Ces retards duraient encore le 10 octobre, car, à cette date, le Directoire du département réclamait toujours l'état de situation des recouvrements de la contribution patriotique de Vézélise, observait qu'il n'avait pas reçu de bordereaux des recouvrements faits par les receveurs de Neufchâteau, Mirecourt, Saint-Mihiel et Toul sur l'exercice 1790 et en demandait l'envoi immédiat (2).

D'autre part, les administrateurs du département écrivaient, les 21 octobre et 21 novembre 1791, 11 janvier et 23 mars 1792, aux administrateurs du Directoire de Lunéville, soit pour leur demander des explications, soit pour les inviter à établir à nouveau

---

(1) Lettre du 29 août 1791 des administrateurs du département de la Meurthe au Directoire du district de Vézélise (*Arch. dép.*, L. 2537). — Et réponse du 2 septembre 1791 des administrateurs de ce district (*Arch. dép.*, L. 2536).

(2) Lettres des 20 septembre et 10 octobre 1791 des administrateurs du département de la Meurthe à MM. les administrateurs du district de Vézélise (*Arch. dép.*, L. 2537).

leurs états dans la forme indiquée, soit pour les réprimander au sujet du retard apporté par le receveur relativement à l'envoi du bordereau de la contribution patriotique, soit enfin pour leur recommander de viser avec exactitude les contraintes qu'on leur présenterait et pour accélérer l'envoi d'un état supplémentaire des nouvelles déclarations (1). Puis les 30 juillet et 21 août 1792, suivant le désir d'Amelot, le Directoire du département demandait au Directoire de ce même district des explications sur l'état du montant du troisième tiers de la contribution patriotique, dans lequel sont comprises les soumissions supplémentaires; et c'est seulement le 5 octobre que le Directoire de Lunéville fournit les renseignements demandés (2).

Enfin, le 31 août, Amelot, après avoir rappelé aux administrateurs du département de la Meurthe que les rôles formés dans l'ensemble des districts de ce département se montaient à 1.367.728<sup>l</sup> 6<sup>s</sup> 8<sup>d</sup>, qu'il n'avait été perçu au 1<sup>er</sup> août 1792 que 1.049.969<sup>l</sup> 12<sup>s</sup> 9<sup>d</sup>, que dès lors il restait encore à recouvrer 317.758<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 11<sup>d</sup>, les invitait à presser le recouvrement (3).

---

(1) Lettres des 21 octobre et 21 novembre 1791, 11 janvier et 21 mars 1792, des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe aux administrateurs du Directoire et procureur syndic du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

(2) Lettre du 21 juillet 1792 d'Amelot au Directoire du département de la Meurthe. — Lettres des 30 juillet et 21 août 1792 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe au Directoire de Lunéville, et réponse du 5 octobre du Directoire de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

(3) Lettre du 31 août 1792 d'Amelot aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316).

Le commissaire du Roi et les administrateurs du département de la Meurthe et des districts insistaient, comme on l'a vu, de la façon la plus pressante, pour éviter les retards dans la rentrée de la contribution.

Les receveurs étaient notamment en but aux réclamations incessantes du Trésor.

Mais bien souvent ils étaient embarrassés, car ils ne savaient exactement jusqu'où allaient leurs droits, et une lettre du receveur du district de Nancy au procureur syndic de ce même district nous en donne un exemple.

Comme on lui demandait s'il avait décerné des contraintes et contre qui, et s'il n'en avait pas décerné, les motifs qui l'avaient déterminé à ne pas en faire usage, il répondait qu'il n'avait pas encore usé de contrainte, et qu'il s'était contenté d'adresser des lettres circulaires des plus pressantes. Beaucoup de contribuables, ajoutait-il, paraissent de bonne foi, ayant compris que la contribution patriotique n'était due qu'à partir du 1<sup>er</sup> avril 1790, puisqu'à cette époque les rôles n'étaient pas encore formés et par conséquent ne pouvaient être recouvrés, qu'ainsi il fallait reporter les termes d'une année et que le dernier ne devrait être soldé qu'au 1<sup>er</sup> avril 1793. Quant à lui, ne connaissant pas de loi l'autorisant à décerner des contraintes, soit contre les municipalités, soit contre les collecteurs, soit même contre les individus en retard, il s'est abstenu.

Pour hâter les recouvrements, il s'est borné à des invitations pressantes aux municipalités et il demande

que l'on veuille bien lui donner des instructions sur ce qu'il aura à faire (1).

Le Directoire du département de la Meurthe, devant qui la question avait été portée, reconnaît que, si la loi ne s'explique pas formellement, elle ne défend pas la contrainte et que l'article 5 de la loi des 13-22 juillet 1790 autorisant les directoires de district à rendre exécutoires les rôles de la contribution patriotique, a par cela même permis de décerner des contraintes comme conséquence de cette autorisation. Aussi prescrit-il de contraindre les percepteurs et ceux-ci les contribuables (2).

A la suite de ces instructions, le receveur du district de Nancy ayant demandé dans quelle forme devaient être décernées les contraintes pour la contribution patriotique, le Directoire du district, après avoir entendu le procureur syndic, décida qu'en attendant un règlement sur la forme et le mode d'exécution des contraintes, il faudra suivre les formes et le mode anciens, qu'en conséquence le receveur de district pourra contraindre les collecteurs de la contribution patriotique dans la forme et par les voies autrefois employées par les receveurs particuliers des finances. Par arrêté du 19 février 1792, le Directoire du département de la Meurthe approuva cet avis (3).

---

(1) Lettre du 22 janvier 1792 du receveur du district de Nancy à M. le procureur syndic de ce district (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre du 31 janvier 1792 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe aux administrateurs du Directoire et procureur syndic du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

(3) Délibération du 8 février 1792 du Directoire du district de

Mais l'activité d'Amelot ne se démentait pas. Aussi envoyait-il le 4 septembre deux nouvelles lettres, l'une aux administrateurs du département de la Meurthe, l'autre aux receveurs de district. Dans ces lettres il rappelle qu'il a fait tout ce qui dépendait de lui pour assurer le recouvrement de la contribution qui est indispensable pour subvenir aux besoins de l'État, et cependant, bien que les délais accordés par la loi aux contribuables soient expirés depuis cinq mois, non seulement le troisième terme n'est pas encore acquitté, mais il existe même plusieurs districts où le recouvrement du second n'est pas achevé. D'un autre côté, les dépenses de l'État augmentent et deviennent plus urgentes; une guerre, que des circonstances ont rendue indispensable, occasionne des frais immenses. Il fait donc appel au patriotisme et au dévouement tant des administrateurs que des receveurs pour stimuler le zèle des percepteurs et des contribuables.

Il indique en outre aux receveurs, dont beaucoup paraissent ignorer les moyens de rigueur à employer vis-à-vis des débiteurs récalcitrants, que le décret du 13 juillet 1790 permet de poursuivre le recouvrement des rôles de la contribution patriotique par les mêmes voies que celui des contributions ordinaires.

Enfin, ayant besoin de connaître les effets des mesures prises et les résultats obtenus, il invite les receveurs à former et à lui adresser, le 1<sup>er</sup> de chaque mois, le bor-

---

Nancy, et arrêté du 19 février 1792 du Directoire du département de la Meurthe approuvant cette délibération (*Arch. dép.*, L. 1590).

dereau des recouvrements qu'ils auraient faits dans le mois précédent (1).

A la suite de la lettre d'Amelot, les administrateurs composant le Directoire du département envoyèrent aux directoires et aux procureurs syndics des districts, avec une copie de la circulaire du commissaire du Roi, une lettre portant invitation d'user « de tous les moyens que la loi autorise et que leur patriotisme leur suggérera », pour accélérer le complément de la perception de la contribution patriotique (2).

D'ailleurs les municipalités avaient été prévenues par les receveurs de district, qui, pour combattre la négligence de quelques-unes d'entre elles, leur avaient envoyé des lettres de rappel souvent comminatoires. C'est ainsi que le receveur de Toul dans une lettre circulaire aux « citoyens maire et officiers municipaux des communes », après avoir fait un appel énergique à leur patriotisme, menaçait de la contrainte la plus rigoureuse le receveur municipal qui, dans un délai maximum de huit jours, n'aurait pas terminé ses comptes et payé la totalité du montant de ses rôles (3).

---

(1) Lettres du 4 septembre 1792 d'Amelot aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe et aux receveurs de district (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Lettre circulaire du 14 septembre 1792 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe au Directoire du district de..... (*Arch. dep.*; exemplaire envoyé à Sarrebourg L. 2202; à Lunéville, L. 1308; à Vézelize, L. 2539).

(3) Voici en quels termes le receveur Petitjean du district de Toul termine son pressant appel :

« .....Redoublez donc, Citoyens, d'ardeur et d'activité; engagez, au nom de la Patrie et par les plus pressantes sollicitations, les



Malgré les services rendus au pays par la Caisse de l'Extraordinaire, l'Assemblée nationale avait décidé, le 4 janvier 1793, sa réunion à la Trésorerie nationale. Aussi, dès le 8 janvier, les commissaires de cette dernière caisse adressèrent-ils aux receveurs des districts une circulaire, dans laquelle ils leur firent connaître que les recettes sans exception, dont ils versaient précédemment les produits à la Caisse de l'Extraordinaire et qu'ils auraient faites depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1793, devraient dorénavant être remises par eux, directement, au caissier général de la Trésorerie nationale; mais que les sommes perçues antérieurement au 31 décembre 1792 devraient toujours être adressées comme par le

---

bons et laborieux citoyens des campagnes à payer leur quote-part de la commune contribution : il est si doux de sentir que c'est pour soi-même et pour la conservation de ses propriétés que l'on sacrifie une portion de son bien, lorsqu'on a la certitude que les revenus publics, fruit précieux des sueurs du Peuple, ne serviront plus à assouvir la cupidité d'infâmes déprédateurs, ou à acquitter les folles dépenses de vils courtisans, qu'il faudrait être insensé pour s'y refuser.

« Ainsi donc, si les douceurs de la liberté ont quelques charmes pour vous, si vous êtes sensibles à la gloire et à la prospérité de votre Patrie, sachez que c'est maintenant qu'il faut faire des sacrifices pour la conserver à vos descendants, qui reprocheraient un jour à vos cendres les malheurs de la plus cruelle servitude, si vous négligiez de concourir à étendre et à fortifier les rameaux de l'arbre de la Liberté, à l'ombre duquel ils se réjouissent déjà de goûter les délices du repos et du bonheur.

« *Le receveur du district de Toul,*

« PETITJEAN. »

Lettre circulaire imprimée du 15 novembre 1792 du receveur du district de Toul à MM. les citoyens maire et officiers municipaux de la commune de.... [exemplaire envoyé à Mont-le-Vignoble] (*Arch. dép.*, L. 2403).

passé directement au trésorier de la ci-devant Caisse de l'Extraordinaire, et que les recettes faites sur la contribution patriotique seraient envoyées le 1<sup>er</sup> de chaque mois (1).

Comme le ministre des contributions publiques Clavière n'était pas renseigné sur la contribution patriotique, dont le recouvrement avait été jusqu'alors dirigé par Amelot, il prescrivit aux administrateurs du département de la Meurthe de lui faire passer le plus tôt possible un état de la situation actuelle et de lui envoyer ensuite tous les mois un nouveau bordereau. Avis en fut donné aux administrateurs des districts (2).

Dans une lettre du ministre Destournelles, portant accusé de réception du bordereau du mois de mai 1793, on trouve indiqué l'état de la contribution patriotique dans le département de la Meurthe à cette date (3). La situation est la suivante :

|                                   |                        |                 |                |
|-----------------------------------|------------------------|-----------------|----------------|
| Le montant des rôles étant de .   | 1.375.323 <sup>1</sup> | 19 <sup>s</sup> | 1 <sup>d</sup> |
| Il a été recouvré . . . . .       | 1.254.104              | 16              | 11             |
| Il reste donc à percevoir . . . . | 121.219 <sup>1</sup>   | 2 <sup>s</sup>  | 2 <sup>d</sup> |

(1) Circulaire du 8 janvier 1793 des commissaires de la Trésorerie nationale aux receveurs de district (*Arch. dép.*, L. 1058).

(2) Lettre du 22 avril 1793 de Clavière, ministre des contributions publiques, aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

Lettre circulaire du 26 mai 1793 des administrateurs du Directoire du département de la Meurthe aux administrateurs du Directoire du district de... [exemplaires envoyés aux districts de Nancy et Lunéville] (*Arch. dép.*, L. 1590).

(3) Lettre du 1<sup>er</sup> juillet 1793 de Destournelles, ministre des contributions publiques, aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

Pendant que les commissaires de la Trésorerie nationale suivaient le recouvrement de la contribution patriotique, Amelot continuait à s'en occuper, mais seulement pour ce qui avait trait à ce qui s'était passé avant le 31 décembre 1792. C'est ainsi que, le 5 juillet 1793, il écrivait encore au citoyen Benoist, ancien receveur particulier des finances de Lunéville, pour l'inviter à demander aux administrateurs du Directoire de son district de porter sur son compte la mention de la remise qui lui a été faite de la quittance pour solde de son reliquat, de façon à lui permettre, à son tour, de lui donner décharge, sur cette pièce même, de son débet envers le Trésor (1).

D'ailleurs, les administrateurs du département de la Meurthe, stimulés par le ministre des contributions publiques, envoyaient aux administrateurs des districts de Nancy et de Toul de nouvelles lettres pour presser la rentrée complète de la contribution patriotique. Au Directoire du district de Nancy, ils écrivent : « Il est encore dû dans votre district 63.317<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>. Nous savons que des circonstances particulières ont entravé le recouvrement de cet arriéré; mais votre receveur annonçait, à la fin de mai, qu'il était en mesure pour éteindre les arrérages; néanmoins, le bordereau subséquent ne présente aucune recette, et nous avons lieu de craindre un peu de négligence; veuillez y parer par votre surveillance. » Puis ils lui demandent, pour pouvoir ré-

---

(1) Lettre du 5 juillet 1793 d'Amelot au citoyen Benoist, ancien receveur particulier des finances de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1309).

pondre à certaines observations du ministre, des explications au sujet de communautés ou de lieux réputés tels, qui n'auraient pas déposé leurs rôles (1).

Et s'adressant au Directoire de Toul, ils s'expriment ainsi : « Votre district est le plus en retard de tous ; la reprise est encore de 21.435<sup>l</sup> 8<sup>s</sup> 10<sup>d</sup> et le receveur n'a procuré en juin qu'une rentrée de 930<sup>l</sup> 19<sup>s</sup>. Il faut exiger de lui une activité plus soutenue ; en tout cas, si, comme il le prétend, cet arriéré est absorbé pour la majeure partie par des décharges prononcées, il doit en annoncer le montant exact dans ses observations et les soumettre à votre vérification (2). »

Le Directoire du district de Nancy, dans sa réponse à la lettre du 18 juillet du Directoire du département, fait connaître que, si les lieux que le ministre appelle des municipalités n'ont pas déposé de rôles, c'est que ce sont simplement des censes ou hameaux, qui ont contribué avec les communes auxquelles ils ressortissent, et fournit des explications sur ce point. Quant au restant à recouvrer, qui est de 63.317<sup>l</sup> 1<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>, il est dû entièrement par la ville de Nancy. La plus forte partie est portée aux noms de contribuables absents ou émigrés, et les collecteurs vont se pourvoir pour ces cotes. D'autres sommes sont dues par des personnes auxquelles le Directoire de département a accordé des sursis de

---

(1) Lettre du 18 juillet 1793 des administrateurs du Directoire du département aux administrateurs du Directoire du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre du 18 juillet 1793 des administrateurs du Directoire du département aux administrateurs du Directoire du district de Toul (*Arch. dép.*, L. 2403).

paiement. Des moyens coercitifs ont été déjà employés, mais ils sont restés souvent sans résultat. Aussi le Directoire demande-t-il aux administrateurs du département de tracer les mesures à suivre pour forcer les officiers municipaux et leurs collecteurs à effectuer des rentrées nécessaires (1).

Le Directoire du département répondit le 8 août au Directoire du district de Nancy et, après avoir accepté ses explications au sujet des censes, écarts, etc., lui fait connaître que les collecteurs ne doivent pas être arrêtés par la contribution due par les émigrés ou par les absents; car les premiers sont représentés par la Nation, et les autres ont ou des propriétés ou des chargés d'affaires. En tout cas, les collecteurs doivent justifier de leur diligence et se pourvoir pour faire prononcer des décharges. Quant aux sursis, ils ne sont pas illimités, et si les personnes en faveur desquelles ils ont été prononcés ne se sont pas pourvues pour faire décider sur leurs prétentions, les percepteurs doivent de nouveau presser l'acquittement de leurs contributions. Cependant, malgré ces instructions, il restait encore dû par le district de Nancy, au 31 juillet 1793, près de 60.000 livres (2).

D'autre part, au mois d'août, le receveur de Luné-

---

(1) Lettre du 24 juillet 1793 des administrateurs du Directoire du district de Nancy aux administrateurs du Directoire du département (brouillon sans signatures) et réponse du 8 août 1793 du Directoire du département (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre du 23 août 1793 des administrateurs du Directoire du département aux administrateurs du Directoire du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

villè n'ayant rien versé, malgré les avertissements dont il avait été l'objet, le Directoire du département, pour se conformer aux instructions impératives du ministre, demanda qu'on prît les mesures les plus actives pour forcer les contribuables à payer et les receveurs et percepteurs à user de voies de rigueur (1).

Si, au mois de septembre 1792, Amelot se plaignait que la contribution patriotique rentrait mal, la correspondance échangée entre le Directoire du département de la Meurthe et les directoires de district montre que la situation ne s'était guère modifiée pendant la dernière année. Comme les besoins du Trésor devenaient de plus en plus urgents, il fut décidé, le 26 septembre 1793, par le Conseil exécutif provisoire, qu'on ne reculerait devant aucune mesure pour assurer le recouvrement total de cet impôt, et Destournelles, ministre des contributions publiques, fut chargé d'adresser une proclamation aux directoires de département (2).

Le ton de cette proclamation est impératif et les dispositions qu'elle contient ne le sont pas moins (3). On sent que l'argent manque au Trésor et que l'on veut en finir avec les retardataires. Le préambule rappelle que

---

(1) Lettres des 23 août et 1<sup>er</sup> octobre 1793 des administrateurs du Directoire du département aux administrateurs du Directoire du district de Lunéville (*Arch. dép.*, L. 1308).

(2) Lettre du 1<sup>er</sup> octobre 1793 de Destournelles, ministre des contributions publiques, aux citoyens administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314).

(3) Proclamation au nom du Peuple français du 26 septembre 1793 relative à l'achèvement des rentrées de la contribution patriotique (*Arch. dép.*, L. 314, 1308, 3573).



le dernier terme pour l'entier paiement de la contribution a été fixé au 1<sup>er</sup> avril 1792; puis, dans un considérant, il déclare que « les besoins de la République exigent impérieusement que les sommes qui restent dues soient versées, sans délai, au Trésor public ».

Aux termes de cette proclamation, les officiers municipaux qui auraient négligé de former les rôles de leur commune ou d'imposer ceux qui n'auraient point fait de déclaration, seront responsables du retard qui en résultera, conformément à l'article 5 du décret du 8 août 1790.

De plus, les percepteurs de la contribution patriotique pour l'exercice 1791 seront tenus d'en terminer, sur-le-champ, le recouvrement, et d'en verser sans délai le montant en totalité dans la caisse du receveur du district.

Quinze jours après la publication de la proclamation, chaque receveur dressera un état des percepteurs de son arrondissement qui n'auront pas versé la totalité du montant du rôle de la contribution patriotique de leurs communes.

Le directoire de district visera, immédiatement après la réception de cet état, des contraintes contre tous les percepteurs en retard, et les receveurs les feront sur-le-champ mettre à exécution.

Chaque directoire de district rendra compte au Directoire de département du nombre des communes qui n'ont pas soldé la contribution patriotique et de celles qui sont en retard, et indiquera les percepteurs contre lesquels il aura été décerné des contraintes.

Enfin, le Directoire de département devra donner au

ministre des contributions publiques le compte rendu général de ces opérations et devra, avec les directoires de district, tenir la main à l'exécution de la proclamation et la faire publier et afficher dans toutes les villes et communes de la République.

Cette proclamation fut complétée par une instruction du 30 novembre 1793 que Laumond, administrateur provisoire des Domaines nationaux, envoya aux receveurs de district, relativement aux comptes de la contribution patriotique qu'ils auraient à rendre pour les exercices 1791 et 1792; et, le 5 décembre, il adressa une copie de cette circulaire aux administrateurs du département de la Meurthe (1).

Dans cette circulaire, l'administrateur fait connaître aux receveurs qu'il leur envoie le modèle du compte provisoire qu'ils auront à rendre au citoyen Le Cousteulx, ci-devant trésorier de la Caisse de l'Extraordinaire, par-devant l'administrateur des Domaines nationaux, et les prie de se conformer exactement aux indications de l'instruction. Pour les recettes, elle établit que le compte des exercices 1791 et 1792, relativement à la contribution patriotique, ne comprendra qu'un chapitre qui aura pour objet le montant des recouvrements sur les rôles et les retenues faites à cer-

---

(1) Lettre circulaire imprimée du 10 frimaire an II (30 novembre 1793), de Laumond, administrateur provisoire des Domaines nationaux, aux receveurs de district, portant instructions sur la comptabilité des exercices 1791 et 1792.

Lettre circulaire imprimée du 15 frimaire an II (5 décembre 1793), de Laumond, aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 314, 1309, 1590).

tains contribuables qui n'auraient pas été compris dans les rôles ou qui l'auraient été pour une partie seulement de leur contribution. Ce chapitre unique comprendra quatre articles :

1° Les recettes faites sur les rôles pour 1791 ;

2° Les recettes provenant de retenues faites à certaines personnes non comprises dans les rôles (1) ;

3° Les recettes faites sur les rôles pour 1792 ;

4° Les recettes provenant de retenues faites à certaines personnes non comprises dans les rôles pendant l'année 1791, jusqu'au moment de la réunion de la Caisse de l'Extraordinaire à la Trésorerie nationale, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 1792 inclus.

La circulaire entre dans de grands détails sur la comptabilité et sur les précautions à prendre pour éviter les erreurs, et indique les pièces à joindre à l'appui de la recette.

Quant à la dépense, sa comptabilité sera divisée en six sections intitulées :

1° Sommes versées à la Caisse de l'Extraordinaire ;

2° Rescriptions acquittées sur le numéraire ;

3° Frais de confection et expédition des rôles ;

4° Intérêts accordés aux contribuables pour avance de paiements ;

5° Deniers pour livre accordés sur le montant de la recette effective ;

6° Ordonnances de décharge et de modération.

---

(1) Ces recettes devront partir du moment où l'ancien receveur particulier des finances aura cessé d'exercer jusqu'au 31 décembre 1791 inclus.

Le receveur de district devra faire ensuite la récapitulation de la dépense. Il n'y devra pas comprendre ce qui est relatif aux ordonnances de décharge et de modération. Le compte devra alors être résumé et présenter le résultat de la balance de la recette et de la dépense. Si la balance donne un excédent de recette, le receveur devra fournir à l'administrateur provisoire des Domaines nationaux un récépissé du citoyen Le Couteulx, de la valeur égale à son débet. Si, au contraire, le receveur se trouve en avance, l'administrateur le remboursera.

Le compte devra être appuyé de pièces justificatives qui seront examinées tout d'abord. Il devra être adressé au directoire de district, qui aura quinze jours pour faire ses observations et mettre son visa. Ce compte sera fait en triple expédition; il devra être présenté pour le 1<sup>er</sup> janvier 1794 et être strictement établi suivant le modèle indiqué, sous peine d'être refusé (1).

La proclamation du Conseil exécutif provisoire produisit son effet, ainsi que le constate une lettre de l'Administration provisoire du département de la Meur-

---

(1) A la circulaire du 10 frimaire an II (30 novembre 1793), envoyée par l'administrateur provisoire des Domaines nationaux aux administrateurs du département de la Meurthe et aux receveurs de district, était joint un modèle intitulé :

*Modèle du compte provisoire que doivent rendre les Receveurs de district au citoyen Le Couteulx, ci-devant trésorier de la Caisse de l'Extraordinaire, par devant l'administrateur des Domaines nationaux, des exercices de 1791 et 1792.*

Ce modèle de compte était établi conformément aux instructions contenues dans la circulaire du 10 frimaire (*Arch. dép.*, L. 314, 1309, 1590).

the au district de Nancy. Cependant, comme il est encore dû des sommes assez considérables, l'Administration provisoire invite à prendre des mesures de rigueur envers les retardataires (1).

D'après le receveur du district de Nancy, il n'y aurait plus qu'une reprise de 59.267<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 6<sup>d</sup>; mais, assure-t-il, cette somme est due uniquement par la ville de Nancy, et elle doit être acquittée en grande partie par des ordonnances de décharge ou payée par le receveur des Domaines nationaux à l'acquit des soumissionnaires (2). L'Administration l'invite néanmoins à poursuivre percepteurs ou particuliers pour hâter le recouvrement.

Le receveur de Nancy, voulant se mettre en règle vis-à-vis de l'Administration, présenta au visa des administrateurs du district une contrainte qu'il avait décernée contre les officiers municipaux de la ville de Nancy pour compléter le versement du montant de leurs rôles de la contribution patriotique (3). Bien qu'il eût été autorisé, par une délibération du 8 février 1792, approuvée par le Directoire du départe-

---

(1) Lettre du 2 frimaire an II (22 novembre 1793), de l'Administration provisoire du département de la Meurthe aux administrateurs du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) D'après la lettre du 22 novembre 1793 précitée des administrateurs provisoires du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 1590).

(3) Contrainte pour le paiement d'une somme de 59.267<sup>1</sup> 19<sup>s</sup> 6<sup>d</sup> décernée par le receveur du district de Nancy contre les officiers municipaux de cette ville, visée par les administrateurs du Directoire du district de Nancy, le 24 frimaire an II (*Arch. dép.*, L. 1590).

ment, à mettre ses contraintes à exécution en la forme et par les voies anciennement usitées par les receveurs particuliers des finances, jusqu'à ce qu'une loi eût fixé le mode de poursuites, il s'était borné, en l'absence de toute disposition législative, à faire de pressantes instances aux officiers municipaux de la ville de Nancy et à leur faire une simple signification de contrainte relativement à la contribution patriotique. Il demande donc si, depuis la proclamation du 26 septembre 1793, il peut contraindre les officiers municipaux personnellement, par saisie et vente de leurs meubles et effets, sauf leur recours contre les contribuables ou leurs préposés en retard; s'il peut encore les contraindre, et par corps, comme pour les deniers nationaux, contrainte qui s'exerçait sous l'ancien régime contre les collecteurs en retard; si, enfin, ces poursuites ne doivent être dirigées que contre les officiers municipaux, ou bien s'il doit les exercer également contre les membres du Conseil général de la commune, et il prie le Directoire de district de consulter au besoin le Directoire de département (1).

A la suite de la contrainte décernée par le receveur du district de Nancy contre les officiers municipaux de cette ville, le Conseil général de la commune écrivit aux administrateurs du Directoire de ce district pour se disculper et demander du temps pour rechercher d'où viennent les négligences, estimant que si les percep-

(1) Lettre du 16 frimaire an II (6 décembre 1793), du receveur du district de Nancy aux citoyens administrateurs du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).



teurs en sont responsables, ils doivent en supporter les conséquences (1).

Le recouvrement de la contribution patriotique se fit encore péniblement pendant l'année 1794; mais comme les sommes à recevoir devenaient de moins en moins considérables, il semble que le pouvoir exécutif ait mis moins d'activité à poursuivre des rentrées qui devenaient problématiques.

Cependant, une lettre du 8 février 1795 de la Commission des Revenus nationaux adressée aux administrateurs du district de Nancy, donne la situation de ce district au point de vue de la contribution patriotique, constate qu'au mois de vendémiaire an III (septembre-octobre 1794), il y avait encore à percevoir dans ce district 28.256 livres, et leur donne en exemple les districts de Blâmont, Dieuze, Lunéville, Pont-à-Mousson et Sarrebourg, qui sont entièrement en règle. Elle les invite à ne rien négliger pour que le recouvrement n'éprouve plus de retard, après leur avoir fait remarquer que le dernier terme du paiement de la contribution patriotique devait être, d'après la loi des 6-9 octobre 1789, le 1<sup>er</sup> avril 1792 (2).

Ainsi, en octobre 1794, dans le département de la Meurthe, le recouvrement de la contribution patriotique, était bien près d'être terminé. Les districts de Blâ-

---

(1) Lettre du 2 ventôse an II (20 février 1794), du Conseil général de la commune de Nancy aux administrateurs du Directoire de district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Lettre du 20 pluviôse an III (8 février 1795), de la Commission des Revenus nationaux aux administrateurs du district de Nancy (*Arch. dép.*, L. 1590).

mont, de Dieuze, de Lunéville, de Pont-à-Mousson et de Sarrebourg l'avaient complètement acquittée; le district de Nancy devait encore 28.256 livres, et les trois autres districts, des sommes relativement moindres. Si l'on songe que, depuis la proclamation du 26 septembre 1793, les contribuables étaient poursuivis sans ménagement, que dans les sommes non recouvrées figuraient les contributions des émigrés, pour lesquelles le Trésor devait payer au Trésor, d'absents, qui, en partant, n'avaient guère laissé de prise aux agents du recouvrement, enfin, d'une quantité de gens peu aisés, sinon pauvres, qui opposaient l'inertie à toutes les mesures de coercition, on comprendra que ce qui restait dû allait se régler plutôt par des régularisations d'écriture et par des ordonnances de décharge que par un paiement véritable.

*Cotes irrécouvrables. — Réclamations des collecteurs.*

Une fois les rôles établis, les collecteurs étaient chargés d'en assurer le recouvrement. Ils étaient responsables de la perception et devaient, en principe, payer de leurs deniers les sommes dont ils n'auraient pu opérer la rentrée.

Si les contraintes décernées contre eux avaient été relativement rares, bien souvent ils avaient été menacés, et une délibération du 30 juin 1792 nous montre le Corps municipal de Nancy enjoignant à plusieurs collecteurs en retard dans leurs paiements d'avoir à apporter sous huitaine la décharge de tous les rôles dont ils avaient à faire le recouvrement, passé lequel

délai ils y seraient contraints par toutes les voies de droit (1).

Mais il arrivait que certains articles des rôles demeureraient irrécouvrables. La mort, l'indigence, l'émigration, l'absence et quelquefois même la mauvaise volonté des contribuables, faisaient souvent obstacle au paiement de certaines cotes. Les collecteurs alors, pour s'en faire décharger, devaient saisir le directoire du district, qui, après avoir instruit l'affaire, l'envoyait avec son avis au Directoire du département, qui statuait définitivement.

A Blâmont, nous voyons le Directoire de district donner un avis favorable à une demande en décharge formulée par le collecteur Louis Michel, d'une somme de 36 sous offerte comme don patriotique par Dominique Langlave, mort sans ressources et sans héritiers voulant ou pouvant remplir son intention (2).

En octobre 1791, le collecteur Gabriel François, du sixième quartier de Lunéville, obtient du Directoire du département décharge d'une somme de 8.677 livres pour la contribution patriotique de l'abbé de Beaupré (6.000 <sup>1</sup>), pour celle des Bénédictins (2.344 <sup>1</sup>), et pour celle de personnes peu aisées (respectivement 300 <sup>1</sup>, 24 <sup>1</sup> et 9 <sup>1</sup>) (3).

---

(1) Délibération du 30 janvier 1792 du Corps municipal de Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, VI, 20).

(2) Avis du 14 décembre 1790 du Directoire de district de Blâmont (*Arch. dép.*, L. 311).

(3) Délibérations du Directoire du département de la Meurthe, d'après l'état de décharges du mois d'octobre 1791 (*Arch. dép.*, L. 314).

Mais ce fut surtout à Nancy que les collecteurs présentèrent des états de cotes irrécouvrables.

Le collecteur Barbier, du faubourg Saint-Pierre, qui avait sollicité, en 1791, décharge de la contribution patriotique imposée aux Minimes de Bonsecours (1.466<sup>l</sup> 13<sup>s</sup> 4<sup>d</sup>), aux Chartreux de Bosserville (4.194<sup>l</sup>), et aux Bernardins de Clairlieu (1.000<sup>l</sup>), obtient décharge du montant de ces cotes. Mais les trois ordonnances rendues indiquent que ces dégrèvements ne doivent pas être considérés comme une réduction totale, puisque ces ci-devant religieux doivent faire individuellement des déclarations pour les deux derniers termes proportionnellement à leur traitement. Comme plusieurs de ces contribuables ne résident plus dans le département, il n'a pas été possible d'établir la différence qui existe entre les nouvelles soumissions et les anciennes (1).

Le même collecteur, ayant réclamé, en 1793, au sujet des cotes d'un contribuable qui avait obtenu un sursis de paiement, d'un autre qui était parti pour l'armée comme volontaire, laissant sa femme et ses enfants dans la misère, et d'autres enfin qui étaient des ouvriers sans ouvrage, obtient décharge du recouvrement des sommes imposées respectivement à chacun de ces citoyens, à l'exception toutefois de celles dues par le contribuable qui avait obtenu un sursis et qui

---

(1) Délibération du Directoire du département de la Meurthe, d'après l'état de décharges du mois de décembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).

est invité à payer le terme échu de sa contribution patriotique (1).

D'autre part, le collecteur Jussel de la Ville-Vieille présente un état des citoyens dont il n'a pu obtenir le paiement de la contribution patriotique. Au nombre des cotes restées en souffrance se trouvent celles de nombreux émigrés ; le Directoire du département, suivant avis du Directoire du district de Nancy, après avoir constaté que la plupart de ces émigrés ayant, en partant, abandonné des immeubles et des meubles qui sont actuellement sous la main de la Nation, décide que le collecteur touchera, pour le compte de chacun de ces contribuables individuellement, des mandements chez M. Thiéry, receveur du séquestre des émigrés. A la suite de cette décision, le collecteur Jussel se présenta chez le receveur du séquestre qui lui versa bien, à la décharge de certains de ces émigrés, les fonds venant de leurs biens qu'il avait en caisse, mais qui lui déclara en même temps ne pouvoir acquitter pour les autres les sommes réclamées. Le collecteur adressa alors une nouvelle demande en décharge au Directoire, qui fit droit à sa requête, sauf pour le montant de l'une des cotes dont, pour des motifs particuliers, il exigea le remboursement (2).

---

(1) Avis du Directoire du district de Nancy du 26 mars 1793, adopté par délibération du Directoire du département de la Meurthe du 13 avril 1793 (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Réclamation du sieur Jussel, collecteur à Nancy, du 18 septembre 1793. — Avis du Directoire du district de Nancy du 27 frimaire an II (17 décembre 1793). Délibération de l'Admi-

Le collecteur Oudin, de la paroisse Saint-Roch, présenta aussi une demande au sujet des cotes établies au nom de communautés religieuses qui avaient fait primitivement des déclarations. L'Administration provisoire du département fit droit à cette requête, parce que les communautés religieuses, ayant été dissoutes, n'avaient pu payer la contribution patriotique en communauté, mais que leurs membres l'avaient payée individuellement (1).

Le collecteur Lhermite, de la paroisse Saint-Sébastien qui, en décembre 1791, n'avait obtenu du Directoire du département qu'un dégrèvement de 1.000 livres sur le montant de cotes s'élevant en total à 4.150<sup>1</sup>16<sup>8</sup><sup>d</sup>, tant parce que certains de ces articles avaient déjà été rayés du rôle que parce que de nouvelles déclarations avaient été substituées à des déclarations précédemment faites (2), présenta en 1793 une réclamation qui indique une fois de plus les difficultés que les collecteurs pouvaient rencontrer dans le recouvrement.

Un sieur Honard, ayant été taxé d'office, refusa de payer, sous prétexte qu'il n'avait pas 400 livres de

nistration provisoire du département du 17 nivôse an II (6 janvier 1794).

Nouvelle demande du sieur Jussel du 11 ventôse an II (1<sup>er</sup> mars 1794). — Avis du Directoire du district de Nancy du 28 ventôse an II (18 mars 1794). Délibération de l'Administration provisoire du département de la Meurthe du 7 germinal an II (27 mars 1794) (*Arch. dép.*, L. 1590).

(1) Délibération du 4 nivôse an II (24 décembre 1793) de l'Administration provisoire du département de la Meurthe. (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Délibération du Directoire du département de la Meurthe, d'après l'état de décharges du mois de décembre 1791 (*Arch. dép.*, L. 318).



revenu. Le collecteur Lhermite s'adressa à la municipalité, qui l'obligea à contraindre le contribuable récalcitrant. Celui-ci, persistant dans son refus de paiement, offrit cependant à titre de don volontaire une somme de 25 livres. De là poursuite et saisie des meubles. A ce moment, Honard prétendit que les meubles appartenaient à son beau-père, et le Directoire du département, après avis du Directoire du district, accorda au collecteur Lhermite décharge de la somme imposée à Honard augmentée des frais, mais déduction à faire des 25 livres offertes volontairement (1).

Une affaire d'une nature différente fut portée par les collecteurs Jussel et Gentilhomme de la Ville-Vieille devant le Directoire du département. Le receveur du district leur avait refusé comme pièces comptables les expéditions des ordonnances de décharge ou de modération intervenues en faveur de réclamants, et exigeait les originaux de ces ordonnances conformément à la loi du 25 décembre 1790. Le Directoire décida que, si en principe les originaux des ordonnances de décharge peuvent seuls être donnés comme comptant au receveur de district, cependant ce dernier est autorisé à accepter les expéditions en copie des ordonnances lorsque ces pièces auront été égarées et que les parties auront inscrit cette déclaration sur la copie (2).

---

(1) Avis du Directoire du district de Nancy du 18 octobre 1793, approuvé par délibération du Directoire du département de la Meurthe du 16 brumaire an II [6 novembre 1793] (*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Délibération du Directoire du département de la Meurthe du 5 avril 1792 (*Arch. dép.*, L. 312).

Mais une question plus grave se présenta. Le Corps municipal de Nancy, mécontent du collecteur Gentilhomme, l'avait révoqué de ses fonctions, avait fait saisir ses livres et avait décerné des contraintes contre lui. De là réclamation, et le Directoire du département décida que le Conseil général de la commune avait eu tort de saisir les registres du collecteur, qui n'avait plus dès lors la possibilité de poursuivre les contribuables en retard, et qu'il s'était immiscé sans droit dans le recouvrement de la contribution patriotique en décernant des contraintes contre Gentilhomme, puisque le receveur du district avait seul qualité pour en délivrer (1).

Ces décisions montrent que la situation des collecteurs de la contribution patriotique était souvent délicate. Risquant de payer de leurs deniers le montant des cotes qu'ils n'avaient pu faire rentrer, ils étaient quelquefois obligés, pour prouver leur zèle et obtenir ensuite personnellement des dégrèvements, d'user d'une rigueur qui n'avait souvent pour effet que de faire supporter des frais par l'État. D'autres fois, les collecteurs devaient recourir à la justice du Directoire, soit pour faire trancher des questions de forme, soit même pour se défendre contre les abus de pouvoir des municipalités.

---

(1) Délibération du Corps municipal de Nancy du 16 avril 1792. (*Arch. mun. de la ville de Nancy* ; registres des délibérations, VI, 133). — Arrêté du Directoire du département du 12 mai 1792 (*Arch. dép.*, L. 312).

---

## SECTION IV

*Frais d'assiette et de recouvrement de la contribution patriotique.*

La contribution patriotique, dans l'esprit de ses organisateurs, était basée sur le patriotisme et le désintéressement général. Aussi parut-il naturel, lorsqu'il se fut agi du recouvrement de cette contribution, de décider que les agents qui en seraient chargés, le feraient sans aucune rémunération. On se souvient, en effet, que la loi des 6-9 octobre 1789 et que l'instruction y faisant suite l'établirent ainsi.

Toutefois, il convient de rappeler qu'en dehors des frais de recouvrement proprement dits, l'instruction dans son article 31 stipulait que les avances faites par les corps municipaux et autres assemblées, pour frais d'écriture, de registre, de confection des rôles et frais de voyage des collecteurs au chef-lieu de la recette, seraient remboursés aux municipalités sur le produit des sommes recouvrées. L'instruction ajoutait que, pour simplifier, les commissions intermédiaires examineraient s'il ne conviendrait pas d'allouer à chaque municipalité une somme déterminée et proportionnelle au montant du rôle.

C'est dans ces conditions et avec ces simples données relativement aux frais et avances que furent établis les premiers registres et rôles. Mais bientôt les députés composant la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois, informés que les bureaux intermédiaires étaient obligés d'employer plusieurs secré-

taires au dépouillement des registres des municipalités et à la confection des rôles de la contribution patriotique (car le secrétaire ordinaire de chaque bureau ne pouvait suffire à cette besogne), trouvèrent juste de consacrer une certaine somme au salaire des auxiliaires qui y avaient contribué.

Ils consultèrent alors le contrôleur général Lambert (1). Celui-ci leur fit part de ce qui avait été arrêté par le Roi, sur les propositions qui lui avaient déjà été faites par d'autres administrations, relativement au remboursement et à la fixation des frais énoncés en l'article 31 de l'instruction d'octobre 1789. Voici les décisions prises :

Il sera alloué aux greffiers des municipalités de campagne pour la formation des registres deux deniers par livre du montant du rôle de la contribution patriotique, lorsque ce rôle n'excédera pas la somme de 3.000 livres. Si ce rôle s'élève à une somme plus forte, il sera passé 2 deniers pour livre pour les premiers 1.000 écus, 1 denier et demi pour livre de la somme excédant, depuis 3.000 livres jusqu'à 6.000, et enfin, 1 denier seulement pour livre sur ce qui excédera 6.000 livres, à quelque somme que le rôle puisse s'élever.

A l'égard des greffiers ou secrétaires des municipalités des villes, il est décidé qu'étant rétribués, il n'y a pas lieu de leur accorder la même indemnité qu'à ceux des campagnes, mais qu'ils pourront obtenir des gra-

---

(1) Lettre du 19 mai 1790, de la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois à Lambert, contrôleur général, mentionnée dans la réponse de Lambert du 31 mai 1790 (*Arch. dép.*, L. 314).

tifications sur les propositions des administrateurs de la province ou du département.

En troisième lieu, il sera alloué 1 sol par article aux personnes qui ont été ou qui seront chargées de l'expédition des rôles de la contribution patriotique.

Le contrôleur général fait connaître, en outre, que la Commission intermédiaire pourra, pour l'acquittement de ces frais, délivrer au profit des greffiers des municipalités des campagnes et des personnes qui auront été occupées de l'expédition des rôles, les mandats nécessaires sur les receveurs particuliers qui les remettront pour comptant aux receveurs généraux des finances. A l'égard de l'indemnité à accorder aux collecteurs pour leurs frais de voyage, lorsqu'il y aura quelque chose de décidé, le contrôleur général en fera part (1).

Ces informations furent transmises successivement aux bureaux intermédiaires (2) et aux municipalités (3), qui devaient apprécier, d'après les appointements fixes de leurs secrétaires, dans quelle proportion un supplément leur paraîtrait juste.

Ces instructions furent l'objet d'observations de la part de la Commission intermédiaire de Lorraine, qui

---

(1) Lettre du 31 mai 1790, de Lambert, contrôleur général à la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Lettre circulaire du 18 juin 1790, de la Commission intermédiaire aux bureaux intermédiaires de district (exemplaire adressé au district de Lunéville) [*Arch. dép.*, L. 1308].

(3) Lettre circulaire imprimée du 28 juin 1790, du Bureau intermédiaire du district de Lunéville, à la municipalité de.... (*Arch. dép.*, L. 1308).

estimait que la base des salaires des greffiers de campagne devait être, non le montant des rôles, mais le nombre des déclarations. Ces observations, d'ailleurs, ne furent pas prises en considération par le contrôleur général, qui lui répondit que tout avait été pesé et examiné et que la décision serait maintenue (1).

A la suite des circulaires envoyées aux municipalités des campagnes, celles-ci fixèrent les salaires de leur greffier sur les bases indiquées. Quant aux municipalités des villes, elles proposèrent soit des sommes fixes de gratification, soit des sommes à fixer par les bureaux intermédiaires.

C'est ainsi que la ville de Rambervillers demande pour son greffier une gratification de 150 livres de France (2), et que celle de Blâmont fixe à 12 livres de France la rétribution supplémentaire du sien, qui n'a pour honoraires ordinaires que 3 louis par an (3).

Quant à la ville de Nancy, le Corps municipal décide que les commis employés au bureau de la contribution patriotique recevront comme salaire 1 louis par mois, jusqu'à ce que le Conseil général de la commune ait statué sur leurs appointements (4).

---

(1) Lettre du 10 juin 1790 de la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois à Lambert, et réponse du 26 juin du contrôleur général (*Arch. dép.*, L. 314).

(2) Lettre du 7 juillet 1790 des officiers municipaux de Rambervillers au Directoire du district de Lunéville. — Délibération du 20 juillet 1790 du Conseil général de la commune de Rambervillers (*Arch. dép.*, L. 1308).

(3) Délibération du 18 juillet 1790 du Corps municipal de Blâmont (*Arch. dép.*, L. 1308).

(4) Délibération du 10 juillet 1790 du Corps municipal de



D'autre part, les commissaires composant le Bureau intermédiaire du district de Nancy fixent à la somme totale de 850 livres le montant de ce qui sera remis au secrétaire du district par M. Thiéry, chargé du recouvrement de la contribution patriotique, pour être soit distribué en gratifications aux employés, soit affecté au paiement de certaines dépenses telles qu'articles de bureau, bois de chauffage, etc. (1).

Un bordereau détaillé de ce qui doit revenir aux greffiers des municipalités des campagnes et aux secrétaires qui ont rédigé les rôles de la contribution patriotique pour le district de Toul, fait connaître que le montant des sommes à payer est de 286 <sup>1</sup> 11<sup>s</sup> 9<sup>d</sup> (2).

Les fonds de la contribution patriotique devaient encore servir à payer les imprimés qui avaient été

---

Nancy (*Arch. mun. de la ville de Nancy*; registres des délibérations, II, 111).

(1) Voici l'état des frais pour la contribution patriotique qui fait l'objet d'un mandat de paiement, établi le 28 juillet 1790 par les commissaires composant le Bureau intermédiaire du district de Nancy et se montant à la somme de 850 livres de France, savoir :

|                                                                                                                                                                                  |                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 1° Pour 14.480 articles à 1 sol, ci. . . . .                                                                                                                                     | 724 <sup>1</sup> |
| 2° Pour encre, papier, plumes, cire, sang d'araignée, sciure de bois, etc..., ci . . . . .                                                                                       | 55               |
| 3° Pour une corde de bois, ci. . . . .                                                                                                                                           | 21               |
| 4° Le Bureau intermédiaire ayant pris une personne intelligente pour mettre les autres au fait de ce travail, il lui a passé une gratification de 50 <sup>l</sup> , ci . . . . . | 50               |
| Total . . . . .                                                                                                                                                                  | 850 <sup>1</sup> |

(*Arch. dép.*, L. 1590).

(2) Bordereau des frais dus aux greffiers des municipalités des campagnes du district de Toul (4 août 1790). [*Arch. dép.*, L. 2403].

commandés, soit pour son établissement, soit pour son fonctionnement. Bien que le principe ne puisse être discuté, cependant la Commission intermédiaire jugeait convenable d'en référer au ministre.

On en trouve un exemple dans une lettre d'Amelot qui autorise le paiement du mémoire du sieur Hæner, imprimeur ordinaire du Roi et de l'Assemblée provinciale de Lorraine et Barrois, pour différentes impressions qu'il a faites relativement à la contribution patriotique. Le commissaire du Roi invite la Commission intermédiaire à vérifier, à arrêter ce mémoire et à rendre au profit du sieur Hæner une ordonnance qu'il présentera au receveur particulier des finances pour en toucher le montant sur les deniers provenant de cette contribution (1).

Cependant des modifications s'étaient introduites dans l'administration générale du pays, et il parut nécessaire à l'Assemblée nationale de modifier également l'administration financière. En supprimant, le 14 novembre 1790, les receveurs généraux et particuliers des finances, elle avait créé, en même temps, les receveurs de district. D'ailleurs, comme le travail de recouvrement commençait à imposer une lourde charge aux receveurs, il parut convenable de leur allouer une remise sur la recette de la contribution patriotique comme sur celle des autres impôts.

D'après l'article 25 de la loi des 14-24 novembre 1790,

---

(1) Lettre du 28 juillet 1790 d'Amelot à MM. les députés composant la Commission intermédiaire de Lorraine et Barrois (*Arch. dép.*, L. 316).

les receveurs jouiront d'une remise ou taxation sur leur recette effective de la contribution patriotique, déduction faite des non-valeurs, décharges ou modérations. Cette remise sera réglée à 1 denier pour livre. En outre, les receveurs sont autorisés à retenir cette taxation entre leurs mains, mais sans pouvoir en aucun cas et sous aucun prétexte, diminuer, par cette retenue, la somme qu'ils devront verser à la Caisse de l'Extraordinaire.

La loi des 14-24 novembre réglait bien les remises à accorder aux receveurs de district; mais comme les anciens receveurs devaient rester en fonction jusqu'au 31 décembre 1790, et que même il leur avait été accordé jusqu'au 15 février pour produire leurs comptes, il parut équitable de régler les remises qui devaient leur revenir, puisqu'on en accordait aux nouveaux. Aussi une loi des 20-25 décembre 1790 établit-elle l'émolument destiné à tenir lieu de traitement ou indemnité aux anciens receveurs particuliers des finances, aux greffiers et secrétaires, employés à l'établissement et au recouvrement de la contribution patriotique.

S'occupant d'abord des receveurs particuliers, dont l'exercice doit finir au 31 décembre 1790, elle décide qu'il leur sera fait une remise de 1 denier pour livre sur le recouvrement de la contribution; mais que ces receveurs, lorsqu'ils rendront compte de cette recette de clerc à maître, n'auront droit à aucune indemnité pour frais de registre, de port de lettres, impressions et commis extraordinaires, ou à quelque titre que ce puisse être.

Pour les greffiers des municipalités de campagne, s'inspirant des dispositions que le contrôleur général Lambert avait communiquées précédemment aux commissions intermédiaires de province, le législateur établit qu'il leur sera accordé 2 deniers pour livre du montant des rôles de la contribution patriotique pour les premiers 3.000 livres auxquels ils pourraient s'élever, 1 denier et demi pour livre de 3.000 à 6.000 livres et 1 denier pour livre sur ce qui excéderait cette somme. En outre, il sera alloué 1 sol par article aux personnes chargées de l'expédition desdits rôles, en conformité des registres de déclaration.

Quant à l'indemnité qui pourrait être due aux greffiers et secrétaires des municipalités des villes pour les frais d'écriture, de registre et de confection des rôles de la contribution patriotique, elle sera allouée par les directoires de département en proportion de la population des villes dont les rôles auront été faits par les greffiers et secrétaires, en prenant en considération les rétributions dont ils jouissent d'ailleurs, sans que cette indemnité puisse excéder la somme de 1 denier pour livre pour les premiers 50.000 livres auxquels pourraient s'élever les rôles, un demi-denier pour livre de 50.000 à 100.000 livres et un quart de denier pour livre pour ce qui excédera cette somme.

En outre, l'Assemblée nationale décide que chaque directoire fera un état des indemnités et l'adressera au commissaire du Roi, chargé de l'administration de la Caisse de l'Extraordinaire. Celui-ci devra le vérifier avant la mise en paiement.

Comme dans la loi des 20-25 décembre 1790, il

n'avait pas été question des collecteurs, c'est celle des 6-19 janvier 1791 qui régla l'indemnité due aux préposés à la perception de la contribution patriotique pour l'année 1791. De même que les anciens receveurs particuliers des finances ont cessé de suivre le recouvrement de la contribution patriotique au 1<sup>er</sup> janvier 1791, les collecteurs ou premiers percepteurs de la contribution patriotique qui ont fait la collecte pour 1790 devront cesser leur perception pour l'année 1791. Ce seront donc les nouveaux collecteurs et premiers percepteurs de 1791 qui seront chargés d'en poursuivre le recouvrement, et l'article 2 de la loi des 6-19 janvier indique les sommes qui devront leur être allouées à titre d'indemnité de leurs peines et pour frais de perception de la contribution patriotique. Cette indemnité est fixée à 1 denier pour livre sur les sommes effectives qu'ils auront reçues sur cette contribution et qu'ils auront versées dans les mains des receveurs, auxquels ils sont respectivement obligés de compter de leurs recettes.

Mais les directoires de district avaient été dans l'impossibilité de faire rendre les comptes, tant aux receveurs particuliers des finances qu'aux collecteurs avant le 15 février 1791, comme le prescrivait la loi des 14-24 novembre 1790, parce que les collecteurs pour l'exercice 1791 n'avaient point été nommés à cette époque, et qu'il était nécessaire de faire comprendre dans les comptes des anciens receveurs les dépenses auxquelles avaient pu donner lieu les frais de perception, de rédaction et d'expédition des rôles. Aussi la loi des 25 février-4 mars 1791 proroge-t-elle la date

de reddition des comptes du 15 février au 1<sup>er</sup> mai de la même année et décida-t-elle que, à défaut de percepteurs nommés pour 1791, les collecteurs de 1790 suivraient la perception de la contribution patriotique et qu'il leur serait tenu compte du denier pour livre sur les sommes effectives qu'ils auraient reçues, pour chacun des receveurs entre les mains desquels ils auraient versé leurs deniers (1).

Les remises ou indemnités à accorder aux agents préposés au recouvrement de la contribution patrio-

(1) Le Corps municipal de Nancy, voulant prévenir toute difficulté relativement aux indemnités à accorder aux personnes chargées de l'établissement et du recouvrement de la contribution patriotique dans cette ville, décide, par délibération du 23 avril 1791, qu'il sera fait incessamment :

1° Un mémoire des frais d'écriture, de registres et de confection des rôles de la contribution patriotique conformément à l'article 4 du décret du 20 décembre ;

2° Un état des frais d'expédition dudit rôle à raison d'un sou par article, conformément à l'article 3 du même décret ;

3° . . . . .

4° Qu'en outre les collecteurs seront autorisés à faire la perception du second terme de la contribution patriotique, sauf à régler à la suite l'indemnité de leurs peines et faux frais pour la collecte du deuxième terme ;

5° Qu'il sera dressé un mémoire de ce qui est adjugé pour la perception du premier terme de la contribution patriotique à raison d'un denier pour livre sur les sommes effectives que les collecteurs ont reçues à compte ;

6° Que lesdits états et mémoires seront incessamment adressés au Directoire du département pour en demander le remboursement au nom et au profit de la municipalité, attendu qu'elle en a fait les avances à ses greffiers, secrétaires et collecteurs ;

7° Que cette délibération sera mise à exécution à la diligence du procureur de la commune et par lui notifiée aux collecteurs.

Délibération du Corps municipal de Nancy du 23 avril 1791 (*Arch. mun. de Nancy* ; registres des délibérations, III, 302.)



que étaient ainsi réglées. Mais aucune loi n'avait encore prescrit la forme qui devait être employée pour ces paiements. Celle des 6-15 décembre 1790 s'opposait à ce qu'ils fussent faits sur les assignats provenant de cette contribution, puisqu'aux termes de l'article 10 du titre II de cette loi, ceux-ci devaient être annulés au moment où ils entraient dans la caisse des receveurs. Il en résultait tout à la fois des retards forcés dans le paiement des divers agents qui avaient coopéré au répartition et au recouvrement de cette contribution et une consommation inutile d'assignats, puisque cette contribution devant entrer dans les recettes de la Trésorerie nationale ne pouvait être remplacée qu'en assignats neufs. Aussi, le 16 mars 1792, l'Assemblée nationale législative, pénétrée de ces inconvénients, décréta-t-elle que les assignats à provenir du recouvrement de la contribution patriotique ne seraient plus annulés, que les versements des receveurs continueraient à être faits à la Caisse de l'Extraordinaire à la déduction des taxations des frais d'assiette et de recouvrement, enfin que la totalité des rentrées qui s'opéreraient à la Caisse de l'Extraordinaire par l'effet des remises des receveurs sur cette contribution, serait versée au fur et à mesure à la Trésorerie nationale.

Comme les dispositions des décrets du 25 décembre 1790 et du 16 mars 1792 n'avaient pas été suivies de la même façon dans toute l'étendue du territoire, et comme bien des corps administratifs et des receveurs avaient contrevenu à la loi des 6-15 décembre 1790 quant à la forme des paiements, une instruction du 20 avril 1792 rappelle tout ce qui a rapport à la dé-

pense qui peut avoir lieu sur la contribution patriotique, et indique les divers paiements que les receveurs sont autorisés à faire sur les deniers provenant de cette contribution (1).

Suivant cette instruction, les dépenses qui peuvent avoir lieu sur la contribution patriotique sont :

1° La rétribution accordée aux greffiers des municipalités de campagne prescrite par l'article 2 du décret du 20 décembre 1790 ;

2° Le sol par article accordé par l'article 3 du même décret aux personnes qui ont été chargées de l'expédition des rôles ;

3° L'indemnité due aux greffiers et secrétaires des municipalités des villes pour les frais d'écriture, de registre et de confection de rôles, d'après les bases fixées par l'article 4 du décret du 20 décembre 1790 ;

4° Le denier pour livre accordé par la loi du 24 novembre 1790 aux receveurs de district, pour taxation et remise sur le recouvrement de la contribution patriotique ;

5° Le denier pour livre accordé par l'article 1 de la loi du 25 décembre 1790, pour remise sur ce recou-

---

(1) Instruction du 20 avril 1792 relative aux divers paiements que les receveurs sont autorisés à faire sur les deniers provenant de la contribution patriotique (*Arch. dép.*, L. 314, 316, 1308, 2202).

Lettre d'envoi de l'instruction du 20 avril 1792 par le Directeur du département de la Meurthe au Directoire du district de Lunéville [du 25 mai 1792] (*Arch. dép.*, L. 1308).

vrement, aux ci-devant receveurs particuliers des finances, dans le cas où, lors de la reddition de leurs comptes, ils n'auraient plus entre leurs mains des deniers suffisants pour se couvrir du montant de ladite remise.

L'instruction indique ensuite comment ces dépenses peuvent être acquittées. Les deux premiers objets de dépenses pourront être réglés par les receveurs sur ordonnance du directoire de district visée par le département.

Le troisième objet de dépense pourra être acquitté de la même manière. Toutefois l'ordonnance du département devra être précédée du visa de l'administration de la Caisse de l'Extraordinaire (art. 5 du décret du 20 décembre 1790).

Quant au denier pour livre accordé aux receveurs, la retenue pourra en être faite mois par mois sur le produit de la contribution patriotique; mais une ordonnance du directoire de district visée par le directoire de département sera nécessaire.

Pour le denier pour livre accordé pour remise aux anciens receveurs particuliers des finances, dans le cas où ils auraient été déclarés en avance par l'arrêté du compte qu'ils ont dû rendre au directoire du district chef-lieu de leur ancien arrondissement, il ne pourra être payé que sur l'ordonnance du département mise au bas du certificat de l'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire.

Pour toutes les autres sommes susceptibles de revenir aux ci-devant receveurs particuliers des finances, il sera nécessaire de suivre les formes à établir par les

commissaires de la comptabilité et déterminées par l'Assemblée nationale (1).

Si ces anciens receveurs, lors de la reddition de leurs comptes, se sont trouvés en avance de sommes autres que leur taxation, le paiement ne pourra être reconnu qu'autant que les commissaires de la comptabilité auront constaté que la somme portée en avance est réellement due. Si la somme est due, les commissaires délivreront un titre; l'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire fera alors connaître au département le paiement à ordonner, et celui-ci pourra le valider par un nouvel arrêté. Jusqu'à ce moment, les receveurs de district seront à découvert des sommes qu'ils auraient payées ainsi, et ils en seront déclarés reliquataires si le jugement des comptes des anciens receveurs des finances par les commissaires de la comptabilité n'a pas précédé l'époque à laquelle ils doivent eux-mêmes rendre leurs comptes sur la contribution patriotique.

Lorsque les receveurs n'auront pas fait de retenue pour leur taxation et remise sur la contribution patriotique, ils exerceront cette retenue pour le total de leur recette depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1791 jusqu'au dernier

---

(1) L'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire fait remarquer que plusieurs receveurs de district ont payé certaines dépenses contrairement au vœu de la loi des 6-15 décembre 1790. Aussi recommande-t-il d'examiner si les ordonnances d'après lesquelles ils ont payé sont conformes aux indications données, et, dans le cas où elles ne le seraient pas, de s'adresser soit aux directoires de district et de département, soit à l'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire pour régulariser, suivant le cas, la dépense.

du mois échu. Ils en feront mention sur le premier bordereau du mois à l'article de la dépense intitulé : *Denier pour livre ou montant de la recette effective*. S'ils ont fait quelque retenue, qu'ils auraient portée en compte dans les bordereaux envoyés à l'administration de la Caisse de l'Extraordinaire, ils porteront également le montant de ces taxations dans le premier bordereau du mois qu'ils auront à former; mais dans la colonne intitulée : *Somme*, ils ne mettront que celle résultant de la différence entre ce qui leur reviendra et ce qu'ils ont retenu.

Les receveurs n'ont droit à aucune remise sur les sommes provenant des reliquats de comptes des ci-devant receveurs particuliers des finances qui auraient pu leur être versées pour les transmettre à la Caisse de l'Extraordinaire, car les sommes provenant de ces versements n'ont pas dû entrer en ligne de compte dans leur gestion et ont déjà subi une retenue du précédent comptable.

Il est recommandé ensuite aux receveurs de district qui étaient précédemment receveurs particuliers des finances de ne pas confondre les deux comptabilités dans la retenue de leurs taxations, et de suivre exactement la marche indiquée pour chaque gestion.

Quant aux dépenses faites directement par les districts et départements, telles que les frais d'impression relatifs aux moyens d'exécution et à l'accélération de l'établissement et du recouvrement de la contribution patriotique, l'administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire ne pourra déterminer leur mode de remboursement que lorsqu'il y aura été autorisé par le Corps législatif.

Pour provoquer un décret, il lui est nécessaire de connaître le montant de ces frais. Aussi les directoires de district devront-ils se faire remettre par les différents fournisseurs leurs mémoires et en arrêter le total. Ils en formeront une liasse séparée pour chaque nature de dépense et en établiront un état général. Les directoires de département arrêteront ces états, qui seront envoyés à la Caisse de l'Extraordinaire, puis seront soumis à l'Assemblée nationale, qui fixera leur mode de paiement.

L'instruction du 20 avril 1792 avait résumé les prescriptions légales relatives aux paiements à faire sur les deniers de la contribution patriotique. Elle permit d'établir régulièrement les comptes des frais qui devaient être supportés par cette contribution.

Cependant, le 27 mars 1793, le ministre des contributions publiques Clavière, désirant connaître le montant des dépenses qui avaient été faites, et de celles qui seraient faites à l'avenir, pour la rétribution des greffiers pour la réception des déclarations et la confection des rôles (art. 2, 3 et 4 de la loi du 25 décembre 1790), invita le Directoire du département à porter le montant des sommes déjà payées sur un bordereau établi d'après un modèle joint à sa demande; ce bordereau des sommes déjà payées portera le numéro 1. Un bordereau semblable, portant le numéro 2, sera établi lorsqu'il se sera produit un certain nombre de nouvelles demandes. Le Directoire enverra au ministre ces bordereaux en double expédition. Une de celles-ci lui sera retournée avec l'approbation ministérielle. Des bordereaux semblables devront être adres-



sés de la même manière au fur et à mesure des réclamations (1).

Les administrateurs du département de la Meurthe transmirent la lettre du ministre aux directoires des districts. Ceux de Dieuze et de Blâmont purent envoyer l'état du montant des remises accordées aux greffiers des municipalités; mais ceux de Toul et de Lunéville firent connaître qu'ils n'avaient pu le terminer encore, mais qu'ils l'enverraient aussitôt que possible (2).

Quelques greffiers contestèrent le montant des sommes qu'on voulait leur attribuer. Ils réclamèrent en conséquence, comme en témoignent les demandes formulées devant le Directoire du district de Nancy par le sieur Bastien, greffier municipal de la commune de Messein, et par le sieur Germain, greffier à Chaligny. Leurs réclamations furent reconnues fondées, et, après avis favorable du Directoire du district, celui du département leur accorda les sommes réclamées (3).

(1) Lettre du 27 mars 1793 du ministre des contributions publiques Clavière aux administrateurs du Directoire du département de la Meurthe (*Arch. dép.*, L. 316, 1308, 1590, 2403).

(2) Circulaire du 7 avril 1793 du Directoire du département de la Meurthe aux directoires de district (*Arch. dép.*, L. 316, 1308, 1590, 2403). — Réponses des Directoires de Blâmont, Dieuze, Toul et Lunéville en date des 15 juin, 23 juillet, 25 juillet, 8 août 1793 (*Arch. dép.*, L. 316).

(3) Réclamation du sieur Bastien, greffier municipal de la commune de Messein. — Avis du Directoire du district de Nancy du 5 juin 1792. — Arrêté du Directoire du département de la Meurthe du 24 août 1792 (*Arch. dép.*, L. 312 [district de Nancy p. 61, v°]).

Réclamation du 16 brumaire an II (6 novembre 1793) du sieur

Les frais d'assiette et de recouvrement de la contribution patriotique soulevèrent en somme bien peu de difficultés dans le département de la Meurthe. D'une part, tout avait été réglé très minutieusement par les lois et instructions sur la matière; et, d'autre part, les secrétaires et employés, les receveurs et collecteurs, étaient relativement satisfaits des remises qui leur avaient été allouées, d'autant plus que, à l'origine, la loi des 6-9 octobre 1789 avait décidé que le recouvrement de la contribution patriotique se ferait sans frais.

---

Germain, greffier de Chaligny. — Avis du Directoire du district de Nancy du 13 frimaire an II (3 décembre 1793). — Arrêté de l'Administration provisoire du département de la Meurthe du 12 nivôse an II [1<sup>er</sup> janvier 1794] (*Arch. dép.*, L. 1590).

---

## CONCLUSION

---

L'étude de l'établissement et de l'organisation de la contribution patriotique, complétée par celle de son fonctionnement dans la province de Lorraine et Barrois, puis dans le département de la Meurthe, permet de dégager les idées et les principes qui ont présidé et pour ainsi dire commandé son évolution historique.

Necker, en proposant aux représentants de la Nation son projet de contribution patriotique sur le revenu, ne l'avait peut-être considéré que comme un expédient destiné à parer aux plus pressants besoins du Trésor; mais il l'avait présenté à l'Assemblée nationale, pleine d'idées généreuses, ennemie des choses de l'ancien régime et imbue des idées de rénovation sociale, comme un dernier sacrifice demandé aux contribuables, sacrifice volontaire, qui associerait tous les citoyens au relèvement de la Patrie. C'est dans cette pensée que l'Assemblée avait voté de confiance la loi, tout en laissant au premier ministre la responsabilité des moyens à employer.

Aussi la loi des 6-9 octobre 1789 porte-t-elle l'empreinte de ces idées nouvelles, et, à côté du patriotisme qui en est la base, trouve-t-on le principe de la déclaration volontaire et sans contrôle par les citoyens.

C'était l'application légale d'un beau rêve. Mais ce rêve ne put supporter le contact des réalités. « L'As-

semblée, dit Taine, a laissé à la conscience de chacun le soin de fixer sa cote; au bout de six mois, elle découvre que les consciences sont trop larges (1). »

Triste découverte en effet, mais qu'il était facile de prévoir; car, lorsque l'intérêt personnel entre en lutte avec l'intérêt du Trésor, c'est bien souvent le second qui est sacrifié par le contribuable. La porte était ouverte à toutes les fraudes; beaucoup en profitèrent. Les déclarations étaient peu nombreuses; plus rarement encore elles étaient sincères. La contribution patriotique menaçait de sombrer dans un lamentable échec.

A une confiance trop grande dans l'honnêteté des citoyens, succéda une défiance marquée vis-à-vis des contribuables. L'Assemblée décréta la taxation d'office et la vérification des déclarations notoirement infidèles. En faisant appel à la notoriété publique comme moyen de recherche, d'inquisition même, le législateur établissait le contrôle dans tout ce qu'il avait de plus injuste, de plus sujet à l'erreur.

L'Assemblée nationale ne sut pas éviter ce double écueil. Peut-être aurait-elle pu, tout en ménageant les intérêts du Trésor, trouver le moyen d'établir un contrôle plus sûr et plus discret que celui d'une opinion souvent vague et incertaine.

Quoi qu'il en soit, à la suite des mesures de coercition prises, suite inévitable des taxations d'office et des surtaxes, les retards dans le recouvrement de la con-

---

(1) TAINE, *Les Origines de la France contemporaine. La Révolution*, t. I, p. 360.

tribution patriotique diminuèrent, au grand bénéfice du Trésor. Si bien que, le 1<sup>er</sup> février 1793, le ministre des contributions publiques Clavière pouvait annoncer à la Convention nationale que, sur les 32.621 rôles connus, le Trésor devait toucher. . . 159.966.751<sup>1</sup> 1<sup>s</sup> 1<sup>d</sup> qu'en déduisant de ce chiffre les

réductions se montant à . . . 4.127.318 13 11  
et le montant des sommes recou-

vrées qui s'élevait à . . . . . 107.521.151 3 6  
il ne restait plus à recouvrer

que. . . . . 48.318.281 3 8  
et que l'on pouvait espérer retirer encore 25 millions des 7.000 rôles qui restaient à faire (1).

Si l'on en juge par les résultats constatés dans le département de la Meurthe à la fin de l'année 1794, il y a lieu de penser que la contribution patriotique, grâce au zèle des pouvoirs publics, put procurer encore au Trésor une partie des ressources escomptées par le ministre.

Mais la contribution patriotique avait été complètement transformée. D'une sorte de don patriotique, librement et volontairement consenti, elle était devenue un véritable impôt comportant ses avantages comme ses rigueurs. Une chose lui restait cependant et la distinguait encore des autres contributions : la clause de remboursement.

---

(1) Compte rendu de l'état du département des contributions publiques par le ministre Clavière à la Convention nationale, au 1<sup>er</sup> février 1793, en vertu des décrets des 24 septembre 1792, 6 et 9 janvier 1793, l'an II de la République (*Arch. dép.*, L. 3552 [liasse février 1793]).

Il n'y avait plus qu'à attendre l'époque où le crédit national permettrait d'emprunter à 4 % d'intérêts en rentes perpétuelles, ce qui devait permettre aux déclarants, ou aux personnes qu'ils avaient substituées à leurs droits, d'invoquer cette clause et de rentrer dans les sommes qu'ils avaient versées au Trésor.

Ces circonstances heureuses qui auraient pu, suivant les termes de la loi des 6-9 octobre 1789, « ouvrir de nouvelles ressources à l'État », tardèrent sans doute à se produire, car on n'entendit jamais parler du remboursement de la contribution patriotique.

---



# ANNEXES



## ANNEXE I

---

### *Adresse de l'Assemblée nationale à ses Commettants*

Le 3 octobre 1789.

Les Députés à l'Assemblée nationale suspendent quelques instants leurs travaux pour exposer à leurs Commettants les besoins de l'État, et inviter le patriotisme à seconder des mesures réclamées au nom de la Patrie en péril.

Nous vous trahirions, si nous pouvions le dissimuler : la Nation va s'élever aux plus glorieuses destinées ou se précipiter dans un gouffre d'infortunes.

Une grande révolution, dont le projet nous eût paru chimérique il y a peu de mois, s'est opérée au milieu de nous. Accélérée par des circonstances incalculables, elle a entraîné la subversion soudaine de l'ancien système ; mais sans nous donner le temps d'étayer ce qu'il faut conserver encore, de remplacer ce qu'il fallait détruire, elle nous a tout à coup environnés de ruines.

En vain nos efforts ont soutenu le Gouvernement ; il touche à une fatale inertie. Les revenus publics ont disparu ; le crédit n'a pu naître dans un moment où les craintes semblaient égaler les espérances. En se détendant, ce ressort de la force sociale a tout relâché, les hommes et les choses, la résolution, le courage et jusqu'aux vertus. Si votre concours ne se hâtait de rendre au Corps politique le mouvement et la vie, la plus belle révolution serait perdue aussitôt qu'espérée ; elle rentrerait dans le chaos d'où tant de nobles travaux l'ont fait éclore, et ceux qui conserveraient à jamais l'amour invincible de la liberté, ne laisseraient pas

même aux mauvais Citoyens la honteuse consolation de redevenir esclaves.

Depuis que vos Députés ont déposé, dans une réunion juste et nécessaire, toutes les rivalités, toutes les divisions d'intérêts, l'Assemblée nationale n'a cessé de travailler à l'établissement de Lois qui, semblables pour tous, seront la sauvegarde de tous. Elle a réparé de grandes erreurs; elle a brisé les liens d'une foule de servitudes qui dégradait l'humanité; elle a porté la joie et l'espérance dans le cœur des habitants de la campagne, ces créanciers de la terre et de la Nature, si longtemps flétris et découragés; elle a rétabli l'égalité des Français trop méconnue, leur droit commun à servir l'État, à jouir de sa protection, à mériter ses faveurs; enfin, d'après vos instructions, elle élève graduellement, sur la base immuable des droits imprescriptibles de l'homme, une Constitution aussi douce que la Nature, aussi durable que la Justice, et dont les imperfections, suite de l'inexpérience de ses auteurs, seront facilement réparées.

Nous avons eu à combattre des préjugés invétérés depuis des siècles, et mille incertitudes accompagnent les grands changements. Nos successeurs seront éclairés par l'expérience; et c'est à la seule lueur des principes, qu'il nous a fallu tracer une route nouvelle. Ils travailleront paisiblement, et nous avons essuyé de grands orages. Ils connaîtront leurs droits et les limites de tous les pouvoirs : nous avons recouvré les uns et fixé les autres. Ils consolideront notre ouvrage, ils nous surpasseront; et voilà notre récompense. Qui oserait maintenant assigner à la France le terme de sa grandeur? Qui n'élèverait ses espérances? Qui ne se réjouirait d'être Citoyen de cet Empire?

Cependant telle est la crise de nos Finances, que l'État est menacé de tomber en dissolution avant que ce bel ordre ait pu s'affermir. La cessation des revenus a fait disparaître le numéraire; mille circonstances le précipitent au dehors du Royaume; toutes les sources du crédit sont taries; la circu-

lation universelle menace de s'arrêter; et si le patriotisme ne s'avance au secours du Gouvernement et de l'Administration des Finances qui embrasse tout, notre armée, notre flotte, nos subsistances, nos arts, notre commerce, notre agriculture, notre dette nationale; la France se voit rapidement entraînée vers la catastrophe où elle ne recevra plus de Lois que des désordres de l'anarchie...

La liberté n'aurait lui un instant à nos yeux que pour s'éloigner, en nous laissant le sentiment amer que nous ne sommes pas dignes de la posséder! A notre honte et aux yeux de l'univers, nous ne pourrions attribuer nos maux qu'à nous-mêmes! Avec un sol si fertile, avec une industrie si féconde, avec un commerce tel que le nôtre, et tant de moyens de prospérité, qu'est-ce donc que l'embarras de nos Finances? Tous nos besoins du moment sont à peine les fonds d'une campagne de guerre; notre propre liberté ne vaut-elle pas ces luttes insensées où les victoires même nous ont été funestes?

Ce moment une fois passé, loin de surcharger les Peuples, il sera facile d'améliorer leur sort. Des réductions qui n'atteignent pas encore le luxe et l'opulence; des réformes qui ne feront point d'infortunés; des conversions faciles d'impôts, une égale répartition, établiront, avec l'équilibre des revenus et des dépenses, un ordre permanent qui, toujours surveillé, sera inaltérable. Et cette consolante perspective est assise sur des supputations exactes, sur des objets réels et connus. Ici, les espérances sont susceptibles d'être démontrées; l'imagination est subordonnée au calcul.

Mais les besoins actuels! mais la force publique paralysée! mais, pour cette année et pour la suivante, 160 millions d'extraordinaire!... Le premier Ministre des Finances nous a proposé, comme moyen principal pour cet effort, qui peut décider du salut de la Monarchie, une contribution relative au revenu de chaque Citoyen.

Pressés entre la nécessité de pourvoir, sans délai, aux besoins publics et l'impossibilité d'approfondir, en peu

d'instants, le plan qui nous était offert, nous avons craint de nous livrer à des discussions longues et douteuses ; et ne voyant, dans les propositions du Ministre, rien de contraire à nos devoirs, nous avons suivi le sentiment de la confiance, en préjugant qu'il serait le vôtre. L'attachement universel de la Nation pour l'Auteur de ce plan, nous a paru le gage de sa réussite, et nous avons embrassé sa longue expérience comme un guide plus sûr que de nouvelles spéculations.

L'évaluation des revenus est laissée à la conscience des Citoyens ; ainsi l'effet de cette mesure dépend de leur patriotisme. Il nous est donc permis, il nous est ordonné de ne pas douter de son succès. Quand la Nation s'élance du néant de la servitude vers la création de la liberté ; quand la Politique va concourir avec la Nature au déploiement immense de ses hautes destinées, de viles passions s'opposeraient à sa grandeur ! l'égoïsme l'arrêterait dans son essor ! le salut de l'État peserait moins qu'une contribution personnelle !

Non, un tel égarement n'est pas dans la nature ; les passions même ne cèdent pas à des calculs si trompeurs. Si la révolution qui nous a donné une Patrie pouvait laisser indifférents quelques Français, la tranquillité du Royaume, gage unique de leur sûreté particulière, serait du moins un intérêt pour eux. Non, ce n'est point au sein du bouleversement universel, dans la dégradation de l'autorité tutélaire ; lorsqu'une foule de Citoyens indigents, repoussés de tous les ateliers de travaux, harcéleront une impuissante pitié ; lorsque les troupes se dissoudront en bandes errantes, armées de glaives et provoquées par la faim ; lorsque toutes les propriétés seront insultées, l'existence de tous les individus menacée, la terreur ou la douleur aux portes de toutes les familles ; ce n'est point dans ce renversement que de barbares égoïstes jouiraient en paix de leurs coupables refus à la Patrie ! L'unique distinction de leur sort, dans les peines communes, serait aux yeux de tous un juste opprobre ; au fond de leur âme, un inutile remords.

Eh ! que de preuves récentes n'avons-nous pas de l'esprit



public qui rend tous les succès si faciles ! Avec quelle rapidité se sont formées ces Milices nationales, ces légions de Citoyens, armés pour la défense de l'État, le maintien de la paix, la conservation des Lois ! Une généreuse émulation se manifeste de toutes parts : Villes, Communautés, Provinces, ont regardé leurs privilèges comme des distinctions odieuses ; elles ont brigué l'honneur de s'en dépouiller pour en enrichir la Patrie. Vous le savez ; on n'avait pas le loisir de rédiger en arrêtés les sacrifices qu'un sentiment vraiment pur et vraiment civique dictait à toutes les classes de Citoyens, pour rendre à la grande famille tout ce qui dotait quelques individus au préjudice des autres.

Surtout depuis la crise de nos Finances, les dons patriotiques se sont multipliés. C'est du trône dont un Prince bienfaisant relève la majesté par ses vertus, que sont partis les plus grands exemples. O vous, si justement aimé de vos Peuples ! Roi, honnête homme et bon Citoyen ! Vous avez jeté un coup d'œil sur la magnificence qui vous environne ; vous avez voulu ; et des métaux d'ostentation sont devenus des ressources nationales. Vous avez frappé sur des objets de luxe, mais votre dignité suprême en a reçu un nouvel éclat : pendant que l'amour des Français, pour votre personne sacrée, murmure de vos privations, leur sensibilité applaudit à votre noble courage, et leur générosité vous rendra vos bienfaits comme vous désirez qu'on vous les rende, en imitant vos vertus, en vous donnant la joie d'avoir guidé toute votre Nation dans la carrière du bien public.

Que de richesses dont un luxe de parade et de vanité a fait sa proie, vont reproduire des moyens actifs de prospérité ! Combien la sage économie des individus peut concourir avec les plus grandes vues pour la restauration du Royaume ! Que de trésors accumulés par la piété de nos pères pour le service des Autels, sortiront de l'obscurité pour le service de la Patrie, et n'auront pas changé leur religieuse destination ! « Voilà les réserves que j'ai recueillies dans des temps prospères, dit la Religion sainte ; je les rapporte à la masse

commune dans des temps de calamités. Ce n'était pas pour moi ; un éclat emprunté n'ajoute rien à ma grandeur ; c'était pour vous, pour l'État que j'ai levé cet honorable tribut sur les vertus de vos pères. »

Oh ! qui se refuserait à de si touchants exemples ! Quel moment pour déployer nos ressources et pour invoquer les secours de toutes les parties de l'Empire ! Prévenez l'opprobre qu'imprimerait à la liberté naissante la violation des engagements les plus sacrés. Prévenez ces secousses terribles qui, en bouleversant les établissements les plus solides, ébranleraient au loin toutes les fortunes, et ne présenteraient bientôt, dans la France entière, que les tristes débris d'un honteux naufrage. Combien ne s'abuse-t-on pas si, à une certaine distance de la Capitale, on n'envisage la foi publique, ni dans ses immenses rapports avec la prospérité nationale, ni comme la première condition du contrat qui nous lie ! Ceux qui osent prononcer l'infâme mot de banqueroute, veulent-ils donc une société d'animaux féroces et non d'hommes justes et libres ? Quel est le Français qui oserait regarder un de ses Concitoyens malheureux, quand il pourrait se dire à soi-même : « J'ai contribué pour ma part à empoisonner l'existence de plusieurs millions de mes semblables ? » Serions-nous cette Nation à qui ses ennemis même accordent la fierté de l'honneur, si les étrangers pouvaient nous flétrir du titre de *Nation banqueroutière*, et nous accuser de n'avoir repris notre liberté et nos forces que pour commettre des attentats dont le Despotisme avait horreur ?

Peu importerait de protester que nous ne l'avons jamais prémédité, ce forfait exécrationnel. Ah ! les cris des victimes, dont nous aurions rempli l'Europe, protesteraient plus haut contre nous ! Il faut agir ; il faut des mesures promptes, efficaces, certaines : qu'il disparaisse enfin ce nuage trop longtemps suspendu sur nos têtes, qui d'une extrémité de l'Europe à l'autre, jette l'effroi parmi les Créanciers de la France, et peut devenir plus funeste à ses ressources nationales que les fléaux terribles qui ont ravagé nos campagnes.

Que de courage vous nous rendrez pour les fonctions que vous nous avez confiées ! Comment travaillerions-nous avec sécurité à la Constitution d'un État dont l'existence est compromise ? Nous avons juré de sauver la Patrie ; jugez de nos angoisses quand nous craignons de la voir périr dans nos mains ! il ne faut qu'un sacrifice d'un moment, offert véritablement au bien public et non pas aux déprédations de la cupidité. Eh bien ! cette légère expiation pour les erreurs et les fautes d'un temps marqué par notre servitude politique, est-elle donc au-dessus de notre courage ? Songeons au prix qu'a coûté la liberté à tous les Peuples qui s'en sont montrés dignes ; des flots de sang ont coulé pour elle ; de longs malheurs, d'affreuses guerres civiles ont partout marqué sa naissance !... Elle ne nous demande que des sacrifices d'argent, et cette offrande vulgaire n'est pas un don qui nous appauvrisse ; elle revient nous enrichir et retombe sur nos Cités, sur nos campagnes, pour en augmenter la gloire et la prospérité.

Signé : Mounier, *président* ; Demeunier, le vicomte de Mirabeau, l'Abbé d'Eymar, l'Évêque de Nancy, Bureaux de Puzy, Faydel, *secrétaires*.

---

(*Procès-verbaux de l'Assemblée nationale*, t. V, n° 93.)

---

## ANNEXE II

*Proclamation du Roi*

Du 11 octobre 1789

Nous recommandons de la manière la plus instante à tous nos fidèles sujets de se conformer aux dispositions du présent décret de l'Assemblée nationale, revêtu de notre sanction. Ils sentiront tous qu'il importe au Salut de l'État de ne pas réunir aux maux qui affligent notre Royaume les funestes effets du désordre des finances.

Toute l'Europe est attentive à la conduite que les Français tiendront en cette grande occasion ; elle va juger avec sûreté de l'étendue de leur attachement au bien de l'État. Car si le vœu de la première Assemblée nationale, si les pressantes invitations du monarque, si la situation des affaires, si le danger imminent des circonstances ne pouvaient déterminer à un sacrifice d'argent momentané, il faudrait désespérer des ressources qui doivent naître du mouvement généreux des esprits et du résultat de ces vertus publiques auxquelles on met aujourd'hui sa confiance.

Sans doute on parviendrait aisément à colorer les motifs de tiédeur, en les rapportant à des considérations particulières ; mais l'intérêt de l'État doit l'emporter sur tous les sentiments personnels ; il doit réunir, au moins pour un temps, les différentes opinions, afin qu'au moment où la paix renaîtra, on retrouve sans altération les principales sources de la prospérité publique.

Tous les biens dont la Providence a daigné favoriser ce superbe Empire sont encore dans leur entier, et nos fidèles sujets, avec un vœu commun, avec un esprit de sagesse, jouiraient en peu de temps de ces précieux avantages,

d'une manière plus solide et plus étendue que ne l'ont fait jamais leurs ancêtres.

Heureux jours que nous demandons au ciel avec les plus vives instances, et que nous ne désespérons pas d'obtenir, en arrêtant nos regards sur ce grand nombre de Citoyens généreux, vertueux et sensibles, répandus dans tout notre Royaume, et qui font encore l'honneur de notre règne et la gloire de leur Patrie !

Donné à Paris, le onzième d'octobre mil sept cent quatre-vingt-neuf.

*Signé : Louis*

*Et plus bas : De Saint-Priest*

---

(Archives départementales de Meurthe-et-Moselle; C. 391, 533; L. 314.)

---

## ANNEXE III

Modèles joints à l'Instruction faisant suite à la loi des 6-9 octobre 1789 relative à l'organisation de la Contribution patriotique.

## MODÈLE A

*Modèle de la liste des personnes domiciliées et résidentes  
dans chaque ville et communauté*

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

Liste de toutes les personnes domiciliées et résidentes  
dans la ville ou communauté de .

Savoir :

N° 1

N° 2

N° 3

Etc...



*Modèles des différentes déclarations à fournir pour la Contribution patriotique, par les hommes mariés, veufs ou célibataires, les femmes veuves, celles séparées de corps ou de biens seulement, les fils de famille ayant un emploi ou exerçant personnellement une profession quelconque, les filles étant à leurs droits, les mineurs émancipés, les personnes en profession religieuse sur les pensions qu'elles reçoivent de leur famille, les ci-devant religieux sécularisés sur les pensions qui leur ont été conservées, les couvents et monastères dotés, de l'un et l'autre sexe, et autres établissements, etc., etc.*

## MODÈLE B

*Déclaration conforme aux proportions*

Je soussigné. . . . . déclare avec vérité que la somme de. . . . . dont je contribuerai aux besoins de l'État, est conforme aux fixations établies par le Décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre 1789, concernant la Contribution patriotique.

Et je m'engage à acquitter ladite somme de. . . . .

|                    |                                                                                                                                                                                     |            |   |          |                   |              |
|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|---|----------|-------------------|--------------|
| . . . . . en       | <table border="0"> <tr> <td>un seul</td> <td rowspan="3">}</td> <td rowspan="3">payement</td> </tr> <tr> <td>deux</td> </tr> <tr> <td>trois</td> </tr> </table>                     | un seul    | } | payement | deux              | trois        |
| un seul            | }                                                                                                                                                                                   | payement   |   |          |                   |              |
| deux               |                                                                                                                                                                                     |            |   |          |                   |              |
| trois              |                                                                                                                                                                                     |            |   |          |                   |              |
| avant l'expiration | <table border="0"> <tr> <td>du premier</td> <td rowspan="3">}</td> <td rowspan="3">terme</td> </tr> <tr> <td>des deux premiers</td> </tr> <tr> <td>du troisième</td> </tr> </table> | du premier | } | terme    | des deux premiers | du troisième |
| du premier         | }                                                                                                                                                                                   | terme      |   |          |                   |              |
| des deux premiers  |                                                                                                                                                                                     |            |   |          |                   |              |
| du troisième       |                                                                                                                                                                                     |            |   |          |                   |              |

fixé par l'article XI du Décret de l'Assemblée Nationale.

A , ce 17 .

---

## MODÈLE C

*Déclaration excédant la proportion*

Je soussigné. . . . . déclare avec vérité que la somme de. . . . . dont je contribuerai aux besoins de l'État, excède les fixations établies par le Décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre 1789, concernant la Contribution patriotique.

Et je m'engage à acquitter ladite somme de. . . . .

|                                                           |                                                     |                              |          |
|-----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------|----------|
| . . . . .                                                 | en                                                  | } un seul<br>deux<br>trois } | payement |
|                                                           |                                                     |                              |          |
|                                                           |                                                     |                              |          |
| avant l'expiration                                        | } du premier<br>des deux premiers<br>du troisième } | terme                        |          |
|                                                           |                                                     |                              |          |
| fixé par l'article XI du Décret de l'Assemblée nationale. |                                                     |                              |          |

A , ce 17 .

---

## MODÈLE D

*Déclaration à fournir par ceux dont le revenu est inférieur à 400 livres*

Je soussigné. . . . . déclare avec vérité que mon revenu n'excède point 400 livres, et que je contribuerai aux besoins de l'État, de la somme de . . . . .

Et je m'engage à acquitter ladite somme de . . . . . en . . . . . payement, avant l'expiration d . . . . . terme fixé par l'article XI du Décret de l'Assemblée nationale.

A , ce 17 .

---

MODÈLE **E**

*Déclaration pour ceux qui, dispensés de contribuer, ne voudront point cependant profiter de cette exemption.*

Je soussigné . . . . . déclare que, mon vœu étant de contribuer aux besoins de l'État, j'offre librement et volontairement la somme de. . . . .

Et je m'engage à acquitter ladite somme de. . . . . en. . . . . paiement, avant l'expiration d . . . . . terme fixé par l'article XI du Décret de l'Assemblée nationale.

A . . . . . , ce . . . . . 17 .

---

MODÈLE **F**

*Modèle de la clause à ajouter à la fin des déclarations, par ceux qui voudront désigner une personne pour être à leurs droits, en cas de remboursement.*

Je soussigné, etc. . . .  
et je m'engage, etc. . . .

Je désigne de plus . . . . . pour être à mes droits, à l'époque où le remboursement de la Contribution patriotique pourra s'effectuer, suivant l'article XVI du Décret de l'Assemblée nationale.

A . . . . . , ce . . . . . 17 .

---

## MODÈLE G

Modèle de feuilles de rôles,  
telles qu'elles peuvent être imprimées.

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

PROVINCE  
de LORRAINE et de BAR

DISTRICT  
de

COMMUNAUTÉ  
d.

*Rôle des sommes à recouvrer dans  
la . . . . . de . . . . .  
pour la Contribution patriotique,  
d'après les déclarations faites par  
les personnes ci-après dénommées,  
savoir :*

| NOMS<br>des<br>PERSONNES QUI ONT DÉCLARÉ                                                                                                                                                  | TOTAL<br>de la<br>CONTRIBUTION<br>offerte | ÉPOQUE DES PAYEMENTS |               |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------|---------------|---------------|
|                                                                                                                                                                                           |                                           | 30 AVRIL 1790        | 30 AVRIL 1791 | 30 AVRIL 1792 |
| <p>PREMIER CHAPITRE</p> <p><i>Personnes qui ont déclaré au-dessus de la proportion</i></p> <p>Art. 1<sup>er</sup>.</p> <p>a déclaré</p> <p>qu'il payerait en</p> <p>terme la somme de</p> |                                           |                      |               |               |

Nous, . . . . .  
 . . . . . avons arrêté le présent rôle des  
 sommes qui doivent être payées pour la Contribution patrio-  
 tique, dans la. . . . . de. . . . . par les per-  
 sonnes dénommées audit rôle à la somme totale de. . . . .  
 . . . . . dont celle de . . . . . payable  
 au premier terme, celle de. . . . . au second  
 terme, et celle de . . . . . au troisième terme;  
 et sera le recouvrement desdites sommes fait par les col-  
 lecteurs ordinaires de ladite. . . . . en exercice  
 pour l'année 1790.

Fait à . . . . ce . . . . mil sept cent quatre-vingt-

---

MODÈLE H

*Modèle de vérification du rôle de la Contribution  
 patriotique.*

CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

BORDEREAU DE VÉRIFICATION DU . . . . . 17 .

|                                               |   |                                 |   |       |
|-----------------------------------------------|---|---------------------------------|---|-------|
| Montant du rôle                               | { | 1 <sup>er</sup> Terme . . . . . | } | » » » |
|                                               |   | 2 <sup>e</sup> Terme . . . . .  |   |       |
|                                               |   | 3 <sup>e</sup> Terme . . . . .  |   |       |
| Sommes reçues<br>jusqu'au dit<br>jour<br>17 . | { | Suivant les quittances du       | } | » » » |
|                                               |   | Receveur particulier des        |   |       |
|                                               |   | finances à nous repré-          |   |       |
|                                               |   | sentées . . . . .               |   |       |
|                                               |   | En deniers étant entre les      |   |       |
|                                               |   | maines du Collecteur. .         |   |       |

Reste à recouvrer audit jour . . . . . » » »

Fait à . . . . ce . . . . 17 .

---

(Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, C. 533.)

## ANNEXE IV

## Proclamation du Roi.

Qui autorise les Municipalités à recevoir les bijoux et vaisselles d'or et d'argent, pour les transmettre aux Directeurs des Monnaies.

Du 15 novembre 1789.

Le Roi étant informé qu'un grand nombre de citoyens se trouvent, par leur éloignement des Hôtels des Monnaies, dans l'impossibilité d'y porter des bijoux et vaisselles dont ils seraient disposés à faire le sacrifice, soit pour concourir à l'augmentation du numéraire, soit pour satisfaire au paiement de la Contribution patriotique du quart de leur revenu ; que plusieurs Municipalités se sont déjà volontairement chargées de recevoir ces objets, et de les faire transporter aux Hôtels des Monnaies ; qu'à leur exemple, d'autres Municipalités ont manifesté le vœu de seconder le patriotisme de leurs concitoyens, en se chargeant pareillement, aussitôt qu'elles y seront autorisées, des dépôts de cette nature qui leur seraient confiés ; Sa Majesté a ordonné et ordonne ce qui suit :

ART. 1. — Les Municipalités des villes où il n'existe point d'Hôtels des Monnaies, seront autorisées à recevoir à titre de dépôt, les bijoux et vaisselles d'or et d'argent et les argenteries des églises dont les propriétaires désireraient faire le sacrifice, soit pour concourir à l'augmentation du numéraire, soit pour en employer le produit au paiement de la Contribution patriotique du quart de leur revenu.

ART. 2. — Les Municipalités des villes où il existe des Hôtels des Monnaies, sont également autorisées à établir



de pareils dépôts, mais à la charge de ne recevoir que les objets dont le poids n'excédera pas 2 onces pour l'or, et 2 marcs pour l'argent.

ART. 3. — Les bijoux, vaisselles et argenteries qui seront apportés aux dépôts établis en exécution des deux articles précédents, ne pourront être reçus qu'en présence de trois Officiers municipaux ou autres citoyens à ce préposés par la Municipalité, et d'un Maître Orfèvre, lequel sera chargé d'examiner les poinçons dont ces bijoux, vaisselles et argenteries porteront les empreintes, afin de les classer, conformément aux distinctions portées par les articles 1 et 2 de la Proclamation du 12 octobre, et aux Instructions particulières qui seront imprimées et jointes à la présente.

ART. 4. — Il sera, par les Officiers ou citoyens chargés de la recette desdits bijoux, vaisselles et argenteries, délivré à chacun des propriétaires de ces objets, un récépissé qui énoncera leur poids, leur espèce et le poinçon dont ils porteront l'empreinte : ces récépissés seront signés, tant par lesdits Officiers, que par l'Orfèvre vérificateur ; ils seront portés sur un double registre par ordre de numéro, et ce numéro sera énoncé en toutes lettres sur chaque récépissé. L'un des registres restera au greffe de la Municipalité, et l'autre sera remis par elle à l'Administration générale des finances.

ART. 5. — Aussitôt que la totalité des dépôts s'élèvera à 25 marcs, l'envoi en sera fait par les Officiers préposés à la recette, au Directeur de la Monnaie la plus voisine, ou celle avec laquelle il y aura une communication plus directe ou plus facile, et ce par la voie des messageries. Cet envoi sera accompagné d'un extrait du registre certifié véritable lequel énoncera tous les objets composant ledit envoi, avec les mêmes détails et dans le même ordre où ils auront été enregistrés. Le Directeur de la Monnaie auquel ils seront remis, en payera le port, conformément à l'article 12 de la Proclamation du 12 octobre ; il fera faire une copie du

procès-verbal joint au dit envoi ; il revêtira cette copie de son récépissé, et il la fera passer aux Officiers municipaux qui le lui auront adressé, pour leur servir de décharge.

ART. 6. — Les Officiers municipaux enverront au Contrôleur général des finances des copies, certifiées d'eux, des procès-verbaux qui, en exécution de l'article précédent, accompagneront chacun des envois.

ART. 7. — Les récépissés expédiés par les Officiers municipaux dans la forme prescrite par l'article 4, seront reçus en paiement de la Contribution patriotique du quart des revenus, par les Receveurs chargés de cette perception, dans la ville où lesdits bijoux, vaisselles et argenteries auront été déposés, et non ailleurs ; et le remboursement de ceux desdits récépissés qui n'auraient pas été employés au paiement de la dite Contribution, se fera aux époques fixées par le Décret de l'Assemblée nationale du 6 octobre, par les Officiers municipaux qui auront reçu lesdits dépôts.

Fait à Paris, le 15 novembre 1789.

*Signé :* DE SAINT-PRIEST.

---

*Instruction sur la manière de procéder à la recette des bijoux et vaisselles, rédigée en exécution de l'article 3 de la Proclamation du Roi du 15 novembre 1789.*

L'examen des poinçons dont les bijoux et vaisselles portent les empreintes, exige la plus grande attention.

Le titre des chaînes de montre en or étant presque toujours inférieur au titre commun des autres bijoux, on ne peut les recevoir qu'au prix fixé pour les bijoux de fabrique étrangère.

Les menus bijoux connus sous le nom de breloques, n'étant souvent que d'argent doré, ou fabriqués avec de l'or à très bas titre, on ne peut les examiner avec trop de soin ;

il convient de refuser tous ceux qui paraîtraient suspects, et surtout ceux qui ne seront marqués d'aucun poinçon.

Les chaînes, les tabatières à charnières, les boîtes de montre, les bonbonnières et les boîtes à mouches, contiennent des goupilles de fer et de cuivre, dont le poids doit être évalué et déduit du poids total de chacun de ces bijoux ; le poids des émaux dont ils sont ornés, doit être pareillement évalué et déduit ; les ors de couleur étant chargés d'une forte partie d'argent, il est également juste de faire, sur le poids des bijoux dans la fabrication desquels il est entré une certaine quantité de ces ors mélangés, une déduction relative.

Les bijoux ou vaisselles d'argent doré, ne doivent être reçus et payés que comme argent, parce que la dépense qu'exige le départ absorbe communément la plus grande partie de l'or dont ces objets sont recouverts.

Avant de procéder à la pesée des bijoux, vaisselles et argenteries, il faut faire démonter toutes celles qui sont susceptibles de l'être, en détacher tous les métaux étrangers employés à leur monture, sonder celles dont la forme annonce un vide intérieur, faire enlever le mastic qui remplit souvent ce vide, prendre enfin toutes les mesures nécessaires pour éviter de comprendre, dans les pesées, d'autres matières que celles qui doivent en être l'objet.

Les lingots d'or ou d'argent ne peuvent être reçus qu'en raison de leur titre, conformément aux dispositions de l'article 3 de la Proclamation du 12 octobre ; ce titre doit être constaté par des essais faits, soit par les Essayeurs des Monnaies, soit par les Gardes Orfèvres, et la prudence exige que les lingots soient rompus ou sondés à l'effet de vérifier s'ils ne sont pas fourrés, c'est-à-dire s'il n'existe pas dans leur intérieur des matières étrangères.

On distinguera, dans chaque récépissé, les différentes natures de bijoux et vaisselles, et on les classera, savoir : les bijoux d'or, en bijoux *au poinçon de Paris*, en bijoux *aux poinçons de province*, en bijoux *de fabrique étrangère*.

Les premiers seront reçus à raison de 718<sup>#</sup> le marc ; les seconds, à raison de 672<sup>#</sup> le marc, et les derniers à raison de 602<sup>#</sup> le marc.

Les jetons, médailles, vaisselles et argenteries, seront divisés en sept classes.

Les jetons et médailles formeront la première.

La seconde sera composée de la vaisselle plate au poinçon de Paris (1).

Dans la troisième classe sera comprise toute la vaisselle plate soudée au poinçon de Paris.

La quatrième classe sera composée des vaisselles et argenteries montées au même poinçon.

La cinquième classe sera formée de toute la vaisselle plate au poinçon des provinces.

Dans la sixième classe seront comprises toutes les vaisselles et argenteries soudées et montées au poinçon des provinces.

Enfin la septième classe sera composée de toutes les vaisselles et argenteries de fabrique étrangère, de quelque nature qu'elles soient, et de toutes celles qui ne seront revêtues d'aucun poinçon ; il sera convenable de rompre une portion de ces dernières pour s'assurer si elles sont bien réellement d'argent.

On pèsera et on enregistrera séparément la vaisselle ou argenterie de chaque classe, cette distinction étant absolument nécessaire pour la comptabilité des Directeurs des Monnaies envers Sa Majesté.

Les jetons, médailles, vaisselles et argenteries qui composent les quatre premières classes, seront reçus à raison 55<sup>#</sup> le marc.

---

(1) On entend par vaisselle plate les couverts, les gobelets en forme de timbale, les assiettes et plats dont les bords étant tournés ne contiennent point de soudure, et généralement tous les ouvrages d'argent dont aucune partie n'a été soudée.

Les vaisselles et argenteries qui forment la cinquième et la sixième seront reçues sur le pied de 53<sup>#</sup> 10<sup>s</sup> le marc ; et toutes celles qui composent la septième le seront à raison de 44 10<sup>s</sup> le marc.

S'il s'élevait quelque difficulté sur le titre des bijoux et vaisselles, il sera facile de les lever en les faisant essayer par les Gardes Orfèvres ; les frais de ces essais seront à la charge des propriétaires des objets qui y seront soumis.

---

(Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, C. 533.)

## ANNEXE V

## TABLEAU

DES MEMBRES QUI COMPOSENT L'ASSEMBLÉE ADMINISTRATIVE  
DU DÉPARTEMENT DE LA MEURTHE.

*Président.*

M. Jean-Baptiste-Charles Collenel, président à mortier,  
au Parlement de Nancy.

*Membres de l'assemblée.*

MM.

Joseph-Arnould Henry, bâtonnier de l'Ordre des avocats,  
au Parlement de Nancy.

Louis Collière, cultivateur à Varangéville.

Nicolas-Joseph Cherrière, avocat à Gerbéviller.

Nicolas-Antoine-Michel Mangin, avocat à Lunéville.

Charles-Léopold Haillecourt, conseiller au bailliage de  
Lunéville.

Claude-François Pagnot, avocat à Vézelize.

Claude Léger, cultivateur à Crépey.

Charles-François Gérard, avocat, notaire, maire et élec-  
teur de Diarville.

Nicolas Husson, capitaine d'infanterie à Toul.

Blaise Bénard, négociant à Foug.

Louis Gouvion, capitaine au Corps royal du génie à Toul.

Martin-Jean-Baptiste Nicolas, lieutenant particulier au  
bailliage de Thiaucourt.

Joseph-François Ragot, lieutenant particulier au bailliage  
de Pont-à-Mousson.

Grégoire Perrin, avocat et cultivateur à Nomeny.



MM.

Nicolas-Louis Crousse, cultivateur à La Garde.

Joseph Grandidier, cultivateur à Moncel.

Nicolas-Jean-Joseph-François-Xavier Thomassin, lieutenant-général au bailliage de Château-Salins.

Remi Dieudonné, cultivateur à Fribourg.

Augustin Hun, avocat à Dieuze.

Etienne Cunin, conseiller au bailliage et lieutenant en la maîtrise des eaux et forêts de Dieuze.

Philippe-François Foissac, capitaine au Corps royal du génie à Phaltzbourg.

François Levasseur, avocat et notaire à Sarrebourg.

Nicolas-François Henry, procureur du Roi en la maîtrise des eaux et forêts de Phaltzbourg.

Jean Renaut, procureur du Roi au bailliage de Blâmont.

Germain Bonneval, cultivateur à Ogevillers.

Christophe Bathelot, lieutenant particulier au bailliage de Blâmont.

Étienne Mollevaut, avocat au Parlement de Nancy.

Charles-Gabriel Regnault, chevalier de l'Ordre royal et militaire de Saint-Louis, résidant à Rosières.

Jean-Etienne Foblant, directeur de la saline de Dieuze.

Pierre-François Chatelin, chanoine de la Collégiale de Saint-Gengoult de Toul.

Pierre Michel, le jeune, avocat à Vic.

Jean-Charles-Ferdinand Fisson, président à mortier, au Parlement de Nancy.

Pierre-Gabriel-Pascal Mallarmé, conseiller au bailliage de Vézelize.

Jean-François-Charles Grandjean, avocat au Parlement de Nancy.

Jean Plassiard, conseiller au bailliage de Nancy.

*Procureur général syndic du département.*

M. François Le Lorrain, avocat à Pont-à-Mousson.

*Secrétaire greffier.*

M. Joseph Breton, ancien secrétaire provincial.

*Membres qui composent le Directoire du département.*

MM.

Collenel, *président*, rue l'Évêque, n° 21.

Fisson, *vice-président*, sur la Carrière, n° 7.

Henry, de Nancy, rue Saint-Dizier, n° 206.

Grandjean, près la paroisse Saint-Sébastien, n° 514.

Chatelin, à l'hôtel de l'Administration.

Foissac, à l'hôtel de l'Administration.

Haillecourt, à l'hôtel de l'Administration.

Pagnot, à l'hôtel de l'Administration.

Mollevaut, près la paroisse Saint-Sébastien, n° 512.

Le Lorrain, *procureur général syndic*, à l'hôtel de l'Administration.

Grandjean, *suppléant du procureur général syndic*.

Breton, *secrétaire greffier*, place d'Alliance, n° 74.

*Extrait des procès-verbaux du département de la Meurthe, certifié par le secrétaire greffier soussigné,*

A Nancy, le 2 août 1790.

BRETON.

---

(Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 3475.)

## ANNEXE VI

Modèles joints à l'Instruction du 2 mai 1790, pour les Receveurs généraux et particuliers des Finances, sur le recouvrement de la Contribution patriotique.

## N° 1

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

PAROISSE

de

RECETTE

de

N° DU RÔLE

NOTA. — Le Collecteur aura le plus grand soin de désigner, après les mots *pour le*, si le paiement est fait pour le premier, le deuxième ou le dernier tiers.

Je soussigné, Collecteur de la Paroisse  
d \_\_\_\_\_, en l'année 179 \_\_\_\_\_,  
reconnais avoir reçu de M.  
la somme de .

\_\_\_\_\_ pour le ( \_\_\_\_\_ )  
tiers de la Contribution patriotique,  
conformément à sa déclaration du  
17 \_\_\_\_\_, et employé à l'article  
\_\_\_\_\_ du rôle  
arrêté par MM. les Officiers municipaux  
de la dite Paroisse.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
quatre-vingt \_\_\_\_\_ mil sept cent

N<sup>o</sup> 2

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

GÉNÉRALITÉ

d

PAROISSE

d

*Bordereau de situation, vérifié par MM. les  
Officiers municipaux de à  
remettre par le Collecteur, au Receveur  
particulier des Finances de*

RECETTE D

Du

179

Montant du rôle . . . . . liv. s. d.

Payements

En argent. . . . . liv. s. d. liv. s. d. liv. s. d.

En assignats entre  
les mains des Col-  
lecteurs.

En effets royaux, rescrip-  
tions, etc., convertis en  
récépissés du Receveur  
particulier, conformément  
à l'article IV de l'Instruc-  
tion du 2 mai 1790.

En quittances d'intérêts,  
dont il a tenu compte aux  
particuliers qui ont payé  
leur Contribution en un  
seul terme.

Suivant les quittances du Receveur, il a  
ci-devant payé . . . . .

RESTE à recouvrer . . . . .

Fait à

le

179

## N° 3

## ÉTAT DES DIFFÉRENTS COUPONS

admissibles dans la contribution patriotique.

|                                                     |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
|-----------------------------------------------------|---|--------------------------------------------------------|-------|----|---|---|----|----|---|
| Coupons de l'Édit de décembre 1782.                 |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
| — de l'Édit de décembre 1784.                       |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
| — de l'Édit de décembre 1785.                       |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
| — de 24 livres de la Loterie d'avril 1783.          |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
| — de 40 livres de l'Emprunt de novembre 1787.       |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
| — de l'Emprunt national de 80 millions d'août 1789. |   |                                                        |       |    |   |   |    |    |   |
| Compagnies<br>des Indes                             | { | Coupons de 62 liv. 10 s. d. admis pour 56 liv. 5 s. d. |       |    |   |   |    |    |   |
|                                                     |   | —                                                      | de 40 | »  | » | — | 36 | »  | » |
|                                                     |   | —                                                      | de 25 | »  | » | — | 22 | 10 | » |
|                                                     |   | —                                                      | de 15 | 12 | 6 | — | 14 | 1  | 3 |
|                                                     |   | —                                                      | de 5  | »  | » | — | 4  | 10 | » |

NOTA. -- Les coupons de 200 livres de la Loterie d'octobre 1780, dont la somme est imprimée, et qui sont signés : savoir, les uns Pitois, et les autres Provaudier, ne sont point admissibles dans la Contribution patriotique, attendu qu'ils font partie d'un capital et ne sont point coupons d'intérêt.

## N° 4

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

RECETTE

liv. sols. den.

de

P. L.

Je soussigné, Receveur particulier des  
Finances (de l'élection, bureau, bailliage  
ou viguerie) de reconnaiss  
avoir reçu de M. , Col-  
lecteur de la Paroisse de  
la somme de provenant  
de son recouvrement de la Contribution  
patriotique, depuis le  
jusqu'au

Fait à le  
mil sept cent quatre-vingt

N<sup>o</sup> 5

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

*payée en un seul terme.*

GÉNÉRALITÉ D

RECETTE D

Paroisse d

Je soussigné

Employé au rôle de la Contribution pa-

triotique de la { province de  
département d  
communauté d

reconnais avoir reçu de M.

Receveur }  
ou } de

Collecteur }

la somme de

pour

l'intérêt de { années }  
mois } à raison de  
jours }par an, dont j'ai avancé le paye-  
ment de ma Contribution patriotique, et  
conformément à l'art. XII du Décret de  
l'Assemblée nationale du 6 octobre 1789.

Fait à le 179 .

---

(Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, C. 533 et  
L. 3472.)

---



## ANNEXE VII

Modèles joints à l'Instruction du 20 décembre 1790 concernant le recouvrement de la Contribution patriotique par les Receveurs de district, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1791.

N<sup>o</sup> 1

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

DÉPARTEMENT

de \_\_\_\_\_

DISTRICT

de \_\_\_\_\_

CANTON

de \_\_\_\_\_

MUNICIPALITÉ

de \_\_\_\_\_

N<sup>o</sup> du rôle

NOTA. — Le Collecteur aura le plus grand soin de désigner, après les mots *pour le*, si le payement est fait pour le premier, le deuxième ou le dernier tiers.

Je soussigné, Collecteur de la Municipalité de \_\_\_\_\_ en l'année

179 , reconnais avoir reçu de M.

la somme de

pour le ( ) tiers de sa Contribution patriotique, conformément à sa déclaration du 17 ,

et employé à l'article du rôle arrêté par MM. les Officiers municipaux.

Fait à \_\_\_\_\_ le  
mil sept cent quatre-vingt

N<sup>o</sup> 2

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

DÉPARTEMENT

de

DISTRICT

de

CANTON

de

MUNICIPALITÉ

de

*Bordereau de situation, vérifié par MM. les  
Officiers municipaux de  
à remettre, par le Collecteur, au Rece-  
veur du District de*

Du

179 .

Montant du rôle . . . . . liv. s. d.

## Payements

|                                                                                                                                        | liv. s. d. | liv. s. d. | liv. s. d. |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------|------------|
| En argent. . . . .                                                                                                                     |            |            |            |
| En assignats entre<br>les mains des Col-<br>lecteurs . . . . .                                                                         |            |            |            |
| En quittances d'intérêts,<br>dont il a tenu compte aux<br>particuliers qui ont payé<br>leur Contribution en un<br>seul terme . . . . . |            |            |            |
| Suivant les quittances du Receveur, il a<br>ci-devant payé . . . . .                                                                   |            |            |            |

RESTE à recouvrer . . . . .

Fait à

le

179 .

N<sup>o</sup> 4

## CONTRIBUTION PATRIOTIQUE

décidée par l'Assemblée nationale.

---

*Note des valeurs qui pourront être reçues pour comptant dans les paiements de la Contribution patriotique.*

1<sup>o</sup> Les Rescriptions sur les recettes générales des finances, endossées par M. de Beckvelt ;

2<sup>o</sup> Les Assignations sur la Ferme générale ;

3<sup>o</sup> Les Assignations sur la Régie générale ;

4<sup>o</sup> Les Assignations sur les Postes ;

5<sup>o</sup> Les Billets des Fermes ;

6<sup>o</sup> Les Billets de la Régie générale ;

7<sup>o</sup> Les Coupons échus de tous les Effets royaux (1) ;

8<sup>o</sup> Les Quittances des rentes viagères et perpétuelles, échues et payables à l'Hôtel de Ville de Paris après que ces quittances auront été certifiées bonnes par les payeurs des rentes, chargés de les acquitter ;

9<sup>o</sup> Les Quittances d'arrérages courants des pensions, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1790, également certifiées bonnes par M. Gislain, premier commis du Trésor royal ;

10<sup>o</sup> Les Reconnaissances de la vaisselle portée à la Monnoie et les extraits délivrés par les Municipalités en vertu de la Proclamation du Roi du 15 novembre 1789 ;

11<sup>o</sup> Les Quittances de gages de charges qui, d'après l'époque ordinaire du paiement de ces gages, doivent être acquittées à la fin de l'année 1790, à condition que ces quittances seront certifiées bonnes par le Payeur des gages, ou par le Receveur général des finances, chargé de les acquitter, ou à défaut du Receveur général, par son commis à la recette générale, lesquels certifieront aussi l'époque à laquelle chacune de ces quittances doit être payée ;

---

(1) Voir la désignation des coupons admissibles, Annexes VI, n<sup>o</sup> 3.

12° Les Quittances des arrérages échus au 1<sup>er</sup> janvier 1790, des rentes que les secrétaires du Roi payent à la décharge du Trésor public; ces quittances devront être visées par M. de Villantroy, syndic de cette Compagnie, et certifiées par M. Quatresous de La Motte, chargé d'en faire le payement;

13° Les Quittances des traitements arréragés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1790, elles devront être certifiées par les différents payeurs de ces traitements;

14° Les Reconnaissances des dons patriotiques faits antérieurement au 6 octobre 1789;

15° Les Bons de M. Garat, Caissier du grand Comptant au Trésor public;

16° Les Bons délivrés par M. Le Conteulx, Trésorier général de la Caisse de l'Extraordinaire, aux personnes qui ont acquitté directement leur Contribution à cette Caisse.

---

(Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, L. 314 et 3481.)

---

VU :

*Le Président de l'acte public,*

G. GAVET.

VU :

*Le Doyen,*

Nancy, le 20 octobre 1909.

R. BLONDEL.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 20 octobre 1909,

*Le Recteur de l'Académie,*

Ch. ADAM,

Correspondant de l'Institut.

## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                               | Pages. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| PRÉFACE. . . . .                                                                                                                              | v      |
| INDEX BIBLIOGRAPHIQUE. . . . .                                                                                                                | xv     |
| INTRODUCTION. . . . .                                                                                                                         | i      |
| I. — Les impôts sur le revenu avant la Révolution. .                                                                                          | i      |
| II. — Situation financière de la France, pendant les<br>premiers mois de la Révolution. — Nécessité<br>de recourir à des expédients . . . . . | 10     |

### PREMIÈRE PARTIE

#### **Projet, discussion et vote de la loi des 6-9 octobre 1789 organisant la contribution patriotique.**

|                           |    |
|---------------------------|----|
| CHAPITRE UNIQUE . . . . . | 19 |
|---------------------------|----|

### DEUXIÈME PARTIE

#### **Fonctionnement de la contribution patriotique d'après la loi des 6-9 octobre 1789.**

*La contribution est volontaire; le patriotisme en est la base.*

|                                                                                                                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — Organisation du fonctionnement de la<br>contribution patriotique par la loi des<br>6-9 octobre 1789 et les instructions y<br>faisant suite . . . . . | 43 |
| CHAPITRE II. — Mise en œuvre de la contribution pa-<br>triotique dans la province de Lor-<br>raine et Barrois. . . . .                                             | 69 |

## TROISIÈME PARTIE

**Modifications successives apportées au fonctionnement  
de la contribution patriotique.**

*La contrainte est progressivement adjointe au patriotisme reconnu  
insuffisant pour établir l'assiette et assurer le recouvrement de la  
contribution.*

|                                                                                                                                                                                                                                          | Pages. |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| CHAPITRE I. — Transformation de la contribution patrio-<br>tique par les lois des 27 mars-1 <sup>er</sup> avril,<br>8-20 août et 25-31 octobre 1790. . . .                                                                               | 121    |
| CHAPITRE II. — Fonctionnement de la contribution patrio-<br>tique depuis le mois d'avril 1790 dans<br>la province de Lorraine et Barrois, puis<br>dans le département de la Meurthe. —<br>Effets des modifications apportées. . .        | 141    |
| Section I. Établissement de l'assiette de la contribution<br>patriotique. — <i>Déclarations.</i> — <i>Vérifications :</i><br><i>Taxes d'office et surtaxes.</i> — <i>Rôles d'assiette</i><br><i>et bordereaux de situation</i> . . . . . | 142    |
| Section II. Demandes en réduction ou décharge. — Procé-<br>dure et contentieux. . . . .                                                                                                                                                  | 175    |
| Section III. Retards dans les recouvrements de la contribu-<br>tion patriotique et mesures successivement<br>adoptées pour en assurer la perception. . .                                                                                 | 205    |
| Section IV. Frais d'assiette et de recouvrement de la contri-<br>bution patriotique . . . . .                                                                                                                                            | 285    |
| CONCLUSION. . . . .                                                                                                                                                                                                                      | 303    |
| ANNEXES. . . . .                                                                                                                                                                                                                         | 307    |











